RIVALITÉ

DE CHARLES-QUINT

ET

DE FRANÇOIS I[ER]

ALLIANCES DISPUTÉES AVANT LA RUPTURE. — CAMP DU DRAP-D'OR. — CONFÉRENCE DE CALAIS. — COMMENCEMENS DE LA GUERRE.

I.

La guerre entre François I[er] et Charles-Quint suivit de près la lutte animée et opiniâtre qu'ils avaient soutenue pour l'élection à l'empire (1). Cette guerre, qui devait remplir une partie du siècle de ses vicissitudes, ébranler si longtemps l'Europe, intéresser dans la rivalité de deux puissans monarques les destinées territoriales de deux grandes monarchies, décider du sort de l'Italie, favoriser les révolutions religieuses de l'Allemagne, provoquer les variations politiques de l'Angleterre changeant ses alliances selon ses convoitises et ses craintes, cette guerre éclata en 1521. La situation des pays y conduisit encore plus que les sentimens des souverains.

François I[er] et Charles-Quint avaient essayé de se mettre d'accord et de rester en paix durant les quatre premières années de leur règne.

(1) Voyez, sur cette lutte et sur la *première rivalité de Charles-Quint et de François I[er]*, la *Revue* du 15 janvier 1854.

Ils y avaient un intérêt égal. Le jeune Charles voulait s'assurer la paisible possession des Pays-Bas, de l'Espagne et du royaume de Naples. Il pouvait être facilement, dans ces états disjoints, troublé par le roi de France, qui, de la Picardie, de la Gascogne et de la Lombardie, n'avait que quelques marches à faire pour envahir l'Artois, la Flandre et le Brabant, provinces à certains égards françaises, pénétrer au-delà des Pyrénées, où se montraient les signes d'une prochaine révolte, enfin descendre au sud de l'Italie et s'en emparer comme l'avaient fait ses deux prédécesseurs, Charles VIII et Louis XII. De son côté, François Ier, après avoir reconquis le Milanais, remis les Suisses dans son alliance à la suite de leur défaite, contraint le pape et les états de l'Italie centrale à la paix malgré le mécontentement qu'ils éprouvaient de son voisinage, désirait s'affermir dans le duché de Milan, et ne pas en compromettre la seigneurie recouvrée en provoquant l'union de ce puissant prince avec l'empereur Maximilien resté longtemps son ennemi, avec le pape Léon X prêt à le redevenir, et avec plusieurs potentats italiens toujours disposés à entrer dans une ligue pour rejeter les Français au-delà des Alpes.

Les deux rois avaient donc réglé momentanément les affaires d'Italie, et ils s'étaient promis de terminer bientôt le différend relatif au royaume de Navarre. Par le traité de Noyon, Charles avait garanti l'établissement de François dans la Lombardie, et François avait cédé à Charles tout le royaume de Naples, sous la condition qu'il épouserait sa fille Louise et qu'il lui paierait annuellement, en échange de ses droits, 100,000 ducats d'or jusqu'à ce que sa fille fût en âge d'être mariée. Quant au royaume de Navarre, que Ferdinand le Catholique, en 1512, avait enlevé à la maison d'Albret, alliée de la maison de Valois, il avait été stipulé que Charles accorderait au prince qui en était dépossédé une satisfaction raisonnable, huit mois après avoir mis le pied en Espagne.

Toutefois l'accord si soigneusement ménagé entre François Ier et Charles-Quint dans les premières années de leur règne ne pouvait pas être durable. Les nécessités de leur position étaient plus fortes que les précautions de leur prudence. Une rivalité inévitable et des ambitions opposées devaient peu à peu les conduire à une rupture. La rivalité se montra dès qu'ils recherchèrent l'un et l'autre la couronne impériale. François Ier avait un grand intérêt à empêcher le possesseur déjà redoutable de si nombreux états de la mettre sur sa tête; mais il n'aurait trouvé aucun avantage à la placer sur la sienne. En l'obtenant, il se serait affaibli lui-même et il aurait alarmé l'Europe, déjà jalouse de l'étendue comme de l'unité de la France, et inquiète de sa domination en Italie. Un moment, entre la diète

d'Augsbourg en 1518 et la mort de Maximilien Ier en 1519, il avait conçu le politique dessein de soutenir la candidature de l'électeur Frédéric de Saxe pour faire échouer celle de l'archiduc Charles (1); mais il avait bien vite repris le projet inconsidéré de se faire élire. Il aurait pu donner un chef à l'empire s'il n'avait pas voulu l'être, tandis qu'en cherchant à le devenir, il fit nommer empereur son rival naturel et son ennemi futur.

C'était une grande faute. La puissance de Charles-Quint était dangereusement accrue par l'imprudence de François Ier. Avec la dignité impériale, qu'il recevait en Allemagne, il était investi de la suzeraineté politique en Italie. Il acquérait le droit ou le moyen de disposer des forces de l'une, d'intervenir dans les arrangemens territoriaux de l'autre, et de commander aux deux. Cette première lutte entre François Ier et Charles-Quint avait altéré leurs sentimens aussi bien que changé leurs positions. François Ier avait conservé un secret et profond dépit d'avoir échoué après avoir été si près de réussir. La prétention seule d'enlever à la maison d'Autriche la couronne de l'empire, qui s'y était maintenue comme un héritage depuis l'extinction de la maison de Luxembourg, avait excité en Charles-Quint une animosité que le succès n'avait point apaisée. Le changement survenu dans les dispositions des deux souverains amena bientôt un changement plus grave dans leurs relations : il laissa éclater la divergence jusque-là contenue de leurs intérêts. Cette divergence existait sur tous les points où ils étaient en contact par leurs territoires.

Du côté des Pays-Bas, sur les flancs desquels, soit au nord, soit au sud-est, François Ier entretenait dans son alliance le belliqueux duc de Gueldre, le politique duc de Lorraine et l'entreprenant Robert de La Marck, souverain de Sedan et de Bouillon, Charles-Quint revendiquait le duché de Bourgogne comme une partie de son héritage paternel, dérobé par Louis XI à la maison dont il descendait. Vers la frontière des Pyrénées, François Ier réclamait la restitution à Henri d'Albret du territoire qu'avait envahi huit années auparavant Ferdinand le Catholique afin de l'incorporer à la monarchie espagnole, dont il avait achevé la grandeur intérieure et atteint les

(1) C'est ce qu'on voit dans les dépêches du cardinal de Bibiena, ambassadeur de Léon X auprès de François Ier, écrites de Paris : « Disegna, in quanto per lui si potrà, interromper la cosa del catholico, conforme al ricordo vostro... et dice, che saria santa cosa per tutti quando si potesse fare re de, Romani, il duca di Sassonia : così mi ha detto che vi scriva per sua parte. » *Lettere di Principi*, t. Ier, p. 52, v°. — Cette lettre du 27 novembre est adressée au duc d'Urbin. Il avait dit la même chose dans la lettre du 26 au cardinal Jules de Médicis, p. 51; il y revient dans la lettre du 8 décembre; François Ier y traite de *chimères* les pratiques pour sa propre candidature. *Ibid.*, p. 60.

limites naturelles par l'union de l'Aragon et de la Castille, la conquête du royaume musulman de Grenade et l'occupation du royaume français de Navarre. L'arrangement convenu à cet égard dans le traité de Noyon en 1516 avait été le principal objet d'une conférence tenue à Montpellier en 1519, entre le seigneur de Chièvres et le grand-maître de Boissy, dépositaires des pouvoirs comme de la confiance de Charles-Quint et de François I[er]. Cependant toute la noblesse castillane et aragonaise se révoltait à la seule pensée que le petit-fils de Ferdinand et d'Isabelle pût se dessaisir d'un royaume qui était la clé des Espagnes (1). Aussi la conférence de Montpellier, troublée par la rivalité électorale des deux monarques en Allemagne, avait-elle pris fin à la mort soudaine du grand-maître de Boissy, sans que Charles fût disposé à rendre la Navarre ou à en offrir une compensation.

En Italie, l'opposition des intérêts était bien plus grande encore, et devait produire un choc plus violent et plus prolongé. François I[er] et Charles-Quint se faisaient face dans cette péninsule, dont l'un occupait la partie supérieure, et l'autre la partie inférieure. Aucun d'eux ne se croyait assuré de ce qu'il y possédait tant que son compétiteur pourrait le lui enlever en y conservant ce qu'il y tenait lui-même. Il était facile à François I[er] de descendre avec une armée du Milanais dans le royaume de Naples, où il trouverait l'appui du vieux parti angevin, et Charles-Quint pouvait faire remonter, du royaume de Naples dans le duché de Milan, des troupes que seconderaient en leur agression tous les ennemis de la domination française au-delà des Alpes. Ils devaient donc chercher à s'exclure réciproquement de la péninsule, — François I[er] en dépossédant Charles-Quint de l'Italie méridionale, Charles-Quint en expulsant François I[er] de la Lombardie milanaise. Pendant quelques années, ces projets avaient été tenus en suspens par des conventions purement provisoires et mal exécutées.

La rupture était imminente : les causes n'en manquaient pas; mais avant de commencer la guerre, chacun des deux adversaires rechercha l'appui des deux princes dont la coopération pouvait le mieux en assurer le succès sur ses deux principaux théâtres, vers les Pays-Bas et en Italie. Prêts à se disputer, à main armée, les terri-

(1) La Roche-Beaucourt, ambassadeur de François I[er] auprès du roi catholique, écrivait à ce sujet, d'Espagne, au grand-maître Boissy : « Les grands seigneurs s'assemblèrent, faisant les bons compagnons, et s'en allèrent devers le roy, luy remonstrant qu'il ne devoit pas rendre un tel royaulme, et que c'estoit la clef des Espagnes, et que si le roy l'avoit en son obéissance, il pourroit commander à toutes les Espagnes ce qu'il voudroit, mais pour le garder, ils se offroient corps et biens. » Dépêche sans date. Bibl. imp., mss. Béthune, vol. 8486, fol. 56.

toires en litige et la prépondérance politique, objet de leur commune ambition, ils se disputèrent auparavant, avec opiniâtreté, l'utile amitié du roi d'Angleterre et du pape. Par la séduction des flatteries comme par l'appât des avantages, ils s'efforcèrent l'un et l'autre de gagner l'orgueilleux et avide Henri VIII, l'inconstant et intéressé Léon X. Le premier avait toujours un pied à terre en France, où il possédait la ville fortifiée de Calais et le comté de Guines. Comme ses prédécesseurs l'avaient fait tant de fois et comme il l'avait fait récemment lui-même, il pouvait envoyer une armée dans ce port abrité, d'où elle débarquerait sans obstacle sur le continent, et marcherait, soit contre la Flandre, soit contre la Picardie, selon qu'il serait l'allié de François Ier ou de Charles-Quint. Le second disposait de l'Italie centrale. En sa double qualité de pape et de chef de la maison de Médicis, il régnait sur les états du saint-siége, et il dirigeait la république de Florence. Avec les forces pontificales et toscanes qu'il porterait au nord ou au sud de l'Italie suivant qu'il s'unirait à Charles-Quint ou à François Ier, il lui était facile d'expulser les Français de la Lombardie, ou les Espagnols du royaume de Naples. François et Charles, comprenant combien il importait à chacun d'eux d'avoir pour lui le roi d'Angleterre et le souverain pontife, n'oublièrent rien afin de les entraîner dans leurs inimitiés et dans leurs projets. Ils engagèrent une lutte diplomatique aussi animée qu'avait été ardente la lutte électorale pour la couronne de l'empire, et que devait être opiniâtre la lutte militaire pour la prépondérance continentale.

II.

Léon X, qui avait été fait prisonnier à la bataille de Ravenne comme légat de Jules II, ennemi acharné de Louis XII, avait continué, comme pape, la politique nationale de son belliqueux prédécesseur; mais il s'était montré moins hardi et surtout moins constant que lui dans le dessein de soustraire tour à tour l'Italie aux Français et aux Espagnols. Avec le patriotisme d'un vieil Italien et l'ambition d'un souverain pontife de ce temps, il avait la timidité cauteleuse, la mobilité intéressée et l'artificieux caractère d'un Médicis. Il s'était joint d'abord à la ligue armée qui voulait fermer à François Ier l'entrée du Milanais, d'où avait été expulsé Louis XII, et il avait ensuite refusé au roi Charles l'investiture du royaume de Naples, dont les papes étaient suzerains. Il n'avait pu empêcher ni le retour victorieux des Français dans la Lombardie ni le maintien des Espagnols dans l'Italie inférieure. Vaincu à Marignan, il avait été atterré par cette défaite. Lors de cette rude bataille, restée indécise le premier

jour, le bruit était arrivé à Rome que les Suisses avaient battu les Français. Des feux de joie avaient célébré cette victoire, que Léon X avait annoncée lui-même avec allégresse à Marino Giorgi, ambassadeur de la république de Venise, dont les troupes combattaient à côté des troupes de François I[er]. Le lendemain, l'ambassadeur vénitien, ayant reçu des lettres qui l'instruisaient au contraire de l'entière défaite des Suisses par les armées combinées de la France et de la république, se rendit au Vatican avec un nombreux et brillant cortége. Le pape, qui se levait tard, était encore au lit. Tiré de son sommeil par cette visite inusitée qui le jetait dans la surprise et l'inquiétude, le pontife sortit précipitamment de sa chambre à moitié habillé. « Saint père, lui dit l'ambassadeur de Venise, hier votre sainteté me donna une nouvelle mauvaise et fausse; aujourd'hui je vous en apporte une bonne et vraie. » Il lui montra en même temps les lettres qu'il avait reçues de la seigneurie de Venise. Certain de ce grand revers, Léon X dit avec effroi : « Qu'adviendra-t-il de nous et de vous aussi? — Quant à nous, répondit Marino Giorgi, nous sommes avec le roi très chrétien, et votre sainteté n'a rien à craindre de lui non plus que le saint-siége. N'est-il pas le fils aîné de l'église? — Nous verrons, ajouta Léon X, ce que fera le roi de France; nous nous mettrons entre ses mains en demandant miséricorde (1). » Ne s'opiniâtrant pas dans la lutte après Marignan, comme l'avait fait après Ravenne l'inflexible Génois qui l'avait précédé sur le trône pontifical, le souple Florentin fit un moment céder ses sentimens à ses craintes. Avec une résignation habile, il changea d'alliance, et mit toute son adresse à rendre moins dangereuses pour l'Italie les suites de cette défaite, à en tirer même profit pour le saint-siége. Il alla au-devant de François I[er] jusqu'à Bologne, et conclut avec lui la paix la plus avantageuse.

En retour de son amitié, et au besoin de son assistance, il obtint du successeur de saint Louis et de Charles VII le fameux concordat qui détruisit définitivement le système électoral établi par le concile de Latran au XII[e] siècle, renouvelé par le concile de Bâle au XV[e], consacré par la pragmatique sanction de Bourges comme la règle de l'église de France, dont les dignités et les richesses furent désormais à la merci du roi et du pape. Il persuada au vainqueur de Marignan de ne pas entreprendre la conquête de Naples, le décida à soutenir l'autorité des Médicis dans Florence et à déposséder le duc d'Urbin, François-Marie de La Rovère, dont l'état serait donné, sous la suzeraineté du saint-siége, à Lorenzino, neveu de Léon X.

(1) *Relazione di Roma di Marino Giorgi* 17 *marzo* 1517, — dans Alberi, *Relazioni degli ambasciatori veneti al senato,* seria II[a], vol. III[o], p. 43-44. Firenze 1846.

Il ne put cependant rentrer dans les duchés de Parme et de Plaisance, qu'il revendiquait comme faisant partie des états de l'église, et que François Ier avait incorporés au Milanais; il se crut de plus exposé à la restitution de Modène et de Reggio, que le pape Jules II avait enlevés au duc de Ferrare : de là un regret et une crainte qui le disposaient à une rupture. Léon X en avait même saisi trop promptement l'occasion, lorsque l'empereur Maximilien s'était avancé, en 1516, à la tête d'une nombreuse armée d'Allemands et de Suisses, jusque sous les murs de Milan, pour arracher à François Ier sa récente conquête. Au lieu d'envoyer son contingent militaire au secours de ce dernier prince, comme il s'y était engagé à Bologne, Léon X avait fait partir secrètement le cardinal de Bibiena pour le camp de l'empereur, avec l'offre de joindre les troupes pontificales aux siennes; mais Milan ayant été habilement défendu par le connétable de Bourbon et le maréchal J. J. Trivulzi, et Maximilien ayant quitté brusquement son armée, qui s'était dispersée faute de solde et de chef, Léon X s'était hâté de revenir à l'alliance de François Ier. Il lui avait transmis l'argent qu'il devait lui fournir pour lever des troupes qui l'aidassent à se maintenir dans le Milanais. En recevant ce secours tardif, arrivé lorsque tout danger était passé, François Ier avait dit spirituellement : « Je ferai avec le saint père un traité qui ne vaudra que pendant la paix (1). »

Allié toujours équivoque, Léon X promettait selon ses craintes, agissait suivant ses intérêts. Pendant la vacance de l'empire, il s'était déclaré d'abord en faveur de François Ier, dont il avait soutenu la candidature; mais au moment où le succès en était devenu incertain, il s'était tourné, selon sa coutume, du côté de son heureux rival (2). S'il n'avait pas appuyé jusqu'au bout François Ier en Allemagne, il semblait du moins s'unir à lui plus que jamais en Italie (3). C'était avec les troupes françaises qu'il avait repris le duché d'Urbin, et son neveu Lorenzo de Médicis, qui était venu le représenter à Paris dans le baptême du dauphin de France, dont il était le parrain, avait épousé une princesse du sang royal (4). A cette union de la maison de France avec la famille des Médicis s'était ajouté un traité récent bien propre, en apparence, à rendre indissoluble l'ac-

(1) Roscoe, *Histoire de Léon X*, t. III, p. 83.

(2) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 15 janvier 1854.

(3) Le cardinal de Bibiena écrivait de Rome, le 19 mai 1520, à la duchesse d'Angoulême, mère de François Ier, de la part de Léon X : « Et me ha imposto che io per parte sua vi risponda che el e disposto a vivere et morire nella vera unione et perfetto amore nel qual si trova verso del rey et di voi. » Mss. Béthune, vol. 8487, f. 55.

(4) Voyez les *Mémoires* de Du Bellay, p. 271 à 278 du XVIIe vol. de la collection Petitot; les *Mémoires* de Fleurange, p. 326 du XVIe, et les dépêches du cardinal de Bibiena de l'année 1518, notamment celle du 14 juillet. *Lettere di Principi*, I, p. 27 à 30.

cord du roi et du pape. Léon X et François I[er] devaient s'emparer en commun du royaume de Naples, dont une moitié reviendrait au saint-siége, et dont l'autre moitié serait donnée à un fils puîné de François I[er]. Afin de faciliter cette conquête, le roi se chargeait de mettre au service du pape six mille Suisses qu'il solderait lui-même, et de faire agréer aux Vénitiens l'arrangement convenu (1).

Mais Charles-Quint avait tenté le mobile et avide pontife par l'appât d'avantages bien plus séduisans et bien plus faciles à acquérir. Il n'était pas aisé de prendre le royaume de Naples, et il n'aurait pas été habile de le partager. Si le saint-siége entrait en possession d'une partie du territoire napolitain, l'autre partie serait placée sous la domination de la France, et, quoique agrandi, l'état ecclésiastique se trouverait pressé, des deux côtés de la péninsule, par la même puissance. Au lieu d'une conquête aussi incertaine et d'un partage aussi dangereux, Léon X reçut de l'empereur des offres bien capables de le détacher du roi de France. Charles-Quint lui proposa la restitution des deux duchés de Parme et de Plaisance, objets de ses incessantes convoitises. Il s'engagea de plus à établir dans la Lombardie milanaise un duc italien de la maison Sforza, auquel il en donnerait l'investiture. Une semblable perspective, qui ne laisserait que des princes nationaux depuis les frontières de Naples jusqu'au revers des Alpes, souriait à Léon X. D'ailleurs, après avoir acquis le duché d'Urbin avec l'aide de François I[er], il ne demandait pas mieux que d'acquérir par l'assistance de Charles-Quint les duchés de Parme et de Plaisance. Ambitieux sans retenue et négociateur sans foi, il portait dans ses projets d'agrandissement aussi peu de scrupule qu'Alexandre VI et autant d'ardeur que Jules II. Il conclut bientôt un traité particulier avec Charles-Quint pour expulser François I[er] du duché de Milan et de la seigneurie de Gênes, comme il en avait conclu un avec François I[er] pour enlever à Charles-Quint le royaume de Naples, et il devint l'allié secret du premier tout en restant l'allié apparent du second. Il attendit l'occasion de se déclarer et d'assaillir avec avantage celui dont il était déjà l'adversaire, et dont il se disait encore l'ami.

III.

François I[er], qui perdait ainsi, sans le savoir, l'alliance de Léon X, conserverait-il mieux l'alliance d'Henri VIII? Celle-ci était pour lui plus importante encore, car si l'inimitié du pape était dangereuse

(1) Guicciardini, *Istoria d'Italia*, lib. XIV. — Lettres écrites de Rome par le secrétaire Breton et par le comte de Carpi au roi pendant le mois de mai 1521, dans Béthune, mss., vol. 8617, fol. 12 à 52. — *Mémoires* de Du Bellay, p. 295 et 334.

en Italie, l'agression du roi d'Angleterre l'aurait exposé à des périls plus grands dans les plaines de la Picardie pendant que ses troupes combattraient au-delà des Alpes. L'une le menaçait d'une dépossession en pays étranger, l'autre d'une invasion en France. Aussi mit-il tout en œuvre pour maintenir dans son amitié le monarque anglais, qu'on captait par des flatteries, qu'on achetait par des subsides, et dont la duplicité intéressée égalait la fourberie politique de Léon X.

Henri VIII était attaché par de vieux liens à la maison de Bourgogne, qui avait constamment appuyé les prétentions des rois d'Angleterre sur les provinces occidentales de la France, et qui avait même aidé ses deux prédécesseurs, Henri V et Henri VI, à régner dans Paris. Héritier paisible des maisons de Lancastre et d'York, épuisées par quarante années de guerres dynastiques, il disposait en Angleterre d'une autorité qu'il pouvait pousser jusqu'à la tyrannie, et il était prêt à revendiquer sur le continent la Normandie, la Guienne, et même tout le royaume de France. Son mariage avec Catherine d'Aragon, dont la sœur aînée, Jeanne la Folle, avait épousé Philippe le Beau, père de Charles-Quint, l'avait étroitement uni à tous les ennemis de Louis XII et de François Ier. Il avait fait la guerre à l'un et l'avait préparée contre l'autre. Après la bataille de Marignan, il était entré en jalousie de François Ier, et, de concert avec l'empereur Maximilien et les cantons suisses dissidens, il avait projeté de le chasser de l'Italie supérieure, que ce prince victorieux avait recouvrée (1). Pour la première fois, il avait laissé apercevoir la pensée de le déposséder de sa couronne. Cette couronne, il la réclamait pour lui-même, et Maximilien, encourageant l'ambition d'Henri VIII, n'avait pas craint de dire qu'il la mettrait sur sa tête (2).

Tous ces vains projets n'avaient pas résisté à la dispersion de l'armée de Maximilien, et ils s'étaient complétement évanouis à Cam-

(1) Dépêche de Bapaume à Louise de Savoie du 6 novembre 1515. Archives impériales, carton J, 965, liasse I, n° 12. — Sir Richard Pace à Wolsey, dépêches du 12 novembre 1515, du 26 février et du 4 mars 1516. *State Papers* published under the autory of her majesty's commission, in-4°, vol. VI, 1849, pages 36, 39, 42, 47, 48. — Traité du 29 octobre 1516 signé à Londres, dans Roscoe, t. III, p. 96.

(2) « Atque etiam constituit (Maximilianus) gallicam ambitionem opprimere et pessundare, quo facilius majestas regia suum jus hæreditarium in regno Franciæ reciperet. » Dépêche du 12 novembre 1515, écrite d'Inspruck par Pace à Wolsey, *ibid.*, vol. VI, p. 37. — « He wolde not only entre in to Itali to fyht with the frenchemen but also invade Fraunce. And for that intent he desirid your grace to move the kijngis Highnesse to do the same; for he saythe that he will set the crown upon the kijngis graces hedde there. » Dépêche de Pace à Wolsey du 26 février 1516. *Ibid.*, vol. VI, page 47.

brai et à Fribourg, lorsque l'empereur et les treize cantons suisses y avaient conclu la paix (1) et la *ligue perpétuelle* (2) avec François Ier. Peu de temps après, le traité de Londres (3) avait rapproché les deux rois. François Ier avait acquis l'amitié fort peu désintéressée d'Henri VIII, et, ne pouvant pas lui céder des provinces, il lui avait donné de l'argent. Il avait acheté l'avide monarque et son ministre Wolsey, non moins avide que lui, le premier par la somme de 600,000 couronnes (4), qui vaudrait plus de 30 millions aujourd'hui, le second par une pension de 12,000 livres. Afin de s'attacher encore mieux le puissant ministre qui disposait des sentimens de son maître aussi bien qu'il dirigeait ses affaires, il lui avait fait espérer la tiare. « Le roi très chrétien m'a chargé de vous écrire, mandait au cardinal d'York sir Thomas Boleyn, que si vous aspiriez au saint-siége, il pouvait vous assurer quatorze cardinaux. Des deux partis qui sont en présence, les Colonna et les Orsini, il vous donnera les Orsini... Il est convaincu que le roi d'Angleterre et lui ne font qu'un, et que nul ne peut être empereur ni pape, si cela ne leur plaît à tous deux (5). » En même temps qu'il croyait gagner l'ambitieux Wolsey par la perspective du pontificat, il comptait resserrer ses liens avec Henri VIII, en convenant d'un mariage entre la fille unique de ce prince et le dauphin de France.

Le traité conclu avec le roi d'Angleterre ferait-il de lui un allié fidèle de François Ier? Les sentimens d'Henri VIII se manifestèrent dans leur duplicité lors de l'élection à l'empire. Pressé par son neveu le roi catholique et par son futur beau-frère le roi très chrétien d'appuyer leur candidature en Allemagne, il le promit à tous deux (6), puis il songea à se faire élire lui-même; mais sa prétention étant trop tardive et l'achat des électeurs devant lui être trop coûteux, il y renonça (7). Il laissa croire à chacun des compétiteurs qu'il s'était déclaré pour lui, quoique au fond il n'en eût secondé aucun. Toutefois son penchant, conforme à son intérêt, lui avait rendu le succès de Charles-Quint préférable à celui de François Ier (8).

Après l'élection, les deux rivaux en Allemagne, près d'en venir aux

(1) Par les traités de Bruxelles du 3 décembre 1516 et de Cambrai du 11 mars 1517.

(2) Traité du 29 novembre 1516.

(3) Du 4 octobre 1518. Rymer, *Fœdera*, t. VI.

(4) *Ibid.* Il rentrait en possession de Tournai, Saint-Amand et Mortagne.

(5) Dépêche du 14 mars 1519, dans le 87e volume de Bréquigny, mss. de la Bibliothèque impériale.

(6) Lettres de Th. Boleyn du 14 mars 1519 à Henri VIII, et du 25 mars à Wolsey; dans Ellis, orig. lett., 1re série, t. Ier, p. 146 et 151. — Lettre de Th. Boleyn à Wolsey du 14 août 1519, dans Bréquigny, vol. 87.

(7) Pace à Wolsey, 11 août 1519, *State Papers*, t. Ier, p. 8.

(8) Pace à Wolsey, lettre du 27 juillet 1519, dans Ellis, t. Ier, 1re série, p. 157.

mains en Italie, vers les Pyrénées, sur les confins des Pays-Bas, se disputèrent de plus en plus l'assistance du roi d'Angleterre. Afin de mieux cimenter l'union rétablie par le traité de Londres, François Ier avait recherché une entrevue avec Henri VIII. Cette entrevue, stipulée dans le traité même, devait avoir lieu sur le territoire qui séparait les possessions des deux rois, entre Ardres et Calais. Dans son impatiente ardeur, François Ier avait juré qu'il ne couperait point sa barbe jusqu'à ce moment désiré (1). Henri VIII, ne voulant point rester en arrière, avait fait le même serment; mais, moins pressé de se rendre sur le continent que François Ier de l'y rencontrer, il s'était brusquement débarrassé de sa barbe, ce qui avait paru de fort mauvais augure à la cour de France. A la surprise assez inquiète qui en avait été exprimée, l'ambassadeur d'Henri VIII avait répondu, au nom de son maître, « que la bonne affection était dans le cœur et non dans la barbe. » Les instances redoublées de François Ier (2) avaient enfin obtenu que l'entrevue ne fût pas différée davantage. Elle fut fixée au commencement de juin 1520.

Charles-Quint, dont François Ier rencontrait la rivalité partout, le devança auprès d'Henri VIII. Depuis le mois de janvier, il négociait aussi du fond de l'Espagne une entrevue avec le roi d'Angleterre. Wolsey avait eu la première pensée de cette rencontre (3), indiquée pour le 15 mai, sur les côtes d'Angleterre, un peu avant la conférence d'Henri VIII et de François Ier. Pressé par les princes allemands (4) d'aller prendre possession de l'empire en se faisant couronner à Aix-la-Chapelle, résolu dans les intérêts de sa politique à se rendre en Angleterre pour y visiter son oncle Henri VIII et s'y entendre avec lui, Charles-Quint se disposait à quitter l'Espagne, qu'il avait trouvée mécontente à son arrivée et qu'à son départ il laissait prête à devenir rebelle. Pendant les trois ans et demi qu'il avait passés dans ce pays aussi jaloux de ses droits nationaux qu'attaché à ses vieux usages, il s'était comporté en étranger et avait voulu s'imposer comme un maître. Son penchant précoce au pouvoir absolu, sa gravité froide, son humeur altière, l'éloignement dans lequel il tenait les Espagnols, dont il n'avait pas les mœurs et ne connaissait pas encore la langue, l'avidité sans bornes de son

(1) Lettre de Th. Boleyn à Wolsey du 16 novembre 1519, dans Bréquigny, vol. 87.

(2) François Ier à Henri VIII le 20 février 1520, dans Bréquigny, vol. 87, et à Wolsey du 23 février 1520. Musée britannique, Cotton, Caligula, D. VIII, et dans Bréquigny, vol. 87.

(3) Lettre de Charles-Quint à Wolsey du 25 février 1520; Musée britanique, Vespas., C. I, fol. 297.

(4) Lettre de l'électeur archevêque de Mayence et de l'électeur Frédéric de Saxe à l'empereur Charles-Quint du 20 février 1520; — archives de Belgique, documens relatifs à la réforme religieuse en Allemagne, premier supplément, t. Ier, pièce 1re.

gouverneur Chièvres et de ses compatriotes les Flamands, qui seuls avaient accès auprès de lui et qui s'appropriaient ou vendaient tous les emplois et toutes les dignités du royaume, avaient profondément indisposé les peuples de cette fière et indépendante péninsule (1).

Ce n'était pas sans peine qu'il y avait été reconnu roi. Après de longues négociations, les Castillans s'étaient décidés les premiers à l'admettre en partage de la couronne avec sa mère Jeanne la Folle, que sa maladie empêchait de gouverner, mais à laquelle seule appartenait le droit de régner. Les cortès de Valladolid, en consentant à ce que Charles fût à la fois l'administrateur unique et le cosouverain du royaume, avaient déclaré que sa mère, dont le nom précéderait le sien sur tous les actes publics, reprendrait le gouvernement de l'état, si Dieu lui rendait la santé et la raison. Un serment réciproque avait été ensuite prêté : par Charles, d'observer les lois et de respecter les priviléges de la Castille; par les Castillans, de garder une fidèle obéissance au nouveau roi. Ce double engagement de ne pas enfreindre le droit et de ne pas sortir de la soumission devait être bientôt violé des deux parts.

Charles avait rencontré des difficultés non moins grandes dans l'Aragon, que régissaient des institutions fort libres, et dans la principauté remuante de Catalogne. Il avait fini par les surmonter, et, là aussi, après une longue résistance, on avait admis sa souveraineté en la soumettant toutefois à des conditions. Cette royauté restreinte et cette obéissance subordonnée, il n'avait pas mêm eeu le temps d'aller les imposer au royaume de Valence, qui ne consentait à lui prêter serment que s'il se présentait lui-même pour le recevoir (2). De Barcelone où il était, quand lui avait été apportée la nouvelle de son élection à l'empire, il s'était hâté de retourner en Castille pour se rendre sur les côtes de la Galice, faire voile vers l'Angleterre, et se transporter de là en Allemagne à travers les Pays-Bas.

(1) Voyez, sur le séjour de Charles-Quint en Espagne, les déprédations des Flamands, les mécontentemens de la noblesse et l'insurrection des *comuneros*, — le premier volume de *Historia de Carlos-Quinto* par Sandoval, qui a eu tous les papiers du connétable de Castille, dont le rôle a été si important à cette époque; — les lettres de Pierre Martyr, qui les écrivait du théâtre même des événemens; — les épîtres dorées de don Antonio de Guevara et les lettres de l'amiral de Castille; — le premier et le deuxième volume des *Documentos ineditos* publiés à Madrid, et qui contiennent dans les tomes Ier et II des fragmens d'une chronique manuscrite et des pièces sur l'insurrection des villes; — Alcocer, *Relacion de las comunidades*; — *Historia del levamiento de las comunidades de Castilla*, por don Antonio Ferrer del Rio, Madrid 1850; — la correspondance inédite de La Roche-Beaucourt, ambassadeur de François Ier, qui a suivi Charles V depuis 1517 jusqu'à son départ de La Corogne en mai 1520. (Bibliothèque impériale, mss. Béthune, vol. 8486, 8487 et 8612.)

(2) Sandoval, vol. Ier, lib. III, § XXXVIII.

Les cortès de Valladolid lui avaient accordé un *servicio* ou subside de 600,000 ducats qui devait être levé dans trois années. Le terme de cette concession n'était pas encore atteint, lorsque Charles-Quint, prêt à quitter l'Espagne et pressé par le besoin d'argent, convoqua de nouveau les cortès afin d'obtenir un second subside. Il les convoqua pour le 1er avril 1520, non plus dans une ville de Castille, conformément à l'usage, mais à Saint-Jacques de Galice, non loin du port et du moment où il devait s'embarquer. Cette mesure, accomplie d'une manière à la fois arbitraire et violente, devint le signal de l'insurrection qui ébranla d'abord, puis finit par rendre absolue la monarchie espagnole, dont les forces, quelque temps paralysées pour Charles-Quint, furent ensuite à sa merci durant le reste de son règne. Au mécontentement des grands (1) s'ajouta alors le soulèvement des villes.

Déjà l'ancienne capitale de l'Espagne, la puissante ville de Tolède, peu satisfaite de l'administration du jeune prince, et irritée de la levée du premier subside cédé à des traitans pour une somme supérieure à celle qui avait été votée, avait séditieusement proposé aux autres cités de la Castille de se former en junte, afin de porter remède aux maux du royaume, que l'absence prochaine du roi menaçait d'aggraver encore (2). Elle se prononça vivement contre la réunion des cortès en Galice et contre le vote de tout nouveau subside. L'agitation fut universelle au centre de l'Espagne, et le jour où Charles-Quint partit de Valladolid pour se diriger vers la Galice, le peuple s'ameuta afin de l'en empêcher. A peine sa garde put-elle lui frayer un passage à travers la foule et protéger sa sortie en même temps que la vie de Chièvres, poursuivi par des cris de mort.

Ces symptômes alarmans n'arrêtèrent point l'obstiné Charles-Quint. Il ouvrit lui-même les cortès de Saint-Jacques; il y exposa les causes de son départ, les nécessités de sa position, et il demanda que l'assemblée vînt à son aide, en lui accordant encore un *servicio*. Elle n'y était pas disposée, et pour l'y contraindre des mesures de rigueur frappèrent les députés les plus opiniâtres dans leur refus, des menaces intimidèrent les autres. Les députés de Salamanque furent exclus des cortès, ceux de Tolède furent relégués dans une sorte d'exil, et à leur place l'empereur désigna lui-même au choix des villes des mandataires moins indociles, qui, au lieu

(1) Ce mécontentement était tel que La Roche-Beaucourt écrivait d'Espagne : « Tous les seigneurs du pays de Castille sont fort malcontens. Je les ay tous les jours à mon logeiz en aussy grand nombre que le roy leur maistre au sien et ma table tousjours bien bordée, me disant : Que faict vostre maistre? car il est temps qu'il se remue, etc. » Dépêche d'avril ou mai 1519, mss. Béthune, vol. 8486, fol. 128 et suiv.

(2) Sandoval, I, lib. v, § III.

d'être les libres représentans de leurs vœux, seraient les exécuteurs obéissans de ses volontés; mais ils ne furent pas nommés. Avant qu'ils pussent l'être, l'assemblée mutilée et contrainte des cortès, que Charles-Quint avait transférée à La Corogne, vota un subside de 200 millions de maravédis, sans que les *procuradores* de Salamanque, de Toro, de Madrid, de Murcie, de Cordoue, de Tolède, prissent part à cette décision, que repoussa l'un des deux députés de Léon (1).

Loin d'obéir aux injonctions de l'empereur, la ville de Tolède était entrée en pleine révolte. Le peuple insurgé y avait mis à sa tête le député exilé don Pedro Laso de la Vega, ainsi que le fier et entreprenant don Juan de Padilla, fils du grand-commandeur de Léon; il s'était emparé des ponts fortifiés sur le Tage et de l'Alcazar, dont il avait chassé le gouverneur; il avait proposé aux autres cités son exemple, que devaient suivre bientôt Ségovie, Medina, Burgos, Salamanque, Avila, Toro, Cuença, Madrid, Zamora, et presque toutes les communes de Castille. Cette dangereuse rébellion fut connue à La Corogne le 8 mai (2). Pour l'empêcher de s'étendre, les plus hardis conseillers de Charles-Quint étaient d'avis qu'il devait se rendre sans délai devant Tolède, y ramener la soumission par sa présence ou par la force, punir exemplairement les chefs de la sédition, et apaiser le trouble dans le royaume en y inspirant la crainte. Chièvres ne partagea point ce sentiment; il pensa qu'il ne serait pas facile de soumettre une ville comme Tolède avec le peu de troupes qu'avait en ce moment l'empereur. La probabilité d'autres soulèvemens, la peur d'exposer sa personne en rentrant dans le cœur de la Castille, le désir de quitter un pays où il s'était enrichi et où il était universellement détesté, enfin la nécessité qui pressait Charles-Quint d'aller prendre possession de la couronne impériale et de prévenir par une conférence avec Henri VIII l'entrevue que le roi d'Angleterre devait avoir avec François Ier, le firent opiner pour un prompt départ. Charles-Quint lui-même, tenant moins compte de son autorité en Espagne que de sa politique en Europe, voulut se rendre en Angleterre. Il croyait que les mouvemens de la Castille se calmeraient pendant son absence, tandis qu'il ne retrouverait plus l'alliance d'Henri VIII, s'il perdait l'occasion de s'en assurer.

Aussi, les vents contraires l'empêchant de sortir de La Corogne à l'époque convenue, il s'adressa avec anxiété au cardinal Wolsey pour que Henri VIII lui accordât encore un peu de temps. « Il me

(1) Sandoval, lib. v, § ix à xxxvii, et *Historia del levamiento de las comunidades de Castilla*, etc., cap. ii, p. 20 à 47.

(2) *Ibid.* et dépêche de La Roche-Beaucourt à François Ier, écrite de La Corogne le 14 mai 1520; mss. Béthune, vol. 8612, fol. 228 et suiv.

serait aussi fâcheux que nuisible, lui écrivit-il, d'aborder en Angleterre et de ne plus y trouver le sérénissime roi mon oncle, lors surtout que, poussé par l'ardent désir de cette réunion, je mets tant de hâte à partir d'Espagne. Votre révérendissime seigneurie sait tout ce que cette entrevue peut apporter d'utilité à moi, au roi mon oncle, et à toute la république chrétienne; je la prie donc très instamment d'obtenir que le roi, comme je l'en conjure par les lettres que je lui écris, consente à retarder son départ de quelques jours et jusqu'après mon arrivée (1). »

Henri VIII attendit en effet Charles-Quint, et ce prince quitta l'Espagne aussitôt que les vents le lui permirent. Il laissa pour gouverner ce royaume agité le cardinal de Tortose, Adrien d'Utrecht, son ancien précepteur, dont il recommanda l'administration aux grands, qu'acheva de mécontenter le choix d'un étranger. Abandonnant pour ainsi dire à elle-même une rébellion qu'il n'avait pas su prévenir, qu'il ne se mettait pas en peine de réprimer, et dont sa fortune devait triompher bien plus que son habileté, il monta sur sa flotte le 19 mai et mit à la voile le 20. Suivi de Chièvres, qui fuyait la haine des Espagnols, il aborda à Sandwich, où le cardinal Wolsey s'était rendu pour le recevoir. Henri VIII se porta au-devant de lui jusqu'à Douvres. Les deux monarques passèrent cinq jours ensemble dans la plus cordiale intimité (2). Ils s'entretinrent de leurs plus secrètes affaires et jetèrent les fondemens de leur future alliance. Charles-Quint se montra plus habile en Angleterre qu'il ne l'avait été en Espagne. Il laissa entrevoir à Henri VIII la possession de plusieurs provinces de France qu'il ne pourrait ni réclamer ni reprendre sans lui. Il fit espérer en même temps au cardinal Wolsey son élévation au siége pontifical, qu'il était plus capable de faciliter comme empereur et roi de Naples que ne pouvait l'être François Ier comme roi de France et duc de Milan. Il gagna ainsi et le ministre et le roi en tentant chacun d'eux par l'objet de son ambition.

IV.

Le jour même où il se sépara de Charles-Quint, Henri VIII s'embarqua pour aller voir François Ier. Il arriva à Calais le 1er juin, accompagné de la reine Catherine sa femme, suivi de son premier ministre Wolsey, escorté des grands officiers de sa couronne et des principaux prélats de son royaume, et conduisant avec lui ce que l'Angleterre avait de plus noble et de plus opulent. Il portait sur

(1) Charles-Quint à Wolsey, 4 mai 1520; Musée britannique, Cotton, Vespas., C. I, fol. 306.

(2) Hall, *Chronique*.

sa flotte tout un vaste palais en bois et en verre, qui, ajusté et déployé hors du château de Guines, fut intérieurement recouvert en étoffes de velours et de soie ou orné avec les belles tapisseries d'Arras. Enfermé pendant la nuit dans le fort château de Guines, Henri VIII devait pendant le jour habiter cet élégant palais pour y recevoir et y fêter la cour de France (1).

De son côté, François Ier, heureux de la rencontre dont il attendait la consolidation d'une amitié qui ne lui laissait craindre, comme il le disait (2), aucun prince sur le continent et le rendait certain de réussir dans ce qu'il projetait d'entreprendre, s'était transporté jusqu'au château d'Ardres. Il y était venu en compagnie de la reine Claude sa femme, de la duchesse d'Angoulême sa mère, de la duchesse d'Alençon sa sœur, formant avec lui, par l'accord intime des idées et des sentimens, cette *trinité* spirituelle que chantaient les poètes (3) et à laquelle se recommandaient les ambassadeurs (4). Il amenait quatre cardinaux, tous les princes de sa famille, le fier connétable de Bourbon, resté souverain féodal de plusieurs provinces du centre de la France, l'amiral Bonnivet, depuis longtemps son favori et alors le conducteur principal de ses affaires, le chancelier Du Prat, les divers officiers de sa couronne, les plus grands seigneurs du royaume, et même un certain nombre de gentilshommes qui, pour figurer dans cette entrevue fastueuse, avaient vendu leurs forêts, leurs moulins, leurs prés, qu'ils portaient, selon l'expression de Du Bellay, sur leurs épaules (5). Il avait fait dresser en dehors de la ville d'Ardres, et non loin d'un petit cours d'eau, plus de trois cents pavillons couverts de toiles d'or et d'argent, tendus de velours et de soie, et sur lesquels étaient déployées les armes de France ou

(1) Voyez sur l'entrevue du camp du Drap-d'Or : *L'Ordre de l'entrevue et visitation des rois de France et d'Angleterre*, dans Montfaucon, *Monumens de la Monarchie françoise*, t. IV, fol. 164 à 180; — *Chronique* de Hall, greffier de Londres, que Henri VIII chargea d'en être l'historiographe; — *Mémoires* de Fleurange, qui y assistait et y commandait les cent-suisses de la garde de François Ier, t. XVI de la collection de Petitot, p. 345 à 358; — *Mémoires* de Martin Du Bellay, *ibid.*, t. XVII, p. 283 et suiv.

(2) Lettre de Thomas Boleyn à Wolsey du 16 novembre 1519, dans Bréquigny, vol. 87.

(3) Rondeau de Cl. Marot, p. 274 du tome V de ses œuvres, édit. de 1731. Marguerite, dans une épître au roi, dit :

Ce m'est tel bien de sentir l'amytié
Que Dieu a mise en nostre trinité.

Poésies du roi François Ier, publiées par M. Aimé Champollion-Figeac, grand in-4°, 1847, p. 80.

(4) Lettres du cardinal de Bibiena du 18 au 29 avril 1520, etc., dans Béthune, volume 8489, fol. 27, 58. Ainsi, en écrivant de Rome à la duchesse d'Angoulême, le cardinal lui dit que sa lettre est « per rinfrescar nella memoria sua la grandissima servitù, observantia et devotion mia verso la trinita laqual priego dio che prosperi, etc. »

(5) Martin Du Bellay, t. XVII, p. 285.

flottaient les insignes des princes et des seigneurs composant la brillante escorte du roi. Au milieu s'élevait la tente royale, plus grande et plus haute que les autres, surmontée d'une statue d'or de saint Michel que faisaient étinceler au loin les rayons du soleil, dont la lumière rendait plus splendide encore cet élégant amas de tentes dorées et de pavillons argentés (1).

Rien ne fut égal en éclat à cette réunion des deux rois et des deux cours au camp si bien nommé du Drap-d'Or. Il y eut des deux parts un assaut de magnificence. Peut-être même chercha-t-on encore plus à s'éblouir qu'à se plaire, et l'étiquette nuisit-elle à la cordialité. Arrivés le 1er juin 1520, l'un à Calais, l'autre à Ardres, Henri VIII et François Ier s'envoyèrent visiter mutuellement par les personnages les plus considérables de leur conseil et de leur cour. Six jours se passèrent en négociations pour régler leur rencontre. Tout fut enfin arrangé avec un soin aussi défiant que minutieux, et comme s'il y avait eu à craindre et à empêcher quelque trahison. Il fut convenu que, sorti du château de Guines, où il s'était transporté le 5 juin, Henri VIII irait au-devant de François Ier, qui, de son côté, parti du château d'Ardres, s'avancerait vers Henri VIII jusqu'à un point marqué de son territoire.

Le mercredi 7 juin, les rois de France et d'Angleterre, montés sur de grands coursiers, vêtus le premier de drap d'or, le second de drap d'argent, parsemés de perles, de diamans, de rubis et d'émeraudes, la tête couverte d'une toque de velours resplendissante de pierreries, et que relevaient en flottant de magnifiques plumes blanches, se mirent en route à la même heure et du même pas. Leurs connétables les précédaient, l'épée nue à la main, et les seigneurs de leur cour, dans de somptueux costumes, leur servaient de cortége. Chacun d'eux était suivi de quatre cents archers ou hommes d'armes composant sa garde. Ils descendirent ainsi les deux coteaux qui, par une pente insensible, conduisaient dans l'agréable plaine du Valdoré, où avait été dressé un pavillon pour les recevoir. Ils ressemblaient à deux chevaliers marchant au combat plutôt qu'à deux princes allant à une entrevue politique. Leur escorte ne dépassa point une certaine distance où elle fit halte, et d'où elle parut veiller de loin sur eux, sans que les archers anglais s'approchassent trop du roi de France, ni les hommes d'armes français du roi d'Angleterre. Un peu avant de se joindre, Henri et François piquèrent leurs coursiers, qu'ils arrêtèrent avec la sûreté et la grâce de deux des plus habiles cavaliers du monde lorsqu'ils se trouvèrent côte à côte. Portant alors l'un et l'autre la main à leur toque, ils se saluèrent

(1) Montfaucon, t. IV, p. 164, 165.

noblement et s'embrassèrent sans descendre de cheval; puis, ayant mis pied à terre, ils se rendirent, en se tenant par le bras, sous le pavillon préparé pour leur entrevue. Ils y entrèrent en même temps. Le cardinal Wolsey et l'amiral Bonnivet les y avaient précédés (1).

François Ier exprima tout d'abord à Henri VIII son cordial empressement, et, cédant à la pensée qui ne le quittait pas, il lui offrit son assistance avec l'espoir d'obtenir la sienne. « Cher frère et cousin, lui dit-il, j'ai mis peine à vous voir. Vous me jugez, j'espère, tel que je suis, et prêt à vous faire aide avec les royaumes et seigneuries qui sont sous mon pouvoir (2). » Henri VIII, éludant de s'engager, se dispensa de secourir François Ier en ne pas acceptant d'être, au besoin, secouru lui-même. Il se borna à lui donner l'assurance de son amitié, qu'il rendit encore conditionnelle. « Je n'ai en vue, lui répondit Henri VIII, ni vos royaumes ni vos seigneuries, mais la loyale et constante exécution des promesses comprises dans les traités conclus entre nous. Si vous les observez, jamais mes yeux n'auront vu prince qui ait plus l'affection de mon cœur (3). » Ils examinèrent alors le traité qui avait été arrêté la veille, et par lequel, conformément à la convention du 4 octobre 1518, le dauphin de France devait épouser la fille unique du roi d'Angleterre, et François Ier devait payer annuellement, aux deux termes de novembre et de mai, la somme de 100,000 francs, équivalant à plus de 2,860,000 francs de notre monnaie, jusqu'à la célébration, encore très éloignée, du mariage. En lisant le préambule du traité, dans lequel, selon l'étiquette diplomatique, le titre de roi de France était ajouté à celui de roi d'Angleterre et d'Irlande, Henri VIII dit avec une délicatesse spirituelle : « Je l'omettrai, puisque vous êtes ici, car je mentirais (4); » mais s'il l'omit dans la lecture, il le laissa dans le traité, et un peu plus tard il eut l'ambition de le rendre réel en envahissant la France et en voulant y régner. Après avoir conféré quelque temps, et, suivant l'usage d'alors, pris leur vin ensemble, les deux monarques admirent auprès d'eux les seigneurs de leur cour, qu'ils se présentèrent mutuellement, et qui furent embrassés, ceux de France par le roi d'Angleterre, et ceux d'Angleterre par le roi de France.

Les fêtes comme les rencontres, les festins comme les tournois, furent réglés et se passèrent d'une manière également cérémonieuse,

(1) Montfaucon, t. IV, p. 170-171. — *Mémoires* de Fleurange, p. 347 et 348 du t. XVI.

(2) Hall, p. 610.

(3) « Sir, said the king of England, neither your realms nor other the places of your power, is the matter of my regard; but the steadfastness and loyal keeping of promise, comprised in charters between you and me. That observed and kept, i never saw prince with my eyes, that might, of my heart, be more loved. » Hall, p. 610.

(4) *Mémoires* de Fleurange, p. 348 du tome XVI.

avec des précautions qui excluaient l'intimité et des exigences qui annonçaient la jalousie. Lorsque François Ier allait dîner chez la reine Catherine à Guines, Henri VIII venait dîner chez la reine Claude à Ardres. Les deux rois se servaient ainsi d'otages l'un à l'autre (1), et se gardaient en quelque sorte chez eux, comme s'ils avaient été en face d'ennemis. Cette attitude soupçonneuse et ces démarches craintives ne convenaient pas plus aux vues politiques qu'au caractère confiant de François Ier. Un jour, voulant rompre cette barrière de cérémonies et de défiances, il se leva plus matin qu'il n'avait coutume de le faire, prit avec lui deux gentilshommes et un page, et simplement vêtu d'une cape à l'espagnole, il sortit d'Ardres pour aller surprendre le roi d'Angleterre dans Guines. Deux cents archers et le gouverneur du château étaient sur le pont-levis lorsqu'il y arriva. A la vue du roi de France venant à pareille heure, en si petite compagnie, se mettre ainsi entre leurs mains, ils furent ébahis. François Ier traversa leurs rangs avec un visage ouvert et riant, et, comme s'il prenait la forteresse d'assaut, il les somma gaiement de se rendre à lui. Le roi d'Angleterre dormait encore. François Ier alla droit à sa chambre, qu'il se fit indiquer par le gouverneur, heurta à la porte, éveilla Henri VIII, qui, en l'apercevant, fut encore plus émerveillé que ne l'avaient été ses archers, et lui dit sur-le-champ avec non moins de cordialité que de bonne grâce : « Mon frère, vous m'avez fait le meilleur tour que jamais homme fit à un autre, et me montrez la fiance que je dois avoir en vous. Dès cette heure, je suis votre prisonnier et vous baille ma foi (2). » Il détacha en même temps de son cou un beau collier, et pria le roi de France de le porter ce jour-là pour l'amour de son prisonnier. François Ier alla encore plus loin dans ses démonstrations. Il avait un bracelet qui valait le double du collier, et, le mettant au bras d'Henri VIII, il lui demanda de le porter aussi pour l'amour de lui, et il ajouta qu'il voulait être ce jour-là le valet de chambre de son prisonnier. Le roi de France donna en effet la chemise au roi d'Angleterre. Le lendemain Henri VIII, imitant la confiance de François Ier, se rendit à Ardres fort peu accompagné, et il y eut entre eux un nouvel échange de présens et de courtoisies.

Cette émulation d'amitié fut suivie d'une rivalité d'adresse dans les tournois et les jeux que les deux rois donnèrent à leurs cours. De vastes lices que terminaient des barrières fortifiées pour les gardes de chaque prince, et que bordaient d'élégans échafauds dressés pour les reines et pour les dames, avaient été préparées dans

(1) *Mémoires* de Fleurange, p. 349.
(2) *Ibid.*, p. 349-350.

un lieu élevé et découvert. Là, pendant huit jours, se poursuivirent à pied et à cheval, à la lance et à l'épée, des joutes auxquelles prirent part les plus habiles hommes d'armes de France et d'Angleterre. Les deux rois qui les dirigeaient y déployèrent, sans combattre ensemble, l'un sa brillante dextérité, l'autre sa force athlétique. François Ier, qui excellait dans les exercices chevaleresques, rompit ses lances avec une régularité accomplie; Henri VIII, dont l'impétuosité était irrésistible, atteignit si violemment de la sienne le casque de son antagoniste à la seconde rencontre, qu'il l'abattit de cheval et le mit hors d'état de fournir ses autres courses (1). Ce fut surtout en tirant de l'arc que Henri VIII, l'un des meilleurs archers de son royaume, se fit remarquer par la vigueur du jet et la justesse du coup (2). Il aurait également voulu montrer sa supériorité en luttant corps à corps avec François Ier. Les lutteurs anglais l'avaient emporté sur les lutteurs français, parce qu'on avait négligé de faire venir des Bretons, que nuls ne surpassaient dans ces sortes de joutes. Le soir, Henri VIII, espérant compléter la victoire des siens par un facile triomphe, s'approcha de François Ier, et lui dit brusquement : « Mon frère, je veux lutter avec vous. » En même temps il le saisit de ses fortes mains et chercha à le renverser; mais François Ier, très exercé à la lutte et doué de plus d'adresse, lui donna un tour de jambe, lui fit perdre l'équilibre et l'abattit tout à plat. Henri VIII se releva rouge de confusion et de violence, demandant à recommencer. Le souper qui était prêt et les reines qui s'interposèrent prévinrent cette dangereuse épreuve, plus propre à éloigner les deux rois par les blessures de la vanité que n'avaient pu les rapprocher les récentes intimités de leur longue entrevue.

Après vingt-cinq jours passés ensemble au milieu des fêtes et des plaisirs, François Ier et Henri VIII se séparèrent, cordialement unis en apparence. François Ier ne s'était pas assuré la coopération armée d'Henri VIII, mais il croyait avoir acquis son amitié intéressée et dès lors fidèle. Il l'avait achetée par une forte somme annuelle, qui, sous une forme déguisée, était un véritable subside. Il se flattait donc que si le roi d'Angleterre ne se déclarait pas pour lui dans la querelle près de s'ouvrir, au moins il n'embrasserait pas la cause de l'empereur, son adversaire.

Cependant à peine Henri VIII avait-il quitté François Ier, qu'il était allé à Gravelines, où l'attendait Charles-Quint. Après avoir reçu la visite du roi son oncle dans les Pays-Bas, l'empereur l'avait accompagné à Calais (3). Là s'était conclu entre eux un nouveau

(1) Hall, p. 612 à 614.
(2) *Mémoires* de Fleurange, p. 352.
(3) Hall, p. 621.

traité. Charles s'y engageait à ne faire, pendant un délai de deux ans, aucune convention de mariage avec le roi de France. Il y était en outre stipulé que le roi d'Angleterre et l'empereur traiteraient un peu plus tard des choses dont ils s'étaient déjà entretenus, et qu'ils règleraient alors tout ce qui pourrait être utile à leurs intérêts, honneur et sûreté (1). François Ier conçut, et non sans raison, de grandes inquiétudes sur l'objet et le résultat de ces secondes conférences, qui suivaient de si près son entrevue avec Henri VIII. Celui-ci préférait l'alliance de l'empereur. Toutefois, n'étant encore ni prêt ni disposé à la guerre, il se crut obligé de rassurer François Ier; mais ce qu'il lui communiqua pour diminuer ses soupçons était bien propre à exciter ses craintes. Il lui fit dire par ses ambassadeurs que l'empereur avait cherché à rompre le mariage de la princesse Marie avec le dauphin, en proposant de l'épouser lui-même, mais que sa tentative avait été repoussée. Les ambassadeurs d'Angleterre avaient ordre d'ajouter que l'empereur n'avait pas mieux réussi en pressant, avec de vives instances, le roi leur maître de se joindre à lui pour recouvrer les droits qu'il avait à la couronne de France, pour arracher de force le Milanais au roi très chrétien, et pour l'aider lui-même à aller prendre la couronne impériale en Italie (2). Ce qu'il prétendait avoir refusé en ce moment, Henri VIII devait l'accepter bientôt, quoiqu'il affirmât qu'il resterait un fidèle allié de François Ier tant que François Ier serait lui-même un exact observateur des traités; mais en lui dévoilant les propositions alarmantes de l'empereur, qui voulait l'expulser de la Lombardie, le déposséder même de la France, et obtenir la princesse royale d'Angleterre, promise au dauphin, il ajoutait à ses ressentimens, et il précipita ses projets.

V.

Aussi impatient qu'irrité, François Ier crut le moment très favorable pour assaillir en même temps au-delà des Pyrénées, dans le royaume de Naples, sur le territoire des Pays-Bas, Charles-Quint, qui, après avoir négocié avec Henri VIII, s'était fait couronner à Aix-la-Chapelle, et de là s'était transporté dans une ville épiscopale des bords du Rhin, où il avait convoqué la diète constituante de Worms. L'insurrection des *comuneros* devenue très dangereuse

(1) Musée britannique, Vespas., C. I, fol. 307, 308, 14 juillet 1820.

(2) « Henry's instructions to sir Rich. Wyngfeld and sir R. Jernyngham, to be declared unto his dearest brother, confederate and compeer, the french king. » Musée britannique, Calig., D. 8, p. 5, et dans Bréquigny, Bibliothèque impériale, vol. 87. Voyez aussi les instructions de Henri VIII à Fitzwilliam dans Bréquigny, vol. 88.

pour lui en Espagne, l'éloignement où il se trouvait de l'Italie, les embarras religieux et politiques qu'il rencontrait en Allemagne, semblaient le rendre impuissant alors à protéger ses divers états. François Ier, se croyant toujours assuré de Léon X, lui envoya six mille Suisses afin qu'il les joignît aux troupes pontificales destinées à envahir l'Italie méridionale. S'il n'obtenait pas le concours d'Henri VIII, il espérait au moins conserver son alliance en ne se montrant pas l'agresseur direct de Charles-Quint, bien qu'il se considérât comme en droit de l'être par l'inexécution des engagemens pris au sujet de Naples et le mépris des promesses faites à l'égard de la Navarre. Il appela à Romorantin, maison de plaisance de la duchesse d'Angoulême sa mère, où il tenait souvent sa cour, Robert de La Marck, seigneur de Sedan et de Bouillon, qui possédait de fortes places sur la frontière des Pays-Bas et y commandait une petite armée; le duc de Lunebourg, gendre de son allié le duc de Gueldre, chef des bandes noires des lansquenets; André de Foix, seigneur de Lesparre et parent des d'Albret, qui pouvait lever une troupe de Gascons au pied des Pyrénées (1). Il les renvoya après avoir concerté avec eux une attaque sur les flancs des Pays-Bas et une invasion de la Navarre, dont le recouvrement ne pouvait en ce moment être empêché par personne.

La guerre commença au printemps de 1521. Robert de La Marck, que la promesse mal tenue d'un chapeau de cardinal pour l'évêque de Liége, son frère, et le licenciement maladroit de sa compagnie de cent hommes d'armes avaient fait passer, avant l'élection à l'empire, du service de François Ier à la solde de Charles-Quint, et qu'une récente injustice de Charles-Quint (2) avait ramené au service de François Ier, envoya défier l'empereur au milieu même de la diète de Worms; puis, à la tête de ses fantassins et de ses cavaliers, parmi lesquels se trouvaient des Suisses de la garde du roi et des hommes d'armes de ses compagnies, il se jeta dans le duché de Luxembourg, où il assiégea Vireton. Peu de temps après, le seigneur de Lesparre franchit les Pyrénées avec huit mille bons soldats de Gascogne et environ trois cents lances françaises (3). Cette expédition fut tentée au mois de mai. Le moment était encore favorable, quoiqu'il fût un peu tardivement choisi. La Navarre restait dégarnie

(1) Dépêche de Fitzwilliam à Wolsey du 18 février 1521, dans Bréquigny, vol. 88. *Mémoires* de Fleurange, fils de Robert de La Marck, t. XVI, p. 357.

(2) Charles-Quint avait adjugé la ville d'Hierge, dépendante du duché de Bouillon, au seigneur d'Émery. — *Mémoires* de Fleurange, t. XVI, p. 356, et de Du Bellay, t. XVII, p. 290-291.

(3) Du Bellay, p. 287. — Sandoval, lib. x, § IV et V. — Sayas, *Anales de Aragon*, c. XXIX, p. 268-269.

de troupes. Le duc de Najera, qui en était gouverneur, avait envoyé la plus grande partie des soldats espagnols, avec lesquels il gardait ce royaume mal disposé pour ses nouveaux maîtres, aux régens d'Espagne (1), afin de renforcer l'armée des *cavalleros*, prête à en venir aux mains avec l'armée des *comunidades*.

Une vaste insurrection avait éclaté dans le royaume de Castille et de Léon après le départ de l'empereur pour l'Angleterre et pour l'Allemagne. Elle avait des causes anciennes et profondes dans les procédés et les abus d'une administration arbitraire et cupide; elle trouva une occasion dans le subside voté contre toutes les règles par les cortès de La Corogne. De Tolède, où elle avait commencé, la révolte s'était rapidement étendue à Ségovie, à Medina del Campo, à Madrid, à Salamanque, à Avila, à Cuença, à Guadalajara, à Zamora, à Murcie, à Toro, à Léon, à Burgos, à Palencia, à Valladolid même, siége du gouvernement royal (2). Partout on avait pris les armes, chassé les corrégidors du roi, ôté les verges de la justice à ses alcades, occupés de vive force les alcazars des villes, tenus par des délégués de la couronne ou par des membres de la noblesse. Le régent Adrien avait vainement essayé d'arrêter l'insurrection. Les juges et les soldats qu'il avait envoyés devant Ségovie et devant Medina del Campo avaient été également repoussés. La justice royale avait succombé sous la rébellion obstinée de Ségovie, l'armée royale s'était brisée contre la valeureuse résistance de Medina, et bientôt même l'autorité royale avait été suspendue dans Valladolid.

Après leur soulèvement et leur victoire, les villes s'étaient concertées afin de régler leurs droits et de les accroître. Elles avaient nommé une junte et formé une armée. La junte, assemblée d'abord à Avila, s'était ensuite transportée à Tordesillas, où résidait la reine Jeanne, qu'elle avait placée, malgré sa folie, à la tête de la *comunidad*. Prononçant alors la dissolution du conseil laissé par Charles-Quint, dont l'autorité cessait au moment où était rétablie celle de sa mère, la junte en avait saisi ou dispersé les membres et elle avait chassé de Valladolid le régent Adrien, qui s'était réfugié à Medina de Rio-Seco sans y exercer aucun pouvoir, sans y disposer d'aucune force.

La junte de Tordesillas, maîtresse des Castilles, agissant en assemblée souveraine, avait dressé une véritable charte des droits du royaume. Dans ce code des libertés comme du gouvernement des Castilles, des articles pourvoyant à la situation particulière du pays, ainsi qu'à ses besoins généraux, supprimaient le dernier *servicio*, exigeaient le retour du roi, prononçaient l'exclusion des étrangers

(1) Sayas, c. XXIX, p. 200. — Sandoval, lib. IX, § VII, et lib. X, § V.
(2) Sandoval, lib. V, § XXXI à LIV, et lib. VI, § I à XVII. — *Historia del Levamiento de las comunidades*, etc., c. III, p. 48 à 81.

de tout emploi public, déterminaient la nature et la quotité des taxes, rétablissaient dans son ancien état le domaine royal, appauvri par des aliénations avantageuses à la noblesse, onéreuses au peuple, réformaient l'exercice de la justice, soit devant les tribunaux des alcades, soit devant les cours des *audiences*, soit devant le conseil royal de Castille. Ils ôtaient les corrégidors des villes, rétablies dans toutes leurs franchises, interdisaient l'accroissement de la noblesse par la concession de nouveaux titres, réduisaient la prérogative de la couronne en matière d'impôt, d'aliénation du domaine, de suspension de justice, d'extension de priviléges, donnaient une existence indépendante aux cortès, qui s'assemblaient de droit tous les trois ans, et sans l'adhésion desquels aucune loi ne pouvait être faite, aucune bulle introduite dans le royaume, dont les membres, librement élus par les villes dans lès trois ordres du clergé, de la noblesse, des communes, ne recevraient des instructions que de leurs commettans, et n'accepteraient ni emploi ni faveur de la couronne. Ces *capitulos del reyno* (1), comme les appelait la junte, étaient érigés en loi fondamentale et perpétuelle. Ni le roi ni les cortès ne pouvaient les changer, et ils devaient former un contrat inviolable entre le prince et la nation. Ce contrat était imposé à Charles-Quint comme la condition du retour des villes sous son obéissance.

Avant qu'il connût ces exigences populaires, Charles-Quint avait pris son parti. Instruit de la gravité et de l'étendue des troubles qu'avait provoqués le vote du dernier subside et que n'avait pu réprimer un régent étranger, il avait pensé qu'il fallait recourir à des moyens capables d'apaiser les villes soulevées et de gagner la noblesse mécontente. Il résolut donc de renoncer à la levée du *servicio*, de confier l'administration du royaume aux membres les plus puissans de la grandesse, de rétablir les impôts sur l'ancien pied, de promettre qu'il gouvernerait l'Espagne selon ses vieilles lois. C'était enlever aux insurgés leurs griefs et procurer le secours des grands et des *cavalleros* à la royauté, autrement isolée et impuissante. Il associa à la régence d'Adrien le connétable de Castille don Inigo de Velasco et l'amiral don Fadrique Henriquez. En même temps qu'il envoya à ces deux premiers officiers de la couronne, qui étaient au nombre des plus opulens seigneurs du pays, les pouvoirs de régent, il leur annonça les résolutions prudentes qu'il avait prises, les chargea de les faire connaître à l'Espagne troublée, et d'y ramener la soumission en attendant qu'il pût y retourner après avoir été couronné à Aix-la-Chapelle et avoir pourvu aux besoins de l'empire d'Allemagne (2).

(1) Ils sont dans Sandoval, lib. VII, § I, p. 311 à 338.

(2) Lettres de l'empereur au connétable, à l'amiral et aux villes du royaume, dans Sandoval, lib. VII, § III.

Le connétable et l'amiral signifièrent aux villes les pouvoirs dont ils étaient investis, levèrent des troupes, appelèrent auprès d'eux les grands et les *cavalleros*, et fixèrent dans Medina de Rio-Seco, qui appartenait à don Fadrique Henriquez et qui n'était pas situé loin de Valladolid, le siége du gouvernement royal et le rendez-vous de leur armée. Cette armée se grossit peu à peu des contingens qu'y amenèrent les chefs des grandes familles castillanes; elle fut bientôt en état de tenir la campagne contre l'armée, longtemps plus forte, des *comuneros*. Avant de poursuivre la guerre avec vigueur, le connétable et l'amiral avaient essayé des négociations. Ils avaient d'abord cherché à détacher de la *comunidad*, par des traités rassurans et avantageux, les deux importantes villes de Burgos et de Valladolid, où ils avaient leur habitation et un parti. Moitié à l'aide de ses concessions, moitié au moyen de la force, le connétable était parvenu à rétablir l'autorité royale dans Burgos; mais l'amiral avait échoué auprès de Valladolid (1). Les négociations générales engagées avec la junte insurrectionnelle avaient encore moins réussi. Les régens offraient, outre une complète amnistie, d'adopter eux-mêmes et de faire accepter par le roi la plupart des articles qu'avait votés l'assemblée des *comunidades*, en leur enlevant toutefois ce qu'ils avaient d'excessif dans les dispositions et de trop impérieux dans la forme. Tels qu'ils les agréaient et qu'ils promettaient de les soumettre à l'assentiment du roi, ils auraient suffi à affermir, en les accroissant, les vieilles libertés de la Castille. Ils auraient rendu les impôts arbitraires impossibles, la convocation des cortès régulière, l'autorité royale limitée par les lois, la justice à ses divers degrés circonspecte et équitable (2). Conformes à l'intérêt de la noblesse autant qu'à celui des communes, ils avaient le grand avantage de faire cesser la guerre entre les deux classes, et de les unir dans le même vœu pour forcer la couronne, qui ne pouvait plus s'appuyer que sur les grands contre le peuple, à reconnaître et à respecter des droits plus définis et mieux défendus. Un pareil accord aurait changé les destinées de l'Espagne et affaibli en Europe la puissance de son roi, qui aurait été obligé de compter avec ses libres sujets au lieu de disposer de leurs forces, comme il le voulut lorsqu'il eut discipliné la noblesse à l'obéissance après s'être servi des armes de la noblesse pour assujettir les communes. Cet utile accord fut malheureusement repoussé par la junte des *comuneros*, qui, dans sa passion et ses exigences, demanda l'adoption pure et simple de tous les articles qu'elle avait dressés, qui seraient recon-

(1) Sandoval, lib. VII, § V à X.
(2) Sandoval, lib. IX, § XV et XVI.

nus pour loi perpétuelle. Ne voulant rien céder, elle s'exposa à tout perdre.

La guerre en dut décider : elle fut poursuivie pendant quatre mois avec des vicissitudes diverses, et sans résultat décisif. Les *comuneros* et les *cavalleros*, dont les armées grossissaient et diminuaient selon l'arrivée ou le départ des contingens mobiles qui leur venaient du côté des villes ou des rangs de la noblesse, s'attaquaient et se défendaient tour à tour. Les *cavalleros* avaient surpris Tordesillas, enlevé aux insurgés la personne de la reine, contraint la junte fugitive de se renfermer dans Valladolid. Au mois de mars 1521, ils occupaient une ligne de châteaux qui s'étendait de Simancas à Medina de Rio-Seco par Tordesillas et Torrelobaton, et leurs garnisons, bloquant en quelque sorte Valladolid du côté de l'ouest, l'inquiétaient en faisant des sorties continuelles. Les *comuneros* voulurent briser cette barrière menaçante de places, et ils s'avancèrent contre Torrelobaton sous la conduite de Juan de Padilla, nommé leur capitaine-général. Par une éclatante revanche, après quelques jours de siége, ils prirent la ville et sa citadelle d'assaut, et les mirent à sac (1). Ce succès même causa leur ruine.

Leur armée, chargée du pillage de Torrelobaton, se fondit en grande partie. Chacun courut mettre à couvert le butin qu'il y avait fait. Les *cavalleros* au contraire sentirent, après cet échec, la nécessité de se renforcer; ils réunirent leurs troupes dispersées, auxquelles se joignirent les soldats de la Navarre, envoyés par le duc de Najera, et ils résolurent d'attaquer les *comuneros*, que leur victoire avait affaiblis, et qui demeuraient immobiles à Torrelobaton. Le comte de Haro, fils du connétable, nommé capitaine-général de l'armée des *cavalleros*, après avoir concentré ses forces, était prêt à livrer une bataille décisive que Juan de Padilla lui rendit facile à gagner.

Ce vaillant, mais infortuné capitaine des *comuneros* comprit qu'il était trop resté à Torrelobaton, et qu'il y demeurait trop exposé. Il se décida donc à quitter cette dangereuse position, et le 21 avril au matin il en partit dans un assez bon ordre. Il se dirigea vers Toro, où il espérait être joint par les troupes de Léon, de Zamora et de Salamanque. Il plaça l'artillerie à l'avant-garde, l'infanterie, divisée en deux gros bataillons, au centre, et la cavalerie, à la tête de laquelle il resta, à l'arrière-garde. La marche ne put pas être bien rapide, et il avait douze lieues à faire pour arriver à Toro. Dès que les *cavalleros* surent qu'il s'était mis en mouvement, ils s'ébranlèrent aussi; ils le joignirent et l'attaquèrent dans la plaine de Villalar.

(1) Sandoval, lib. VIII, § XLV à XLVII. — *Historia del Levamiento*, c. VII.

Déjà découragée par son mouvement de retraite, harcelée par un ennemi plus nombreux et surtout supérieur en cavalerie, la petite armée des *comuneros*, attaquée à fond dans ces champs que la pluie détrempait depuis le matin, ne tint pas longtemps. Elle prit la fuite en rompant les croix rouges, signes de la *comunidad*, et en laissant entre les mains des *cavalleros* victorieux ses chefs, qui avaient bravement, mais inutilement combattu. Le capitaine-général Juan de Padilla, Juan Bravo, capitaine de Ségovie, Francisco Maldonado, capitaine de Salamanque, faits prisonniers à Villalar, furent décapités le lendemain de la bataille, dans le château de Villalva. Ils moururent aussi fièrement qu'ils s'étaient battus (1); mais leur supplice et la défaite de leur armée jetèrent le découragement et l'épouvante parmi les *comuneros*. La junte, qui naguère se montrait si absolue dans ses exigences, ne demanda plus rien et se dispersa. Les villes éperdues se soumirent sans condition. Valladolid donna la première l'exemple du retour à l'obéissance. Dueñas, Palencia, Medina del Campo, Ségovie, et la plupart des cités qui exécutaient avec passion les ordres de la junte, reconnurent avec déférence l'autorité des régens. Cette insurrection si bien concertée, et, peu de temps auparavant, si terrible et si intraitable, un seul revers suffit pour dissiper l'assemblée de ses députés, détruire l'armée de ses défenseurs, soumettre les habitans de ses villes. Du champ de bataille de Villalar, où fut ensevelie l'indépendance de la Castille, s'éleva et s'étendit la puissance absolue de Charles-Quint.

Tolède seule, où s'était jeté le belliqueux évêque de Zamora, et où Marie Pacheco, l'héroïque veuve de Juan de Padilla, exalta les courages et entretint la rébellion, ne fléchit point. L'armée victorieuse des *cavalleros* allait marcher contre cette ville, lorsque Lesparre arriva sur la frontière d'Espagne avec sa petite armée. Il pénétra aisément dans la Navarre, mal défendue. Il prit Saint-Jean-Pied-de-Port sans tirer un coup d'arquebuse. Franchissant ensuite les Pyrénées, il s'empara du château del Peñon et s'avança vers Pampelune. A son arrivée, les Navarrais, dont les affections étaient encore tournées vers leurs anciens maîtres, firent éclater leur joie. Non-seulement les Gramont, qui formaient le parti français, mais la plupart des Beaumont, qui étaient dans le parti contraire, allèrent le recevoir et le saluer comme le bienvenu. Pampelune se souleva à son approche. Le peu de soldats espagnols qui y restaient encore furent exterminés, et le duc de Najera, contraint de fuir sa vice-royauté, se rendit en Castille pour demander aux régens victorieux une assistance semblable à celle qu'il leur avait naguère accordée.

(1) Sandoval, lib. IX, § XV à XXII. — *Historia del Levamiento*, c. X, p. 235 à 257.

En attendant, André de Foix entra dans Pampelune le lundi 20 mai, second jour de la Pentecôte, aux acclamations des habitans. La citadelle seule, où s'était enfermé Francisco de Herrera, qui en était châtelain, et que seconda vaillamment un gentilhomme guipuscoan, Ignace de Loyola, devenu plus tard si célèbre comme fondateur de la société de Jésus, entreprit de se défendre. Les Français l'attaquèrent avec beaucoup de vigueur et la battirent en brèche. Un éclat de pierre frappa Ignace de Loyola aux deux jambes : l'une fut brisée, l'autre estropiée, et il tomba sans connaissance des créneaux dans le fossé. Le château, dont les portes furent enfoncées et les murs ouverts par le canon, se rendit. Après y avoir laissé garnison, Lesparre se porta devant Estella, qui, loin de lui résister, le reçut comme un libérateur. En moins de quinze jours, il occupa tout le territoire de ce royaume, qu'il détacha de nouveau de l'Espagne et qu'il remit sous l'obéissance d'Henri d'Albret. Mais il lui était plus facile de reprendre la Navarre que de la garder (1).

VI.

Charles-Quint était encore à Worms, où il mettait Luther au ban de l'empire pour mieux gagner Léon X, et cherchait à unir et à constituer l'Allemagne afin d'en recevoir plus d'appui en y introduisant plus d'accord, lorsqu'il apprit l'invasion du Luxembourg. Il ne se méprit pas sur le provocateur de cette attaque. L'altier empereur envoya d'abord le comte de Nassau et Franz de Sickingen, à la tête de troupes allemandes, contre Robert de La Marck. Il les chargea de châtier le serviteur inconstant et l'insolent adversaire qui, de sa petite souveraineté des Ardennes, osait s'attaquer à un empereur. Informé bientôt de l'entrée des Français en Navarre, il montra une sorte de joie et dit avec une ambition menaçante : « Dieu soit loué de ce que ce n'est pas moi qui commence la guerre, et de ce que le roi de France veut me faire plus grand que je ne suis! Car en peu de temps, ou je serai un bien pauvre empereur, ou il sera un pauvre roi de France (2). » Il avait déjà fait signifier à François Ier, par son ambassadeur Philibert Naturelli, qu'il le considérait comme étant d'intelligence avec Robert de La Marck et avec Jean

(1) Sayas, *Anales de Aragon*, c. XXIX, p. 209 à 212; — Sandoval, lib. I, § V; — Du Bellay, p. 287.

(2) « Tu sij laudato, signor dio, dopoi che da me non è principiata questa guerra, et dopoi che questo re di Francia cerca farmi più grande di quel che sono, et tu sij sempre ringratiato, che m' hai donato il modo per difendermi; io espero far di breve ò ch' io sarò povero imperatore, ò lui povero re di Francia. » Lettre de Aleandro de' Galeazzi, écrite de Bruxelles le 3 juillet 1521. — *Lettere di Principi*, t. Ier, p. 93, v°.

d'Albret, qui n'auraient pas osé envahir le Luxembourg et réunir une armée contre la Navarre sans son agrément et son assistance (1). Il soutint que les traités conclus entre eux étaient par là rompus, et déclara « que, provoqué et assailli, il se défendrait avec l'aide de Dieu et de ses alliés (2). » Aussitôt il pressa Henri VIII de se joindre à lui contre François Ier, qui s'était rendu l'infracteur de la paix.

Henri VIII n'était pas encore décidé à la guerre. Craignant d'y être entraîné trop vite, si elle se prolongeait et s'étendait, il intervint auprès de François Ier, afin qu'il mît un terme à ces premières hostilités, qui sans cela provoqueraient une lutte générale. Dans ses ménagemens pour le roi d'Angleterre et avec le désir de conserver son alliance, François Ier ne soutint point Robert de La Marck, qu'il invita à évacuer le Luxembourg (3). Robert de La Marck obéit; mais cette condescendance ne servit de rien. Le comte de Nassau et Franz de Sickingen entrèrent dans le duché de Bouillon et la seigneurie de Sedan. Ils prirent et rasèrent le château de Loignes, se rendirent maîtres de la place de Florenville, assiégèrent Messencourt, qui se rendit à eux après six semaines et qu'ils brûlèrent ou abattirent, pénétrèrent dans Fleurange, que leur livra la lâche trahison des lansquenets qui en avaient la garde, et surprirent Bouillon. Sauf les places ravitaillées et imprenables de Jamets et de Sedan, ils occupèrent tout le pays de Robert de La Marck et le saccagèrent (4). Franchissant même la frontière, ils parurent plusieurs fois sur le territoire français, où ils s'emparèrent de Mouzon. D'autres troupes, sous la conduite de chefs flamands, l'envahirent aussi par divers points, enlevèrent Saint-Amand et Mortagne, détruisirent Ardres, tandis que le gouverneur de la province de Flandre, le seigneur de Fiennes, avec huit mille hommes de pied, mille chevaux et six pièces d'artillerie, vint mettre le siége devant Tournai.

La conquête de la Navarre n'eut pas une meilleure issue que l'invasion du Luxembourg; elle fut bien vite compromise par l'inhabileté et l'imprudence de Lesparre. Ayant remis Henri d'Albret en possession de son héritage reconquis, il aurait dû l'y établir fortement à l'aide de sa petite armée victorieuse, et en s'appuyant sur les fidèles souvenirs et l'opiniâtre attachement des Navarrais pour la maison dont les princes les avaient gouvernés si longtemps. Il

(1) Lettre du 14 avril 1521, — François Ier à Barrois, son ambassadeur auprès de Charles-Quint, — dans *les Négociations diplomatiques entre la France et l'Autriche durant les trente premières années du seizième siècle*, publiées par M. Le Glay, in-4°, 1845. François Ier y répond aux griefs de Charles-Quint, p. 468-469.

(2) *Ibid.* Paroles mêmes de Charles-Quint rappelées dans la lettre.

(3) *Mémoires* de Fleurange, t. XVI, p. 361.

(4) *Ibid.*, t. XVI, p. 369 à 380. — Du Bellay, t. XVII, p. 298.

aurait dû surtout ne pas provoquer le retour des Espagnols par des agressions alors aussi impuissantes que dangereuses. Il ne fit rien de tout cela. Il avait autant de courage, mais il avait encore moins de tête que ses deux frères Lautrec et Lescun, aux mains desquels la faveur de Catherine de Foix, comtesse de Châteaubriant et maîtresse de François Ier, avait fait remettre les plus grands commandemens militaires, et il commit en Espagne les fautes ruineuses que Lescun et Lautrec allaient bientôt commettre en Italie. Au lieu de garder sous le drapeau toutes ses troupes, qui étaient à peine suffisantes pour défendre le pays qu'il venait d'occuper, il en licencia une partie (1); puis, avec une témérité fort inopportune, il sortit de la Navarre, passa l'Èbre, entra dans la Rioja aux cris de *vive le roi et la fleur de lis de France! vive la comunidad de Castille* (2)! et il attaqua la ville de Logroño. Les *cavalleros* espagnols, dont il envahissait le pays et dont il combattait maladroitement la cause en se déclarant d'une manière si tardive et si peu utile pour les *comuneros* vaincus, marchèrent contre lui. Les régens de Castille, au lieu de se rendre devant Tolède, où l'insurrection tenait encore, retournèrent vers Burgos avec leurs troupes, que grossirent les levées faites en Aragon et les contingens mêmes des villes récemment soumises de Valladolid et de Ségovie (3).

Une armée de douze mille hommes de pied et de deux mille chevaux arriva sur l'Èbre, et fit lever le siége de Logroño à Lesparre, qui se retira précipitamment en Navarre. Le duc de Najera, qui commandait les Espagnols, auxquels vinrent se joindre les troupes du Guipuscoa, de la Biscaye et de l'Alava, l'y poursuivit, l'y attaqua et l'y battit. Lesparre s'était posté au débouché de la petite *sierra* del Perdon, qui sépare Artajona et Puente de la Reyna de Pampelune. En gardant le passage de la montagne, il espérait interdire l'accès de la Navarre aux Espagnols ou les combattre avantageusement, s'ils voulaient le forcer; mais le duc de Najera franchit la *sierra* sur un autre point, tourna la position qu'occupait Lesparre, et se plaça entre le camp des Français et la ville de Pampelune. Obligé de combattre en plaine pour se frayer lui-même un passage à travers l'armée espagnole, bien plus forte que la sienne, Lesparre essuya une entière défaite. Blessé et fait prisonnier le 30 juin 1521 à la bataille d'Ezquiros (4), où la plus grande partie de ce qui lui restait de troupes fut tuée ou prise, il perdit la Navarre aussi rapi-

(1) Du Bellay, p. 288.
(2) « Viva el rey, e la flor de lis de Francia, y la comunidad de Castilla! » Sandoval, lib. x, § v, et Sayas, p. 228.
(3) Sayas, p. 227, et Sandoval, lib. x, § vi.
(4) Sandoval, lib. x, § vii, et Sayas, p. 229 à 234. — Du Bellay, p. 288.

dement qu'il l'avait conquise. Cette fois elle fut réunie à l'Espagne pour toujours.

François Ier éprouva non moins de ressentiment que de trouble en apprenant que la frontière de son royaume avait été franchie par les troupes impériales et que Lesparre avait été battu au-delà des Pyrénées. Il hâta les préparatifs nécessaires non-seulement pour résister à Charles-Quint, mais pour l'assaillir avec vigueur de plusieurs côtés. Trois armées furent mises sur pied; elles auraient dû être réunies plus tôt, car il était à prévoir (1) que la guerre avec l'empereur serait l'inévitable suite de l'invasion bien qu'indirecte de la Navarre et de l'agression, quoique désavouée, de Robert de La Marck. François Ier envoya vers les Pyrénées l'amiral Bonnivet avec quatre cents hommes d'armes et six mille lansquenets que devaient renforcer tout autant de soldats de Gascogne (2). Il fit partir le gouverneur du Milanais, Lautrec, pour l'Italie, où se trouvait déjà le maréchal de Foix, Lescun, à la tête des troupes françaises, et vers laquelle avaient ordre de se diriger des bataillons de piquiers suisses et des bandes d'aventuriers dauphinois levés par le comte de Saint-Vallier. L'armée la plus considérable fut formée sur les confins de la Champagne et de la Picardie pour y faire face aux impériaux. Elle se composait de dix-huit mille hommes de pied français qu'amenaient le connétable de Bourbon, le duc de Vendôme, les maréchaux de Châtillon et de La Palisse, le sire de La Trémouille, de dix-huit cents lances tirées de la vaillante cavalerie des ordonnances, et de douze mille Suisses obtenus des cantons (3). En attendant que cette armée occupât la frontière du nord et pût même envahir les Pays-Bas, François Ier s'était transporté à Dijon pour mettre à l'abri d'une attaque la Bourgogne, que Charles-Quint était disposé à reprendre comme son héritage, et il confia au chevalier Bayard la défense de Mézières, place presque ouverte, très importante, mais fort difficile à garder, et que menaçaient le comte de Nassau et Franz de Sickingen, après s'être rendus maîtres de Mouzon (4).

(1) François Ier le prévoyait si bien lui-même qu'il écrivait à Barrois, son ambassadeur auprès de Charles-Quint, et le chargeait de dire à ce prince, alors à Worms, dans sa lettre du 14 avril 1521, où il accusait l'empereur d'avoir violé les traités auxquels il assurait avoir été lui-même fidèle : « Parquoy, moy qui de ma part ai entretenu les dictz traictez sans aucunement les enfreindre, me tiens pour provocqué et assailly, et espère, avec l'ayde de Dieu, mon bon droict, secours de mes alliez et confédérez, me défendre et pourveoir à mon affaire de sorte qu'il ne me prandra à despourveu. » Le Glay, *Négociations diplomatiques*, t. II, p. 271-272.

(2) Du Bellay, p. 301-302-304-320.

(3) *Ibid.*, p. 301 à 308.

(4) *Ibid.*, p. 310 à 318. *Hystoire du bon Chevalier sans Paour et sans Reprouche*, par le loyal serviteur, dans le t. XVI de la collection de Petitot, p. 110, 111 et suiv.

En même temps il réclama l'assistance d'Henri VIII, que Charles-Quint demandait de son côté. Le roi d'Angleterre avait promis de se déclarer contre celui des deux qui serait l'infracteur de la paix. Lequel l'avait été? Ils s'en défendaient également l'un et l'autre, et chacun prétendait que l'agression venait de son adversaire. François I[er] alléguait l'inexécution du traité de Noyon de la part de Charles-Quint, qui ne lui payait pas les sommes dues pour le royaume de Naples, et qui, depuis quatre ans, ne donnait aucune satisfaction aux d'Albret pour le royaume de Navarre. Il ajoutait que les généraux de l'empereur avaient paru en armes sur son territoire, y avaient pris Mouzon, Saint-Amand, Mortagne, Ardres, et y assiégeaient Tournai. Charles-Quint soutenait que les premières hostilités venaient des Français. Il attribuait la rupture de la paix à l'expédition de Lesparre au-delà des Pyrénées et à l'entrée de Robert de La Marck dans le Luxembourg. Quant à lui, attaqué dans ses états, il avait été contraint pour les défendre de pénétrer sur les états de son ennemi.

Sommé de venir en aide aux deux rois, Henri VIII (1) se montra en apparence incertain. Il refusa à François I[er] les secours qu'il lui demandait, et il répondit à son ambassadeur que, « s'étant obligé par serment à prêter assistance au prince qui n'aurait point rompu les traités, il ne pouvait déterminer s'il devait l'accorder au roi très chrétien ou à l'empereur, jusqu'à ce qu'il sût parfaitement lequel des deux les avait enfreints, afin de sauver sa conscience devant Dieu et son honneur devant les hommes (2). Il en prit prétexte de se faire juge entre ses alliés et leur imposa sa médiation. Il les pressa l'un et l'autre d'envoyer leurs plénipotentiaires à Calais, où ils trouveraient son ministre, le cardinal d'York, prêt à les entendre. Charles-Quint s'y refusait d'abord. Fort irrité de la perte de la Navarre, dont il ne connaissait pas encore le recouvrement, il rejetait toute apparence de négociation et ne voulait que combattre. « Le roi très chrétien, disait-il, m'a pris un royaume, mais j'aurai ma revanche (3). » Instruit toutefois des dispositions secrètes de Henri VIII,

(1) François I[er] envoya Olivier de La Vernade, seigneur de La Bastie, auprès du roi d'Angleterre pour réclamer son assistance. La mission de La Bastie est dans les mss. Béthune, vol. 8491, fol. 47 à fol. 66. Charles-Quint, de son côté, dépêcha à Henri VIII l'audiencier Hanneton (*State Papers*, vol. I, fol. 17). « Le roy catholicque a envoyé son audiencier icy pour demander ayde et secours au dict roy vostre bon frère. » Lettre d'Olivier de La Vernade écrite de Londres le 5 juillet à François I[er], mss. Béthune, vol. 8491, fol. 50.

(2) C'est ce qu'écrivait Rich. Pace, qui était auprès d'Henri VIII, à Wolsey demeuré à Londres, le 20 juillet 1521. *State Papers*, t. I[er], p. 12.

(3) Dépêche d'Olivier de La Vernade à François I[er] du 28 juin 1521, mss. Béthune, vol. 8491, fol. 176.

il fit partir pour Calais une ambassade à la tête de laquelle était son chancelier, Mercurin Gattinara. François Ier s'était également soumis à cette sorte de juridiction du roi d'Angleterre (1), devant laquelle comparurent ses commissaires conduits par le chancelier Du Prat.

VII.

La conférence de Calais s'ouvrit le 4 août, présidée par l'astucieux cardinal Wolsey (2). Sous l'apparence d'une médiation scrupuleuse se cachait la plus insigne fourberie. Au moment même où Henri VIII se présentait en arbitre, il agissait déjà en ennemi. Il faisait lever des troupes en Angleterre pour le service de l'empereur. Médiateur simulé, Wolsey avait pour mission réelle et secrète d'établir une union étroite entre Henri VIII, Charles-Quint et Léon X. Il devait, après un certain temps d'inutiles tentatives pour rapprocher François Ier et Charles-Quint, se rendre de Calais à Bruges, sous le prétexte d'obtenir de l'empereur qu'il renonçât à des prétentions trop obstinément soutenues par ses plénipotentiaires, et en réalité afin de conclure avec lui l'alliance projetée. Sept jours avant l'ouverture de la conférence, sir Richard Pace lui écrivait, de la part d'Henri VIII (3), que le roi, selon son avis, était résolu à équiper six mille archers, pour qu'ils fussent prêts à entrer en campagne. Il ajoutait : « Lorsque tout aura été conclu avec l'empereur, la résolution étant prise d'envahir la France, le roi pense qu'il devra être pourvu par eux deux aux moyens de détruire la flotte du roi très chrétien. » Voulant joindre la surprise à la perfidie, Henri VIII demandait que ce coup fût frappé d'une manière inattendue, afin de l'être d'une façon certaine.

Tout se passa ainsi qu'on l'avait arrêté d'avance. Les commissaires français et les commissaires impériaux furent en complet dés-

(1) Dépêche d'Olivier de La Vernade à François Ier, du 6 juillet, *ibid.*, fol. 53. — Le cardinal d'York et le roi d'Angleterre voulaient « connoistre le tort de l'un ou de l'autre (prince) pour ayder et secourir à celluy qui seroit tenu prince d'honneur et de promesse. » Dépêche du 5 juillet, *ibid.*, fol. 50.

(2) François Ier écrivait avec la plus grande confiance à Wolsey : « Mon bon amy,... vous garderez mon honneur et ma rayson, et en ce et en toutes aultres choses me demeurerez bon et vray amy. » Lettre olographe, Musée britannique, Calig. D. VIII, 131. — Charles-Quint, qui parlait à Henri VIII dans sa lettre du 20 juillet « de mettre une briefve et finalle résolution en la conclusion d'entre nostre saint père, vous et moy, » Musée britannique, Galba, B. VIII, fol. 76, écrivait à Wolsey : « Monsieur le cardinal, mon bon amy, pour la vraye confidence que j'ay en vous, et affin de conclure les matières secrètes, je vous prie que, le plus tost que pourrez, veuillez venir à Calais. » Lettre olographe du 20 juillet, Musée britannique, Galba, B. VI, fol. 179.

(3) Lettre du 28 juillet, *State Papers*, I, 23, et lettre de Wolsey au roi, du 4 août, *ibid.*, p. 31.

accord dès le début des conférences. Ceux-ci présentaient comme des actes d'hostilité de la part du roi de France l'agression de Robert de La Marck, qu'il avait provoquée, et l'entreprise du seigneur de Lesparre, qu'il avait appuyée; ils réclamaient de plus, au nom de leur maître, la restitution du duché de Bourgogne et l'abolition de l'hommage féodal pour la Flandre. Ceux-là demandaient l'exécution du traité de Noyon, qui n'avait été observé dans aucune de ses clauses. Ils niaient que le roi très chrétien eût encouragé l'expédition de Robert de La Marck, et ils soutenaient que la Navarre avait été justement revendiquée les armes à la main par Henri d'Albret, que le roi catholique s'était engagé à satisfaire dans les huit premiers mois de son séjour en Espagne, et qu'il avait laissé plus de quatre ans sans lui accorder aucune satisfaction (1).

Ne pouvant concilier des prétentions si contraires, Wolsey proposa une suspension d'armes momentanée. Les plénipotentiaires de Charles-Quint la refusèrent, afin de ménager au cardinal l'occasion de s'aboucher directement avec l'empereur. Wolsey déclara en effet aux commissaires de François Ier qu'il avait besoin de voir l'empereur pour lui faire accepter ce que rejetaient ses ministres. Charles-Quint, très désireux de cette entrevue, pressait le fourbe cardinal d'accourir vers lui, parce qu'il avait hâte de se mettre à la tête de son armée. « Nous ferons plus en un jour, lui écrivait-il, vous et moi, que ne feroient mes ambassadeurs en un mois (2). » Il ne voulait pas laisser passer la saison d'agir, tandis qu'il avait la supériorité des forces et l'avantage des armes (3). La mort récente de Chièvres avait laissé à sa disposition la somme énorme de 800,000 ducats d'or (4), qui avaient été le fruit dangereux des exactions, et qui allaient servir d'utile aliment à la guerre. Dans son impatience belliqueuse, Charles-Quint se montrait surpris des retards du cardinal d'York, et il ajoutait : « Je croyois fermement, comme vous l'aviez promis, que, sous couleur de pourchasser la trève vers moi, vous viendriez incontinent pour conclure tous nos traités (5). »

(1) Sur la conférence de Calais : rapport adressé à l'archiduchesse Marguerite, mss. Béthune, vol. 8,478, de 147 feuilles; dépêches des commissaires de François, qui sont dans les volumes 8,491, 8,492, 8,500, des mss. Béthune, du août 1521 au 21 novembre; pièces insérées dans le t. II des *Négociations diplomatiques*, etc., publiées par M. Leglay, p. 483 à 588; lettres déposées au Mus. britan. Galba B. VI et VII, ou publiées dans le premier volume du *State Papers*.

(2) Lettre de Charles-Quint à Wolsey, de Bruges, le 7 août. Mus. brit. Galba, B. VII, fol. 95.

(3) Il lui disait : « Je vous monstreray mon armée par laquelle cognoistrez que je n'ay vouloir de dormir à l'ayde de Dieu et de mes bons amis. » *Ibid.*

(4) Lettre de Th. Spynelly à Wolsey, de juillet 1521. *State Papers*, t. VI, p. 79.

(5) Lettre du 9 août, dans laquelle il insiste encore davantage sur la nécessité de se voir pour mieux s'entendre. Mus. brit. Galba, B. VI, fol. 196.

Cédant aux instances de l'empereur, Wolsey partit le 12 août de Calais, et se rendit auprès de lui à Bruges. Là, réglant les conditions de l'alliance entre Charles-Quint et le roi d'Angleterre, il stipula même l'indemnité pécuniaire que Henri VIII recevrait du roi catholique en dédommagement des sommes annuelles que lui ferait perdre sa rupture avec François Ier. L'empereur aurait voulu que cette rupture fût immédiate, mais le roi d'Angleterre, naguère si pressé de se joindre à lui pour attaquer le roi de France, était alors disposé à différer sa déclaration de guerre. Avant de rien entreprendre pour recouvrer la Guienne et les provinces qui étaient autrefois de son héritage, il croyait avantageux d'attendre que les forces et les finances de François Ier se fussent épuisées dans sa lutte avec Charles-Quint (1). Seulement l'union la plus étroite fut conclue entre les deux princes, et l'on convint que l'empereur épouserait la fille de Henri VIII, qui commencerait les hostilités contre François Ier aussitôt après que Charles-Quint, retournant en Espagne, l'aurait visité en Angleterre (2).

De retour à Calais, Wolsey reprit les négociations menteuses qui semblaient l'avoir conduit à Bruges. Il annonça aux ambassadeurs de François Ier qu'il n'avait rien obtenu de l'empereur, à la cour duquel on l'accusait « d'être tout Français (3). » Il dit qu'on lui reprochait « de conduire seul les affaires du roi son maître, et de lui faire abandonner ses droits à la couronne de France. » Il ajouta qu'à cette cour on ne voulait plus entendre parler du traité de Noyon, et il prétendit avoir déclaré à l'empereur que le roi d'Angleterre ne souffrirait jamais qu'il envahît le duché de Milan. Afin de mieux les tromper, il parlait fort mal de Léon X, qui, après avoir trahi secrètement François Ier, venait de l'attaquer ouvertement dans la Lombardie, de concert avec l'empereur. « Le pape voudrait, disait-il, qu'on chassât tous les étrangers de l'Italie, et que, par les mains des uns, on pût jeter les autres dehors. » Déclarant alors que le désaccord entre les deux monarques était trop grand pour rendre la paix possible, il soutint qu'il fallait se réduire à une simple trêve.

Cette trêve, proposée par le cardinal d'York, aurait permis à l'empereur, au pape, au roi d'Angleterre, de mieux préparer encore leurs moyens d'attaque contre François Ier, soit en Italie, soit en France. Avec sa fourberie effrontée, le cardinal d'York la présentait

(1) Cette politique est très curieusement exposée dans une longue lettre de Wolsey à Henri VIII, imprimée dans le t. Ier des *State Papers*, p. 89 et 90.

(2) Lettres de Wolsey à Henri VIII du 19 août. (*Stat. Pap.* I, 38.) — De Pace à Wolsey du 24 août. (*Ibid.*, p. 40.) — Du 15 sep. *Ibid.*, p. 54.

(3) Dépêche du chancelier Du Prat et de Selve à François Ier. Mss. Béthune, vol. 8,492, fol. 76 et suivans.

à Du Prat comme un acheminement infaillible à un accord définitif. « Je me soumets, disait-il au chancelier de France, à avoir la tête tranchée, si dans un demi-an je ne mène pas le roi catholique à la paix (1). » Après de nouveaux et longs pourparlers, dans lesquels chacune des parties garda sa position sans céder d'un pas, insista sur ses griefs sans en abandonner aucun, Wolsey déclara que la question de savoir lequel des deux princes avait le premier rompu les traités était si douteuse, que jamais le roi d'Angleterre ne pourrait décider à qui il devait accorder son assistance (2). Il se contenta de poursuivre la trêve militaire que semblaient réclamer dans ce moment les affaires en péril de l'empereur.

François Ier avait enfin assemblé une puissante armée sur la frontière du nord. Il avait marché au secours de Mézières, que le chevalier Bayard défendait depuis plus d'un mois avec une habileté opiniâtre et une valeur ingénieuse contre le comte de Nassau et Franz de Sickingen. A son approche, les généraux de l'empereur, qu'avait divisés le peu de succès de leur entreprise, abandonnèrent le siége et battirent en retraite (3). Afin d'empêcher l'armée française de secourir Tournai, ils se dirigèrent du côté de l'ouest vers Valenciennes, où Charles-Quint, parti de Bruges après s'être entendu avec Wolsey, devait se mettre à leur tête. François Ier, ayant dégagé Mézières et repris Mouzon, les suivit dans cette direction. Il s'empara sur sa route de Bapaume et de Landrecies, qu'il fit raser, et il fut bientôt dans le voisinage de son ennemi. Ses troupes nombreuses, animées, confiantes, étaient fortes de vingt-six mille hommes de pied, de quinze cents hommes d'armes, formant plus de huit mille chevaux, et elles avaient douze pièces d'artillerie. Postées au-dessous de Happre, entre Cambrai et Valenciennes, elles étaient séparées par l'Escaut des troupes de l'empereur, qui leur étaient inférieures. François Ier était un vaillant soldat, mais il était un général incertain; il savait bien mieux se battre que commander. Hors d'état de décider et de conduire les opérations militaires, il ne choisissait même pas habilement ceux qui devaient les diriger pour lui. Il avait remis le commandement de l'avant-garde à son beau-frère, le duc d'Alençon, en plaçant à ses côtés le maréchal de Châtillon, qui était un guide trop circonspect pour un prince aussi irrésolu. Ce commandement appartenait de droit au connétable de Bourbon, que

(1) Du Prat à François Ier, mss. Béthune. — Wolsey écrivait en même temps à Henri VIII, en parlant des commissaires français : « Ils n'ont aucun soupçon des choses conclues avec l'empereur. » 4 sept. Mus. brit. Galba, B. VII, p. 51.

(2) Du Prat à François Ier, 7 sept., mss. Béthune, 8,492, fol. 56, § 99.

(3) *Histoire du chevalier Bayard*, t. XVI, p. 111 à 118. — Du Bellay, t. XVII, p. 313 à 318.

François Ier retint auprès de lui, au corps de bataille. Il le tenait depuis cinq ans dans une défiante disgrâce, et il ne craignit pas de faire alors à ce puissant et orgueilleux seigneur l'impardonnable affront de donner à un autre les fonctions de la grande charge dont il ne lui laissait que le titre. L'arrière-garde fut mise sous les ordres du duc de Vendôme.

Le moment était décisif. François Ier pouvait frapper un grand coup et faire éprouver à l'empereur sous Valenciennes le sort que trois ans et demi plus tard il éprouva lui-même sous Pavie. Il franchit l'Escaut sur un pont jeté au-dessous de Bouchain pour aller le combattre. Charles-Quint envoya, sous le comte de Nassau, douze mille lansquenets et quatre mille chevaux, afin d'empêcher le passage de cette rivière, qui le couvrait contre son ennemi; mais ils arrivèrent trop tard. L'Escaut avait été déjà traversé par l'armée française, qui s'était mise en bataille. Les troupes impériales, n'ayant pas été assez diligentes pour s'opposer à son mouvement, n'étaient pas assez fortes pour résister à son attaque. La victoire était certaine, si la bataille était livrée. Le connétable de Bourbon, qui avait pris une si valeureuse part aux grandes journées de la Gierra-d'Adda et de Marignan, oublia l'offense qu'il venait de recevoir et qu'il avait encore plus ressentie que montrée. Voyant d'un coup d'œil les avantages d'une semblable position et cédant à son instinct guerrier, il proposa de fondre sur les impériaux (1). C'était aussi le sentiment de deux capitaines fort expérimentés, le maréchal de La Palisse et le sire de La Trémouille; mais François Ier aima mieux suivre les timides conseils du maréchal de Châtillon. Il se contenta de faire fuir ceux qu'il aurait pu détruire (2). L'armée de Charles-Quint, qui aurait été infailliblement écrasée (3), opéra, sans être inquiétée, sa retraite sur Valenciennes, d'où Charles-Quint lui-même retourna précipitamment à Bruxelles.

François Ier avait laissé échapper une occasion qu'il ne retrouva plus. Malgré cette faute, sa campagne vers le nord restait marquée d'incontestables avantages. Il avait fait lever le siége de Mézières, il avait repris Mouzon, il s'était emparé de Bapaume et de Landrecies, il avait contraint l'armée impériale à se retirer devant lui, et il se rendit maître de Bouchain et de Hesdin, sans toutefois que les

(1) Belcarius, *Commentarii rerum Gallicarum*, lib. XVI, fol. 488, in-fol., Lugduni, 1624.

(2) *Ibid.*, Du Bellay, p. 319 à 328. — *Pontus Heuterus, rerum Austriacarum libri XV*, lib. VIII, ch. 12.

(3) « L'empereur, de ce jour-là, dit Du Bellay, eust perdu honneur et chevance... Dieu nous avoit baillé nos ennemis entre les mains, que nous ne voulûmes accepter; chose qui depuis nous cousta cher, » p. 327.

pluies et la mauvaise saison lui permissent de débloquer Tournai, qui tomba peu de temps après au pouvoir de ses ennemis. Il n'avait pas eu moins de succès sur la frontière d'Espagne. L'amiral Bonnivet était entré dans Saint-Jean-de-Luz, et il avait occupé toute la partie de la Navarre située sur le revers septentrional des Pyrénées; se jetant ensuite en Biscaye, il s'y était emparé de la forte place de Fontarabie (1).

VIII.

Si la guerre avait été assez heureuse pour François Ier du côté des Pays-Bas et de l'Espagne, il n'en avait pas été de même en Italie. La domination française y avait été compromise par le maréchal de Foix, qui commandait dans la Lombardie milanaise en l'absence de Lautrec, et par Lautrec, lorsqu'il était allé en reprendre le périlleux gouvernement. Ce beau duché (2), qui fut trop longtemps l'objet de l'ambition mal dirigée des rois de France, dont il occupa les armes, dont il épuisa les finances et qu'il détourna du véritable agrandissement de leur pays, inachevé vers le nord, Louis XII en avait été dépouillé, après douze ans de possession, par l'effort commun des Italiens, des Suisses et des Espagnols, qui l'avaient rendu à la maison ducale des Sforza, et François Ier y était rentré de vive force à la suite de la grande victoire de Marignan.

Le joug étranger pesait à ces populations naturellement inconstantes et si fréquemment rebelles. François Ier sembla comprendre d'abord qu'il ne fallait pas le leur faire sentir pour le leur faire supporter. Il imita la douceur généreuse de Louis XII. Ce prince, auquel la bonté avait souvent tenu lieu d'habileté, au moment où il avait conquis et organisé le duché de Milan en 1499, ne s'y était complétement réservé que le pouvoir militaire, moyen de le garder et de le défendre. Ce pouvoir même, il l'avait délégué au chef italien du parti guelfe, au maréchal J.-J. Trivulzi, qu'il avait nommé son lieutenant en Lombardie. Il avait constitué un sénat investi des plus hautes attributions (3). Il avait de plus conservé aux villes du

(1) Du Bellay, p. 320 à 323. — Sayas, c. XLV, p. 321 à 328.

(2) Il rendait au duc Maximilien Sforza 499,660 écus d'or, qui, à 11 francs de poids métallique, et multipliés par au moins cinq fois, à cause de la valeur relative de l'argent dans les premières années du XVIe siècle, feraient aujourd'hui près de 30 millions de notre monnaie. Voyez Verri, *Storia di Milano*, t. II, p. 146, — d'après un registre manuscrit contenant les dépenses et les revenus de Maximilien Sforza.

(3) Composé de deux évêques, de quatre hommes de guerre et de huit docteurs en droit, tous Lombards à l'exception de deux d'entre eux qui étaient Français aussi bien que le chancelier garde du sceau ducal, auquel en appartenait la présidence. Grand

duché leur libre administration locale. La principale d'entre elles, Milan, choisissait par des élections savamment compliquées le *conseil de la cité*, qui nommait à son tour les magistrats chargés d'y exercer l'autorité et d'y rendre la justice.

François Ier n'avait point altéré, au début de son règne, cette forme rassurante d'administration. Comme Louis XII, il s'était appuyé sur le parti guelfe, dont le chef avait si vaillamment combattu auprès de lui dans les deux journées de Marignan, sans opprimer les gibelins compromis, qu'il avait au contraire rappelés de leur exil et remis dans leurs biens. Avec cette sage modération, et par le choix heureux du connétable de Bourbon, qu'il en avait nommé gouverneur, il avait pu conserver en 1516 contre l'empereur Maximilien le Milanais, reconquis en 1515 sur les Suisses. Après la double épreuve d'une occupation victorieuse et d'une agression repoussée, François Ier serait resté maître de la Lombardie, s'il y avait laissé le connétable de Bourbon; mais il l'en retira fort imprudemment pour mettre à sa place Odet de Foix, seigneur de Lautrec, frère de la comtesse de Châteaubriant, sa maîtresse. Tout changea sous l'administration du nouveau gouverneur. Soutenu par la favorite, qui avait le plus grand pouvoir sur François Ier, l'avide et impérieux Lautrec accabla le Milanais de ses exactions et de son oppressive autorité. Il y augmenta les taxes, y suspendit l'action trop indépendante du sénat et y remplaça le conseil élu de la cité par une assemblée dont il réduisit le nombre et dont il nomma les membres (1). Il persécuta les gibelins, sans garder de ménagemens pour les guelfes. Le chef puissant de ce dernier parti, le maréchal J.-J. Trivulzi, qui, plus qu'un autre, avait établi et maintenu la domination française dans le Milanais, fut dénoncé à François Ier comme un mécontent sur le point de devenir un rebelle (2). Ce grand serviteur de la France sous trois de ses rois, cet habile capitaine qui avait combattu pour eux dans un si grand nombre de batailles, malade et âgé de soixante-dix-sept ans, passa les Alpes afin de se justifier auprès de François Ier sans y parvenir. Le crédule et ingrat monarque rejeta

conseil d'administration et de justice, ce sénat, dont les membres étaient investis à perpétuité de leurs charges et ne pouvaient en être privés que par le jugement du corps tout entier, avait la sanction des ordonnances du roi, qu'il confirmait ou rejetait à son gré, vérifiait les grâces et les dons, autorisait les priviléges, accordait les dispenses, prononçait les sentences, examinait les mesures de gouvernement, qui ne s'exécutaient pas sans son adhésion. Édit perpétuel de Louis XII, du 11 novembre 1499, dans Verri, t. II, p. 103, 104.

(1) Verri, t. II, p. 170-171-191.

(2) *Dell' Istoria intorno alle militari imprese et alla vita di Gian-Jacopo Trivulzio detto il magno, del cavaliere Carlo de Rosmini*. Milano, 2 vol. in-4°, 1815, t. Ier, p. 529-530. — Verri, p. 174-175.

avec hauteur les supplications du glorieux vieillard (1), qui, blessé de cet affront et indigné de cette injustice, succomba peu de temps après, en laissant François I[er] privé de son habileté. Elle lui avait été naguère utile et lui serait bientôt devenue nécessaire.

Déjà la possession de la Lombardie passait pour être ébranlée. Un jeu de mots très significatif se répétait à la cour même de France. Rappelant la splendide habitation de Meillan, construite en Bourbonnais par Chaumont d'Amboise avec l'argent tiré du Milanais, dont il avait été gouverneur, et prévoyant les inévitables effets de la faveur que Catherine de Foix assurait à Lautrec, on y disait : « Milan a fait Meillan, et Châteaubriant défera Milan (2). » Tout le monde le croyait, excepté François I[er], qui tenait avec passion à conserver cette conquête, et qui laissait faire à Lautrec tout ce qu'il fallait pour la perdre. Pendant cinq années en effet, le cupide et dur Lautrec, par les charges qu'il imposa au peuple, par les violences dont il poursuivit les grandes familles, rendit le mécontentement général (3). Beaucoup s'expatrièrent, et tous aspirèrent au retour des Sforza. Au dedans, les opprimés étaient prêts à les recevoir; du dehors, les fugitifs travaillaient à les rétablir. Ceux-ci s'entendirent d'abord avec Léon X, qui était encore l'allié de François I[er], et avec Charles-Quint, qui venait de se déclarer son ennemi, pour faire rentrer François Sforza dans Milan et Jérôme Adorno dans Gênes (4).

Par suite de l'accord établi entre le pape, l'empereur, les expatriés lombards et génois, une double entreprise fut ourdie contre la domination française dans la vallée du Pô et sur le revers de l'Apennin (5). Des navires napolitains et pontificaux, portant deux mille Espagnols et montés par Jérôme Adorno, firent voile vers Gênes,

(1) Voyez, dans les *Lettere di Principi*, tout ce que raconte à ce sujet le cardinal de Bibiena dans ses dépêches à la cour de Rome.

(2) Le cardinal de Bibiena, dans sa lettre du 26 novembre 1518 écrite de Paris au cardinal Jules de Médicis, dit : « Disse che, se Milano haveva fatto Moian (Meillan), forse Ciateau Brian disfaria Milan; volendo inferire che Lotrec haveva favore per conto della sorella... la detta sorella di Lotrec è madama di Ciateau Brian. » *Lettere di Principi*, t. I[er], p. 52, v°. — « La sorella madama di Chateaubriand bella e accorta, molto amata dal re gli procura favore. » Cod. DCCCLXXVII, ch. VII à la Marciana, cité par S. Romanin, p. 325 du V[e] vol. de sa *Storia documentata di Venezia*, in-8°. Venezia, 1857.

(3) Verri, t. II, p. 177, sqq.

(4) Guicciardini, lib. XIV.

(5) Guichardin, qui était gouverneur des villes récemment annexées à l'état pontifical, et qui a connu tous les secrets de la politique de Léon X, a raconté avec détail tous les événemens de cette guerre dans laquelle il a été acteur ou dont il a été témoin. Il dit : « Fatta adunque ma occultatissimamente la confederazione tra il pontifice e Cesare contro al re di Francia, fu consiglio comune procedere innanzi che manifestamente si movessero le armi... per mezzo dei fuorusciti contro al ducato di Milano, e contro a Genova. » Guicciardini, lib. XIV. — Du Bellay, t. XVII, p. 333.

avec l'espérance d'en enlever la seigneurie à François Ier et d'y restaurer la république. Girolamo Morone, conseiller de Francesco Sforza, ayant reçu du pape, par les mains de Guicciardini (1), alors gouverneur de Reggio et de Modène, une somme de ducats pour lever trois mille hommes de pied, concerta avec les fugitifs de Parme, de Plaisance, de Milan, une attaque soudaine sur ces diverses villes, tandis que deux chefs du parti gibelin, Manfredo Pallavicino et Capo di Brenzi, à la tête d'une troupe d'Allemands, pénétreraient dans Como, du côté du lac. Le plan était bien combiné, mais il échoua. Gênes ne put être surprise; Como resta fermée à ceux qui tentèrent de s'en emparer, et Lescun, averti des armemens des expatriés lombards dans Reggio, où ils s'étaient réunis, s'avança contre eux pour les disperser ou les saisir. Ne se contentant point de protéger la frontière lombarde, il se porta sur les terres de l'église, et parut en armes jusqu'aux portes de Reggio (2). Cette imprudence ne servit en rien François Ier et lui nuisit beaucoup. Lescun ne surprit point les fugitifs, et il donna un redoutable ennemi de plus au roi son maître.

Léon X n'attendait qu'un prétexte pour se déclarer : il le trouva dans la violation armée du territoire pontifical, dont il se montra courroucé au dernier point. Il conclut ouvertement avec Charles-Quint l'accord secrètement préparé depuis quelques mois. Il donna à l'empereur l'investiture jusque-là retardée du royaume de Naples, et le 29 juin, jour de la fête de saint Pierre, l'empereur lui fit présenter la haquenée blanche qui était offerte aux souverains pontifes en signe d'hommage féodal; il lui fit remettre en même temps le tribut ordinaire augmenté de 7,000 ducats d'or. Il fut convenu que les forces réunies du pape, des Florentins, sur lesquels serait affermie la domination des Médicis, et celles de l'empereur attaqueraient les Français dans la Lombardie, les en expulseraient, rendraient Parme et Plaisance au saint-siége, et replaceraient sur le trône ducal un prince de la famille des Sforza. Aux Suisses que François Ier avait envoyés à Léon X pour la conquête de Naples, le pape voulut en réunir d'autres que leva dans les cantons le nonce apostolique Ennio Filonardo, évêque de Veruli, secondé par l'infatigable ennemi de la France, le cardinal de Sion.

Les troupes pontificales et impériales entrèrent aussitôt en campagne, sous la conduite de Prospero Colonna, général fort expérimenté, qui manœuvrait avec une rare prudence, et au besoin savait agir avec une promptitude hardie. Elles étaient fortes de vingt-deux

(1) Guicc., *ibid.*
(2) Guicc., *ibid.* — Du Bellay, p. 334 à 348.

mille hommes de pied, de douze cents hommes d'armes, et de quatre cents chevau-légers. A leur tête se trouvaient des capitaines espagnols et italiens résolus et habiles, tels que le marquis de Pescara, Antonio de Leiva, le marquis de Mantoue et Jean de Médicis. Elles marchèrent vers la Lombardie, et allèrent mettre le siége devant Parme. Lautrec avait envoyé dans cette place avancée le maréchal de Foix, son frère, qui s'y était enfermé avec six mille hommes de pied italiens et quatre cents lances, formant environ deux mille hommes de cavalerie.

La ville est traversée par la rivière dont elle porte le nom, et qui la coupe inégalement en deux parties. Après plusieurs semaines de siége, les confédérés pénétrèrent dans la partie située sur la rive droite, et la mirent au pillage. Ils attaquèrent ensuite la partie assise sur la rive gauche, qui avait une étendue plus grande, et dans laquelle Lescun s'était plus fortement retranché, mais ils ne purent s'en rendre maîtres. Lescun la défendit vaillamment. Parti bientôt de Milan pour le dégager, Lautrec s'avança vers Parme à la tête de sept mille Suisses, de quatre mille aventuriers français, de cinq cents lances, ainsi que de quatre mille fantassins de Venise et de quatre cents hommes d'armes de cette république alliée, conduits par le général Théodore Trivulzi et le provéditeur André Gritti. Son approche inquiéta les confédérés, qu'une mutinerie des troupes allemandes exigeant leur solde avait affaiblis, et que le peu de succès de leur attaque avait découragés. Divisés et abattus, ils se décidèrent à lever le siége. S'éloignant de Parme avec précipitation, ils remontèrent vers le Pô afin de recevoir les Suisses que le pape faisait lever dans les cantons, et qui devaient descendre en Italie par le Bergamasque. Si Lautrec s'était jeté sur eux pendant leur retraite un peu confuse, il les aurait mis facilement en déroute et aurait sauvé le duché de Milan; mais, violent sans être hardi, courageux et non résolu, il hésita à les attaquer, et les accompagna plutôt qu'il ne les poursuivit. Il lui importait par-dessus tout d'empêcher leur jonction avec les Suisses alors en marche pour les renforcer. En les devançant à Casal-Maggiore, il leur aurait fermé le passage du Pô, qu'ils traversèrent sans être inquiétés. Lorsqu'ils furent parvenus sur la rive gauche de ce fleuve, et qu'ils remontèrent l'Oglio pour aller au-devant des renforts qu'ils attendaient, Lautrec, qui les suivait toujours, se trouva encore mieux en position de les attaquer et de les battre. Les confédérés étaient postés à Rebecca, et lui, se portant à Pontevico, d'où il dominait leur camp, les avait sous son canon et pouvait les accabler. Il en eut cette fois le dessein; mais, au lieu de l'exécuter sans leur laisser le temps de s'apercevoir du péril où ils s'étaient mis, il différa l'attaque jus-

qu'au lendemain, et les confédérés décampèrent pendant la nuit.

Lautrec avait perdu trois occasions de les vaincre : à la levée du siége de Parme, au passage du Pô, à la rencontre de Rebecca. Ne les ayant ni entamés ni devancés, il ne put s'opposer à leur réunion avec les Suisses. Ceux-ci, descendus des Alpes du côté de Chiavenna, se trouvèrent vers la fin d'octobre sur le Haut-Oglio, et joignirent les confédérés à Gambera. Lorsque l'armée de l'empereur et du pape eut reçu ce puissant renfort, elle revint sur ses pas et marcha contre Lautrec, réduit maintenant à la défensive. Faute d'argent et aussi d'habileté, Lautrec ne parvint pas à retenir sous le drapeau les Suisses qu'il n'avait pas su mener au combat, bien qu'ils l'eussent demandé à plusieurs reprises, notamment à Rebecca. Beaucoup d'entre eux, mécontens et indisciplinés, reprirent la route de leurs montagnes. Tandis qu'une partie des Suisses enrôlés au service de François Ier abandonnait Lautrec, ceux qui s'étaient engagés au service du pape uniquement pour défendre les possessions du saint-siége furent entraînés par le cardinal de Sion et par leurs chefs à pénétrer sur les possessions françaises, malgré le traité récemment conclu à Fribourg et malgré la défense expresse des cantons.

Lautrec, trop timide comme capitaine après avoir été trop emporté comme politique, se trouvant ainsi affaibli, crut pouvoir néanmoins se maintenir dans le Milanais, dont il garderait les principales villes. Il se retira derrière l'Adda. Outre Pavie, Milan, Como, Alexandrie, il avait sur le cours de l'Adda et du Pô une ligne de places fortes, telles que Lodi, Pizzighitone et Crémone; mais il ne tint pas mieux dans les villes qu'en rase campagne. Posté à Cassano, non loin des confédérés, il laissa Prospero Colonna, que les lenteurs et l'inhabileté de son adversaire avaient enhardi, franchir l'Adda à Vaury, sans troubler, comme il l'aurait pu, ce périlleux passage, hasardé presque sous ses yeux. Lorsque l'armée pontifico-impériale fut sur la rive droite de l'Adda, Lautrec se vit tourné, et fut exposé de plus à ce que l'ennemi marchât, sans rencontrer d'obstacle, vers Milan et y entrât. Quittant en toute hâte Cassano, il remonta du côté de cette capitale du duché pour la couvrir et la défendre; mais les revers devaient se presser, comme s'étaient accumulées les fautes dont ils étaient la suite et le châtiment.

A peine arrivé à Milan, Lautrec, déjà compromis par ses échecs militaires, se rendit encore plus odieux par de nouvelles violences politiques. Le vieux Cristofano Pallavicino, chef d'une des plus grandes maisons de la Lombardie, soupçonné de s'entendre avec les fugitifs milanais, avait été arraché de son château de Bussetto par Lescun avant même l'ouverture de la guerre, et jeté en prison. Son neveu Manfredo Pallavicino avait été déjà écartelé après la malheureuse tentative sur Como, et Lautrec avait fait clouer ses mem-

bres aux portes de Milan. Il fit alors décapiter sur la place du château (1) le vieillard que son nom seul rendait suspect, et que sa détention comme son âge auraient empêché d'être redoutable. Il crut sans doute contenir ainsi Milan dans la soumission par la terreur; mais, au lieu de l'épouvanter, il l'indigna. Suivi de près par les troupes de la ligue, il distribua ses soldats découragés dans une ville lasse de sa domination et prête à la révolte (2). Les confédérés s'avancèrent en effet vers Milan, secrètement avertis qu'à leur approche les habitans prendraient les armes pour les y introduire. Le 19 novembre au soir, ils parurent devant les faubourgs. Toute la journée avait été pluvieuse. Les chemins détrempés étaient couverts d'une boue épaisse, et les champs étaient remplis de flaques d'eau que les fantassins avaient dû traverser à gué. Il fallait qu'ils se logeassent dans les faubourgs, et pour s'y loger qu'ils s'en rendissent maîtres. L'entreprenant Pescara les aborda le premier à la tête des arquebusiers espagnols. Dans son attaque impétueuse il repoussa ceux qui les gardaient jusqu'à la Porte-Romaine, tandis que Prospero Colonna avec les lansquenets, le cardinal de Sion avec les Suisses, y pénétrant d'un autre côté, arrivèrent, sans rencontrer beaucoup de résistance, en face de la porte du Tessin. Les Français et les Vénitiens s'apprêtaient à défendre l'enceinte de la ville, contre laquelle les confédérés allaient tourner leurs canons; mais ils n'en eurent ni le temps, ni le moyen, ni le courage. Les Milanais, se soulevant aux cris de vive l'empire! vive l'église! vive le duc Francesco Sforza! jetèrent le trouble parmi les Français et les Vénitiens, qui s'enfuirent, et ils poussèrent à assaillir la ville les Espagnols, les lansquenets et les Suisses, qui ne songeaient d'abord qu'à s'établir dans les faubourgs. Par des voûtes souterraines qui conduisaient les eaux de l'intérieur dans les fossés des remparts et par les portes qui leur furent ouvertes, les soldats de Pescara et de Prospero Colonna se précipitèrent dans Milan, qu'ils gagnèrent presque sans effort (3). Les Français perdirent en une seule nuit cette capitale importante et ambitionnée du duché que la

(1) Guicc., lib. XIV, et *Cronaca Grumello*, mss. Belgiojoso, citée dans Verri, t. II, p. 184.

(2) Sur toute cette guerre, Guicc., lib. XIV; Martin Du Bellay, p. 345 à 361; P. Giovio, *Vita Leonis X, Vita Pescaræ*; Galeatii Capellæ, *De Bello Mediolanensi seu de rebus in Italia gestis pro restitutione Francisci Sfortiæ II*, Mediolanensium ducis ab anno MDXXI ad MDXXX, lib. XIII; dans le t. II de Joannis Georgii Grævii, *Thesaurus antiquitatum et historiarum Italiæ*, Lugduni-Batavorum, 1704; Belcarius, lib. XVI.

(3) Littera illustrissimi marchionis Mantuæ ad illustrissimam marchionissam Mantuæ die 21 nov. 1521, et lettre du 19 au soir et du 20 au matin écrite par le cardinal Jules de Médicis; — l'une et l'autre dans les chroniques de Sanuto, Archives impériales de Vienne, et imprimées dans l'appendice du sixième volume de l'*Histoire d'Allemagne pendant la Réformation* de L. Ranke, p. 57, 58, 59.

tyrannie de leur chef avait soulevée, et que son imprévoyance ne sut pas défendre.

Lautrec, après avoir laissé garnison dans la citadelle, évacua la ville. Il battit en retraite vers Como, qu'il perdit bientôt également, et, avec les débris de son armée, il se réfugia sur les terres des Vénitiens. Sauf le château de Milan, bien approvisionné et difficile à prendre, sauf aussi les places fortes d'Alexandrie, de Novare, de Domodossolla, d'Arona dans la Haute-Lombardie, de Pizzighitone et de Crémone sur l'Adda, le Milanais tout entier fut enlevé à François Ier après une assez longue et non moins inhabile possession. Lodi, Pavie, Parme, Plaisance, suivirent l'exemple de Milan et se rendirent aux confédérés.

IX.

Cet événement si désastreux pour les armes comme pour la domination de François Ier en Italie était survenu le 19 novembre. Avant que la nouvelle en fût arrivée à Calais, les conférences poursuivies jusque-là dans cette ville s'étaient terminées aussi à l'avantage de Charles-Quint. Pendant longtemps Wolsey avait proposé une trêve inacceptable. Son opiniâtre partialité voulait la rendre très favorable à l'empereur, qu'elle aurait dégagé des périls auxquels il avait été un moment exposé, et tout à fait désavantageuse au roi de France, qu'elle aurait arrêté dans ses succès en l'obligeant de plus à restituer tout ce qu'il avait pris. François Ier l'avait nettement refusée. Il soumettait la suspension d'armes à des conditions qui devaient le laisser ou le rendre tranquille possesseur de la Lombardie (1), et que l'empereur rejetait à son tour (2). Aussi le 18 novembre, la veille même de l'entrée des confédérés dans Milan, François Ier disait-il aux ambassadeurs d'Angleterre avec une fière résolution que ne secondait déjà plus la fortune : « L'empereur n'a mis tant de délais à la trêve que parce qu'il espérait enlever Tournai, s'emparer de la Bourgogne, et de là s'allier aux Suisses. Puisque je suis l'ennemi de l'empereur, je veux être son ennemi le plus terrible (3). » Quatre jours après, le 22 novembre, la conférence de Calais prenait fin. Le surlendemain, la médiation trompeuse d'Henri VIII faisait place à une ligue offensive contre la France.

(1) Dépêches de Fitzwilliam du 21 octobre, du comte de Worcester et de l'évêque d'Ely du 27 octobre, dans Bréquigny, vol. 88.

(2) Lettres de Charles-Quint à Wolsey écrites d'Audenarde le 14 et le 16 novembre 1521. Musée britannique, Galba, B. VII, fol. 143, et B. IV, fol. 144.

(3) Lettre du comte de Worcester et de l'évêque d'Ely à Wolsey du 18 novembre 1521, dans Bréquigny, vol. 88.

Cette ligue, véritable but de la mission de Wolsey, fut conclue entre le pape, l'empereur et le roi d'Angleterre. Dès longtemps Girolamo Ghinuccio, évêque d'Ascoli, avait reçu de Léon X les pouvoirs nécessaires pour la signer en son nom. Charles-Quint en avait donné de semblables à son chancelier Gattinara et à ses autres représentans à Calais. Par le traité du 24 novembre, il fut convenu que l'empereur se rendrait en Espagne au printemps prochain, afin d'y pacifier entièrement ses sujets et de s'y pourvoir d'argent; qu'escorté à travers le canal par une flotte anglaise unie à la flotte espagnole, il aborderait soit à Douvres, soit à Sandwich, où le roi d'Angleterre irait le recevoir et d'où il le reconduirait ensuite à Falmouth; que les trois confédérés attaqueraient de concert et à fond le roi de France au mois de mars 1523, le pape en Italie avec une armée considérable, l'empereur en franchissant les Pyrénées avec dix mille chevaux et trente mille fantassins, le roi d'Angleterre en descendant sur les côtes de Picardie avec une armée non moins nombreuse que renforceraient les troupes des Pays-Bas. Henri VIII devait se déclarer contre François Ier un mois après le passage de Charles-Quint en Angleterre, et tous les deux mettre sur pied des forces capables de résister à leur ennemi en attendant l'époque fixée pour la grande invasion de son territoire. Ils prenaient l'un et l'autre sous leur protection : dans Florence la famille des Médicis, dans Rome le pape Léon X, qui, de son côté, frapperait des censures ecclésiastiques le roi de France, mettrait ses états en interdit, chargerait l'empereur et le roi d'Angleterre de le poursuivre comme un ennemi de l'église, dont chacun d'eux deviendrait ainsi le bras séculier. Le souverain pontife accorderait en outre les dispenses nécessaires pour autoriser entre l'empereur et la princesse Marie d'Angleterre un mariage que la parenté prohibait, mais que le bien de la chrétienté rendait désirable (1).

Telles étaient les menaçantes stipulations signées secrètement à Calais. Si elles avaient été exécutées au moment convenu et avec les forces déterminées, François Ier aurait couru les plus grands dangers au cœur même de son royaume; mais l'un des trois souverains, au nom desquels elles avaient été conclues, mourut bien avant qu'elles pussent être accomplies. Léon X n'eut pas même le temps d'apprendre la formation de cette ligue, objet de son ardente poursuite. Ce pape, entreprenant avec des dehors de faiblesse, hardi

(1) Le texte du traité en quinze articles est dans les archives de Lille, où sont aussi les pouvoirs antérieurement donnés pour le conclure aux ambassadeurs de Léon X, de Charles-Quint et d'Henri VIII. — Le Glay, *Négociations diplomatiques*, etc., vol. II, p. 585, not. 3. — L'extrait de ces articles est donné dans Herbert, *the Life and raigne of king Henry the Eighth*, in-4°, London 1649, p. 117, 118 et 119.

avec des apparences d'irrésolution, venait de faire triompher Charles-Quint de François Ier en Italie, non pour l'y rendre plus puissant en l'y rendant victorieux, mais afin de remettre le saint-siége en possession de Parme et de Plaisance, de se ménager l'acquisition prochaine de Ferrare, et de replacer un Sforza sur le trône ducal de Milan. C'était lui surtout qui avait tenu les confédérés sous le drapeau en pourvoyant à leur solde avec l'argent de l'église et des Florentins; c'était lui qui avait obtenu des cantons helvétiques les troupes à l'aide desquelles l'offensive avait été reprise et le Milanais conquis. Il était bien plus occupé des affaires temporelles de l'Italie que des intérêts religieux en Allemagne, et l'agrandissement territorial du saint-siége lui était encore plus cher que l'intégrité de la foi. Au début de cette guerre, il avait dit au cardinal Jules de Médicis, qui le dissuadait de s'y engager : « Mon principal désir est de recouvrer Parme et Plaisance, et je mourrai volontiers après avoir redonné ces deux villes au saint-siége (1). » Il ne mourut pas sans y être parvenu, et l'on peut dire que la vive satisfaction qu'il en éprouva ne fut pas étrangère à sa fin.

Léon X était à la Malliana, à quelques lieues de Rome, quand il apprit, le 24 novembre, l'entrée des troupes espagnoles et pontificales dans Milan. Cette agréable *villa* était son séjour favori. Il y finissait l'automne, après avoir chassé au faucon près de Viterbe, ou s'être livré au plaisir de la pêche sur les bords du lac de Bolsène. Il se mettait à table et disait le *Benedicite* au moment où arriva le messager que le cardinal Jules de Médicis avait dépêché pour lui annoncer cet avantage décisif. Transporté de joie, Léon X lui dit : « C'est une bonne nouvelle que vous avez apportée (2). » Les Suisses de sa garde célébrèrent le succès des armes pontificales par d'assourdissantes décharges d'arquebuses. Après avoir assisté à toutes les démonstrations d'allégresse qu'on fit autour de lui, le pape, agité des plus enivrantes émotions, rempli des pensées les plus ambitieuses, se promena jusqu'à une heure avancée de la nuit dans sa chambre. Les fenêtres en étaient ouvertes et y laissaient pénétrer l'air humide et froid de la fin de l'automne, dont Léon X respira les dangereuses émanations. Il sentit du malaise pendant la nuit, et la fièvre le saisit. Le lendemain il retourna à Rome. Il de-

(1) « Quando deliberò di pigliare la guerra contro ai Franzesi, aveva detto al cardinale dei Medici, che ne lo dissuadeva, muoverlo principalmente il desiderio di ricuperare alla chiesa quelle due città, la quale grazia quando conseguisse non gli sarebbe molesta la morte. » Guicciardini, lib. XIV.

(2) *Lettera di Roma alli signori Bolognesi a di 3 debre 1522 scritta per Bartholomeo Argilli*, dans le 32e volume de Sanuto, citée dans Ranke, *Hist. de la Papauté pendant les seizième et dix-septième siècles*, t. Ier, p. 129.

vait y réunir le consistoire des cardinaux, et il se proposait de célébrer avec éclat (1) une victoire si profitable au saint-siége et qu'il croyait capable d'assurer la délivrance de la Lombardie. Sa maladie, subitement aggravée, l'en empêcha; elle devint en peu de jours mortelle et l'enleva le 1er décembre à huit heures du soir (2), sans qu'il reçût les derniers sacremens. Il n'avait, assure-t-on, auprès de lui que le moine mendiant Mariano, l'un des bouffons qu'il admettait à sa table, où ce pontife, d'un esprit d'ailleurs si fin et d'un goût à tant d'égards délicat, prenait plaisir à voir leur monstrueuse gloutonnerie et à entendre leurs facéties grossières. Fra Mariano, qui assistait seul à son agonie, lui dit lorsqu'il était sur le point d'expirer : « Saint père, recommandez-vous à Dieu (3). » La vie de Léon X n'avait pas été celle d'un pape, sa mort soudaine ne put pas être celle d'un chrétien.

Malgré ce qu'il y avait eu en lui de grand et d'aimable, et quoiqu'il eût tant fait pour l'indépendance de l'Italie, l'accroissement du saint-siége et la splendeur de Rome, il n'inspira ni beaucoup d'admiration ni suffisamment de regret. « Il n'est pas mort de pape, écrivait-on de Rome, qui ait laissé une pire réputation depuis qu'existe l'église de Dieu (4). » Un jugement aussi outré tenait à ses mœurs peu pontificales, à sa fin, qui n'avait rien eu de religieux, à ses onéreuses prodigalités, qui avaient épuisé le trésor apostolique et surchargé l'état d'une énorme dette (5). Mais si dans Léon X le pontife n'avait pas été toujours édifiant, le prince s'était montré habile, et le protecteur des lettres comme des arts devait rester à jamais glorieux. Sa mémoire, un moment abaissée, allait se relever sous son successeur. Du choix de ce successeur dépendait, par la continuation ou par la rupture de la ligue conclue à Calais, le triomphe durable de Charles-Quint en Italie ou le retour victorieux de François Ier dans le Milanais.

MIGNET.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

(1) « Papa lætabatur propterea ut nunquam plus lætatus fuerit intrinsecus vel extrinsecus ita ut signa per triduum fieri curaverit. » Paris de Grassis, maître des cérémonies de Léon X, dans le journal de son pontificat, qui se trouve aux mss. de la Bibliothèque impériale. — *Diarium*, vol. III, p. 919.

(2) *Ibid.*, 920.

(3) Dans Albéri, deuxième série, vol. III, p. 71, not. 1.

(4) « Concludo que non è morto mai papa con peggior fama dapoi è la chiesa di dio. » *Lettera scritta a Roma*, 21 *febr.* 1521, citée dans L. Ranke, *Hist. de la Papauté*, etc., t. Ier, p. 130.

(5) De 800,000 ducats, d'après son maître des cérémonies. « Camera et sedes apostolica dicitur exhausta et debitrix in summa VIII. C. mill. ducatorum. » *Diarium*, t. III, fol. 923, 924.

ACACIA

SCÈNES DE LA VIE AMÉRICAINE

VII. — TROIS COUPS D'ÉPÉE DANS L'EAU SUIVIS D'UN COUP DE FOUDRE.

Après l'échec subi devant Acacia-Hall (1), Isaac Craig, général malheureux, mais indomptable dans l'adversité, se retira tristement dans son camp, je veux dire dans sa maison, avec Toby Benton et l'infortuné Appleton, qui poussait d'effroyables gémissemens. Isaac était le vivant portrait du fameux Guillaume III, stathouder de Hollande et roi de la Grande-Bretagne. C'était le même courage, la même obstination, la même activité, le même flegme, la même finesse et la même insensibilité. Si le destin l'avait fait naître sur le trône, il eût été digne du pinceau de M. Macaulay. Malheureusement la Providence, dont l'ordre est tout puissant, avait décrété qu'il exercerait son génie dans un village du Kentucky.

— Toby, dit-il à son associé, vous êtes une bête. Vous avez fait manquer par votre stupidité le plan le mieux combiné.

— Eh bien! dit en grognant le révérend, je vais porter mes pénates ailleurs. Est-ce moi qui suis cause de votre échec? Vous ne demandez que plaies et bosses, vous mettez une armée en campagne, vous me chargez de donner le signal, et au dernier moment vous me mettez en face d'une bande d'Irlandais ivres qui m'ont assommé plus d'à moitié. Où sont vos blessures, à vous qui parlez? que m'importe, à moi, la victoire? qu'est-ce que je gagnerai à la ruine ou à la mort

(1) Voyez la livraison du 1er mars.

d'Acacia? Je puis prêcher partout; à dix lieues d'ici, je retrouverai les trois mille dollars que je gagne à Oaksburgh.

— Calmez-vous, Toby. J'ai dit que vous étiez une bête, et je le prouve. Qu'aviez-vous affaire des papistes, et pourquoi chercher querelle à l'Irlande? Il pleut des tapes de ce côté, vous le savez. Il fallait donc faire un détour. John Lewis est abolitioniste, c'est là qu'il fallait frapper : tout l'auditoire eût été pour vous. Au lieu de cela, vous avez donné du nez contre cette brute d'Irlande; cette sottise me coûtera plus de mille dollars.

Benton se leva, prêt à partir.

— Allons, continua Craig, mangez et buvez; je vous pardonne. Nous prendrons notre revanche une autre fois. Allez préparer le terrain auprès de vos confrères : ou je me trompe fort, ou le succès de l'Anglais va les réduire à la mendicité. Faites-le-leur comprendre, et soyez sûr qu'avant un mois le disciple de Swedenborg sera renvoyé aux Indes orientales.

Benton parti, Isaac alla voir Appleton, qui était couché sur un lit et mugissait comme un taureau. Il vomissait du sang par le nez, par la bouche et par les oreilles.

— Mauvaise affaire! dit le *Yankee*. Tu n'es pas de force contre Tom Cribb, mon pauvre Appleton.

— A la boxe, non, dit Appleton; mais nous nous verrons au couteau. Je l'égorgerai comme un bœuf, je veux lui arracher les entrailles et les répandre sur le pavé.

— Mon pauvre ami, dit Isaac avec une feinte compassion, ce n'est pas Cribb qui est cause de ton malheur; c'est Acacia qui a dirigé les coups.

Le blessé se mit à blasphémer horriblement.

— Ah! brigands, disait-il, je vous ouvrirai le ventre, je vous briserai la tête à coups de bâton! ah! Tom Cribb! ah! scélérat de Français!

Malgré son sang-froid, Craig ne put s'empêcher de frémir.

— Il y a quelque chose de mieux à faire que d'assassiner les gens, dit-il, c'est de les rendre éternellement malheureux. Que dirais-tu si l'on te prenait la femme que tu aimes pour la déshonorer? Les morts seuls ne souffrent pas; mais les vivans sont exposés à des tortures sans fin.

Appleton le regarda sans comprendre.

— Sois maître de Julia pendant une heure, dit Craig, et tu la rendras à ton ennemi flétrie et souillée.

Cette infernale idée fit sourire Appleton.

— Je le ferai, dit-il, pour qu'il le sache avant de mourir; mais après cela je le tuerai.

— Je l'espère bien, pensa Craig.

Ces deux hommes, unis par une haine commune, firent le projet d'enlever Julia Alvarez pendant l'absence de son amant, qui allait souvent à Louisville. Craig comptait bien que l'événement n'aurait pas lieu sans combat, et il espérait qu'Appleton tuerait son ennemi. Lui-même haïssait profondément Julia, comme les méchans haïssent ceux à qui ils ont fait du mal. Quant à l'ancien contre-maître d'Acacia, une sorte d'amour brutal et de grossier calcul se mêlait à ses projets de vengeance : Julia, enlevée par lui, ne pouvait, à son avis, épouser que son ravisseur; elle serait trop heureuse de donner sa main à un homme libre et de faire sa fortune.

Pendant ce temps, une scène bien différente se passait dans la maison de Jeremiah Anderson. Deborah, pour fêter le succès oratoire du docteur John, avait invité ses amis à un thé. Toutes les pâtisseries de la création étaient réunies sur une table splendidement servie, parmi des piles de jambons et de volailles froides. On y voyait aussi le punch au whisky, le *sherry cobbler*, boisson faite de sherry, d'eau-de-vie, de glace et de sucre, l'*egg nog*, espèce de punch à la romaine, et une foule d'autres boissons inconnues à l'Europe et fort supérieures à celles de Paris.

Le docteur John, comblé de félicitations, rayonnait dans sa gloire. C'était Démosthène et saint Jean Chrysostome fondus en un seul Anglais; il allait régénérer le genre humain, ouvrir une voie nouvelle au christianisme, et supprimer l'intervalle qui sépare la terre du ciel. En temps ordinaire, John était un homme de sens; mais les éloges des assistans lui montèrent à la tête, et de bonne foi il crut avoir du génie. Tout homme qui imprime ou qui parle en public n'est que trop porté à ces illusions. Deborah s'approcha de lui, les yeux brillans de joie et d'amour.

— Quel magnifique sermon vous avez prononcé! dit-elle. Votre front était illuminé par l'inspiration divine, comme celui de Moïse lorsqu'il descendit du mont Sinaï.

— Miss Deborah, répondit le docteur, je n'ose croire que Dieu m'ait voulu faire une pareille faveur; mais tel que je suis, je sens en moi la force toute puissante qui poussa hors de Jérusalem sur l'empire romain douze pêcheurs ignorans, et qui transforma le monde. J'aurai le dévouement et la foi des martyrs, sinon les lumières de l'Esprit saint.

— Il est beau, reprit Deborah, de s'élever jusqu'aux sphères supérieures d'où les anges du Seigneur distinguent clairement l'ordre, la magnificence et l'étendue de l'univers; mais le cœur d'un homme est-il assez grand, assez ferme, pour ne se laisser énerver par aucune volupté mondaine, ni abattre par aucune adversité? Heureux

celui qui peut porter sans angoisse et sans faiblesse l'écrasant fardeau de la solitude, plus heureux encore celui qui trouve une femme digne de lui par son caractère et par son génie! Quel rêve admirable et sublime que celui de deux époux qui marchent dans la vie d'un pas égal, la main dans la main! Heureux l'homme qui ne recherche pas dans celle qui doit être sa compagne la beauté fragile et périssable du corps ou les grâces mondaines, mais le génie et la vertu!

Tout en parlant, Deborah regardait doucement et fixement le bon swedenborgien. John baissa les yeux, rêvant à la belle Julia. Qu'est-ce que la vertu en comparaison d'un nez bien fait, de deux lèvres roses et d'un sourire qui fascinerait les dieux immortels? Miss Alvarez n'avait point de génie; mais a-t-on besoin de génie pour plaire et pour être aimée?

Deborah se méprit sur le motif de la rêverie du docteur John: elle crut qu'il la devinait et qu'il allait répondre à ses avances par une déclaration d'amour; elle le conduisit en silence au fond du salon, et s'appuya sur le bord de la fenêtre. La nuit était magnifique; des milliers d'étoiles brillaient dans un ciel pur, et projetaient sur la terre leur sombre clarté. L'air était tiède et embaumé du parfum des magnolias: tout invitait à l'amour. Au-dessous de la fenêtre était le jardin, obscur et planté de massifs d'arbres des tropiques. Au-delà du jardin, qui était immense, on entendait le sourd grondement du Kentucky, dont les eaux coulaient à quelques centaines de pas de cette scène. John, plus ému que jamais par ses secrètes pensées et par le souvenir de Julia, poussa un profond soupir.

— John, mon cher John! dit miss Anderson en lui prenant la main.

L'Anglais la regardait avec surprise, n'osant la détromper, et trop honnête homme pour la maintenir dans son erreur. Son silence, d'abord interprété comme une marque d'émotion bien naturelle, devenait inquiétant pour Deborah, lorsque Jeremiah interrompit brusquement le tête-à-tête.

— Ma chère sœur, dit-il, Lucy vous demande et ne peut rien faire sans vous.

Deborah se hâta de rejoindre sa sœur. L'Anglais fut ravi de cet incident, qui le tirait d'embarras.

— Demain, pensa-t-il, je lui avouerai la vérité, quoi qu'il arrive. Hélas! le génie porte avec lui son châtiment. Être aimé sans aimer!

Singulier et triste malentendu! Cependant John n'était pas un fat, ni Deborah une femme légère; mais son heure était venue. Son cœur, fermé jusqu'alors à l'amour, venait de s'ouvrir comme une belle rose

du Bengale. Le hasard lui avait présenté John, et elle s'était jetée sur cette proie. Déjà elle se forgeait mille félicités; elle allait épouser l'Anglais, le suivre dans ses voyages, partager ses travaux, l'encourager au martyre. Appuyée sur lui, elle publierait ce système admirable qui devait émanciper la femme et remettre à des mains plus dignes de le porter le sceptre de l'idée. Par lui, elle communiquerait avec les esprits supérieurs, et lèverait ce voile épais qui nous dérobe la vue de la création et du Créateur; par elle, il apprendrait à connaître la justice, la vérité et la charité, inconnues au sexe fort et cruel.

Au milieu de ce rêve, elle faisait avec une magnificence américaine les honneurs de sa maison. Acacia, qui était présent, oubliant pour un instant ses projets, ses inquiétudes, Julia elle-même, s'assit près de Lucy Anderson. Il regardait en silence cette jeune fille, dont la beauté virginale, à peine épanouie, n'avait pas d'égale au Kentucky, sans en excepter celle de Julia, et il sentait son intrépide cœur s'amollir et se fondre au contact de tant de grâce et d'innocence. Sa vie turbulente passait tout entière devant ses yeux, depuis ses premières campagnes dans la Kabylie et le siége de Zaatcha jusqu'au jour où, par le conseil de Jeremiah, il avait planté sa tente dans la forêt d'Oaksburgh, sur les rives du Kentucky. Depuis dix ans il était sans repos, sans famille, sans patrie; n'était-il pas temps de chercher un foyer, de se bâtir une maison, d'avoir une femme, des enfans, tout ce qui attache l'homme au sol et à la patrie? Pouvait-il épouser Julia, l'ancienne maîtresse de M. Sherman? Au-delà même de la tombe, le spectre de Sherman, comme celui de Banquo, se serait assis au festin des noces. Restait l'innocente et ravissante Lucy, la sœur de son ami, Lucy qu'il aimait sans le savoir, lorsque l'imprudente Julia lui avait la première révélé ses propres sentimens.

— Oui, je l'aime, se dit-il résolûment; mais puis-je abandonner Julia?

Au même instant, on pria Lucy de chanter : elle se leva, et d'une voix pleine de charme elle chanta une romance de Deborah imitée d'une pieuse élégie, *les Anges de la Terre* (1).

LES ANGES DE LA TERRE.

« Pourquoi les anges ne viendraient-ils pas du royaume de gloire — pour visiter la terre, comme ils faisaient dans les anciens jours, — dans les temps de l'Écriture sainte et de l'ancienne histoire? — Les cieux sont-ils plus éloignés, ou la terre est-elle devenue plus froide?

(1) Miss Julia Wallace, de Waterbury, Vermont, est le véritable auteur de ces vers, qu'on peut compter parmi les plus beaux qu'ait produits la poésie américaine. Nous espérons que miss Wallace excusera la liberté que nous avons prise de les introduire dans ce récit, et que le lecteur nous saura gré de l'avoir fait.

« Souvent j'ai regardé, pendant que les nuages, qui couvrent le soleil, — glissaient, ondoyans comme les bannières d'une armée qui passe, — pour saisir la lueur de quelques blanches ailes qui se hâtaient — le long des confins du ciel ardent.

« Et souvent, quand les étoiles de minuit, dans leur froid éloignement, — éclairaient tranquillement, j'écoutais longtemps et tard; — mais le pouls de la nature bat avec un calme solennel — sans apporter aucun écho des chants du séraphin.

« Est-ce que leur dernière hymne fut *donnée* (chantée) à l'air de Bethléem, — quand d'autres astres se sont obscurcis devant cet astre-là? — Leur présence s'est-elle manifestée pour la dernière fois dans la prison de Pierre, — là où les martyrs contens firent entendre leurs dernières hymnes?

« Non; la terre a des anges, bien que leurs corps soient pétris — de la même matière qui forme ceux qui sont sur cette terre ici-bas. — Bien que la voix leur manque et que leurs brillantes ailes ne soient pas déployées, — nous les reconnaissons à la lumière divine de leur front.

« J'ai vu *un* (ange) dont l'éloquence entraînante — trouvait un puissant écho dans le cœur humain, — qui méprisait les caresses de la richesse et de l'aisance, afin — que l'espérance pût atteindre les opprimés qui souffraient.

« Et à côté de lui marchait une forme de beauté — qui jetait de douces fleurs sur le sentier de sa vie, — et que lui regardait avec tendresse et amour comme le plus agréable des devoirs. — Je l'appelais un ange, mais lui, il l'appelait sa femme.

« Oh! maint esprit qu'on ne connaît pas marche sur la terre, — et lorsque son voile de tristesse sera soulevé, — s'élèvera vers le ciel avec des ailes libres, — et portera sa gloire comme une couronne d'étoiles (1)! »

Lucy fut vivement applaudie, et Deborah, charmée de ce succès, qui n'était pas dû entièrement à ses vers, chercha des yeux le révérend John Lewis pour lui faire partager son triomphe; mais le docteur était parti sans avertir personne. Nous le retrouverons bientôt.

Acacia n'applaudit pas. Il était plongé dans une extase divine.

(1) Nous croyons devoir citer le texte anglais des dernières strophes du poème de miss Julia Wallace :

I have seen one, whose eloquence commanding
Roused the rich echoes of the human breast,
The blandishment of wealth and ease with standing,
That hope might reach the suffering and oppressed.

And by his side there moved a form of beauty,
Strewing sweet flowers along his path of life,
And looking up with meek and love-lest duty,
I called her angel, but he called her wife.

O, many a spirit walks the world unheeded,
That, when its veil of sadness is laid down,
Shall soar aloft with pinions unimpeded,
And wear its glory like a stary crown!

— Voilà, disait-il, la femme qu'il me faut. Serai-je aimé d'elle? — Le souvenir de Julia traversa son esprit comme un remords. — Bah! elle se consolera. — Ce fut le terme de ses réflexions. Il se livra tout entier au plaisir d'admirer sa nouvelle idole.

Quand elle eut chanté, Lucy descendit dans le jardin. Acacia la suivit, et marcha quelque temps en silence à côté d'elle.

— Ai-je bien chanté? dit-elle pour rompre le silence.

— Comme ces anges dont vous parlez, répondit Acacia.

La réponse était vulgaire, mais l'accent indiquait quelque chose de plus qu'un compliment banal. Elle le sentit, et voulut détourner la conversation.

— Deborah est un grand poète, et l'on trouve en elle quelque chose de l'inspiration des prophètes.

— Je vous crois sur parole : je connais trop peu les prophètes et la poésie pour en juger; mais tous ceux qui ont entendu la musique l'ont trouvée admirable.

— Comme la musicienne, n'est-ce pas? dit Lucy en riant. Eh bien! la musique est de moi. Récriez-vous, si vous voulez, sur mon génie. C'est du Beethoven tout pur, n'est-ce pas?

— Miss Lucy, dit le Français avec émotion, me confondez-vous avec la foule des faiseurs de complimens? Suis-je si peu connu de vous?

— Je sais que vous êtes un ami véritable, et celui de tous que mon frère aime le mieux.

— Ne suis-je pas aussi des vôtres, miss Lucy?

— Quelquefois. Deborah a des préventions contre vous, et Deborah se trompe rarement.

Acacia sentit son cœur battre fortement. — Voici, pensa-t-il, le moment critique. — Qu'est-ce que miss Deborah peut me reprocher? dit-il avec une feinte insouciance.

— Cherchez vous-même.

— Voyons, reprit-il, faisons mon examen de conscience. D'abord je suis né à Brives en Limousin, et non pas dans les vertes forêts du Kentucky. Ai-je deviné?

— Non, ce n'est pas cela.

— Je parle anglais comme les Anglais parlent français.

— Ce n'est rien. Cherchez encore.

— Je ne suis pas méthodiste.

— Vous pouvez être impunément baptiste, anabaptiste, morave ou quaker; elle passera condamnation sur ce chapitre.

— Malheur à moi! Je suis né catholique, apostolique et romain, et je dîne quelquefois avec l'abbé Bodini. Faut-il pour cela me mettre à mort? L'abbé est si bon convive, si gai, si aimable pour tout le

monde, même pour les hérétiques! En vérité, miss Lucy, me reprocher l'amitié que j'ai pour mes amis, c'est une cruauté abominable.

— On ne vous reproche pas cette amitié, quoiqu'elle soit condamnable aux yeux de Deborah; on ne vous reproche même pas votre papisme, qui n'est pas trop invétéré; mais ma sœur se plaint que vous n'ayez pas de religion.

— Quelle injustice! dit Acacia. Je les ai toutes.

— Ne riez pas, monsieur; l'homme qui n'a pas de religion est comme un pilote sans boussole, qui navigue au hasard sur la mer agitée...

— Je reconnais le style de miss Deborah. Au nom du ciel, miss Lucy, ne vous laissez pas prendre à ces accusations sans fondement. Je ne suis d'aucune secte; c'est la faute de mon siècle et de mon pays, où la religion est devenue un moyen de gouvernement. La foi est un présent du ciel; la vertu seule est l'œuvre de l'homme.

— Êtes-vous bien sûr d'être vertueux?

— Je ne sais. Quel est l'homme assez sûr de lui pour se rendre un pareil témoignage? J'ai fait du bien quelquefois, et je n'ai jamais fait de mal que pour ma défense personnelle : est-ce de la vertu? Je ne le crois pas, car il n'y a pas eu sacrifice, et je n'ai fait qu'obéir à l'instinct de ma conscience.

— Quoi! vous n'avez jamais trompé personne?

— Non, personne.

— Ni homme ni femme? Pas même miss Alvarez?

La voix de Lucy tremblait; son cœur était oppressé. Elle attendait la réponse d'Acacia avec une anxiété douloureuse. Tout le monde savait que Julia était la maîtresse du Français; Lucy seule doutait encore, ou plutôt elle cherchait à douter. Acacia hésita quelques secondes. Devait-il mentir? devait-il avouer la vérité et perdre à jamais toute espérance? Plus d'un héros a subi cette épreuve, et ne s'en est pas tiré avec honneur.

— Pouvez-vous le croire? dit-il enfin. Miss Alvarez est une amie tendre et dévouée, rien de plus. Je l'ai tirée des mains de Craig, c'est un service que son âme généreuse n'oubliera jamais. Je l'aime comme une sœur.

Acacia était sincère. Au moment même où il parlait, il croyait n'avoir jamais aimé Julia autrement, tant le nouvel amour avait effacé la trace de l'ancien. Cette demi-sincérité ne satisfit pas entièrement la jeune fille, mais elle n'osa pas pousser plus avant ses questions. C'était déjà se hasarder beaucoup que de prononcer ce nom redouté de Julia; c'était avouer un intérêt plus vif que la curiosité. Elle le sentit, et se repentit trop tard de son imprudence. Acacia s'en aperçut également, et en conçut un heureux augure. Tout en

feignant de ne pas remarquer le trouble de miss Anderson, il s'étudia à la rassurer : il parla de miss Alvarez avec estime et amitié, mais froidement; enfin il employa tout l'art dont il était capable pour la persuader. Il laissa voir, sans prononcer le mot d'amour, qu'il aimait passionnément Lucy; il dit tout et ne hasarda rien. La nuit et la solitude donnaient plus de force et de chaleur à ses discours. Lucy l'écoutait en silence, émue, troublée, mais non convaincue. Miss Alvarez était entre elle et le Français. Lucy voulait croire aux paroles de son amant, et elle doutait invinciblement. Acacia se mit à genoux devant elle, et sans savoir comment, entraîné par sa passion, oubliant Julia et tout l'univers, lui demanda de le prendre pour époux. Elle s'enfuit sans répondre.

— Que dois-je espérer ou craindre? dit-il en se voyant seul. S'est-elle enfuie parce qu'elle me craint, ou parce qu'elle m'aime? Qui peut savoir ce qui se passe dans le cœur d'une femme?

Au milieu de ces incertitudes, il rentra dans la maison et se perdit dans la foule des danseurs. Ses yeux cherchaient ceux de la jeune fille, qui prenait soin de l'éviter. Vers deux heures du matin, Jeremiah lui dit : — Où est John Lewis? Il a disparu subitement. Lui serait-il arrivé quelque malheur?

Bientôt après, tout le monde prit congé de la famille Anderson. Le révérend n'était pas retrouvé. Acacia revint chez lui paisiblement. Il réfléchissait à la promptitude avec laquelle il venait de décider du destin de sa vie, et il en ressentait des remords. — Comment ai-je pu oublier en un instant Julia? se disait-il. A quoi donc tient l'amour le plus vrai et le plus solide? Ne l'ai-je pas aimée plus que tout l'univers? n'ai-je pas été trois ans le plus heureux des hommes? Julia n'est-elle pas la plus gaie et la meilleure des femmes, et si Lucy n'existait pas, ne serait-elle pas la plus belle? Que deviendra-t-elle si je l'abandonne? Ingrat! cœur dénaturé que je suis! Est-ce parce qu'elle a dans les veines quelques gouttes de sang noir? Que m'importe? En France, qui le saurait? Est-ce le Sherman qui me gêne? Le pauvre diable depuis longtemps ne gêne plus personne. Qui m'oblige d'ailleurs de l'épouser?... Ah! Lucy, Lucy, je crains que vous ne m'ayez fait commettre une grande sottise et une odieuse ingratitude.

Tout en rêvant, il marchait au hasard. La lune, qui était levée depuis une heure, éclairait tous les objets. Il entendit fermer avec précaution la porte de sa propre maison, et vit un homme qui se glissait le long des murs en cachant son visage. Aussitôt il craignit quelque complot de Craig, et voulut éclaircir l'affaire sur-le-champ. Il courut sur le fuyard, le saisit, le força de se retourner, et resta stupéfait en reconnaissant l'Anglais, dont la lune éclairait en plein

le visage. Il eut le cœur serré d'un terrible soupçon, mais il dissimula sa pensée.

— Eh bien! cher John, dit-il, d'où venez-vous ainsi? Pourquoi fuyez-vous les félicitations de miss Deborah et celles de vos amis?

Lewis perdit contenance.

— Êtes-vous muet, continua Acacia, ou ne parlez-vous qu'en chaire? Vous avez voulu voir la forêt au clair de lune? Elle est magnifique, n'est-ce pas?

— Magnifique en effet, dit l'Anglais; je n'ai rien vu d'aussi beau.

— Est-ce que vous n'avez pas de lune dans votre pays? Ah! John, prenez garde, ces sorties nocturnes feront tort à votre réputation. Voyons, avouez-le, vous venez de prêcher la doctrine de Swedenborg à quelque mulâtresse d'humeur facile. Entre hommes, cela peut s'avouer. N'ai-je pas deviné?...

— Mon cher monsieur, dit Lewis, permettez-moi de vous quitter. La nuit est froide, et je crains les rhumatismes.

— Une nuit de juillet! au Kentucky! Y pensez-vous? croyez-vous être dans votre brumeuse Angleterre?

— J'ai mal dormi la nuit dernière, dit l'Anglais en se dégageant des mains d'Acacia, je vais me coucher. Bonsoir ou plutôt bonjour, car le soleil va paraître.

Et il s'enfuit. Le *lingot* soupira.

— Allons, dit-il, Julia se consolera plus aisément que je ne l'avais cru. Elle prend les devans. Ah! fille folle, méritais-tu d'être aimée?

Qu'on explique si l'on peut cette contradiction. Acacia était bon homme, doux, gai, facile à vivre, modeste même, ni exigeant ni jaloux. A minuit, il n'était préoccupé que de détacher de lui sans secousse la pauvre Julia. A trois heures, il croit qu'elle s'est consolée d'avance, et il en est inconsolable.

Il entra sans frapper dans la chambre de Julia. Elle veillait encore, tout habillée. Au bruit, elle se retourna, et posa son livre sur la table.

— Je t'ai attendu toute la nuit, dit-elle d'une voix dolente. Pourquoi m'as-tu laissée seule si longtemps?

— On m'a retenu. Deborah voulait valser, polker, rédower, que sais-je? J'ai tourné sur moi-même comme un derviche, et je reviens harassé. Quel livre lisais-tu là tout à l'heure?

— C'est La Bruyère, auteur très profond. Il a découvert que les hommes sont ingrats.

— Ne dit-il pas aussi que les femmes sont coquettes?

— Je n'ai pas lu ce passage-là.

— N'est-il venu personne?

— Eh ! qui pourrait venir voir une pauvre recluse?

— Tout le monde; l'Anglais, par exemple.

— Qui? ce grand swedenborgien aux favoris rouges? Est-ce que cela compte? Il m'a, je crois, honorée d'une visite et d'un long discours sur les puissances et les dominations, qui sont des esprits d'un ordre fort supérieur aux archanges et aux chérubins. Je me suis mise à bâiller, je ne sais pourquoi, car je n'écoutais pas, et j'ai failli me disloquer le nerf... comment appelles-tu cela, toi qui es savant, ou qui as fréquenté des savans?... ah ! j'y suis, le nerf zygomatique. Il s'en est aperçu, et, pour me réveiller, il m'a parlé des volcans de la lune. Ma foi, cela m'a achevée. J'ai profité de ce qu'il était descendu dans un cratère pour en mesurer la hauteur et la largeur, et je me suis commodément étendue dans mon fauteuil. Demande le reste à ma femme de chambre. Je m'éveille au bruit de tes pas.

Ce petit discours fut débité d'un ton leste et aisé qui aurait trompé tout autre que le sage *lingot*. Malheureusement il avait trop d'expérience pour n'être pas défiant. Il feignit pourtant d'y croire, content peut-être d'avoir trouvé un prétexte pour rompre à volonté. Il baisa la main de Julia, et, sans prendre de repos, alla visiter sa fabrique de poudre.

Or voici ce qui était arrivé à miss Alvarez pendant l'absence de son amant.

Le docteur John, insensible à l'amour de Deborah, avait tout d'un coup imaginé de déclarer sa flamme à miss Alvarez. L'amour est une maladie contagieuse comme le choléra. John songea que l'heure était favorable, que la nuit était sombre, que le Français était occupé à danser, que Julia, non invitée à la fête à cause de son origine africaine, devait être seule; enivré du parfum des fleurs, de la musique, peut-être aussi des fumées du punch, il sortit, décidé à connaître son sort cette nuit même.

Il n'eut pas fait vingt pas dans la rue que cette ardeur soudaine se refroidit. Quel prétexte donnerait-il pour se présenter chez miss Alvarez à une heure aussi avancée? Si elle l'aimait, peut-être lui pardonnerait-elle; mais quel gage avait-il de cet amour? Et si elle est la maîtresse d'Acacia, comme tout Oaksburgh le prétend, pensait John, de quel œil me verra-t-elle, moi qui marche sur les brisées d'un ami? Non ! s'écria-t-il, Julia est la plus pure des femmes. C'est sa malheureuse origine qui l'expose à tant de calomnies. Et s'il est vrai qu'elle ait un amant...

Il hésita. Tout le monde n'est pas d'humeur à imiter ce personnage héroïque qui, suivant l'étonnante expression d'un grand poète, refait avec son amour une virginité. Il hésita longtemps, mais l'a-

mour l'emporta. — Je l'aime, dit-il, et l'aimerai toute ma vie. Qu'importe le passé? Je l'emmènerai dans l'Inde, et nous vivrons heureux. Si elle était veuve d'un vrai mari, l'aimerais-je moins pour cela? Oui, une créature si belle et si parfaite ne doit pas vivre plus longtemps dans cet abaissement. Je veux rendre à Dieu une âme que l'ignorance seule et la faiblesse ont éloignée du devoir, et je vais l'enlever à la pernicieuse influence d'Acacia. Qu'importe l'opinion des hommes? Je saurai braver leurs moqueries. Qui donc oserait insulter une Anglaise, femme d'un citoyen anglais?

Sur ce, ayant pris une résolution ferme de ne point reculer, il entra d'un pas rapide chez miss Julia.

Dick veillait.

— Puis-je voir miss Alvarez? dit John.

— Monsieur, il est bien tard.

— Dis-lui que je viens pour une affaire importante.

— Est-ce qu'il serait arrivé quelque chose à M. Acacia? demanda Dick d'un ton d'inquiétude.

— Eh bien! Dick, vous m'interrogez, je crois? dit l'Anglais avec hauteur.

Dick offensé s'assit.

— Monsieur, dit-il, mon devoir est d'ouvrir la porte, et non pas de répondre aux questions du premier venu. Vous me traitez comme un laquais anglais. Je suis esclave, monsieur; je ne suis pas laquais, ni Anglais, grâce au ciel! Demain, s'il plaît à Dieu, je puis être citoyen américain, et un citoyen américain vaut mieux qu'un lord. Je ne connais ici que ma maîtresse, miss Alvarez, que je sers par pur dévouement, comme tous les nègres qui sont ici, et M. Acacia, à qui nous devons tous d'appartenir à une si bonne maîtresse.

Ayant tout dit, le mulâtre se croisa les bras de l'air d'un philosophe qui a lancé un argument sans réplique.

— Insolent! dit l'Anglais en levant la main sur lui.

D'un bond, Dick fut hors de portée.

— Monsieur, dit-il, grâce au ciel, personne ne m'a encore frappé. Ne donnez pas l'exemple. Je suis très fort, et s'il me plaisait de vous mettre en capilotade, l'opération ne durerait pas cinq minutes. Ma mère était forte comme un cheval, mon père était méchant comme un tigre, et moi, leur fils, j'ai la force de l'un et la férocité de l'autre. Ne me tentez pas, s'il vous plaît.

— Parbleu! pensa l'Anglais, je suis bien fou de menacer ce pauvre garçon. Que diraient les sociétés abolitionistes de Londres, si elles savaient comment je prêche d'exemple au Kentucky?

Cependant il voulut entrer dans l'intérieur de la maison. Dick, qui le guettait, se plaça tranquillement sur son chemin.

— Monsieur, dit-il, vous n'entrerez pas.

Ce mot ébranla le flegme de l'Anglais, et il se mit dans la pose du boxeur. Dick l'imita, et ils allaient en venir aux mains, lorsqu'une jeune fille de couleur parut.

— Eh bien! Dick, pourquoi barrez-vous le passage à ce *gentleman*?

— Parce qu'il n'a pas voulu répondre à mes questions et qu'il m'a menacé de me battre.

— Laissez-le passer, Dick; c'est miss Alvarez qui le veut.

Le mulâtre céda la place en grognant. Cette scène pourra paraître incroyable à ceux qui ne connaissent pas la familiarité des nègres avec leurs maîtres aux États-Unis. Cette familiarité est la plus grande compensation de l'esclavage.

Miss Alvarez reçut John Lewis dans le salon, partagé en deux par une demi-cloison, qui fait partie de la plupart des maisons confortables des États-Unis. Elle était assise devant son piano et jouait une symphonie de Haydn. John s'avança en saluant avec un certain embarras.

— Quoi! c'est vous, monsieur! dit-elle avec une feinte surprise. Quel bon vent vous amène?

— Le désir de vous voir, miss Alvarez, et de vous parler de choses qui intéressent votre bonheur.

— Asseyez-vous, monsieur, et dites-moi ces choses si intéressantes. Je meurs d'impatience de vous entendre.

— Miss Alvarez, dit l'Anglais d'un ton grave, êtes-vous heureuse?

— Assurément, monsieur, dit-elle en riant. Je suis jeune, je suis riche, je me porte bien, j'ai des amis que j'aime et dont je suis aimée. Que peut-on désirer de plus?

— Vous n'avez pas de peines secrètes?

— Pourquoi faire? Cela est bon pour les femmes nerveuses et phthisiques, qui tourmentent leurs maris de leur mauvaise humeur, qu'elles appellent poésie incomprise. Je ne suis pas si savante, et quand je suis heureuse, je remercie la Providence, et je ne lui demande que de me garder sa protection.

— Quoi! votre cœur est toujours content, et votre conscience toujours tranquille?

— Toujours. Mes peines de cœur durent cinq minutes, — juste le temps de faire appeler M. l'abbé Bodini et de les lui confier. C'est le meilleur homme du monde et le plus gai. Il est toujours pourvu de petites recettes qui guérissent radicalement toutes les douleurs du corps et de l'esprit.

— Oui, les prêtres papistes ont des secrets merveilleux pour séduire l'esprit des femmes crédules.

— Je vous remercie, monsieur, du compliment. L'abbé Bodini

n'a pas de secrets merveilleux; il est bon homme, voilà tout. Quand il me voit pleurer, il prend son mouchoir et pleure avec moi, et plus que moi; — quand je suis gaie, il a toujours quelque bonne histoire à me conter qui nous fait rire aux éclats. Il aime ceux qu'il console; il ne cite point la Bible; il ne dit les psaumes qu'à vêpres, et en latin, de peur d'attrister les gens; il mange et boit volontiers hors le temps du carême; enfin il est aimé de tout le monde : voilà tout son secret. J'ignore s'il est savant. Acacia, qui s'y connaît, dit qu'il cracherait du grec et du latin s'il le voulait, et qu'il parlerait *exégèse* et *antinomie* comme un savant allemand, mais qu'il se tait par discrétion. Je lui en sais gré, sans le mettre à l'épreuve. — D'où viennent, je vous prie, toutes ces questions? Votre air grave m'épouvante. Auriez-vous dessein de me convertir? Je me récuse. Je vous préviens que Swedenborg ne me plaît pas du tout, et que la pensée de me trouver tout le jour en contact avec les esprits me fait tressaillir. Ce matin, vous avez dit de fort belles choses; mais si vous deviez les répéter ce soir, vous me feriez beaucoup de peine. Il est minuit : c'est l'heure des fantômes; ma provision d'eau bénite est épuisée, et je ne veux pas défier un ennemi insaisissable.

Cela fut dit avec une grâce parfaite et un sourire qui eût déridé tout autre que le docteur John; mais il avait résolu de pousser sa pointe, et rien ne pouvait l'arrêter.

— Quoi! dit-il, ne sentez-vous pas le vide de votre cœur? La jeunesse, la santé, la beauté, la richesse suffisent-elles à tous vos désirs, et votre âme immortelle n'aspire-t-elle pas à quelque chose de plus?

— J'aspire à la vie éternelle quand mon tour sera venu de quitter cette vie périssable. Est-ce là ce que vous voulez dire?

— Miss Alvarez, avec une âme si bien faite pour aimer, ne connaîtrez-vous jamais l'amour?

Un nuage assombrit le visage riant et doux de la belle Julia.

— Miss Alvarez, continua Lewis d'un ton passionné, je vous aime.

— Que dirait Swedenborg s'il vous entendait? dit Julia. Son ombre vénérable n'en serait-elle pas scandalisée?

— Ne riez pas, chère miss Alvarez, dit l'Anglais. Oubliez que je suis ministre et protestant, et écoutez-moi. Au milieu de toutes les félicités dont la Providence vous comble, une seule vous manque : c'est la famille. La jeunesse est rapide et fuit comme une flèche légère, traînant après elle la beauté. Que reste-t-il alors à la femme qui n'a ni mari ni enfans? Dieu ne nous a pas faits pour vivre seuls, mais pour répandre et glorifier son saint nom, pour perpétuer notre race, dont il a daigné faire l'humble instrument de ses desseins. Je vous aime, miss Julia, plus qu'une mère et qu'une sœur; je vous

aime comme la seule personne qui réalise pour moi le divin accord de toutes les qualités qui sont nécessaires à l'épousé. Je suis venu au Kentucky pour prêcher l'abolition de l'esclavage, et je me vois esclave à mon tour, esclave volontaire, il est vrai, mais d'autant plus asservi que j'ai moi-même forgé ma chaîne.

Je ne rapporterai pas toute l'homélie de Lewis; elle pourrait ennuyer le lecteur. Le docteur John était un savant homme, mais sans bornes dans ses discours; il était, comme dit un sage, de ces orateurs dont les phrases ne sont séparées que par des virgules. Il fut logique, érudit, biblique, éloquent quelquefois, car il aimait d'un amour vrai malgré l'épaisse cuirasse théologique dont il était revêtu. Si le cœur de Julia eût été libre, Lewis aurait gagné sa cause; mais la belle Espagnole aimait encore Acacia. Un instinct de coquetterie féminine lui défendait de donner nettement son congé à l'Anglais, et la sincérité de son cœur l'empêchait de lui donner des espérances. Elle louvoya avec grâce, manœuvrant adroitement pour ne heurter sa barque fragile contre aucun écueil; elle n'avoua pas qu'elle aimait ailleurs, elle promit encore moins de se laisser fléchir, elle insinua tout, sans rien affirmer. Elle joua à merveille le rôle de Célimène, rôle admirable et difficile que les Américaines jouent plus souvent et plus volontiers que toutes les autres femmes de la terre; mais elle le joua sans y mêler rien d'odieux ou de faux, elle sut ne pas mentir, et ne pas dire toute la vérité. Tantôt sa molle langueur, sa grâce nonchalante, une certaine mélancolie dont elle savait user avec réserve et qui n'était chez elle qu'un attrait de plus, donnaient à Lewis l'idée d'une jeune fille sensible et tendre qui n'avait pas encore rencontré le héros de ses rêves; tantôt sa gaieté, son esprit vif et piquant, sa manière toute française (elle avait vécu deux ans à Paris avec M. Sherman et passait pour sa femme) d'envisager la vie, lui prêtaient un charme inexprimable. Elle jouait avec Lewis comme le chat avec la souris, le tournant, le retournant sous sa griffe charmante, puis le rebutant et le ramenant d'un mot. En deux heures, le bon docteur John était devenu comme une pâte molle qu'elle pétrissait à volonté : délicieuse enchanteresse qui déployait dans un village du Kentucky des grâces et un esprit qui lui eussent donné l'empire de la mode à Paris, chef-lieu du monde civilisé.

Lewis sortit enfin, ravi, ébloui, fasciné, comme un enfant à qui l'on vient de montrer la lanterne magique.

— Quoi qu'il arrive, dit-il, je vous aimerai jusqu'à la mort.

C'est dans ces dispositions d'esprit qu'il rencontra son ami Acacia et qu'il voulut le fuir. On a déjà vu que ses précautions furent vaines.

Cette scène de coquetterie, que miss Alvarez croyait innocente, devait avoir des suites bien funestes. Acacia, qui se crut trahi,

sentit se réveiller sa tendresse pour Julia; il était trop fier cependant pour faire d'inutiles reproches. Il fut indigné de la conduite de l'Anglais, sans réfléchir qu'il lui avait laissé le champ libre, et que John Lewis, à qui il avait attesté l'innocence de sa liaison avec miss Alvarez, pouvait légitimement l'aimer. Sa première pensée fut de le punir d'une manière terrible; puis il se dit qu'il devait à son ancienne maîtresse, qu'il voulait abandonner, de ne pas lui ôter son nouvel amant ou son mari. Il s'avoua qu'il était justement puni de son inconstance, que Julia était libre, et il résolut de ne pas gêner ce qu'il croyait être son bonheur. Le *lingot* alla trouver Jeremiah.

— Mon cher ami, dit-il, je pars dans une heure pour Cincinnati. Veille, je te prie, sur mes affaires et sur Craig. S'il arrive quelque chose de nouveau, tu m'avertiras par dépêche télégraphique. Je laisse à Lewis le soin de rédiger mon journal pendant mon absence. Prie-le de laisser à la porte du journal ses opinions abolitionistes et toutes ses excentricités bibliques. La moindre négligence pourrait causer des malheurs irréparables.

Il donna les mêmes instructions à Lewis, sans lui témoigner aucun ressentiment. Le docteur John crut, à voir sa tranquillité, qu'il ignorait tout. Puis Acacia partit sans dire adieu à Julia, ni vouloir la prévenir, dans la crainte de l'obliger à quelque mensonge. En sortant d'Oaksburgh, il était à cheval, et tourna plusieurs fois les yeux sur la maison de miss Alvarez. C'est là qu'il avait vécu si heureux pendant trois ans. Pourquoi avait-il amené ce maudit Anglais, cause de tous ses malheurs? Il ne songea point à s'accuser lui-même d'infidélité. Quel est le juste qui examine attentivement ses fautes en même temps que celles d'autrui?

Hélas! il pouvait revenir. Un mot de Julia eût tout apaisé, tout réparé; mais le destin jaloux le voulait ainsi : Jupiter aveugle ceux qu'il veut perdre.

Miss Alvarez fut troublée jusqu'au fond du cœur en apprenant le départ de son amant. Pour la première fois, il partait sans lui dire adieu. Elle versa d'abondantes larmes, dont le pauvre Carlino lui-même ne pouvait tarir la source.

— Il ne m'aime plus, disait-elle, mon bon abbé. Il ne m'aime plus, et je n'ai d'autre tort que de l'avoir trop aimé.

Carlino lui répondait par le mot de Panurge : — *Mariez-vous doncques*. Impuissant remède quand l'amour s'en va!

Quelques jours après, elle reçut de Cincinnati la lettre suivante :

« 25 juillet 1856.

« Tu m'as trahi, Julia : adieu pour toujours. Je ne te reverrai que lorsque tu auras épousé ce Lewis. Perfide! pourquoi ne pas

m'avouer que tu l'aimais? Je t'aurais rendu la liberté. Malheureusement tu as voulu me tromper. Serons-nous encore amis après avoir été si longtemps un seul et même cœur? Dans l'incertitude, je t'envoie un compte détaillé de ta fortune, qui est de sept cent mille dollars. Adieu, Julia. »

Cette lettre mit le comble à la douleur de miss Alvarez. Elle écrivit sur-le-champ à son amant pour se justifier et le supplier de revenir; mais Acacia ne devait jamais recevoir cette réponse. Le lendemain du jour où Julia écrivit, Jeremiah Anderson adressait au *lingot* à Cincinnati la dépêche télégraphique que voici :

« Oaksburgh, 29 juillet 1856.

« Oaksburgh est en feu. Miss Alvarez a disparu. Je t'attends mercredi prochain. »

Un quart d'heure après, Acacia montait en chemin de fer.

VIII. — LIBERTÉ DE LA PRESSE. — THÉORIE ET PRATIQUE.

Aussitôt que le départ d'Acacia pour Cincinnati fut connu, Craig et son complice Appleton firent leurs préparatifs pour enlever Julia. Il fut résolu que Craig accuserait Lewis d'être abolitioniste, qu'il exciterait contre lui une émeute formidable de tous les propriétaires d'esclaves, et qu'à la faveur du tumulte et pendant la nuit Appleton pénétrerait dans la maison de miss Alvarez. Une barque préparée d'avance devait servir à l'enlèvement.

— Que ferai-je de cette belle éplorée? dit Appleton.

— Ce n'est pas à moi de te dicter ta conduite, répondit Craig. C'est une belle fille, toute cousue de dollars, et tu seras bien maladroit si tu ne sais pas te faire épouser.

— Je vous entends, et je jure que de gré ou de force elle sera ma femme.

— Tu oublies l'essentiel.

— Quoi donc? reprit Appleton avec un rire brutal, son consentement peut-être? Je m'y prendrai de telle sorte qu'après qu'elle aura passé par mes mains, son amant lui-même ne voudra plus la revoir.

— Ce n'est pas cela, dit Craig. Tu oublies de me faire ma part dans l'entreprise.

— Dix mille dollars, est-ce assez?

— Dix mille dollars! la femme seule en vaut douze, et sa fortune est de plus de sept cent mille dollars.

— Sept cent mille dollars! C'est une jolie somme, dit Appleton. Eh bien! que dites-vous de cent mille?

— J'en veux trois cent mille; sinon, rien de fait. Je te retire ma protection, et j'avertis miss Alvarez.

— Vous n'oseriez pas! dit le géant en grinçant des dents et tirant de sa poche un *bowie knife*.

Isaac se mit à rire.

— Il y a plaisir, dit-il, à rendre service à des amis qui sont toujours prêts à vous éventrer pour un mot. Grosse brute, ours au poil rebroussé, crâne sans cervelle, que feras-tu sans moi? où trouveras-tu un asile?

Appleton sentit la force de ces paroles.

— Pourquoi, dit-il en grognant, m'avez-vous menacé de me dénoncer?

Craig le calma et lui fit signer un bon de trois cent mille dollars, payable après le mariage. Dès le lendemain, il attaqua violemment John Lewis dans le *Herald of Freedom*. Deux ou trois autres journaux du voisinage, payés par lui, accusèrent l'Anglais d'être venu au Kentucky pour soulever les esclaves contre leurs maîtres. Acacia fut représenté comme le complice naturel de cet horrible dessein. La France et l'Angleterre, jalouses de la prospérité des États-Unis, avaient résolu de ruiner les états du sud par l'émancipation des nègres. Les généreux citoyens du Kentucky, l'élite de l'Union américaine, devaient être les premières victimes de cette entreprise atroce. L'Europe, qui redoutait leur courage, voulait les faire égorger, et, sur leurs cadavres, fonder un nouvel empire d'Haïti.

Dès son premier sermon, Lewis avait trahi ses intentions perfides. Il avait déclaré l'esclavage une chose immorale; la prudence seule l'avait empêché d'aller plus loin : il tâchait d'accoutumer peu à peu les esprits à ces doctrines subversives de tout ordre social; plus tard il jetterait le masque et proclamerait la guerre civile dans ce noble pays qui lui donnait l'hospitalité. La conclusion naturelle de tous ces articles fut qu'une potence pouvait seule faire justice de gens aussi dangereux que ce Lewis et son ami Acacia, et que la plus haute potence serait la meilleure.

L'Anglais aurait dû, par prudence, mépriser ces attaques; mais Craig, sans le savoir, avait frappé juste. John Lewis, malgré quelques vues trop personnelles, où se trahissait le ministre protestant qui songe à sa fortune, avait la foi et le noble entêtement qui font les martyrs. Il rêvait de convertir les Kentuckiens et d'affranchir les enfans de Cham. Rebuté par miss Alvarez, qui le tenait à distance depuis le départ d'Acacia, insensible aux avances de la pauvre Deborah, il n'aspirait plus qu'à s'illustrer par son dévouement, dût-il compromettre ses meilleurs amis. Il fit part de son projet à Deborah, qui voyait en lui un héros, et qui attribuait sa froideur aux préoc-

cupations du génie. Miss Anderson l'encouragea dans ses visions, et ne sut pas lui recommander la prudence. Jeremiah, instruit de ce beau dessein, voulut en vain l'en détourner.

— Non, dit Lewis, je n'ai pas cherché cette occasion : c'est Dieu même qui me l'envoie; il veut que je glorifie son saint nom profané. La lumière ne m'est pas donnée pour que je la mette sous le boisseau, mais pour que je l'expose à la vue de tous les peuples. Honte à qui peut se réjouir et vivre dans l'abondance quand des millions de ses frères gémissent dans l'esclavage!

Deborah le regardait avec admiration, et Lucy même ne pouvait s'empêcher d'approuver son projet; mais Jeremiah ne se laissa point séduire.

— Mon cher ami, lui dit-il, cela est fort beau et fort bien pensé en Angleterre; ici vous serez infailliblement pendu ou goudronné. Ne voyez-vous pas le piége que Craig vous a tendu? Il est si grossier, qu'un enfant ne s'y laisserait pas prendre.

— Je confesserai ma foi dans les supplices, dit Lewis avec enthousiasme, et je serai livré en proie aux bêtes féroces comme les premiers chrétiens.

Jeremiah leva les épaules.

— Si vous avez tant d'appétit du martyre, allez-y seul au moins, et n'entraînez pas vos amis dans l'abîme où vous êtes près de vous précipiter. C'est mal récompenser l'amitié d'Acacia et la nôtre.

— Vous avez raison, dit Lewis, et puisque vous m'y faites penser, je vais sortir d'ici pour ne pas vous compromettre.

— Oh! mon frère! s'écria Deborah, quelle parole avez-vous dite? Craignez-vous de donner l'hospitalité à un ami? Voulez-vous qu'on croie en Angleterre qu'un Kentuckien a livré son hôte?

— Ma chère sœur, répliqua Jeremiah avec impatience, je me moque de ce qu'on croira en Angleterre et ailleurs; je ne livre pas mon hôte, je l'avertis. Je veux le retenir et l'empêcher de se perdre lui-même. L'hospitalité ne m'oblige pas de me jeter par la fenêtre à la suite d'un fou.

L'Anglais alla se loger dans un hôtel; mais les avis de Jeremiah ne l'empêchèrent pas d'annoncer publiquement dans le *Semi-Weekly Messenger* que l'accusation de Craig était fondée, qu'il était réellement abolitioniste, qu'il se croyait obligé, comme Anglais et comme membre de la grande famille humaine, d'avertir ses frères du crime qu'ils commettaient tous les jours, qu'il était prêt à verser son sang pour la sainte cause de la liberté des nègres, et qu'il ne cesserait d'élever ses mains et ses prières au ciel pour la conversion des Kentuckiens, comme Moïse sur la montagne.

A la lecture de cet article, Isaac Craig fut transporté de joie. Il

courut aux bureaux du *Herald of Freedom*, et se hâta de publier un numéro supplémentaire. Il citait les paroles de John Lewis, et les accompagnait des réflexions suivantes :

« Tout le Kentucky doit savoir maintenant si nous étions prophète quand nous avons dénoncé l'infâme trahison qui se préparait dans l'ombre. De perfides étrangers ont l'audace impie d'attaquer notre constitution nationale, l'arche de nos libertés, l'œuvre de Washington, de Jefferson, de tous ces grands hommes qui ont eu la Virginie pour berceau, et qui ont porté jusqu'aux extrémités du monde la gloire du nom américain. C'est au peuple maintenant de défendre ses droits par les armes et de mettre la corde au cou de ceux qui ont voulu briser les tables de la loi. Oublions la clémence pour ne plus nous souvenir que de la justice. »

Jeremiah lut ce supplément.

— La bombe va éclater, pensa-t-il. Sauvons du moins ce qu'Acacia aime le plus. — Et il courut chez Julia.

— Miss Alvarez, dit-il, je regrette de vous apporter une mauvaise nouvelle.

— Acacia est mort! s'écria-t-elle en pâlissant.

— Non, rassurez-vous; il se porte bien, et mes précautions oratoires n'ont pas le sens commun. Lisez ceci.

Elle prit le journal, et, après l'avoir lu, regarda Jeremiah pour le questionner.

— Eh! dit le Kentuckien, ne voyez-vous pas l'orage que l'incroyable entêtement de cet Anglais attire sur la tête d'Acacia? Tout le monde le croira d'accord avec John Lewis. Avant la fin du jour, il y aura une émeute à Oaksburgh, et vous serez peut-être menacée.

— Que voulez-vous que j'y fasse?

— Acacia m'a confié le soin de ses affaires. C'est à moi de vous sauver. Venez dans ma maison, personne n'osera en franchir le seuil, et vous serez en sûreté jusqu'à l'arrivée d'Acacia.

L'intention du bon Jeremiah était excellente, mais il comptait sans la jalousie de miss Alvarez. La belle Espagnole ne put supporter l'idée de devoir son salut au frère de Lucy, qu'elle regardait comme sa rivale. L'orgueil l'emporta sur la prudence. — Protégée par miss Anderson! se dit-elle, mieux vaut mourir. — Et elle refusa de suivre Jeremiah.

— Les femmes ont de singuliers caprices, dit celui-ci en la quittant. J'ai fait mon devoir; il ne me reste qu'à prévenir Acacia.

Comme il allait au bureau du télégraphe électrique, il entendit un grand bruit dans la rue. C'était le commencement de l'émeute préparée par Craig.

Celui-ci n'avait pas perdu de temps. Dès le matin, ses émissaires parcouraient les campagnes voisines, répandant ses proclamations et ameutant tous les fermiers du comté. Le rendez-vous général était à Oaksburgh. En quelques heures le bruit courut partout qu'on avait rencontré un abolitioniste anglais porteur de pamphlets incendiaires, et que ce misérable, agent de lord Palmerston et de la perfide Angleterre, était le chef d'un complot organisé par les nègres pour l'égorgement des blancs. Plusieurs milliers d'hommes, armés de haches, de carabines et de *revolvers*, se précipitèrent dans Oaksburgh, entraînant tout sur leur passage.

Dès qu'ils furent arrivés, sans leur laisser le temps de se reconnaître, Craig, qui était capitaine de la compagnie de milice des *vétérans de la liberté*, réunit cette compagnie, mit en tête une demi-douzaine de tambours, et marcha droit à l'imprimerie du *Semi-Weekly Messenger*. Une masse considérable de gens, hommes, femmes et enfans, suivait le cortége en criant : *A bas les abolitionistes! à bas l'Anglais! vive la constitution!*

A ce bruit, Lewis, qui travaillait dans les bureaux de l'imprimerie, mit la tête à la fenêtre; mais il fut accueilli par des cris bien différens de ceux qui l'avaient salué quelques jours auparavant. De toutes parts on cria : A la potence le traître!... Les ouvriers de l'imprimerie s'enfuirent et le laissèrent seul.

Il voulut rester et tenir tête à l'orage. Il ferma solidement la porte extérieure de la maison, et il essaya de parler au peuple, debout sur le bord de la fenêtre.

— Braves Kentuckiens!... dit-il.

Craig ne lui laissa pas le temps de parler. Il ordonna aux tambours de battre un roulement, et la voix de Lewis s'éteignit parmi les *ra* et les *fla*. Il se croisa les bras et attendit d'un air dédaigneux que le silence fût rétabli; mais Craig n'avait garde de perdre le temps en explications inutiles.

— En avant! dit-il, enfonçons la porte!

Deux ou trois coups de hache mirent en pièces l'un des deux battans, et la foule se précipita par cette ouverture dans l'intérieur de la maison. En quelques secondes, le premier étage fut envahi; mais Lewis avait disparu. Les assaillans furieux le cherchèrent inutilement dans toute la maison; ils brisèrent et lancèrent par les fenêtres tous les meubles. Les caractères d'imprimerie suivirent bientôt les meubles, les papiers furent déchirés et brûlés, les registres jetés au vent, et tous ces débris furent précipités dans le ruisseau.

— Où est ce fils de Bélial? criait Appleton un *revolver* à la main, je veux lui brûler la cervelle!

— Que fais-tu là? lui dit Craig. La nuit va venir, et tu perds du

temps. Sortons. Nous surprendrons miss Alvarez avant qu'elle soit sur ses gardes.

Le géant le suivit sans répliquer.

A peine étaient-ils sortis que Jeremiah survint, attiré par le bruit. C'était un vrai Kentuckien, hardi, plein de sang-froid et de résolution, prompt surtout à prendre son parti en toute rencontre et ne s'étonnant de rien. Comme le dégât était déjà irréparable, il ne chercha pas à s'y opposer. Les mains tranquillement croisées derrière le dos, il regardait s'agiter la foule.

— Quelques dollars de plus ou de moins, pensait-il, qu'importe à mon ami Acacia? La première spéculation venue lui rendra cet argent avec usure.

Tout en faisant cette réflexion philosophique, il s'inquiéta du sort de Lewis.

— Est-ce que John Bull s'est échappé? demanda-t-il à un fermier gros et gras qui frappait consciencieusement à coups de hache sur les chaises et sur les tables.

— Il faut qu'il se soit jeté dans le Kentucky, répondit le fermier sans interrompre sa besogne. Dès que nous sommes entrés dans la maison, il a disparu.

— La vieille Angleterre ne tiendra jamais contre la jeune Amérique, dit sentencieusement Jeremiah.

— N'est-ce pas, monsieur? dit le fermier en serrant la main d'Anderson. Vous êtes un vrai patriote, je le vois.

— Oui, monsieur, le cœur qui bat dans ma poitrine est celui d'un libre Américain, et mon sang coule plus fièrement dans mes veines quand je pense que je suis un enfant du noble Kentucky.

— C'est beau, cela! dit le fermier. Voulez-vous boire un verre de sherry, camarade?

— De grand cœur! et non-seulement un verre, mais une pinte!

Tout en buvant, Anderson réfléchissait.

— Qu'est devenu ce niais? disait-il. Tout le monde le connaît à Oaksburgh; où va-t-il se réfugier?

Il quitta son nouvel ami et rentra chez lui. Personne n'avait vu Lewis.

— Il n'est pas assez fou pour revenir dans sa propre maison.

Tout à coup une idée terrible traversa son esprit.

— Le malheureux aura cherché asile chez miss Alvarez. Tout est perdu!

Il prit son *revolver* et courut chez Julia. La maison était ouverte. Dick, curieux comme un nègre et comme un enfant, avait quitté son poste pour voir saccager l'imprimerie. Du haut en bas, Jeremiah trouva la maison déserte. La chambre de Julia était en désordre; les

meubles étaient renversés, les rideaux déchirés. Anderson eut un affreux pressentiment.

— Elle a été enlevée, s'écria-t-il, et l'on n'a détruit l'imprimerie que pour favoriser un plus grand crime.

En ce moment, Dick rentrait avec les autres nègres employés au service de Julia.

— Malheureux! dit Jeremiah, où est ta maîtresse?

— Chez elle apparemment, répondit le mulâtre; mais il chercha inutilement. Sa femme de chambre avait disparu comme elle.

C'est alors que Jeremiah écrivit à son ami la dépêche télégraphique dont on a déjà parlé; puis il ordonna à Dick de commencer des recherches avec tous les autres esclaves de miss Alvarez, et il attendit l'arrivée d'Acacia.

IX. — INFAILLIBLE MOYEN D'ÊTRE AIMÉ.

Pendant ce temps, l'infortunée Julia était en proie au désespoir. La lettre d'Acacia fut pour elle un coup de foudre. Elle ne pouvait imaginer que son amant la crût coupable, et l'eût condamnée sur un simple soupçon. Elle maudissait le swedenborgien et sa propre coquetterie, première cause de ses malheurs.

— Hélas! disait-elle, comment ai-je pu écouter cet ennuyeux prêcheur? Il est prolixe dans ses discours, empesé dans sa cravate, gêné dans ses vêtemens; il croit me faire une grâce en me trouvant belle, et il me déclare son amour en récitant la Bible. Que ne va-t-il chercher fortune auprès de miss Deborah ou de miss Lucy?

Ce nom de Lucy alluma sa jalousie.

— Où vais-je chercher des excuses pour Acacia? Le perfide! il m'accuse de trahison pour masquer la sienne. C'est Lucy qu'il aime, et j'ai la simplicité de m'accuser moi-même!

Au milieu de ces tristes réflexions, un malheur plus grand que tous ceux qu'elle prévoyait vint la surprendre.

Au premier bruit de l'émeute, tous ses domestiques l'ayant quittée pour jouir de ce spectacle, elle se trouva dans sa maison seule avec sa femme de chambre. Appleton et Isaac Craig, suivis de plusieurs bandits, entrèrent dans l'appartement de Julia. A la vue de Craig, elle comprit tout, et cria pour appeler du secours. Malheureusement la maison était séparée des plus proches voisins par une grande prairie.

— Miss Alvarez, dit Craig avec un sang-froid glacial, faites vos préparatifs pour nous suivre.

— Dick! James! Sarah! cria Julia de toutes ses forces.

— Allons, Appleton, dit le *Yankee*, cette canaille peut revenir; emporte-la.

Le géant voulut saisir Julia, mais elle se défendit avec l'énergie du désespoir : elle se cramponna aux meubles et aux rideaux. Sa femme de chambre, jeune fille de couleur, voulut crier; Appleton la saisit violemment et la jeta par terre.

— Si tu dis un mot, je te tue.

En même temps il l'ajusta avec son *revolver*. Elle garda le silence.

— Acacia! Acacia! cria de nouveau miss Alvarez.

Craig sourit.

— Votre amant est loin, dit-il, et ne reviendra jamais. Voyez cette lueur rougeâtre qui s'élève au-dessus de la ville, c'est son imprimerie qui brûle. Qu'il vienne, s'il l'ose! Nous lui apprendrons à conspirer contre les lois du Kentucky.

A cette nouvelle, Julia cessa de se défendre. Appleton en profita pour la bâillonner et l'emporter avec l'aide des bandits qui le suivaient.

— Emmène aussi cette mulâtresse, dit Craig; elle pourrait nous dénoncer.

La jeune fille suivit sa maîtresse sans résistance. Derrière la maison était un jardin immense au bas duquel coulait le Kentucky. Le triste cortége se dirigea, par un chemin tortueux et difficile, vers le rivage. On s'embarqua sur un bateau préparé d'avance, et l'on descendit la rivière avec précaution. Les rameurs éclairaient leur route avec des torches.

A deux lieues plus bas, on mit pied à terre, et Julia fut forcée de suivre ses ravisseurs. On s'enfonça dans une épaisse forêt de grands arbres. Miss Alvarez était saisie d'une frayeur mortelle. « Veut-on me tuer ou me vendre? pensait-elle. Pourquoi n'ai-je pas suivi le conseil de Jeremiah et cherché un asile dans sa maison? »

Elle fit signe qu'on lui ôtât son bâillon. La forêt était déserte. Craig, qui commandait l'expédition, y consentit.

— Isaac, dit-elle, que voulez-vous de moi?

— Vous le saurez bientôt, dit-il en prenant plaisir à prolonger ses angoisses.

— Messieurs, dit-elle aux bandits qui l'entouraient, ayez pitié d'une malheureuse femme qui n'a fait de mal à personne. Voulez-vous de l'argent? Ramenez-moi à Oaksburgh, et je jure que je vous en donnerai dix fois plus qu'on ne vous en offre pour m'emmener captive.

Au mot d'argent, les bandits parurent hésiter. Craig s'en aperçut.

— Si quelqu'un d'entre vous, dit-il, touche à cette femme, je la tue sur-le-champ, et vous n'aurez rien de moi ni d'elle.

— Si tu le faisais, dit un Irlandais, je te ferais sauter le crâne.

Isaac arma son *revolver;* Appleton saisit l'Irlandais par les deux bras pour l'empêcher de faire résistance.

— Jack, dit Craig, ne me mets pas en colère; tu n'es pas de force contre moi. Suis-nous tranquillement, et ne fais pas le héros ni le chevalier des dames, si tu veux gagner tes cent dollars.

Jack obéit en grognant. Après trois heures de marche, on atteignit le pied d'une colline entourée de chênes et de tulipiers. A mi-côte était bâtie une belle ferme qui appartenait à Craig. Arrivé là, le *Yankee* congédia tout le monde, excepté Appleton, et paya généreusement ses complices.

— Mes chers amis, dit-il, je n'ai pas besoin de vous dire que vous venez de faire une expédition qui peut vous mener à la potence; je ne vous prêche pas la discrétion.

Craig et Appleton, restés seuls, firent entrer Julia et la jeune mulâtresse dans la maison. Un énorme chien de garde en défendait les approches.

— Miss Julia, dit Isaac, aujourd'hui je prends ma revanche. Rendez-moi la fortune de M. Sherman.

— C'est de l'argent que vous voulez, dit Julia. Eh bien! mettez-moi en liberté, et je vous donnerai pour rançon tout ce qui me vient de votre oncle.

— J'y compte, dit Craig; mais je veux être payé d'abord. Vous serez libre plus tard.

— Plus tard, répliqua-t-elle, vous m'assassineriez!

— Vous vous trompez, miss Julia; je suis votre ami plus que vous ne pensez, et, pour preuve, je veux assurer votre bonheur en vous donnant un mari de ma main.

Appleton, qui écoutait la conversation en silence, se caressa le menton. Miss Alvarez se mit à trembler.

— Craig, dit-elle, au nom du ciel, épargnez-moi. Vous m'avez déjà fait beaucoup de mal; n'achevez pas ma ruine. Laissez-moi vivre, je vous en supplie.

— Que dites-vous là, Julia? interrompit le *Yankee*. Je vous propose un mari, et vous croyez qu'on vous assassine! Justifiez-vous donc, Appleton; déployez les grâces que vous avez reçues de la nature; faites sentir à miss Alvarez qu'elle est entre les mains d'un honnête homme et d'un chevaleresque citoyen du Kentucky. Ce n'est pas à moi de faire pour vous la cour à cette jeune et aimable dame.

— Miss Alvarez, dit Appleton, je vais m'expliquer clairement avec vous. M. Craig, mon ami, ici présent, était riche du chef de son oncle. Vous avez capté cette succession, à ce qu'il dit, et vous avez failli le ruiner. Deux cent cinquante mille dollars, avec les intérêts, font aujourd'hui une somme de trois cent mille dollars que vous lui devez. Quant à moi, vous m'avez fait chasser par ce maudit Français, qui est votre associé, et peut-être quelque chose de plus. Je

pourrais vous en garder rancune; mais je suis bon et généreux, un chevaleresque Kentuckien, comme dit si bien mon noble ami le préopinant. Eh bien, j'ai décidé que vous m'épouseriez.

— Jamais! s'écria Julia.

— Bon, je m'attendais à cela. Les femmes aiment la contradiction, mais elles finissent toujours par céder, quand on sait s'y prendre. Je considère donc l'affaire comme faite. Ce soir vous serez Mme Appleton, et dans trois jours mon noble ami le préopinant recevra ses trois cent mille dollars, ou l'équivalent. Laissez-nous, Isaac, j'ai quelque chose de particulier à dire à miss Alvarez.

Julia, restée seule avec Appleton, chercha autour d'elle une arme pour se défendre. Un *bowie knife* à demi rouillé était posé sur la cheminée. Elle s'en empara. Le géant se mit à rire et s'avança pour l'embrasser.

— Ne m'approchez pas, dit-elle, ou vous êtes mort.

En même temps elle le frappa à la main. Appleton recula, effrayé de voir couler son sang. Cependant la blessure était légère.

— Oh! oh! dit-il, quelle héroïne! Rassurez-vous, chère Julia, je n'en veux pas à votre vie. Je vous aime, et je veux vous épouser. Convenez que je suis bon homme d'accepter ainsi pour femme la maîtresse de M. Acacia; mais cela m'est égal. Vous êtes riche, vous êtes belle, et cela me suffit.

— Vous ne m'épouserez pas malgré moi?

— Je m'en garderai bien, dit grossièrement Appleton. Ces sortes de mariages sont trop malheureux. Je veux que le mien soit un mariage d'inclination, et que vous veniez à moi en disant : « Mon bon petit Appleton, ami de mon cœur, ne résiste plus à mon impatience, et faisons la noce tout de suite. »

— Vous êtes fou.

— Je suis très sage, et vous en aurez la preuve tout à l'heure. Avez-vous jamais eu faim, chère miss Julia? Non, n'est-ce pas? M. Sherman vous aimait trop pour vous laisser désirer quelque chose. Eh bien! je vous préviens que vous ne mangerez pas avant la cérémonie nuptiale. Je parie qu'avant demain soir vous me sauterez au cou.

Et, sans attendre la réponse de miss Alvarez, Appleton ferma la porte et tira les verrous. Restée seule, Julia ouvrit la fenêtre, résolue à tout tenter pour sa fuite. Elle eut envie de se précipiter, mais un reste d'espoir la soutint. Il n'était pas possible qu'Acacia, prévenu de sa disparition, ne fît sur-le-champ des recherches. Il la retrouverait; il tuerait Appleton et Craig; s'il le fallait, il forcerait toutes les barrières et mettrait le feu à tout le Kentucky plutôt que de ne pas la délivrer.

Le reste de la nuit se passa au milieu de frayeurs mortelles. Elle

craignait toujours quelque tentative nouvelle d'Appleton. Enfin le jour parut et dissipa ses inquiétudes.

Vers midi, le géant ouvrit la porte. — Le ministre est prévenu, dit-il. Dans dix minutes, vous pourrez, si vous voulez, déjeuner tout à votre aise.

Julia garda le silence. Elle calculait le temps qui lui restait à demeurer enfermée avant qu'on découvrît sa retraite. — Dans deux jours, pensa-t-elle, Acacia sera ici. Qu'est-ce que deux jours de souffrance?

Appleton alla retrouver Craig.

— Eh bien! dit le *Yankee,* à quelle heure le mariage?

— Que l'enfer la confonde! s'écria le géant. Elle m'a repoussé comme un chien.

— Le temps passe, dit Isaac. Si elle résiste encore vingt-quatre heures, tout est perdu. On retrouvera sa trace, et tu seras pendu. Prends garde au Français.

— Je donnerais mille dollars pour qu'il fût à portée de mon *revolver*.

— Que le ciel te maintienne dans ces dispositions! Je pars pour Oaksburgh.

— Vous m'abandonnez?...

— Très cher Appleton, vous êtes trop lent en affaires. Celle-là devait être expédiée du premier coup. Vous hésitez, tout est manqué. Je vais chercher un *alibi*.

— Que faire?

— Tout ce qu'il vous plaira. Vos scrupules n'ont pas le sens commun. Vous la traitez comme une princesse, et elle vous accueille comme un chien : c'est fort bien fait! Il faut mener les nègres à coups de bâton.

— Je jure, dit Appleton, qu'elle sera ma femme ou qu'elle mourra.

— Je m'en lave les mains. Adieu.

— Attendez encore un jour, dit le géant. Demain, je ferai une nouvelle tentative.

Craig y consentit; mais ce retard devait amener de graves événemens.

X. — COMMENT UN HOMME SANS PRINCIPES SAUVA UN HOMME A PRINCIPES.

En vingt-quatre heures, Acacia était de retour à Oaksburgh. Il y entra sans être reconnu, à la faveur de la nuit, et se présenta d'abord chez Jeremiah Anderson. Toute la famille était réunie et prenait tranquillement le thé. Lucy et Deborah poussèrent un cri de surprise en le voyant. Il était pâle, fatigué et couvert de poussière.

— Je ne t'attendais que demain, dit Jeremiah; mais puisque te voilà sain et sauf, tout est pour le mieux. Assieds-toi et soupe, nous avons le temps de causer.

— Où est miss Alvarez? dit Acacia.

— Elle vit; rassure-toi. L'abbé Carlino croit être sur sa trace. Craig et Appleton l'ont enlevée...

— Pour la vendre dans le sud?

— Non. Je crois qu'ils veulent en tirer une rançon.

Acacia respira.

— Jeremiah, dit-il, je compte sur toi. Nous la chercherons et nous la délivrerons de gré ou de force. Oh! l'infâme Craig!

— Tu ne me demandes pas ce qu'est devenu Lewis?

— Qu'on le pende!

— Monsieur, dit miss Deborah, vous devriez mieux parler de notre ami.

— Chère miss Anderson, dit l'impatient Acacia, personne ne respecte plus que moi tout ce qui vous touche; mais quand je songe que ce rare imbécile a causé la perte de l'une des meilleures femmes qu'il y ait au Kentucky, je sens des transports de rage dont je ne suis pas maître.

Les deux sœurs échangèrent un regard et sortirent.

— Comme il l'aime encore! dit Lucy à demi-voix.

Le *lingot* l'entendit et fut offensé de ce mot. Il aimait Lucy d'un amour profond et qui devait être éternel; mais ce n'était pas l'heure d'oublier celle qu'il avait aimée si longtemps, et qui se trouvait par sa faute dans un si grand danger. Son cœur était dévoré de remords.

— En quelles mains est-elle tombée? dit-il. Que reste-t-il à présent de cette beauté fière et charmante? Elle deviendrait le jouet d'un Craig et d'un Appleton! ô Providence!

Il mit sa tête dans ses mains comme pour réfléchir. Ses larmes coulaient à travers ses doigts. Jeremiah lui-même se sentit ému.

— Ami, dit tout à coup le Français en se levant, fais seller deux chevaux et partons. Les minutes sont des siècles. Elle se meurt peut-être à l'heure même où nous parlons. Grand Dieu! si ces misérables ont touché un cheveu de sa tête, je les égorgerai, fussent-ils au fond des enfers!

— Prends patience, dit Jeremiah. Nous ne pouvons pas partir avant demain matin. Bodini est en quête de renseignemens. Il croit que quelque Irlandais a trempé dans l'affaire.

— Pauvre abbé! dit tristement Acacia. C'était son meilleur ami. Il ne l'a pas abandonnée, lui!

— Que pouvais-je faire? répliqua Jeremiah. T'avertir et faire des recherches.

— Ami, pardonne à mon malheur. Je suis injuste envers toi.

— Je vais faire prévenir l'abbé Carlino, dit Anderson. En attendant, il faut arranger tes affaires, démentir les calomnies de Craig et la sotte propagande de l'Anglais. A propos, ne veux-tu rien faire pour lui?

— Qu'il aille au diable! répondit Acacia exaspéré.

— Il n'en est pas loin, répliqua Jeremiah. Il fit alors le récit de l'émeute de la veille. Ce pauvre Lewis, continua-t-il, a erré longtemps autour d'Oaksburgh, à ce qu'il paraît. Ce soir, pressé par la faim, il est rentré dans la ville et a voulu acheter des vivres. On l'a reconnu et poursuivi. Il s'est réfugié dans ta fabrique de poudre, et comme, grâce au ciel, il était armé, il se défend très bien contre la foule qui l'assiége.

Malgré sa tristesse, Acacia ne put s'empêcher de rire de l'odyssée de l'Anglais.

— Tu ne l'as pas secouru? dit-il.

— A quoi bon? reprit Anderson. C'est un fou qui ne sortira d'Oaksburgh qu'après qu'on l'aura goudronné. Il a le menton long et carré, signe d'un entêtement invincible. Je l'ai averti deux fois du danger: il a passé outre; qu'il se tire de là, s'il peut. J'ai des esclaves tout comme un autre, et ne suis pas bien aise qu'on vienne leur prêcher toute sorte de choses subversives de la famille et de la propriété. S'il était mon hôte, la bienséance m'obligerait de me faire tuer pour lui; mais, grâce au ciel, il a quitté ma maison avant ses escapades.

— Tu as, ma foi, raison, dit le *lingot*.

Pendant ce temps, Lucy et Deborah déploraient le triste sort de Lewis. La pauvre Deborah craignait pour la vie de celui qu'elle aimait.

— Jeremiah est dur, dit-elle à Lucy. Il ne lèverait pas un doigt pour sauver son ami.

— Cependant, dit Lucy, il va partir avec M. Acacia pour délivrer miss Alvarez.

— Lucy, dit l'aînée, vous avez plus d'influence que moi sur le Français: demandez-lui de sauver John Lewis. C'est un homme de ressources, et je suis sûre que Jeremiah le suivra.

— Hélas! dit Lucy, mon influence est bien peu de chose; je vais néanmoins en faire l'essai.

Elle rentra dans la salle où se tenaient les deux amis, et fit sa demande au *lingot*. Jamais homme ne fut plus désagréablement surpris. Il garda le silence, et Anderson se chargea de la réponse.

— Acacia n'a pas de temps à perdre, dit-il. Il faut qu'il parte dans quelques heures.

Lucy ne répliqua rien, mais elle regarda le Français avec une

telle expression de tristesse que celui-ci en fut frappé au cœur. Il crut qu'elle aimait Lewis.

— Toutes deux! pensa-t-il. Elles aiment ce maudit Anglais! Me voilà bien récompensé de l'avoir tiré des mains des *rowdies!* O Lucy! ô Julia!

Cependant il hésitait.

— Ne ferez-vous rien pour moi? dit Lucy en lui prenant la main.

Acacia ne résista plus.

— Eh bien! pensa-t-il, si elle l'aime, qu'il vive! Je quitterai le Kentucky pour n'être pas témoin de son bonheur... — J'y consens, dit-il tout haut.

Lucy lui serra la main avec tendresse. Acacia se méprit au sens de ce geste, et crut y voir l'effet de l'amour qu'elle avait pour Lewis. Il voyait crouler toutes ses espérances : il n'en fut pas ébranlé.

— Allons, disait-il, j'ai trente ans, je suis riche. L'âge de l'amour est passé pour moi; celui de la sagesse va commencer. Je voyagerai vingt ans; je resterai garçon, et j'irai vieillir à Brives. Je léguerai ma fortune à quelque bibliothèque qui portera mon nom, ou je ferai distribuer après ma mort des prix de vertu pour l'encouragement des vieilles servantes et la satisfaction des académiciens.

Il se leva et sortit. Anderson voulut le suivre. Il s'y opposa.

— Mon cher ami, dit-il, ne mettons pas tous nos œufs dans le même panier. Si l'on me tue, je veux que tu survives, que tu délivres miss Alvarez, et que tu égorges Craig. D'ailleurs mon plan est fait. Je n'ai pas besoin de toi.

La poudrière où s'était réfugié John Lewis était située à l'extrémité de la ville, non loin de la maison de miss Alvarez. Depuis trois heures, l'Anglais assiégé attendait avec inquiétude ce que le hasard voudrait ordonner de son sort. Une foule nombreuse, armée de carabines et de *revolvers*, gardait toutes les issues de la poudrière. On ne tirait pas, de peur de mettre le feu aux provisions immenses de poudre entassées par Acacia dans les caveaux de la fabrique; mais on attendait que l'Anglais, vaincu par la famine, se rendît à discrétion.

Acacia vit d'un coup d'œil que la fuite de Lewis était impossible; il prit une résolution hardie. Il traversa la foule et se hâta d'entrer dans la maison avant d'être reconnu. A cette vue, le peuple poussa des cris de fureur : « A bas le Français! à bas l'abolitioniste! » Le chœur des méthodistes, conduit par Toby Benton, hurlait d'une voix puissante : « A bas l'athée! »

L'Anglais se jeta dans les bras d'Acacia.

— Que venez-vous faire ici, mon ami?

— Vous le voyez; je veux vous tirer d'affaire. C'est miss Lucy qui m'envoie.

— Miss Lucy! dit l'Anglais. Ah!

Acacia fut surpris de cette apparente indifférence; mais ce n'était pas le moment de s'expliquer.

— Donnez-moi une bougie, dit-il, une vrille, et le petit baril que vous voyez dans ce coin.

L'Anglais obéit, et alluma la bougie. Acacia parut alors à la fenêtre du premier étage. La foule le regardait avec curiosité. Les cris redoublèrent. Cependant on admirait son courage, et quelques-uns des assistans, moins animés que les autres par l'esprit de parti, auraient voulu le sauver.

— Messieurs et chers compatriotes, dit Acacia, prenez la peine de m'écouter. Je suis bien connu de vous tous.

— A bas l'athée! dit Toby Benton.

— Maître Toby, reprit le *lingot*, prenez garde que je ne descende pour vous couper les oreilles.

Cette réponse fit rire la foule, et la disposa favorablement pour l'orateur.

— Vous savez, continua-t-il, que je suis capable de tout, et particulièrement de me faire sauter en l'air avec vous.

Cette menace fit frémir tout le monde.

— Mes caveaux contiennent plus de deux cent mille livres de poudre, qui suffiraient pour faire sauter tout le Kentucky. J'ai du feu. Je suis maître de vous et de moi. Soyez prudens et redoublez d'attention.

— A bas l'abolitioniste! cria encore Toby Benton.

— Abolitioniste toi-même! dit Acacia. Je ne le suis pas, et ne le serai jamais. Un de mes amis, un pauvre homme, il faut l'avouer, à qui j'avais laissé le soin de rédiger mon journal, a voulu s'amuser à vos dépens : il s'est dit abolitioniste. C'est faux : c'est une plaisanterie qui n'est pas bonne, j'en conviens, mais qui ne doit pas le faire pendre ni goudronner.

— Je suis abolitioniste et le serai toute ma vie, cria John Lewis par-dessus l'épaule d'Acacia.

Celui-ci se retourna. — Mon cher ami, dit-il, je ne veux pas vous sauver malgré vous. S'il vous plaît de vous jeter à l'eau, faites; vous êtes libre; sinon, laissez-moi vous tirer d'un mauvais pas.

— J'aime mieux mourir, reprit Lewis, que de mentir ainsi.

— Eh! mourez si vous en avez envie, dit le Français impatienté; je m'en vais.

Lewis lui tendit la main.

— Adieu, ami, dit-il, je vous remercie. Soyez heureux!

Acacia se sentit ému.

— Ah! si miss Lucy ne m'avait pas ordonné de vous sauver la vie, avec quel plaisir je vous verrais griller tout vif!

— Messieurs, dit-il en reparaissant à la fenêtre, vous le voyez, John Lewis est un brave homme à qui le désir du martyre a brouillé la cervelle. Soyez plus sages que lui, et laissez-le passer tranquillement. Je donne ma parole qu'il sortira du Kentucky dans deux jours.

— Non, point de grâce pour le scélérat, dit une voix.

— Messieurs, reprit Acacia, Lewis est mon hôte. Je suis forcé de le défendre, et si quelqu'un l'attaque, je lui brûlerai la cervelle. Une dernière fois, engagez-vous votre parole, comme de braves et loyaux Kentuckiens, que vous le respecterez?

— Non! non! crièrent quelques-uns des amis de Craig.

Cependant le plaidoyer d'Acacia faisait quelque effet sur la foule. On admirait son courage et sa générosité : on l'eût admiré bien davantage, si l'on avait su qu'il croyait sauver son rival. Acacia vit que le moment était décisif. Il prit le petit baril des mains de l'Anglais, fit un trou avec la vrille et y planta un morceau de bougie allumée. Douze cents têtes le regardaient avec inquiétude et curiosité.

— Ce petit baril, dit-il, contient vingt livres de poudre. Je vais y mettre le feu et le jeter dans la rue. Que tous les braves et généreux Kentuckiens se retirent!

En même temps, il lança le baril. L'effet de cette menace fut prodigieux : en un clin d'œil, tout le monde disparut.

— Sortons, dit Acacia.

L'Anglais le suivit, et tous deux, par des chemins détournés, gagnèrent la maison de Jeremiah.

— C'est un très bon tour, dit Anderson; mais tu risquais de nous faire sauter en l'air comme des éclats d'obus.

Acacia se mit à rire.

— Est-ce que tu crois au baril de poudre? dit-il. C'est un gallon de rhum que j'ai jeté sur les braves gens d'Oaksburgh. La peur grossit et défigure les objets.

Jeremiah fit atteler sur-le-champ une voiture.

— Partez vite, dit Acacia, et attendez-moi de l'autre côté de l'Ohio, à Indianapolis.

L'Anglais voulut le remercier.

— Remerciez miss Lucy, dit un peu sèchement le *lingot,* qui n'oubliait pas ses griefs contre le swedenborgien.

Lucy devina la jalousie d'Acacia.

— Ce n'est pas moi, dit-elle un peu vivement, qui aurais osé demander à notre ami de risquer sa vie pour vous sauver : c'est Deborah qui m'a priée de le faire.

Le regard et le sourire d'Acacia lui firent voir qu'elle était comprise. Les deux amans étaient réconciliés. Le Français fut ravi de voir qu'il n'avait pas de rival dans le cœur de la belle Kentuckienne et heureux de pouvoir l'aimer sans remords.

— Puisque Julia me préfère John Lewis, se dit-il, qu'elle l'épouse. Ce bon Anglais vient fort à propos pour me tirer d'embarras. Ah! perfide Julia, pouvais-tu trahir un amant si fidèle!

Il oubliait encore qu'il avait donné l'exemple. Qui de nous est jamais sincère, même avec sa conscience? Il profita de l'absence de Jeremiah et de l'Anglais, tout occupés des préparatifs du départ, et, prenant la main de miss Anderson : — Lucy, chère Lucy! dit-il.

Elle leva les yeux sur lui et rougit.

— Je vais partir avec votre frère pour une expédition périlleuse, continua-t-il; puis-je espérer que vous ferez des vœux pour le succès de nos armes?

— Je ferai toujours des vœux pour les amis de mon frère, répondit-elle.

— Lucy, je vais délivrer ou venger miss Alvarez. Quand je reviendrai, me croirez-vous si je vous dis : Je vous aime, miss Anderson; voulez-vous être ma femme?

— Revenez d'abord, dit-elle en souriant; vous aurez alors ma réponse.

Le cœur de Lucy était rempli d'une joie sans mélange. Elle ne craignait plus miss Alvarez; elle croyait même, avec la sainte et noble crédulité de l'amour, n'avoir jamais eu de rivale. Julia n'était pour Acacia qu'une amie et qu'une associée. Tous les bruits qui couraient à son déshonneur n'étaient plus que d'infâmes calomnies. Comment Acacia, qui avait tant d'esprit et de goût, aurait-il pu aimer une négresse? car, bien qu'elle fût blanche comme un lis, le sang noir qui coulait dans les veines de miss Alvarez suffisait pour en faire une créature inférieure. Lucy, qui aurait été jalouse d'une blanche, ne pouvait pas l'être d'une fille de couleur. Le mépris souverain des Américains pour la race noire ne leur permet pas la jalousie. Tels étaient les raisonnemens de Lucy; on aime à se tromper soi-même.

De son côté, John Lewis était allé remercier Deborah. L'austère méthodiste s'était retirée dans sa chambre à coucher et priait pour le salut du swedenborgien. En le voyant, elle poussa un cri de joie et courut à lui.

— Sauvé! dit-elle. Béni soit le Dieu d'Israël, qui sait, quand il le faut, prêter au juste et à l'innocent sa force invincible!

— Miss Deborah, dit l'Anglais avec tendresse et gravité, je viens d'apprendre que je dois à votre amitié d'avoir été secouru, et la vie m'en est devenue plus chère.

Deborah rougit, et, sans répondre, le regarda avec des yeux où se peignait l'amour le plus pur et le plus ardent. Elle croyait comprendre cet exorde et toucher au terme d'un long et dur célibat. Son cœur, naturellement altier et un peu aigre, s'adoucissait à cette pensée. En quelques secondes, le monde entier changea d'aspect pour elle. Au lieu de l'impure Babylone, de la prostituée des sept collines où elle se plaignait de vivre, elle ne vit plus autour d'elle que des visages rians et purs, que des vieillards au maintien austère et plein de dignité, de jeunes hommes au frais visage, à la démarche modeste, et des femmes dignes d'entrer à toute heure dans le sanctuaire. De son côté, John Lewis, plein d'estime pour Deborah et reconnaissant de l'amour qu'elle lui témoignait, aurait voulu la détromper. Il cherchait un détour habile pour lui apprendre cette fâcheuse vérité, et il ne trouva rien de mieux qu'un sermon en quatre points.

— Chère miss Deborah, dit-il après avoir toussé pour éclaircir sa voix et cacher son embarras, je viens à l'objet principal de ma visite. J'ai toujours pensé que les tendances morales et religieuses étaient, de toutes les choses qui rendent une femme propre au mariage, les plus précieuses et les plus nécessaires, car la religion est la base de toute famille et de toute société. Il a été dit par l'apôtre saint Paul : « En vain tu bâtiras un temple, et tu dépenseras des sommes immenses, si Dieu n'a posé la première pierre. » L'amour de Dieu est donc la première et la plus indispensable condition de l'amour saint et sacré qui doit unir l'homme à la femme, et l'époux à l'épouse. D'un autre côté, la beauté corporelle et les avantages extérieurs, quelque fragiles qu'ils soient par l'essence même de notre nature périssable, ne doivent pas être négligés dans ce contrat unique par lequel deux êtres humains s'engagent à propager leur espèce et à offrir au Seigneur des enfans qui soient dignes de le servir et prêts à l'adorer.

Il est difficile de dire combien de temps aurait duré ce discours, dont la conclusion trop sincère devait être cette dure parole : Deborah, vous êtes la piété même; mais j'aime miss Alvarez, parce qu'elle est plus belle que vous, — si Jeremiah lui-même n'était encore venu interrompre cette conversation fort à propos.

— Allons, mon cher Lewis, dit-il, vos adieux doivent être faits. Partons. Si vous laissez à vos ennemis le temps de délibérer et de vous retrouver, je n'oserai plus répondre de vous. En route, en route!

Deborah, malgré sa piété et son amour du décorum, donnait de bon cœur au diable la précipitation de Jeremiah et la sage et méthodique lenteur de l'Anglais. Hélas! interrompre l'orateur si mal à

propos! ce malheur n'était fait que pour elle. Pour la première fois, elle regretta que Lewis n'eût pas la vivacité du *lingot*. — Ce n'est pas Acacia, pensait-elle, qui s'embourberait dans son discours comme une charrette dans une ornière profonde. Ah! les gens extravagans ont quelquefois du bon!

Il fallut se contenter de ce tronçon de discours. Lewis n'était pas homme à retrancher une syllabe de ce qu'il avait résolu de dire. Son texte était prêt, ses citations des pères étaient alignées et allaient défiler en colonne serrée, sa péroraison devait résumer la harangue et en donner la morale. Pour un évêché, il n'eût pas laissé échapper cette magnifique occasion d'édifier son prochain. Si l'on s'étonne qu'il pût avoir la pensée de dire clairement une chose aussi offensante et aussi mortifiante, je répondrai qu'il était Anglais, plein de confiance dans sa sagesse et dans son éloquence, qu'il était ministre du Seigneur, et, à ce titre, habitué aux sermons et aux controverses. Le mariage lui paraissait une affaire de controverse, et il eût controversé, cité, commenté, ratiociné jusqu'au jugement dernier, pour peu qu'il eût trouvé des contradicteurs.

Le naturel de Deborah n'était guère moins porté aux longs discours; mais elle était fille, ennuyée de l'être et impatiente d'en finir avec le célibat : de plus, le cas était pressant, elle sentait bien qu'il ne fallait pas laisser échapper le swedenborgien. Quand elle vit qu'il partait avec Jeremiah, elle lui serra la main d'une façon expressive, et lui dit :

— John Lewis, partout où vous irez, souvenez-vous de moi.

— Partout et toute ma vie, dit-il avec émotion.

— Revenez dès que les temps seront plus doux, ajouta-t-elle.

— Lewis, dit Jeremiah, tous ces adieux sont pathétiques; mais, si vous tardez plus longtemps, vous serez goudronné.

Tous deux descendirent, et trouvèrent Acacia au parloir avec l'abbé Carlino Bodini et un Irlandais. L'abbé venait d'entrer.

— Miss Alvarez est retrouvée! cria-t-il dès la porte.

— Miss Alvarez était perdue! dit l'Anglais, qui ignorait tous les événemens de la veille.

Anderson l'instruisit de la disparition de Julia. Acacia se jeta dans les bras du bon Carlino.

— Quoi! elle est revenue! dit-il. Où est-elle? l'avez-vous vue?

— Hélas! non, répondit l'abbé; mais voici quelqu'un qui vous en donnera des nouvelles. Approche ici, drôle!

A ces mots, Jack se présenta : c'était l'Irlandais que Craig avait menacé de mort; il raconta tous les détails de l'enlèvement.

— Comment sais-tu cela? dit Acacia.

— Le drôle y était, dit l'abbé. Après l'affaire, il a senti quelques

remords, et m'a demandé l'absolution. Je ne l'ai donnée qu'à la condition qu'il raconterait publiquement ce que vous venez d'entendre.

A peine eut-il fini de parler qu'Acacia mit son *revolver* dans sa poche et courut à la voiture.

— Où vas-tu? dit Jeremiah. Attends-moi.

— Partons, répliqua le *lingot*, ou je pars seul.

— Et Lewis?

— Fais-lui donner un cheval et un guide. Je n'ai pas de temps à perdre.

— Je n'ai pas besoin de guide, dit l'Anglais. Je pars avec vous. Nous la délivrerons ou nous mourrons ensemble.

— Bien dit! s'écria Jeremiah. Ils montèrent dans la voiture. L'abbé aurait voulu les suivre. Acacia l'en empêcha.

— Restez ici, dit-il, et priez pour le succès de notre entreprise. Votre métier n'est pas de vous battre, et vous pouvez nous rendre de grands services. Faites imprimer sur-le-champ, tirer à vingt mille exemplaires et répandre dans tout le comté l'affiche que voici. Visitez Tom Cribb et la brigade irlandaise; dites-leur de se tenir prêts; les élections sont proches, et nous aurons besoin de leur courage. Ah! coquin de Craig, cette fois tu ne m'échapperas pas.

En même temps la voiture s'ébranla et partit au galop.

Voici le texte de l'affiche :

Mensonge!
Infernale trahison!
Scélératesse abominable!

« Peuple magnanime, on te trompe! on te soulève contre tes meilleurs, tes seuls amis! Un misérable qu'on appelle Craig, et qu'on devrait appeler Judas Iscariote, a calomnié indignement l'un des plus honnêtes et des plus loyaux *gentlemen* de tout le Kentucky. Non, M. Acacia n'est pas abolitioniste, et il ne le sera jamais! Il a cette doctrine perverse en horreur et détestation. Sa vie passée répond de ses principes politiques er moraux. Ce noble enfant de la France a sucé avec le lait de sa nourrice l'amour de l'ordre et de la constitution. Son journal, le *Semi-Weekly Messenger*, est l'organe de tous les honnêtes gens et de tous les nobles et loyaux Kentuckiens. M. Acacia a l'honneur de prévenir le public et Isaac Craig qu'il se propose à la première rencontre de couper les oreilles dudit Isaac, et de les clouer sur la porte des bureaux du *Herald of Freedom* pour l'exemple des scélérats et la joie de tous les amis de l'ordre. »

Sans faire la moindre objection, Carlino fit imprimer et placarder cette affiche sur toutes les murailles d'Oaksburgh. Il en envoya des exemplaires dans tout le comté et jusqu'à Louisville.

XI. — MOUSQUETADES.

Pendant ce temps, les trois amis galopaient sur la route de *Sugar-Maple;* c'est le nom de la ferme de Craig. La voiture roulait dans des chemins affreux, sur des troncs d'arbres mal équarris, et tombait à tout moment dans des fondrières. Il ne manque pas de chemins pareils au Kentucky, surtout dans les forêts. On a plus tôt fait d'abattre un arbre, de le scier en planches et de l'étendre sur la route que de faire un pavé régulier. D'ailleurs la pierre est rare dans cet état, le plus fertile peut-être de l'Union.

Enfin le jour parut, et un soleil magnifique éclaira la cime des chênes et des érables. A neuf heures du matin, on aperçut la fumée du toit de Craig. Jeremiah, qui conduisait la voiture, fit halte.

— N'allons pas plus loin, dit-il. Il faut d'abord s'informer des forces et des dispositions de l'ennemi.

Acacia mit pied à terre.

— Restez ici, dit-il, et gardez les chevaux. Je vais revenir. Si vous entendez quelque coup de feu, montrez-vous et venez à moi.

Il se glissa sans être aperçu jusqu'à cinquante pas de la maison. Une barrière très élevée entourait de toutes parts la maison et le jardin de Craig. Acacia sauta par-dessus la barrière, et se trouva dans le jardin. Là, un obstacle se présenta, qu'il n'avait pas prévu. Deux chiens énormes, dressés à chasser les nègres, gardaient l'entrée de la maison. A la vue d'Acacia, ils s'élancèrent sur lui. D'un coup de *revolver*, le *lingot* cassa la mâchoire au premier, qui s'enfuit en hurlant; un autre coup de pistolet tua raide le second.

A ce bruit, amis et ennemis accoururent. Craig et Appleton, qui déjeunaient tranquillement, se levèrent de table et prirent leurs armes.

— Eh bien! Appleton, dit Craig, masse informe de chair, taureau, brute sans intelligence et sans cœur, voilà l'ennemi. Tu vas recevoir le prix de tes tergiversations.

— Parbleu! dit le géant, qui que ce soit, je l'assomme.

Au même instant, Acacia parut à l'entrée du vestibule. Appleton et Craig tirèrent à la fois sur lui, sans l'atteindre. Il tira à son tour, et blessa Appleton. Celui-ci fit une seconde décharge, aussi précipitée et aussi mal dirigée que la première. Le Français riposta encore, mais sans succès. Le *revolver* n'est pas une arme aussi meurtrière qu'on pourrait le croire. Les Américains tirent trop vite et visent trop peu pour se faire beaucoup de mal, même à une courte distance.

— Bon! dit Jeremiah, voilà ce fou d'Acacia qui va se faire tuer.

J'étais sûr qu'il ferait quelque extravagance. Allons, John, êtes-vous prêt?

— En avant pour la vieille Angleterre! dit le swedenborgien.

Tous deux s'élancèrent au pas de charge, mais Jeremiah, plus leste et plus adroit, sauta le premier par-dessus la barrière, et, sans attendre son compagnon, courut vers la maison. Il arrivait trop tard.

Le bruit du combat avait averti Julia qu'il se passait quelque événement extraordinaire dans la maison. Elle ouvrit la fenêtre, et reconnut Acacia et Jeremiah. Son cœur bondit de joie.

— A moi! cria-t-elle, à moi! Paul!

La jeune mulâtresse qu'on avait enlevée avec elle profita du trouble général pour tirer le verrou. Julia ouvrit la porte et se précipita dans l'escalier. A cette vue, Appleton ne fut pas maître de sa rage.

— Craig, dit-il, continue le combat. Je vais remettre en cage ce bel oiseau.

Craig ne l'entendait plus. A la vue de Jeremiah et de l'Anglais, qui accourait aussi, quoique plus lentement, Isaac jugea la partie perdue; comme il n'était pas homme à s'opiniâtrer hors de propos, il s'échappa par une porte de derrière, monta à cheval, et courut du côté d'Oaksburgh.

Personne ne pensait à le poursuivre. Appleton, s'apercevant de sa fuite, fut saisi de fureur et de désespoir.

— Rends-toi, dit Acacia, je te donne la vie.

Sans répondre, le géant tira son dernier coup de pistolet sur le Français et monta l'escalier. Son mouvement fut si prompt que personne n'eut le temps de le prévenir. Julia fut saisie d'épouvante et voulut fuir, mais il l'atteignit, et la frappa d'un coup de *bowie knife* dans la poitrine. Elle tomba, baignée dans son sang. Il voulut redoubler, mais Acacia s'élança comme la foudre et le frappa lui-même avec tant de force d'un coup de poignard au cœur que le géant tomba raide mort, sans pousser un cri. Anderson et Lewis arrivaient trop tard.

Acacia se précipita vers le corps inanimé de sa malheureuse amie.

— Julia! s'écria-t-il, Julia! au nom du ciel! réponds-moi!

— Hélas! dit Anderson, elle est morte.

Il se trompait. Les trois amis la portèrent sur son lit et visitèrent la blessure. Julia ouvrit les yeux et s'évanouit de nouveau.

— La blessure est mortelle, dit l'Anglais, qui se connaissait un peu en chirurgie.

A cette nouvelle, Acacia fut saisi d'un violent désespoir. Il saisit la main de Julia et la baisa avec un tel transport de tendresse et

de douleur que ses compagnons ne purent retenir leurs larmes.

— Ah! malheureuse Julia, dit-il, pourquoi t'ai-je quittée? Ne devais-je pas veiller sur toi toute ma vie et te faire un rempart de mon corps? Hélas! le coup qui t'a frappé sera pour moi un remords éternel. O malheureuse amie! pourquoi m'as-tu trahi?

A ce mot, elle reprit ses sens.

— Cher Paul, dit-elle, j'ai toujours été fidèle à notre amour.

Il tourna les yeux sur l'Anglais.

— Je n'ai aimé, dit-elle, et n'aimerai jamais que toi. Je sens bien, ajouta-t-elle avec un sourire désespéré, que je n'ai pas de grands efforts à faire pour te demeurer fidèle à l'avenir. La vie me quitte. Mourir si jeune, ah! Dieu!

Acacia était dévoré de remords. A ce moment suprême, il comprit qu'elle disait la vérité, et il eut horreur de lui-même. Il se reprocha cruellement son égoïsme et son inconstance. Il maudissait l'Anglais et Appleton, et Craig, et lui-même. Il pleurait, il criait, il demandait pardon à Julia, qui ne l'entendait plus. Lewis n'était guère plus calme. Jeremiah, qui seul avait conservé quelque sang-froid, sentit qu'il fallait agir et transporter Julia à Oaksburgh.

— Deborah prendra soin d'elle, dit-il à son ami.

On la porta dans la voiture après avoir bandé sa blessure à la hâte, et l'on reprit le chemin de la ville.

XII. — MORT DE JULIA.

Le triste cortége entra dans Oaksburgh au coucher du soleil, et se dirigea vers la maison de Jeremiah Anderson. Déjà l'opinion publique se prononçait en faveur d'Acacia. Le défi qu'il portait à Craig avait produit le meilleur effet dans un pays où les querelles se vident plus souvent à coups de carabine que devant les tribunaux. On se promettait un spectacle intéressant, et l'on ne se trompait pas. Le bon Carlino, par ses intrigues et celles de ses amis, avait en quelques heures obtenu des résultats merveilleux.

Deborah reçut l'infortunée Julia dans sa propre chambre. Bien qu'elle eût pris ses grades aux États-Unis, elle ne manquait pas de science médicale, et à coup sûr elle valait bien la plupart de ses confrères d'Oaksburgh et des environs. L'austère méthodiste avait pensé se faire un cas de conscience de recevoir une catholique sous son toit; mais la pâleur de Julia, le sang qu'elle perdait, la douleur du *lingot* et, plus que tout peut-être, les instances de Jeremiah la décidèrent à traiter miss Alvarez comme une enfant d'Israël, quoiqu'elle ne fût, à vrai dire, qu'une simple Madianite. Lucy, plus tendre et plus compatissante, se sentit profondément émue en voyant son

ancienne rivale : elle respecta la douleur d'Acacia, et ne l'attribua qu'à une amitié profonde violemment interrompue par la mort; elle l'en aima davantage, car tout est prétexte d'amour pour ceux qui aiment, et de haine pour ceux qui haïssent.

Julia ne se fit pas illusion sur sa destinée. Pendant que Lucy cherchait à la consoler et à la rassurer, elle se sentait condamnée; mais elle en était presque contente. Aux regards de Lucy, elle devina le secret de son amour.

— Je ne suis plus qu'un obstacle, pensa-t-elle. Acacia ne m'aime plus. Que ferais-je dans la vie? Me résignerais-je à son amitié après avoir reçu de lui tant de sermens, aujourd'hui violés?

Cette aimable et charmante Julia, si digne d'un meilleur sort, était la triste victime des préjugés de son pays. L'esclavage dès l'enfance l'avait asservie aux passions de M. Sherman, et lorsqu'elle devint libre et maîtresse d'elle-même, son déshonneur passé pesa sur toute son existence. Acacia, qui l'aurait épousée s'il avait été son premier amant, la regarda malgré lui comme une maîtresse ordinaire, et non comme la compagne de sa vie. Où l'amour ne manquait pas, le respect manquait, et l'amour sans le respect de la femme aimée n'est pas de longue durée.

Julia ne fut pas aigrie par le malheur, et cette bonté divine, qu'elle garda toute sa vie, fut comme un charme qui attirait à elle et séduisait tous ceux qui la connaissaient. Dès les premières heures, Lucy l'aima tendrement, et malgré les avertissemens de Deborah, elle la traita comme une sœur.

Cependant Acacia et Jeremiah délibéraient sur la manière de tirer vengeance de Craig.

— Il faut, dit Anderson, le faire traduire devant le jury comme complice de meurtre et d'enlèvement.

— Ami, dit le Français, laisse-moi le soin de le punir. J'ai soif de son sang. Il mourra, et je veux qu'il meure de ma main. Laissons la justice toujours boiteuse à ceux qui sont trop faibles pour se faire justice, et sachons nous venger comme des hommes.

— Est-ce que tu veux l'assassiner? dit Jeremiah. Attends du moins que je sois nommé maire. Nous arrangerons l'affaire à l'amiable, et tu ne seras pas forcé de subir les lentes formalités d'un procès. Tous mes *policemen* déclareront à l'envi qu'il a tiré le premier.

— Non, répondit Acacia. Je veux que les chances soient égales. Nous aurons tous deux les mêmes armes; mais j'aurai de plus Julia à venger. Cependant, pour ne pas faire de tort à ton élection, j'attendrai que tu sois nommé maire.

Le même jour, une guerre d'escarmouches commença entre le *Herald of Freedom* et le *Semi-Weekly Messenger*. Craig, effrayé d'abord

de la mort d'Appleton et de son propre échec, avait craint qu'on ne l'attaquât en justice, et déjà il prenait ses précautions. Douze *gentlemen* patentés, tous dignes de foi, tous habitans d'Oaksburgh, étaient prêts à déclarer sous serment qu'il n'avait pas quitté la ville depuis un mois. Il se rassura bientôt en voyant qu'on ne l'attaquait pas, et posa sa candidature aux fonctions de maire avec une audace inouie. Il accusa de nouveau Acacia d'être secrètement négrophile, il en accusa Jeremiah; il ajouta que celui-ci était un ivrogne, et celui-là un débauché qui vivait avec une fille de couleur et scandalisait la pieuse communion des méthodistes d'Oaksburgh. Jeremiah voulut d'abord le jeter dans la rivière, mais Acacia le supplia de n'en rien faire.

— Cet homme est mien, lui dit-il : il est sacré pour toi. Je veux l'offrir aux mânes de Julia.

De son côté, il soutint la candidature d'Anderson et accusa Craig de tous les crimes. On connaît trop le style des journaux américains pour qu'il soit nécessaire de donner des extraits de cette polémique. Il suffit de dire que les deux adversaires se surpassèrent eux-mêmes dans cette lutte.

Enfin le grand jour arriva. Les *know-nothing* et les méthodistes furent fidèles à Craig, mais tous les autres votèrent en faveur d'Anderson. Le vaillant Tom Cribb et sa brigade trouvèrent moyen de se signaler le soir en cassant les réverbères et en frappant à coups de poings et de bâtons sur les partisans du malheureux Craig.

Pour la première fois, celui-ci désespéra de lui-même. L'histoire de Julia, dix fois racontée dans le journal d'Acacia, et toujours avec des circonstances nouvelles qui aggravaient le crime d'Isaac et rendaient sa victime encore plus intéressante, avait fini par le rendre odieux. Déjà son caractère bien connu et son titre de *Yankee* suffisaient pour déconcerter ses plus intrépides partisans. Il était dans la situation déplorable du malheureux Turnus, que les dieux ont condamné, et qui cherche en vain à fuir le glaive vengeur d'Énée. La fatalité ou plutôt la vengeance divine le poursuivait. Chaque matin, Acacia renouvelait dans son journal la promesse de lui couper les oreilles et de les clouer à la porte du *Herald of Freedom*. Le lendemain de sa défaite, Craig, exaspéré, résolut d'en finir et de tuer le *lingot*.

Acacia se tenait sur ses gardes et cherchait lui-même une occasion; elle se présenta bientôt. Au moment d'entrer dans les bureaux du *Semi-Weekly Messenger,* il se retourna par hasard, et ce mouvement imprévu lui sauva la vie : Craig, posté à vingt pas de là, venait de tirer sur lui un coup de *revolver*. La balle frappa la porte de la maison et enleva un éclat de bois.

— Maladroit! dit Acacia en se retournant et l'ajustant à son tour. Deux balles furent encore échangées sans résultat. La foule s'amassait autour des combattans, car le combat avait lieu en pleine rue. Personne ne fit un effort pour les séparer. Les voisins et les passans étaient là comme des juges du camp. Irrité de servir de spectacle aux curieux, Acacia courut sur son adversaire et fit feu à bout portant.

Au même instant, Craig tirait. Les deux adversaires tombèrent, Acacia blessé à la cuisse, et Craig mort; la balle avait fait sauter la cervelle.

— Bravement combattu! dirent les assistans. On enterra Craig, et Acacia se fit porter et panser dans la chambre de Julia. Sa blessure n'était pas dangereuse, et Deborah lui promit de le remettre sur pieds en quelques jours.

— Et Julia? demanda-t-il à voix basse.

— Elle n'a plus que quelques heures à vivre, répondit Deborah sur le même ton.

Miss Alvarez, qui était présente, quoiqu'à l'autre extrémité de la chambre, devina la réponse du médecin et frémit. Au moment de mourir, elle se révoltait contre cette cruelle nécessité. Elle se cramponnait à la vie avec désespoir. Enfin elle comprit qu'il fallait se soumettre à la destinée; elle pria ceux qui étaient présens de sortir, et de la laisser seule avec Acacia.

— Mon cher Paul, lui dit-elle, je t'ai aimé avec une passion sans pareille. Rien ne m'a été aussi cher que toi, pas même mon salut éternel, que j'ai compromis pour toi seul. Tu m'as rendue heureuse pendant trois ans, et c'est beaucoup, car jusque-là je n'avais connu que la honte et les misères de la servitude. Par toi, j'ai connu le bonheur, un bonheur, hélas! bien fugitif; mais il n'a pas dépendu de toi qu'il ne fût éternel. Nous ne pouvions ni l'un ni l'autre effacer la mémoire du passé. C'est le serpent qui m'a toujours dévoré le cœur, et qui faisait couler mes larmes au milieu même de nos plus vifs transports d'amour. Oh! Sherman! Sherman!

Elle éclata en sanglots. Paul l'embrassait et l'appelait des noms les plus tendres sans pouvoir la consoler. Il était désespéré de voir mourir d'une agonie si cruelle cette pauvre Julia qu'il avait tant aimée, qu'il aimait peut-être plus que jamais. Elle s'en aperçut, et son âme si tendre fut presque consolée par la pensée qu'elle laisserait à son amant un doux et éternel souvenir.

— Calme-toi, dit-elle, et fais venir miss Lucy.

Celle-ci entra, presque aussi affligée qu'Acacia, car elle aimait sincèrement miss Alvarez.

— Chère Lucy, dit la mourante, comment vous remercierai-je de

la bonté avec laquelle vous m'avez secourue, moi étrangère et d'une race méprisée? Je vais mourir : permettez-moi de vous léguer ce que j'ai de plus cher au monde, le bonheur de mon ami Acacia. Je sais que vous l'aimez et qu'il vous aime, miss Deborah m'a tout dit. Adieu, soyez heureux, et pensez quelquefois à votre amie Julia.

A ces mots, elle s'évanouit. L'abbé Carlino, appelé en toute hâte, l'aida à mourir pieusement. Le pauvre abbé se sentait défaillir en remplissant les devoirs de son ministère.

— *Allez en paix*, dit-il en répétant les paroles de l'Évangile, *car votre foi vous a sauvée.*

Elle sourit doucement à Lucy et à son amant, et mourut.

La douleur d'Acacia est impossible à peindre. Tous les assistans pleuraient, et même la sévère Deborah. Julia fut ensevelie sur les bords du Kentucky, au pied d'un érable sous lequel elle aimait à s'asseoir.

Acacia guérit et obéit au vœu de miss Alvarez en épousant Lucy, mais il n'est pas encore consolé. La belle Kentuckienne est heureuse néanmoins, car il cache sa mélancolie sous le nom de regret de la terre natale. Elle l'a décidé à faire un voyage en France. Vous le verrez à Paris cet été avec sa femme. Sa fortune est immense, mais il ne se soucie plus d'être riche. Il a une petite fille charmante qu'il appelle Julia, et qui sera aussi belle que son ancienne amie.

John Lewis, revenu de ses rêves apostoliques, a épousé Deborah. Ils évangélisent ensemble les populations paisibles du comté de Kent, et, malgré quelques retours d'humeur de la dame, ils sont raisonnablement heureux. Mistress Lewis vient de publier à Londres un livre édifiant, intitulé *le Cœur crucifié*, qui est fort apprécié dans les sociétés bibliques.

Jeremiah, resté seul, s'est marié, et sa femme l'a déjà rendu père de deux jumeaux. Il est riche, il est maire, il sera gouverneur du Kentucky.

L'abbé Carlino est retourné en Italie. Pour le consoler de l'évêché qu'on lui fait trop attendre, Acacia lui a fait présent de 20,000 dollars. Il va sous le beau ciel de Naples manger du macaroni jusqu'à ce que l'ange de la mort le touche de son aile, comme dit je ne sais plus qui.

ALFRED ASSOLLANT.

LE

MARÉCHAL MARMONT

ET

SES MÉMOIRES

Les *Mémoires* du maréchal Marmont ont fait un grand scandale, et ont été jugés assez généralement avec beaucoup de sévérité. Dans un certain sens, cette sévérité n'est que justice. Le maréchal, en les écrivant, semble avoir voulu s'affranchir de toutes les convenances. Il ne s'y borne pas à exprimer sur les événemens, sur les hommes publics, des appréciations d'une extrême rigueur; la vie privée, le caractère personnel des individus ne lui sont pas plus sacrés que leur vie et leur caractère publics, et on le voit trop souvent, sans aucune utilité pour l'histoire, je dirai même sans grand profit pour l'amusement de ses lecteurs, lancer en passant des épigrammes, raconter des anecdotes propres à contrister, à désoler, à humilier, sinon ceux dont il a fait ainsi ses victimes, et qui n'existent plus, au moins leurs parens et leurs amis survivans. Dans ces coupables immolations, les femmes ne sont pas plus respectées que les hommes, pas même celles qui, à des titres divers, auraient eu le plus de droit à ses ménagemens. Et ce qui rend de tels procédés plus odieux encore, c'est que le maréchal n'a pas, comme les auteurs de tant d'autres mémoires moins personnellement injurieux, pris ses mesures pour empêcher que les siens ne fussent publiés du vivant des personnes dont ils devaient blesser les sentimens. La réprobation soulevée par une semblable façon d'agir était naturelle

et légitime : c'était le cri de la délicatesse, de la morale même, justement indignées; c'était le châtiment d'une mauvaise action.

Un autre trait de ces *Mémoires*, qui devait aussi soulever contre eux bien des préventions défavorables, c'est le ton de dénigrement absolu avec lequel l'auteur parle des personnages politiques et militaires qui se sont trouvés en rapports avec lui. A l'exception d'un très petit nombre, qui ne sont pas d'ordinaire les plus éminens, il s'efforce constamment d'amoindrir leurs talens ou leur caractère. Si parfois il semble d'abord vouloir glorifier quelqu'un d'entre eux, des restrictions malveillantes, des insinuations d'une grande et fâcheuse portée viennent bientôt changer du tout au tout le portrait si brillamment commencé, et par des imputations flétrissantes prodiguées avec la plus incroyable légèreté, le maréchal livre au mépris et à la haine les mêmes hommes pour lesquels il semblait d'abord réclamer l'admiration.

Je ne veux pas dire que toutes les réputations ainsi attaquées soient également respectables. L'esprit de parti, surtout dans des temps pareils à ceux que nous avons traversés, élève bien des idoles qu'une plus exacte connaissance des faits renverse tôt ou tard, ou du moins replace au niveau de leurs mérites réels. Marmont avait assez de finesse et de sagacité pour que ses *Mémoires* eussent pu devenir un très utile élément de ces rectifications, s'il y eût porté plus de réflexion, de calme, d'impartialité; mais à travers le dénigrement universel auquel il s'abandonne, au milieu des inexactitudes sans nombre dont ses récits sont semés, les esprits les plus attentifs seraient bien embarrassés pour faire avec quelque chance de succès la part de la vérité. Et ce ne sont pas seulement la malveillance extrême et continue de ces *Mémoires*, les erreurs qu'ils renferment sur beaucoup de points, qui inspirent pour tout le reste un sentiment de profonde défiance. Saint-Simon aussi est bien rigoureux et souvent bien injuste dans ses jugemens; lui aussi il s'attaque à de bien grandes renommées, et on peut également lui reprocher d'altérer souvent la vérité, sinon dans les faits qu'il affirme avoir vus lui-même, au moins dans ceux qu'il reproduit après les avoir accueillis avec une aveugle crédulité pour peu qu'ils flattent ses préventions et ses haines. Cependant ni ses injustices, ni ses exagérations ne produisent en nous l'impression pénible et répulsive que nous font éprouver celles du maréchal Marmont; bien loin de là, nous nous sentons entraînés, subjugués par lui, et la réflexion, qui nous avertit de ne pas lui prêter une foi entière, a peine à prévaloir sur la sympathie qu'il nous inspire. Est-ce uniquement dans son prodigieux talent qu'il faut chercher le principe de cette sympathie et de l'action qu'elle exerce sur nous? Je ne le pense pas. S'il nous entraîne, c'est parce qu'il est entraîné lui-même; c'est

parce que nous comprenons qu'alors même qu'il s'égare, il cède, non pas à de petites rancunes personnelles, mais à de nobles sentimens, à l'horreur du vice et de l'hypocrisie, au dégoût de la tyrannie et de la bassesse, à un amour du bien public souvent mal entendu, j'en conviens, mais profond, sincère, et qui, jusque dans ses écarts, constitue le vrai patriotisme. Sans doute sa position personnelle entre pour quelque chose, pour beaucoup même dans ses jugemens; s'il n'eût pas été duc et pair, il est plus que vraisemblable qu'il aurait placé ailleurs que dans les priviléges et les droits prétendus de la pairie l'essence de la constitution française, les barrières à opposer au despotisme; mais cette forme étroite d'aristocratie, à laquelle il s'attachait faute de mieux, était à ses yeux une institution politique qu'il croyait propre à relever l'esprit public de l'abaissement où le pouvoir absolu l'avait fait tomber. Ses idées pouvaient être fausses, elles étaient très certainement incomplètes; mais ses sentimens étaient élevés et généreux. Les hommes qu'il traitait avec une sévérité si impitoyable, ce n'étaient pas ceux qui avaient fait obstacle à sa fortune ou froissé son amour-propre, c'étaient ceux qu'à tort ou avec raison il croyait complices du système auquel il attribuait les malheurs, la dégradation de la France, ou dont les succès et la prospérité contrariaient non pas ses intérêts, mais ses croyances.

Il en est tout autrement du maréchal Marmont. Ce qui domine dans ses *Mémoires*, ce qui les a inspirés d'un bout à l'autre, c'est une persomalité dont il serait impossible de se faire une idée, même approximative, avant de les avoir lus. L'égoïsme peut se rencontrer dans les plus grands esprits, et le sentiment qu'ils ont de leur supériorité les y entraîne trop naturellement. Néanmoins cette supériorité même qui les porte à se faire les représentans de quelque idée élevée, de quelque noble système, de quelque grand intérêt public ou prétendu tel, et à confondre leur propre destinée avec celle de cette idée, de ce système, de cet intérêt, les préserve nécessairement des petitesses d'une étroite personnalité. Les Alexandre, les César peuvent s'égarer et se perdre en voulant s'élever au-dessus de l'humanité, ils peuvent sacrifier des générations entières à leurs combinaisons gigantesques; mais, tout en déplorant et en maudissant ces conceptions funestes, il faut une grande philosophie pour ne pas se laisser séduire à une dangereuse admiration de leur grandeur, au moins apparente.

Dans les esprits d'un ordre inférieur, sans en excepter les plus distingués (et tel était certainement le maréchal Marmont), l'égoïsme n'a pas ce privilége. Dans la sphère comparativement étroite où il leur est donné de se mouvoir, l'égoïsme a pour résultat infaillible de les fausser, de les rétrécir, de leur faire perdre la vraie

mesure des choses en ne leur permettant plus de les apercevoir qu'à la lueur trompeuse de leurs convenances et de leurs intérêts. Leur sagacité naturelle, s'épuisant tout entière sur ce qui les touche individuellement, devient impuissante à discerner et à apprécier ce qui leur est étranger, ou du moins ce qui contrarie leurs préoccupations. Le grand côté des questions leur échappe forcément. Ils sont encore capables d'aperçus ingénieux, ils peuvent voir et exprimer heureusement des vérités partielles, mais la grande réalité, la perception du vrai, du beau, du bien, l'admiration et l'indignation sérieuses et bien placées leur sont interdites. L'histoire n'est pour eux qu'un spectacle bizarre, une lice où luttent exclusivement des passions et des intérêts également mesquins, et où le hasard donne presque toujours la victoire.

Telle est, si je ne me trompe, l'impression que l'on reçoit de la lecture des *Mémoires* du duc de Raguse. On aurait tort pourtant d'en conclure que ces *Mémoires* ne sont pas un document instructif. Ils ne doivent sans doute être lus qu'avec précaution, et celui qui, avant de les consulter, n'aurait pas acquis une connaissance assez étendue des événemens auxquels ils se rapportent, courrait risque d'être induit dans de graves erreurs; mais avec un peu de critique, en remaniant à la lumière du bon sens les matériaux qu'on y trouve entassés, il est facile d'en extraire des informations pleines d'intérêt sur ces événemens, sur le caractère général des époques successives qu'ils embrassent, sur les personnages nombreux et très divers qu'ils font passer sous nos yeux, et qui parfois sont peints avec profondeur et vérité, quoique trop souvent, je l'ai dit, avec une insigne malveillance.

Il est encore un autre point de vue, et c'est à celui-là que je m'attacherai particulièrement, sous lequel ils offrent au moraliste un curieux sujet d'étude. Nulle part on ne voit mieux à quel point de rares et grandes facultés peuvent être à la longue rendues inutiles ou même dangereuses, pour celui qui les possède, par la légèreté d'esprit et l'absence de principes bien arrêtés, ou tout au moins d'une certaine fermeté de sens qui peut en tenir lieu dans la pratique.

Si l'on voulait caractériser en peu de mots le maréchal Marmont, on pourrait dire qu'il fut tout à la fois un des hommes les plus distingués et les plus incomplets de son temps. La nature l'avait doué des aptitudes les plus variées. Son esprit était vif, pénétrant, fécond en conceptions de toute espèce, sa bravoure assez grande, assez calme, assez égale pour être remarquée, même dans le temps héroïque où il lui fut donné de vivre. Militaire habile et instruit, il se montra capable d'organiser et d'administrer des provinces. Il n'était pas dépourvu de sens politique, bien qu'à cet égard son intelligence présentât de nombreuses lacunes. Il comprenait assez les sciences

pour y trouver, suivant l'occasion, soit un moyen de succès dans ses entreprises, soit une distraction dans ses loisirs. Le talent d'écrire ne lui manquait pas, et ses ouvrages prouvent qu'à défaut de la correction du style et de cet art achevé de la composition qu'on acquiert si rarement sans un travail assidu, il savait du moins exprimer ses idées avec une lucidité facile et agréable.

Avec de tels avantages, favorisé par un concours de circonstances qui le fit arriver, dans une grande jeunesse, aux emplois les plus élevés et les plus brillans, les mieux faits pour donner à un homme les occasions de se développer tout entier, Marmont cependant n'a pu atteindre le degré d'importance, d'influence morale, la consistance en un mot qu'ont obtenue plusieurs de ses compagnons d'armes moins bien doués peut-être, certainement moins éclairés, et à qui les conjonctures s'étaient d'abord montrées moins favorables. Il n'a pourtant rien négligé de ce qui pouvait l'aider à compléter sa destinée, il y a travaillé avec ardeur. Pourquoi n'y a-t-il pas réussi? Faut-il voir dans ce résultat négatif un de ces caprices du sort qui, suivant l'opinion souvent exprimée dans ses *Mémoires*, ont une si grande part à la direction des événemens? N'est-ce pas plutôt en lui-même qu'il convient de chercher la cause première de ses revers et de ses mécomptes? Il me semble difficile de ne pas s'arrêter à cette dernière explication après avoir suivi, dans les récits du maréchal, les incidens variés de sa longue carrière.

I.

Le duc de Raguse était avant tout un homme de beaucoup d'esprit, c'est-à-dire que, saisissant facilement et vivement les rapports des choses, il savait les considérer sous leurs aspects divers et traduire dans une forme séduisante l'impression qu'il en recevait. Cette faculté est si brillante, elle procure de telles jouissances à celui qui la possède et même à ceux qu'il favorise de ses entretiens, qu'on est très naturellement porté à en exagérer la valeur. Il est certain pourtant que, dans la conduite des affaires, lorsqu'elle n'est pas unie, comme chez les vrais grands hommes, à d'autres facultés plus solides, plus sérieuses, qu'elle n'exclut pas sans doute, mais qui ne se concilient avec elle que dans les natures parfaitement organisées, elle égare plutôt qu'elle ne dirige utilement. Il faut en effet une grande force de raison, une rare énergie de caractère pour soutenir, sans être ébloui et entraîné, la lutte à laquelle un esprit fin, vif et pénétrant est nécessairement livré par la foule des pensées, des opinions, des points de vue que la réflexion ne cesse de lui suggérer. Tandis que les intelligences droites, simples et même, si l'on veut, un peu lentes, guidées par l'instinct du bon sens vers les idées et les

résolutions dans lesquelles réside la plus grande somme de vérité, hésitent d'autant moins à les adopter qu'elles entrevoient à peine les objections et les doutes inhérens à toutes nos conceptions, les esprits ingénieux et subtils, apercevant tout à la fois le pour et le contre avec une sagacité merveilleuse, se troublent, restent indécis et finissent souvent par prendre le plus mauvais parti, parce qu'ils manquent de la vigueur et de la justesse qui vont droit au point essentiel, qui distinguent du premier coup d'œil ce qui est vraiment important sans se préoccuper des détails secondaires, sans rechercher dans les choses une vérité absolue dont le discernement échappe à nos faibles facultés. Cette infériorité pratique des esprits principalement ingénieux, comparés aux esprits dont la droiture et la simplicité sont les qualités dominantes, ne se révèle pas seulement dans la politique, dans la conduite des affaires; elle a aussi une influence morale. Les premiers, lorsque leurs intérêts se trouvent en jeu, sont exposés à se tromper eux-mêmes, à se faire de dangereuses illusions par des sophismes subtils que les autres auraient peine à concevoir, bien loin de pouvoir les inventer. Ces derniers, par exemple, ne se seraient pas avisés de la distinction spécieuse que le maréchal Marmont, pour justifier sa défection de 1814, établit entre les *honnêtes gens* et les *gens d'honneur*. Il la met, il est vrai, dans la bouche de l'empereur. Il se peut que Napoléon, dans un de ces entretiens où il se plaisait à agiter toutes les questions comme par forme d'exercice, ait laissé tomber quelques paroles en rapport avec cette bizarre théorie; mais j'affirmerais presque que le maréchal, à son insu peut-être, abusé dans ses souvenirs par le courant de ses préoccupations, a donné à ces paroles un développement et une portée bien étrangères à la pensée de celui qui les avait prononcées. Un esprit simple et droit, je le répète, n'eût pas fait cette distinction. Il peut arriver à de tels esprits de manquer au devoir, mais ils le font en connaissance de cause, sans se tromper eux-mêmes; ils le font donc plus rarement que ceux qui sont pourvus de la funeste puissance d'égarer et de séduire leur conscience.

Ceux-ci, et cela est parfaitement naturel, ne se soumettent pas volontiers à cette supériorité du ferme bon sens : ils y voient une usurpation. Trop portés à dédaigner les qualités qui leur manquent et à s'exagérer la valeur de celles qu'ils possèdent, ils ne conçoivent pas que des hommes moins instruits, moins *spirituels* dans le sens étroit de ce mot, c'est-à-dire moins aptes à discourir facilement et brillamment sur toutes choses et qu'ils croient moins intelligens parce qu'ils le sont autrement qu'eux, leur soient préférés pour le gouvernement, pour la pratique et la conduite des affaires, et le plus souvent y obtiennent plus de succès. Ils crient au triomphe

de la médiocrité là où ils devraient reconnaître la lutte de deux ordres de supériorités différentes dont chacune a sa part et son rôle distinct, dont l'une est appelée à orner, à charmer le monde, peut-être à préparer de loin ses progrès, l'autre à le conduire et à le dominer dans le présent. Ils ne sentent pas qu'alors même qu'au point de vue purement intellectuel ils seraient incontestablement supérieurs à ceux en qui ils veulent voir des rivaux injustement préférés, l'intelligence n'est pas tout ici-bas, que la force du caractère, cette force véritable, toujours unie au moins dans une certaine mesure à la justesse des idées et des appréciations, est la première des qualités requises pour gouverner les hommes, et que ceux qui en sont doués sont appelés en quelque sorte de droit divin à occuper le premier rang dans la politique comme dans le commandement des armées.

Voilà ce que Marmont ne pouvait pas comprendre. Fin, subtil, instruit, sachant parler et écrire, réunissant sur les diverses parties de l'art militaire toutes les connaissances que l'on peut acquérir par l'étude et l'observation appuyées sur l'expérience, joignant à tous ces avantages une bravoure que nul ne surpassait, il s'étonnait de ne pas tenir dans l'armée une place au moins égale à celle de ses plus illustres chefs, de voir tels maréchaux qui n'avaient ni son savoir, ni son esprit, ni sa brillante facilité, exercer sur elle plus d'influence, y posséder plus d'autorité, inspirer plus de confiance à leurs soldats, et l'empereur lui-même, qui causait plus volontiers, plus abondamment avec lui qu'avec aucun autre, parce qu'il y avait certainement plus à recueillir dans sa conversation, ne pas le préférer toujours pour l'action et la direction effective. Tout cela lui paraissait le résultat d'une injustice révoltante, et les jugemens si sévères, souvent même iniques, qu'il porte contre ses rivaux ne sont pour la plupart qu'une protestation contre cette injustice prétendue.

Moins plein de lui-même, sa situation lui serait certainement apparue sous un autre aspect. La fortune, à son début et pendant la première moitié de sa carrière, ne lui fut pas contraire, tant s'en faut. Gentilhomme de naissance et élevé dans une école militaire, un heureux hasard l'avait mis de très bonne heure en relations intimes avec l'homme qui devait bientôt remplir le monde de sa puissance et de sa renommée. Il avait fait auprès du général Bonaparte les premières campagnes d'Italie, celle d'Égypte, puis celle de Marengo. Les récits qu'il nous fait de ces temps héroïques, dans ses *Mémoires*, n'en sont pas la partie la moins intéressante, bien qu'ils ajoutent peu de faits essentiels à ce qu'on savait déjà. Ils sont animés de ce feu, de cette sympathie que l'on éprouve en se reportant aux souvenirs de la jeunesse, alors surtout qu'elle a été éclatante et

pleine de promesses. Ils reproduisent les vives impressions de l'époque, ils nous y font vivre en quelque sorte. Là, sauf quelques inconséquences auxquelles il faut se résigner dans tout ce qui vient du maréchal, il est loin de se montrer hostile à Napoléon. Il le peint même parfois sous des traits assez aimables, plus affectueux, plus gracieux que ne se le représentent ceux qui l'ont vu seulement aux dernières époques de sa vie. Il parle dignement, magnifiquement, de sa gloire et de son génie. Il est vrai que, tout en célébrant, dans ses appréciations générales, ces immortelles campagnes comme les chefs-d'œuvre de l'art militaire, on pourrait croire qu'il s'attache, par les détails de sa narration, à nous en laisser une impression toute différente. Il nous y signale tant de fautes, de témérités, de résultats dus à d'heureux hasards, qu'on est parfois tenté de se demander si ces hasards n'ont pas fait toute la fortune de Napoléon. Je ne crois pourtant pas que dans cette partie de l'ouvrage l'auteur ait eu l'intention de nous placer sur cette voie, de nous suggérer de telles appréciations. Je suis convaincu qu'il cède, sans bien s'en rendre compte, à ce besoin de critique et de blâme qui était dans sa nature, à cette habitude d'esprit qui consiste à chercher dans de petits incidens les causes des plus grands événemens, à restreindre démesurément la part d'influence des grands hommes pour augmenter d'autant celle de ce qu'on appelle la fortune, comme si le génie dans l'action était autre chose que l'aptitude à discerner et à mettre à profit les chances favorables qu'elle offre à ceux qui savent en profiter, comme si l'infériorité des hommes médiocres ne consistait pas précisément en ceci, qu'ils ne savent pas les apercevoir à temps pour en tirer parti.

A cette époque d'ailleurs, la carrière de Marmont s'ouvrait sous des auspices trop brillans, pour que le souvenir n'en soit pas resté gravé dans son esprit en traits dont l'éclat devait au moins tempérer sa malignité ordinaire, et la misanthropie qui s'était emparée de lui lorsqu'il écrivit ses *Mémoires*. En quatre années, de simple capitaine, il devint général de division, inspecteur général de l'artillerie, conseiller d'état, ce qui était alors une très grande position, puis bientôt après commandant en chef du corps d'armée qui occupait la Hollande. Son courage, son zèle, sa grande intelligence, le mettaient sans doute au niveau de ce prodigieux avancement. On peut douter pourtant que, sans la faveur déclarée du général en chef des armées d'Italie et d'Égypte, du premier consul de la république, il l'eût obtenu aussi rapide. Il est à remarquer en effet que jusqu'alors il n'avait exercé aucun grand commandement, et que les services qu'il avait rendus, quelque réels, quelque éminens qu'ils pussent être, n'étaient pas de ceux qui portent un homme au premier rang. Lui-même, il est vrai, il n'en jugeait pas ainsi. S'il n'ose pas s'at-

tribuer formellement l'honneur du succès de la merveilleuse campagne de Marengo et d'autres expéditions dans lesquelles il ne joua qu'un rôle subordonné, il ne néglige rien pour nous faire entendre que c'est à lui qu'on le doit. L'idée qu'il s'arrange toujours pour laisser à son lecteur, idée peut-être sincère de sa part, car l'amour-propre est la source des plus prodigieuses illusions, c'est que les généraux en chef auxquels il s'est trouvé subordonné, sans en excepter Napoléon lui-même, n'ont guère réussi qu'en suivant ses conseils, de même qu'en d'autres occasions ils n'ont échoué que pour les avoir négligés.

Dans cette disposition d'esprit, Marmont, au moment de la création de l'empire, fut très vivement blessé de ne pas se trouver compris dans la première promotion des maréchaux. Il n'avait pourtant que trente ans, et, je le répète, il n'avait jamais commandé en chef devant l'ennemi. La plupart des nouveaux maréchaux s'étaient distingués par des faits d'armes auxquels leurs noms sont restés attachés. Les plus jeunes avaient au moins trente-cinq ans. Cependant il en était quelques-uns qui en effet n'avaient sur Marmont que la supériorité de l'âge, dont les services n'étaient pas plus éclatans que les siens, à qui il avait le droit de se croire supérieur par le savoir et l'intelligence, et qui ne devaient la préférence dont ils étaient l'objet qu'à la faveur ou à des circonstances accidentelles. Par une espèce de compensation, il est vrai, on comptait dans les rangs de l'armée des généraux illustrés par leurs talens et leurs exploits, que tout semblait désigner pour les suprêmes honneurs militaires, et qui cependant n'y étaient pas appelés, parce qu'ils n'avaient pas su obtenir la bienveillance du maître. En réfléchissant à leur situation, Marmont aurait pu éprouver quelque embarras à se plaindre de n'être pas élevé au-dessus d'eux; mais sa pensée ne s'arrêta que sur ceux qui étaient mieux traités que lui, et à qui il pouvait se croire supérieur à quelques égards. Il se regarda comme sacrifié, comme humilié, et Napoléon ne réussit à le calmer que par un compliment qui flatta son amour-propre aux dépens d'un des nouveaux maréchaux. Si un amour-propre excessif rend les hommes exigeans et susceptibles, il donne aussi de grandes facilités pour les calmer et les amadouer avec un peu d'adresse.

La guerre continentale, interrompue en 1801, recommença en 1805. Marmont, chargé cette fois du commandement d'un des corps de la grande armée, fit la campagne d'Austerlitz, sans assister pourtant à cette bataille; puis l'empereur lui conféra, avec des pouvoirs très étendus, le gouvernement des provinces nouvellement conquises de l'Illyrie. Il y passa quatre années sans revenir à Paris, et même sans prendre part à la campagne de Prusse, apogée de la gloire et de la puissance militaire de Napoléon, ni à celle de Pologne, dans

laquelle, malgré l'éclat du triomphe définitif, on put entrevoir le premier germe de son affaiblissement, le premier symptôme des dangers auxquels il devait succomber un jour, le commencement de ces conceptions téméraires et gigantesques qui ne pouvaient manquer de lasser tôt ou tard la fortune, de ces effroyables boucheries qui, en privant l'armée française de ses vieux soldats, en l'obligeant à se recruter sans cesse de conscrits adolescens et inexpérimentés, altérèrent bientôt, non pas son héroïsme, mais sa solidité.

Retenu loin de ces glorieux champs de bataille d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, Marmont y perdit probablement l'occasion de gagner un peu plus tôt ce bâton de maréchal auquel il aspirait avec tant d'impatience; mais il semble s'en être consolé dans les jouissances de l'autorité suprême, qu'il exerçait presque sans contrôle dans une contrée éloignée du centre de l'empire, qui ne lui était pas même incorporée, et qui, par sa topographie, par le degré de civilisation et les mœurs étranges d'une partie de ses populations, exigeait absolument une certaine indépendance d'action dans l'homme chargé de la gouverner. La partie des *Mémoires* de Marmont qui se rapporte à cette période de sa carrière a beaucoup d'intérêt. Elle prouve qu'il possédait de vrais talens administratifs, qu'il savait organiser et commander, et que, placé sur un théâtre où tout était, sinon à créer, au moins à réformer, à mettre en rapport avec les besoins du vaste empire dont l'Illyrie devenait une dépendance, il était capable de se défendre également des entraînemens de la routine et d'un penchant exagéré aux innovations. Il savait, en un mot, ce que si peu de personnes savent en France, et ce qui est le véritable secret de la politique conservatrice : employer dans un édifice nouveau les matériaux de celui qu'on est obligé de renverser. Il paraît aussi que, dans cette œuvre de réforme trop tôt interrompue, Marmont sut conquérir la bienveillance des peuples qu'il était chargé de gouverner, et dont il ménageait les habitudes et les préjugés autant que le permettaient les circonstances. Il y a probablement quelque chose à rabattre de ce qu'il raconte à ce sujet avec cette naïveté d'amour-propre, cette complète et calme admiration de lui-même que personne peut-être n'a jamais poussées plus loin; mais on sent ici dans les éloges qu'il se donne un fonds de réalité et de sincérité dont l'apparence manque parfois à ses récits.

Un autre résultat de la situation isolée où il se trouvait alors placé, de la suprématie absolue qu'il exerçait dans son gouvernement, c'est que, ne s'y trouvant en relations d'infériorité ni même d'égalité avec personne, il était à l'abri de ces froissemens d'amour-propre, de ces susceptibilités envieuses auxquelles sa nature le disposait si malheureusement. Le jugement qu'il porte sur les hommes et sur les choses, en retraçant cette époque de sa vie, est donc plus calme,

plus désintéressé, par conséquent plus digne de confiance. Cette disposition meilleure n'est pourtant pas constante. Il y a encore, dans cette partie même de ses *Mémoires*, plus d'une trace de ces préventions passionnées qui lui sont trop habituelles, et qui, si on connaissait parfaitement toutes les circonstances de sa vie, s'expliqueraient toutes, j'en suis convaincu, par des ressentimens personnels. Un différend qu'il eut alors avec le prince Eugène, qui gouvernait le royaume d'Italie, contigu aux provinces illyriennes, est trop évidemment le premier principe de l'aversion qu'il témoigne contre lui et de ses efforts redoublés, non-seulement pour déprécier la capacité du prince, mais encore et surtout pour détruire sa réputation universellement reconnue de droiture et de loyauté, pour construire contre lui une accusation de trahison dont l'échafaudage a été complétement renversé par d'irréfragables réfutations.

Ce séjour dans les provinces illyriennes, s'il ne fut pas la partie la plus éclatante de la vie publique du maréchal, fut peut-être la plus heureuse. La guerre de 1809 y mit fin. Appelé à concourir, avec l'armée d'Illyrie, aux opérations de la grande armée, qui prit Vienne pour la seconde fois, et imposa à l'Autriche, par la victoire de Wagram, la paix triomphante de Schoenbrunn, Marmont rendit dans cette campagne de bons et notables services. Il paraît qu'il commit aussi quelques fautes; il avoue, ou à peu près, que, chargé de poursuivre les vaincus et pouvant faire mettre bas les armes à un corps autrichien considérable, il en perdit l'occasion pour n'avoir pas voulu appeler à son aide un de ses compagnons d'armes avec qui il lui répugnait de partager l'honneur du succès. Napoléon toutefois, sévère à l'excès pour les erreurs de ses lieutenans lorsqu'il en résultait des conséquences fâcheuses, se montrait souvent plus indulgent pour celles que couvraient les faveurs de la fortune. Sans dissimuler à Marmont son mécontentement, il ne lui tint compte que du zèle et des talens incontestables dont il avait fait preuve; il le créa successivement duc de Raguse et maréchal d'empire.

S'il faut en croire le nouveau maréchal, l'attente prolongée de cette haute dignité, à laquelle il lui semblait qu'il arrivait bien tard, quoiqu'il eût à peine trente-cinq ans, avait usé d'avance le plaisir qu'elle lui aurait fait quelques années plus tôt, et il n'en sentit bien le prix qu'en remarquant l'attitude toute différente que prirent à son égard les officiers généraux dont il était auparavant le collègue. Il n'est pas difficile d'apercevoir les motifs qui diminuèrent sa satisfaction, il les indique très clairement : duc et maréchal, il voyait encore au-dessus de lui d'anciens compagnons d'armes, ses aînés, il est vrai, devenus les uns princes souverains, les autres princes titulaires, ce qui constituait le premier degré de l'aristocratie impériale, ou bien pourvus de dotations plus considérables que les

siennes; il se demandait s'ils avaient mieux mérité que lui, et son amour-propre lui répondait que ses titres valaient au moins les leurs.

A tout prendre cependant, et sauf quelques accès d'une orgueilleuse impatience, sa position était trop belle alors dans le présent, et à son âge elle paraissait lui ouvrir sur l'avenir de trop brillantes perspectives pour qu'il ne la vît pas avec quelque complaisance. Suivant la pente invariable de l'esprit humain, qui prête toujours à la situation générale la couleur de la situation personnelle, il ne voyait l'état de la France que sous l'aspect le plus riant. Absent de Paris depuis cinq ans lorsqu'il y retourna après la campagne de Wagram, il ne fut pas médiocrement surpris du changement qui s'était opéré pendant cet intervalle dans l'opinion publique, de l'affaiblissement de la popularité de Napoléon malgré le prodigieux accroissement de sa puissance, et du mécontentement qui, concentré quelques années auparavant dans les faibles restes des partis royaliste et républicain, gagnait peu à peu la masse de la population. Ce mécontentement était contenu, n'ayant aucun organe par lequel il pût s'épancher en public, mais il n'en était pas moins manifeste pour quiconque ne se renfermait pas dans le cercle le plus étroit du monde officiel. Dans ce monde même, il trouvait encore des interprètes qui murmuraient, s'ils n'osaient parler haut. Le maréchal Marmont raconte d'une manière assez naïve l'étonnement, la stupéfaction dont il fut saisi lorsque le ministre de la marine, le duc Decrès, avec qui il avait d'anciennes et intimes relations, le voyant sous le charme des succès de la dernière campagne et des faveurs dont il venait d'être comblé, lui tint cet étrange propos : « Vous voilà bien content parce que vous venez d'être fait maréchal, vous voyez tout en beau. Voulez-vous que je vous dise la vérité? L'empereur est fou, tout à fait fou..., et tout cela finira par une épouvantable catastrophe. » Des admirateurs fanatiques de Napoléon ont voulu nier la possibilité d'un pareil langage tenu en 1810 par un de ses ministres. Pour quiconque n'ignore pas le genre d'esprit du duc Decrès et son humeur caustique et dénigrante, le propos que lui attribue le maréchal n'a rien d'invraisemblable, et comme on ne voit pas trop l'intérêt qu'il aurait eu à l'inventer, je n'hésite pas à le croire vrai.

Il aurait fallu d'ailleurs un grand fonds d'illusion dans un homme qui faisait partie du gouvernement pour ne pas apercevoir déjà les nuages dont commençait à se voiler un horizon naguère si brillant. Comme il arrive souvent, les dernières, les plus étonnantes faveurs que la fortune ait prodiguées à Napoléon coïncidaient alors avec ses premiers revers. Il dictait la paix de Schoenbrunn, il épousait une archiduchesse, mais en Espagne, en Portugal, ses armes avaient

cessé d'être invincibles. Là, pour la première fois, il avait rencontré le seul obstacle dont une nombreuse et brave armée et le génie d'un grand capitaine ne soient pas assurés de triompher à la longue : la résistance d'un peuple unanimement soulevé pour défendre son indépendance. L'Angleterre, en s'associant à cette résistance, en la régularisant, en lui fournissant les ressources qu'elle n'eût pu se procurer par elle-même, avait trouvé un champ de bataille, un point d'appui contre son formidable ennemi. Jusqu'au moment où Napoléon s'était si malencontreusement engagé dans la conquête de la Péninsule, il avait dépendu de lui de faire avec le cabinet de Londres une paix qui n'eût exigé de la part de la France aucun sacrifice, même d'amour-propre. Maintenant, pour arriver à cette paix, il fallait, ou terminer la conquête des deux royaumes péninsulaires, entreprise bien difficile, d'un succès déjà problématique, et qui eût coûté en tout cas beaucoup de temps et de sang, ou abandonner ces deux royaumes, détrôner de sa propre main le roi qu'on avait établi à Madrid, reconnaître ainsi qu'on s'était trompé, et renoncer à être considéré comme invincible à la guerre et comme infaillible dans la politique, c'est-à-dire renoncer au prestige dans lequel Napoléon puisait sa force principale. L'alternative était terrible. Napoléon cependant, forcé désormais de diriger du côté du midi une portion considérable de ses innombrables armées, pouvait craindre à chaque instant de se voir assailli du côté du nord par les puissances qu'il avait vaincues, mais auxquelles il avait fait un sort trop dur pour qu'elles pussent s'y résigner bien longtemps, pour qu'elles ne saisissent pas la première occasion de secouer le joug. Déjà, pendant la première et seule campagne qu'il eût faite de sa personne en Espagne, il avait vu l'Autriche l'attaquer à l'improviste; il avait vu l'armée et la nation autrichiennes, enflammées pour la première fois d'un véritable enthousiasme, porter dans cette agression une vigueur d'initiative moins commune chez elles que l'énergie de la résistance, et balancer un moment la fortune; il avait vu l'Allemagne, tout électrisée, prête à se soulever contre ses oppresseurs pour peu que le sort des armes eût été douteux un instant de plus, et le feu de l'insurrection éclatant déjà dans plusieurs de ses provinces, où la prudence timide des gouvernemens ne suffisait plus à réprimer le patriotisme impatient des peuples. Pendant quelques jours, quelques semaines, la puissance française avait été en péril. La victoire de Wagram, la paix de Schoenbrunn avaient couvert tout cela; mais le côté faible du conquérant avait été mis à jour. Il était évident qu'au nord comme au midi de l'Europe, dans les populations comme parmi les princes, il ne comptait que des ennemis contenus seulement par la terreur, et qui éclateraient dès que cette terreur serait un peu affaiblie. C'était certes le mo-

ment de s'arrêter, de ne plus fournir d'alimens à l'irritation universelle, de travailler à se consolider au lieu de chercher à étendre encore un empire déjà si démesuré. Bien loin de là, Napoléon semblait se plaire à provoquer de nouveaux périls en prouvant à l'Europe, par des actes de plus en plus étranges, qu'avec lui il n'y avait à espérer ni repos ni sécurité. Peu soucieux de l'indignation et de l'effroi qu'avaient excités l'invasion non provoquée du Portugal et de l'Espagne, celle des États-Romains, l'emprisonnement de Ferdinand VII et du souverain pontife, il multipliait ses usurpations, il réunissait à son empire, par un simple sénatus-consulte et sans la moindre apparence de prétexte, la Hollande, les villes hanséatiques, le duché d'Oldenbourg, possédé par un parent de l'empereur de Russie. Il poussait ainsi à bout ce puissant souverain, le seul sur le continent qui n'eût pas encore complétement subi son joug, que jusqu'alors il avait cru devoir ménager, rechercher même, dont il s'était proclamé l'ami, mais que maintenant, dans l'enivrement de son orgueil, il voulait humilier ou écraser à son tour, parce qu'il osait persister dans une politique indépendante. En un mot, Napoléon, si l'on peut ainsi parler, formait de ses propres mains la coalition universelle sous laquelle il devait succomber, et il ne s'apercevait pas que les forces dont il pourrait disposer au jour de la grande crise diminuaient dans la même proportion que s'accroissaient celles de ses ennemis; il ne voyait pas que son admirable armée, trop souvent, trop cruellement décimée par la victoire même et comptant dans son sein trop de jeunes soldats, n'avait déjà plus toute la solidité de l'armée d'Austerlitz et d'Iéna, que si les officiers et les soldats étaient encore pleins d'ardeur, les chefs, comblés de richesses et d'honneurs, commençaient à désirer un repos qui leur permît enfin d'en jouir, que le peuple, sur qui pesait le fardeau sans cesse aggravé de la conscription militaire, aspirait avant tout à en être délivré, et que l'esprit public s'éteignait sous la pression d'un pouvoir sans limites.

Voilà, en réalité, le spectacle que la France présentait dès 1810 aux observateurs tant soit peu clairvoyans, à ceux que la justesse de leur esprit ou la sagacité de leur haine empêchait de se laisser éblouir par le prestige qui cachait encore aux yeux de la foule les signes précurseurs de la tempête. Pour nous, qui jugeons après l'événement, il nous semble qu'on aurait dû les apercevoir plus tôt. C'est que nous ne tenons pas un compte suffisant de l'étonnement, de l'enthousiasme excités par les merveilles des premières années du règne de Napoléon et des puissantes illusions qu'elles avaient fait naître. Soyons indulgens pour ceux qui, arrachés par lui aux horreurs de l'anarchie, lui ont trop facilement et trop longtemps pardonné d'avoir intronisé le pouvoir absolu sur les ruines, non pas de

la liberté (la France ne l'avait pas connue pendant la révolution, sauf tout au plus quelques jours de 1789), mais d'une tyrannie plus dure encore et surtout plus humiliante qu'aucune autre, parce qu'elle était exercée par le plus abject des gouvernemens, par le directoire.

Quoi qu'il en soit, je le répète, en 1810 ce charme commençait à se dissiper, cette force morale commençait à s'épuiser comme toutes les forces dont on abuse. En voyant l'impuissance de Napoléon à triompher, malgré ses plus odieuses violences, de la résistance morale du chef de l'église, ses plus habiles généraux s'épuisant en vains efforts pour dompter l'insurrection espagnole et portugaise soutenue par les Anglais, l'empereur de Russie déjà prêt à se détacher d'une alliance que les exigences de l'empereur des Français lui rendaient trop pesante, et se préparant à une lutte inévitable pour quiconque ne voulait pas subir l'esclavage universel, les esprits clairvoyans se demandaient si l'heure de la délivrance n'allait pas sonner. Dès cette époque, on voit, par la correspondance de lord Wellington avec son gouvernement, que, relégué lui-même avec son armée au fond du Portugal, où il avait peine à se maintenir, il ne désespérait pas de la chute prochaine de Napoléon. Il était évident en effet que l'empire français, avec ses proportions gigantesques, ses élémens hétérogènes, ses bases mal affermies, la haine, la jalousie universelles qu'il inspirait, ne pouvait se soutenir que par une suite non interrompue de succès, et que le premier revers, la première hésitation un peu prolongée de la fortune, qui l'avait jusqu'alors si extraordinairement favorisé, serait contre lui le signal d'un soulèvement européen. C'était là ce qu'espérait lord Wellington, ce que redoutaient les partisans éclairés de Napoléon, ce qu'aucun peut-être n'osait encore lui dire à lui-même, mais ce que quelques-uns, comme le duc Decrès, murmuraient déjà hors de sa présence. Marmont lui-même, si surpris d'abord du langage de ce ministre, fut bientôt amené par les événemens à comprendre la gravité d'une situation que de brillans dehors et l'entraînement de sa prospérité personnelle lui avaient jusqu'alors dissimulée.

II.

L'empereur confia, en 1811, au nouveau maréchal le commandement de l'armée qui, sous les ordres de Masséna, venait d'échouer dans la tentative de reconquérir le Portugal. C'était la première fois que le duc de Raguse se trouvait appelé à un commandement de cette importance. La tâche qu'on lui imposait était grande et difficile. Il s'agissait de réparer un échec qui avait porté un rude coup au prestige des armes françaises, parce que, à l'exception de lord Welling-

ton, personne ne l'avait prévu, parce qu'en Angleterre, comme en France, comme dans toute l'Europe, on s'était généralement attendu à voir réussir une expédition annoncée et préparée avec un grand éclat, et conduite par celui qu'on appelait l'*enfant chéri de la victoire*, par le héros qui venait de se surpasser lui-même en sauvant à Essling l'armée française si gravement compromise. Aujourd'hui que d'abondantes et curieuses révélations nous ont fait connaître ce qui se passait alors dans la Péninsule, qu'elles nous ont montré la détresse des armées françaises, manquant le plus souvent de vivres et d'approvisionnemens de toute espèce, dirigées par des chefs indépendans les uns des autres et toujours divisés, ayant à lutter, non-seulement contre les armées régulières de l'Angleterre, de l'Espagne, du Portugal, et contre les innombrables *guerrillas* qui leur servaient d'auxiliaires,mais contre le mauvais vouloir des populations, privées de tous moyens de communication et d'information, ne possédant que le terrain même sur lequel elles campaient, ignorant complétement ce qui se passait à quelques lieues de là, ne recevant de France des secours, des ordres, des nouvelles qu'à de rares et longs intervalles; aujourd'hui, dis-je, que nous savons tout cela, loin de nous étonner des revers définitifs subis par les lieutenans de Napoléon, nous avons plutôt lieu d'admirer la persévérance et l'habileté qui leur ont permis de se maintenir si longtemps contre un ennemi pourvu de tant d'avantages. Jamais situation ne fut plus déplorable que la leur. Elle l'était d'autant plus que leur maître, qui en était le véritable auteur, qui ne pouvait se dissimuler la gravité des fautes dont elle était le résultat, voulant en détourner de lui-même la terrible responsabilité, essayait de la rejeter sur eux et de se justifier à leurs dépens. Ce n'est pas seulement au point de vue de la morale et de l'honneur que l'Espagne a été le grand écueil de la gloire de Napoléon. Dans aucune autre question, il n'est resté aussi constamment au-dessous de cette prodigieuse habileté, de ce génie dont l'activité toute puissante semblait partout ailleurs dominer la fortune. Il parut n'être venu un moment dans la Péninsule que pour s'assurer par ses propres yeux de l'erreur où il était tombé sur l'état de ce pays, pour se convaincre de l'immensité des difficultés d'une entreprise qu'il avait crue si aisée. S'il était pour lui un moyen de la terminer avec succès, c'était d'y consacrer toutes ses forces, d'en prendre lui-même la direction. Il est permis de penser qu'en s'y mettant tout entier, il serait parvenu à jeter les Anglais dans la mer, et à devenir, au moins pour quelque temps, le maître de la Péninsule; mais il n'osa pas tenter en personne ce coup de dé décisif. Certain, je l'ai déjà dit, du mauvais vouloir de l'Europe entière, que la force et la crainte retenaient seules sous sa domination, et se rappelant qu'en 1809 sa courte ap-

parition en Espagne avait été pour le cabinet de Vienne le signal d'une levée de boucliers qui avait fait chanceler la fortune de la France impériale, il ne voulut pas, en s'éloignant de nouveau, risquer une seconde épreuve, d'autant plus dangereuse que, depuis cette époque, les rapports d'amitié où il était avec la Russie s'étaient beaucoup altérés. Ne voulant pas non plus abandonner l'Espagne, parce qu'il était dans une de ces situations extrêmes où l'on peut croire que le premier pas rétrograde est le principe de la ruine, il poursuivit, par la main de son frère et de ses généraux, une expédition que lui seul pouvait conduire à bonne fin, et comme il sentait bien qu'ainsi conduite elle ne pouvait guère réussir, il ne tarda pas à prendre les affaires d'Espagne dans une sorte de dégoût. Il cessa presque de s'en occuper autrement que pour adresser au roi Joseph et aux commandans des divers corps d'armée des ordres souvent contradictoires et impraticables, des réprimandes presque toujours injustes et mal fondées, ne répondant rien à leurs objections et à leurs justifications, précisément parce que la plupart du temps elles étaient péremptoires, leur refusant les secours en hommes et en argent dont ils avaient le besoin le plus impérieux, et, pour se donner le droit de les blâmer, pour se justifier lui-même à ses propres yeux, affectant de croire qu'ils ne manquaient de rien, puis finissant, lorsque les approches de la rupture avec la Russie vinrent absorber sa pensée, par abandonner au major-général Berthier et au duc de Feltre, ministre de la guerre, deux instrumens plus ou moins habiles, mais dépourvus de génie et d'initiative, le soin de diriger de Paris une guerre dont le succès était désormais impossible.

Je ne veux certes pas diminuer la juste gloire du duc de Wellington. Il a fait de grandes choses en Portugal et en Espagne. A certains momens, il a osé espérer la victoire alors que tout le monde, en Angleterre même, la regardait comme impossible en présence des armées françaises jusqu'alors victorieuses; il a bravé les chances d'une lutte dont le mauvais succès eût appelé sur le ministère anglais et sur lui-même une terrible responsabilité. Peut-être est-ce là, dans toute sa carrière, ce que j'admire le plus, parce qu'il lui a fallu, pour prendre et soutenir une telle résolution, une prévoyance, une sûreté de jugement, une force d'âme qui constituent essentiellement, au moins dans un certain sens, la grandeur morale. Avec des élémens plus que médiocres, il a su créer une des meilleures, des plus solides armées qui aient jamais existé, et triompher, à force de persévérance et de ténacité, des obstacles que lui opposèrent dans les premiers temps la jalousie, les défiances, les lenteurs, l'incapacité de ses alliés espagnols. N'oublions pas néanmoins, en lui tenant compte des difficultés qu'il avait à surmonter, de faire remarquer que, chef unique des armées anglaise et portugaise et plus

tard des armées espagnoles, maître absolu de ses opérations, qu'il n'avait à concerter avec personne, abondamment pourvu de toutes les ressources matérielles que les trésors de l'Angleterre lui fournissaient sans mesure, et secondé par le bon vouloir des populations, qui favorisaient ses mouvemens et ne lui laissaient rien ignorer de ceux de l'ennemi, il avait d'immenses avantages sur les généraux français, à qui tout cela manquait. Il en a certainement tiré parti avec une rare habileté : profitant de toutes les fautes de ses adversaires, il en a lui-même commis très peu, et les a promptement réparées; mais on peut dire, je crois, sans encourir le reproche de malveillance envers lui, que dans une telle situation son triomphe définitif est beaucoup moins surprenant que ne l'eût été un résultat contraire, et que peut-être il a fallu à quelques-uns de ceux qu'il combattait autant de talent et d'énergie pour prolonger une lutte aussi inégale qu'à lui pour la mener à bon terme.

Tel était l'homme contre qui le maréchal Marmont, appelé au commandement de l'armée qui devait conquérir le Portugal, ou tout au moins protéger de ce côté le territoire espagnol, se trouva avoir à combattre; telles étaient leurs situations respectives. Déjà, comme je l'ai dit, les préparatifs de l'expédition de Russie, portant ailleurs les préoccupations du gouvernement français, divisaient ses forces et encourageaient ses ennemis. Non-seulement les généraux français qui faisaient la guerre en Espagne durent comprendre qu'ils n'avaient plus de renforts à attendre, mais on commença à leur retirer quelques-unes de leurs meilleures troupes pour les diriger vers le Nord, et lord Wellington, qui jusqu'alors s'était presque constamment tenu sur une vigoureuse défensive, prit peu à peu, avec lenteur et circonspection, une attitude agressive.

Le duc de Raguse explique très bien les insurmontables obstacles qui l'empêchèrent d'opposer une résistance efficace aux projets du général anglais, l'insuffisance de ses moyens en tout genre, le manque presque absolu d'argent, l'impossibilité d'obtenir d'une population hostile des informations précises sur la marche et la position de l'ennemi. Il démontre péremptoirement que les ordres, d'ailleurs assez mal conçus et contradictoires, qu'on lui envoyait de Paris supposaient constamment un état de choses, des ressources imaginaires, et ne tenaient aucun compte de la réalité. Sa justification me paraît complète, mais elle ne s'applique pas seulement à lui, elle peut être invoquée en faveur de tous les autres généraux employés à cette époque en Espagne; elle explique également leur impuissance et leurs revers, et c'est ce que le maréchal, uniquement préoccupé de sa propre défense, ne paraît pas comprendre. Bien loin de là, il leur prodigue les accusations, les reproches, qu'il trouve avec raison mal fondés lorsqu'il en est lui-même l'objet, mais qui ne sont pas moins

injustes à leur égard. Il veut toujours croire qu'ils avaient toute facilité de se mouvoir pour le secourir, que les embarras, les entraves contre lesquels il avait à se débattre n'existaient pas pour eux, et que la mauvaise volonté, la timidité ou l'impéritie les arrêtaient seules. Ce que Marmont pensait et disait de ses collègues, ses collègues le pensaient et le disaient aussi de lui. En tout temps, en tout pays, on a vu les hommes trahis par la fortune rejeter les uns sur les autres la responsabilité de malheurs dont quelquefois ils sont également innocens.

La bataille des Arapiles, dans laquelle Marmont fut vaincu par lord Wellington, fut le moment décisif de cette crise. Elle donna enfin aux armes de l'Angleterre un ascendant qui, en forçant les Français à évacuer l'Andalousie et même à se retirer momentanément de Madrid, prépara leur expulsion définitive de la Péninsule. Le récit même de Marmont semble confirmer le reproche qui lui a été fait, de s'être attiré cet échec en exécutant devant un ennemi habile, vigilant et brave, une de ces manœuvres savamment compliquées où il aimait à déployer ses talens stratégiques. Ce qui est moins démontré pour moi, c'est qu'il ait commis, comme on le dit généralement, la faute beaucoup plus grave, beaucoup moins pardonnable, de livrer la bataille sans attendre l'arrivée du roi Joseph et du maréchal Jourdan, qui lui amenaient des renforts considérables, mais avec qui il ne voulait pas, dit-on, partager l'honneur de la victoire. Sans prétendre m'ériger en juge de la controverse qui s'est élevée à ce sujet, je dois dire que les argumens par lesquels le duc de Raguse essaie de prouver qu'il ignorait l'arrivée prochaine de ces auxiliaires, et qu'il ne pouvait pas même l'espérer, me semblent avoir beaucoup de poids.

Atteint d'une blessure très grave, dans laquelle son amour-propre put se complaire à trouver la cause déterminante de sa défaite, le maréchal se vit forcé de résigner le commandement et de rentrer en France. Cette blessure et les ménagemens qu'elle exigeait le mirent à l'abri des premiers éclats de la colère de Napoléon, qui, apprenant au milieu de la Russie le désastre des Arapiles, se montra d'abord disposé à l'en rendre responsable. Bientôt le désastre de la retraite de Moscou vint faire comprendre à l'empereur qu'il n'avait plus le droit de se montrer sévère pour les échecs, ni même, jusqu'à un certain point, pour les fautes de ses lieutenans. Réduit d'ailleurs à la nécessité d'employer ses dernières ressources, de faire appel à tous les courages, à tous les talens que la mort, les infirmités ou le découragement n'avaient pas encore frappés, il confia à Marmont, non encore rétabli de sa blessure, le commandement d'un de ces nouveaux corps, composés en grande majorité de conscrits, avec lesquels, pendant la campagne de Saxe, il devait soutenir une lutte

si inégale contre la coalition européenne, incessamment grossie par la défection des alliés de la France et appuyée par l'enthousiasme patriotique du peuple allemand.

Marmont ne manqua pas à sa réputation d'habileté et de fermeté. Après avoir lu les curieux détails que contiennent ses *Mémoires* sur cette terrible campagne de 1813, on comprend parfaitement les causes de nos revers définitifs. Sans parler même de l'inégalité des forces, sans tenir compte du poids que mettaient contre nous dans la balance les dispositions morales des populations, il y avait encore cette circonstance, que les armées étrangères s'étaient améliorées en s'instruisant à notre école, en s'habituant à ce système de guerre à outrance, sans relâche, sans repos, auquel nous avions dû tant de succès lorsque nous le pratiquions seuls contre des ennemis endormis dans la routine. Au contraire l'armée française, composée d'hommes trop jeunes, trop faibles physiquement, trop complétement inexpérimentés, n'avait plus l'incomparable solidité des anciens jours. Ces conscrits étaient encore admirables d'élan et d'audace au moment de l'action, mais au premier revers ils se décourageaient, ils ne rêvaient plus que des malheurs nouveaux, les forces leur manquaient pour supporter les rudes épreuves qu'ils avaient à subir; la fatigue, la maladie, les décimaient rapidement. Les chefs se laissaient gagner à la lassitude commune et n'aspiraient plus qu'au repos; quelques-uns étaient tombés au-dessous d'eux-mêmes depuis que la fortune avait cessé de leur sourire.

Marmont peint très bien cet état de choses, tout en y mêlant parfois des appréciations dont on peut suspecter la sincérité ou tout au moins l'exactitude, parce qu'elles portent sur des faits où son amour-propre était intéressé. Il raconte aussi d'importans entretiens qu'il eut alors avec Napoléon. Bien que, suivant toute apparence, les préoccupations du maréchal aient un peu altéré les souvenirs qu'il en avait conservés, le fond en est très certainement vrai. On comprend que Napoléon, déjà entraîné vers sa ruine et le sentant au fond de son âme plus qu'il ne voulait l'avouer et qu'il ne se l'avouait à lui-même, trouvât quelque douceur, quelque soulagement à causer avec le plus ancien de ses compagnons d'armes, avec l'ami de sa jeunesse, avec celui dont l'intelligence était le plus capable de comprendre et de discuter ses grandes conceptions, bien que d'autres pussent être plus propres à les exécuter.

La campagne finit comme l'avaient prévu presque tous les esprits éclairés : l'armée française, aux trois quarts détruite, fut rejetée au-delà du Rhin, sur le territoire de l'ancienne France, où les alliés victorieux ne tardèrent pas à pénétrer après elle. Alors commença, au milieu des rigueurs de l'hiver, cette immortelle campagne, la plus étonnante peut-être de toutes celles de Napoléon, où on le vit

pendant trois mois, avec quelques milliers de vieux soldats mêlés à de jeunes conscrits qui n'avaient pas eu le temps d'apprendre le maniement des armes, tenir tête à des forces cinq ou six fois plus nombreuses, leur livrer des combats presque journaliers, surprendre, repousser successivement toutes leurs divisions, et les mettre enfin au point de n'oser prendre l'offensive là où il se trouvait en personne, souvent même de fuir à sa seule approche, de mettre toutes leurs chances de salut dans la possibilité de lui dérober quelques marches, enfin d'hésiter s'ils ne repasseraient pas, dans une retraite précipitée, le Rhin si récemment franchi. Marmont fut encore, pendant ces trois mois si pleins de faits éclatans, un des plus dignes lieutenans de l'empereur. Comme les autres maréchaux, il avait à peine sous ses ordres un nombre de soldats égal à celui qui, en d'autres temps, était confié à un général de brigade; mais, par sa prodigieuse activité, il semblait les multiplier. Nulle part encore je n'ai trouvé un tableau aussi vif, aussi détaillé, aussi saisissant de ces combats héroïques que celui qu'il en trace dans ses *Mémoires*. On peut seulement regretter qu'en se rendant à lui-même, en rendant à l'armée en général une pleine justice, il se montre moins équitable envers Napoléon. Si ses récits, arrangés avec un certain art, pouvaient prévaloir contre l'évidence et le témoignage universel, on pourrait presque croire que tant de prodiges s'accomplirent indépendamment du chef suprême de l'armée, qui, par d'énormes fautes, en aurait plus d'une fois compromis et perdu les résultats. Il est telle bataille, celle de Champaubert par exemple, à laquelle on pourrait penser, d'après la narration du maréchal, qui s'en attribue tout l'honneur, que Napoléon n'a pas même assisté. Faut-il voir dans cette malveillance, plus sensible ici que partout ailleurs, l'effet d'un désir secret de décrier le souverain dont il allait bientôt après se séparer? Ou bien, lorsqu'il écrivit cette partie de ses *Mémoires*, était-il encore sous l'impression pénible des reproches très vifs et très amers que Napoléon lui jeta presque publiquement à la suite d'une journée malheureuse où il s'était laissé surprendre et avait éprouvé une perte considérable? Il est à remarquer qu'il ne parle pas de ces reproches, attestés par d'autres historiens, et je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il trouve des raisons spécieuses pour démontrer qu'on ne pouvait équitablement le rendre responsable de cet échec. Peut-être ces raisons sont-elles valables : en Champagne comme en Espagne, et bien plus encore, quoique pour des motifs en partie différens, il y a lieu d'admirer les succès de nos soldats plutôt que de s'étonner de leurs échecs; ce qui est malheureusement certain, c'est que ce revers exerça une influence très fâcheuse sur l'issue de la campagne.

On a été d'ailleurs bien injuste pour le duc de Raguse lorsqu'on

a supposé que le ressentiment de la réprimande sévère de Napoléon a pu affaiblir le dévouement avec lequel il l'avait servi jusqu'alors. Marmont devait avoir encore un jour héroïque, le plus héroïque peut-être de toute sa carrière. Ce fut celui où, chargé de la défense de Paris avec son faible corps et celui du maréchal Mortier pendant que l'empereur était retenu au loin par une tentative hasardée où il avait placé l'espérance de son salut et qui devait le perdre, on vit le duc de Raguse soutenir pendant douze heures une lutte désespérée contre la grande armée alliée, dont les forces étaient hors de toute proportion avec les siennes, faire tout à la fois l'office de général et celui de soldat, et n'abandonner le terrain qu'au moment où il ne lui était plus possible de continuer à combattre sans exposer la capitale de la France à être prise d'assaut. Si, alors qu'à la tête de cinquante grenadiers il chassait de Belleville une colonne ennemie qui y avait pénétré, une balle eût mis fin à ses jours, son nom serait resté inscrit parmi ceux des plus glorieux martyrs de la patrie. Les odieux calculs de l'esprit de parti agissant sur la crédulité des passions populaires et sur la vanité nationale ont pu seuls accréditer pendant quelque temps dans le vulgaire la croyance qu'en signant la capitulation de Paris, il avait commis un acte de trahison.

III.

Malheureusement ce jour si glorieux pour Marmont devait être suivi de bien près de celui qui a fait la fatalité de son existence, et dont le souvenir a rempli d'amertume le reste de sa vie. C'était le 30 mars qu'il avait livré la bataille de Paris; le 4 avril, replacé sous les ordres directs de Napoléon, dont il commandait l'avant-garde à Essonne, il prenait avec le prince de Schwarzenberg, généralissime des alliés, des arrangemens par lesquels il se séparait de son souverain, de son général, de son ancien ami, reconnaissait le gouvernement provisoire proclamé par le sénat sous l'influence de l'empereur Alexandre, et s'engageait, avec ses troupes, à ne plus combattre la coalition.

Si, au lieu de prétendre justifier un tel acte, Marmont et ses apologistes s'étaient contentés d'essayer de l'excuser et d'en atténuer le caractère odieux en rappelant l'entraînement presque universel qui poussait alors la France à se détacher du régime impérial, la lassitude des esprits et des plus fermes courages, l'affaiblissement général du sentiment patriotique usé en quelque sorte par la fatigue et la souffrance, le grand nombre d'hommes justement estimés et considérables par leur position qui, dans Paris, s'étaient déjà ralliés au gouvernement provisoire, les invitations pressantes que plu-

sieurs d'entre eux avaient fait parvenir au maréchal, la démarche même que les autres maréchaux faisaient en ce moment auprès de Napoléon pour le contraindre à abdiquer, — il serait certes de toute justice de tenir grand compte de ces circonstances dans l'appréciation de la conduite du duc de Raguse. On devrait le plaindre de s'être trouvé placé dans une position qui, l'isolant de ses compagnons d'armes, donna de sa part le caractère d'une défection personnelle et préméditée à ce qui, pour les autres, se confondit avec un entraînement général. Le maréchal toutefois avait trop d'orgueil pour se contenter de cette appréciation indulgente autant qu'équitable. Il ne lui suffisait pas d'être excusé, il a voulu être pleinement justifié, presque glorifié pour le fait même que l'opinion publique avait jugé avec une sévérité exagérée. Et comme l'orgueil est un mauvais conseiller, comme il égare les esprits les plus fins et même parfois les plus justes (ce que n'était pas toujours celui de Marmont), il lui a inspiré un système d'apologie bien maladroit, qui, déjà produit à plusieurs reprises par ses amis, est exposé dans ses *Mémoires* avec des développemens dont l'abondance ne le rend pas plus péremptoire, ni même plus spécieux.

En quoi consiste en effet ce système, dégagé des divagations et des déclamations qui l'accompagnent? Je vais le résumer en peu de mots. Au moment où Napoléon, pressé par les autres maréchaux, se décida à négocier avec les alliés sur son abdication, Marmont n'avait pas encore conclu avec le prince de Schwarzenberg la convention par laquelle il devait séparer ses troupes de l'armée impériale; les bases en étaient seulement arrêtées, les paroles engagées. Sur ces entrefaites, Marmont, apprenant que Napoléon avait signé son abdication, invité par les maréchaux Ney, Macdonald et par le duc de Vicence à se joindre à eux pour aller négocier à Paris avec les alliés le traité qui devait en être la conséquence, demanda au prince de Schwarzenberg et obtint que l'exécution des engagemens dont ils étaient déjà convenus serait *suspendue* pendant cette négociation, et en partant pour Paris avec les autres plénipotentiaires français, il enjoignit à ses généraux de division d'ajourner jusqu'à nouvel ordre le mouvement qui devait les faire passer en quelque sorte dans les rangs ennemis. Ce ne fut qu'après son départ que ces généraux, se persuadant, par l'effet d'un malentendu, que l'empereur était informé de ce projet de désertion et redoutant les effets de son ressentiment, prirent sur eux de hâter l'exécution du mouvement. Marmont n'eut donc aucune part à leur détermination, qui fut prise malgré ses recommandations expresses; il la regretta vivement parce qu'elle était de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'issue de la négociation entamée à Paris. Apprenant cependant

que les soldats et les officiers secondaires qu'on n'avait pas mis dans le secret s'étaient révoltés contre leurs chefs dès qu'ils avaient compris, en arrivant à Versailles, quel était le but de cette marche, il courut à eux, brava leurs emportemens, les calma par sa présence d'esprit, les dirigea vers les départemens de la Normandie, et, cédant à la nécessité pour prévenir de plus grands malheurs, assura ainsi l'accomplissement d'une défection qu'il avait pourtant déplorée parce qu'il la jugeait prématurée.

Tel est l'exact résumé des moyens justificatifs allégués par le maréchal. C'est en s'appuyant sur cet exposé qu'il n'hésite pas, dans un aveuglement bien étrange, à présenter sa conduite comme un modèle de fidélité et de dévouement, et qu'il se montre lui-même comme une victime des injustices de l'opinion, qui aurait méconnu sa loyauté en même temps qu'elle prodiguait au prince Eugène et à d'autres, coupables suivant lui de trahison, des éloges immérités. Il m'est absolument impossible, je ne dis pas d'adhérer à cette argumentation, mais de la comprendre. Le récit du duc de Raguse ne me paraît modifier en aucun point essentiel ce que le public avait su, ce qu'il avait cru dès le premier moment sur cette triste affaire. Qu'importe que son traité avec le prince de Schwarzenberg n'ait été signé qu'après l'abdication, si les engagemens qu'il consacrait étaient arrêtés alors que le maréchal croyait Napoléon résolu encore à défendre sa couronne, et ignorait qu'il eût été déjà contraint d'abdiquer? S'il a *suspendu* l'exécution de ces engagemens pendant la durée de la négociation à laquelle il prenait part, cela ne voulait-il pas dire qu'ils reprendraient toute leur force dans le cas où la négociation viendrait à échouer? Si ses généraux divisionnaires, sans tenir compte de cette suspension, ont consommé précipitamment la défection au lieu d'attendre l'ordre définitif qu'il devait leur donner, n'était-ce pas lui qui les avait placés sur la pente fatale où ils n'ont pas su se tenir en équilibre aussi longtemps que cela aurait convenu à ses calculs? La précipitation avec laquelle ils ont agi n'était-elle pas une conséquence presque forcée de la fausse position où il les avait mis? L'indignation qu'il témoigne de ce qui lui paraît de leur part une désobéissance criminelle est un trait caractéristique. Elle prouve une fois de plus combien les esprits les moins naïfs par nature le deviennent quelquefois lorsqu'ils sont absorbés par un sentiment de personnalité qui ne leur permet de rien voir au-delà de ce qui les touche : lui qui venait d'abandonner son souverain pour traiter avec l'ennemi, il ne trouve pas de paroles assez sévères pour ses propres subordonnés, qui, dans un moment de trouble, n'ont pas exécuté à la lettre les ordres qu'il leur a donnés.

Je dirai toute ma pensée sur les motifs qui entraînèrent la réso-

lution du duc de Raguse à cette époque si décisive de sa vie. Il eût reculé, bien que très ambitieux, devant une trahison à laquelle se fût attachée immédiatement une récompense, quelque éclatante qu'elle pût être; mais l'idée que son adhésion, en assurant le succès du grand mouvement dont les premiers corps de l'état et la capitale tout entière avaient pris l'initiative, rendrait la paix au monde et sauverait la France épuisée, cette idée, sous laquelle se dissimulait à ses yeux la perspective séduisante des hautes destinées qui ne pouvaient manquer de lui être réservées dans l'ordre de choses nouveau, troubla son imagination. Il ne comprit pas que si, dans les crises politiques, la grandeur, la diversité, la complication des intérêts publics, peuvent jeter de l'incertitude sur les devoirs de l'homme d'état, ceux du soldat en présence de l'ennemi ne sont jamais douteux; il oublia que l'opinion, souvent si indulgente pour toute autre nature de défection, a constamment jugé avec une impitoyable rigueur l'acte du guerrier abandonnant sur le champ de bataille un chef trahi par la fortune.

Quelque confiance qu'affecte d'ailleurs le maréchal en développant cette apologie, on sent qu'il n'est pas pleinement rassuré sur l'effet qu'elle doit produire. Il s'efforce de nous émouvoir par la vive peinture de l'anxiété qu'il ressentit en sacrifiant tout son passé à ce qu'il regardait, dit-il, comme un devoir envers la patrie. Il affirme que son intention avait été d'abord d'aller trouver Napoléon après avoir, par sa défection, achevé de le renverser, et de lui demander la permission de s'associer à sa mauvaise fortune, de ne plus se séparer de lui. Je veux admettre que ce projet ait pu traverser son esprit, ébranlé par les doutes, les angoisses, dirai-je les remords? qui devaient l'assaillir à cette heure fatale; mais la moindre réflexion l'eût convaincu qu'après ce qu'il venait de faire, sa présence et sa société ne pouvaient plus être une consolation pour l'empereur exilé, à qui elles eussent rappelé sans cesse les plus pénibles souvenirs.

Bientôt distrait de ses regrets par les félicitations et les flatteries dont il se voyait l'objet tant de la part des étrangers que de la part de l'opinion triomphante, Marmont tourna toutes ses pensées vers un avenir sur lequel il semble s'être fait d'abord d'étranges illusions. Ses *Mémoires* ne sont pas très explicites sur ce point, mais il est facile d'entrevoir, à travers les aveux qu'il laisse échapper, ce qu'il n'a pas jugé à propos d'énoncer formellement. Il exprime l'opinion que les Bourbons auraient dû partager la France en grands commandemens confiés à des maréchaux qu'on aurait investis de pouvoirs très étendus. Il croyait donc que le régime militaire était le meilleur moyen de consolider la restauration. C'est apparemment sous l'influence de cette idée singulière qu'un jour, pendant la du-

rée du gouvernement provisoire, dans un conseil auquel il avait été admis pour y présenter je ne sais quelles réclamations en faveur de l'armée, il menaça, s'il faut en croire son propre récit, le ministre des finances de le faire sauter par la fenêtre, parce qu'il s'était permis de repousser ces réclamations avec trop peu de ménagement. Il fallait fermer les yeux à l'évidence pour croire que la réaction violente produite par la fatigue de vingt-cinq années de guerre et par les excès du pouvoir absolu pût aboutir au règne du glaive. La France, qui ne connaît guère les termes moyens, était alors emportée vers la liberté par un de ces courans irrésistibles qui, à d'autres époques, en haine des exagérations de cette même liberté, l'ont jetée non moins irrésistiblement dans le despotisme. Il n'y avait rien d'ailleurs dans les Bourbons qui rendît possible un pareil régime; leurs qualités comme leurs défauts y répugnaient invinciblement.

Pour s'expliquer les illusions auxquelles Marmont se laissa entraîner en 1814 sur l'avenir réservé aux hommes de guerre, il faut tenir compte de quelques circonstances assez oubliées aujourd'hui parce qu'elles furent tout à fait passagères. Pendant les premiers instans de la restauration et surtout dans l'intervalle qui sépara la chute de Napoléon de l'installation complète du gouvernement royal, l'armée fut l'objet de ménagemens et de caresses qui avaient presque le caractère de l'adulation. La gloire dont elle resplendissait jusque dans ses revers au milieu de l'humiliation du reste de la France, la présentait comme la seule force avec laquelle il y eût à compter. Aussi, tandis que l'administration et les établissemens de l'empire, sans en excepter le sénat, qu'on avait cessé de ménager depuis qu'il avait voté la déchéance de l'empereur, étaient livrés aux insultes d'un parti violent et au dédain universel, tandis que la presse signalait son affranchissement momentané par les outrages qu'elle leur prodiguait, les étrangers, les royalistes, même les plus exagérés, s'efforçaient de consoler l'armée, de lui faire oublier son ancien chef et de la rattacher au gouvernement des Bourbons en l'enivrant de flatteries. On lui répétait sur tous les tons que, par ses immortels exploits, elle avait conservé et augmenté la gloire de la France sous les déplorables gouvernemens qui, sans elle, eussent déshonoré la patrie. Le roi lui-même essayait de lui faire croire que, dans son exil, il s'était réjoui des victoires qu'elle remportait. Il disait aux maréchaux, en les recevant pour la première fois, que désormais c'était sur eux qu'il voulait s'appuyer. Ces maréchaux, dont on s'exagérait l'influence sur leurs compagnons d'armes, étaient particulièrement entourés de prévenances et de cajoleries. Quand on lit les actes, les mémoires du temps, les dépêches même de la diplomatie, on voit qu'on les faisait entrer dans toutes les combinaisons, qu'on s'enquérait sans cesse de leurs sentimens, de leurs opinions,

comme s'ils eussent formé un corps constitué, délibérant et agissant en commun, comme si surtout ils avaient été les véritables représentans, les fondés de pouvoir, les organes infaillibles des soldats et des officiers placés naguère sous leur commandement. Moins encore pour les flatter en les grandissant dans l'opinion que pour abaisser Napoléon en les intéressant à cet abaissement, on affectait de dire que c'était à leurs talens, à leur héroïsme, qu'il était redevable des succès éclatans dont il s'était attribué tout l'honneur. Il n'était pas jusqu'aux émigrés, jusqu'aux grands seigneurs rentrant avec Louis XVIII ou sortant de leur retraite pour reprendre auprès de lui leurs fonctions de cour, qui, à ce premier moment, dans l'enivrement de la joie que leur causait un retour de fortune si inattendu, ne témoignassent aux généraux de l'empire la courtoisie la plus empressée. Ceux-ci en étaient plus touchés qu'on ne pourrait le croire. Aujourd'hui que les noms de ces guerriers, grandis par le temps, nous apparaissent, à travers les magiques souvenirs de l'empire, avec l'auréole de gloire qui n'appartenait en réalité qu'à quelques-uns d'entre eux, nous avons peine à concevoir qu'ils pussent être si sensibles aux gracieusetés d'hommes de cour dont la seule illustration était celle de leurs ancêtres; mais alors les lieutenans de Napoléon, en dépit de tout ce qu'on faisait pour les rehausser, ne se présentaient pas aux imaginations, ils ne se voyaient pas eux-mêmes sous un aspect aussi imposant. Malgré l'éclatante bravoure qui leur était commune à tous, la médiocrité des uns, les faiblesses diverses de plusieurs, l'absence de culture et d'éducation que l'on remarquait chez un bon nombre, frappaient trop les yeux pour qu'on n'éprouvât pas quelque surprise d'une élévation si soudaine et si récente; eux-mêmes, s'ils s'y étaient facilement habitués lorsqu'ils se trouvaient encadrés dans un monde nouveau dont tous les élémens étaient si jeunes encore, ils se sentaient déplacés, mal à l'aise en présence de l'ancien régime renaissant : ils avaient quelque peine à croire que leur fortune pût survivre au grand empire qui les avait faits ce qu'ils étaient, ils avaient besoin d'être rassurés. Au temps de leur jeunesse, lorsqu'ils étaient encore presque tous simples soldats, lorsque leurs espérances les plus hardies s'élevaient à peine à l'épaulette de sous-lieutenant, ils se souvenaient d'avoir vu, déjà revêtus de l'habit de colonel ou d'officier-général, ces courtisans élégans et polis qui maintenant les traitaient en égaux. Le prestige du passé n'était pas assez effacé pour qu'un tel changement dans les situations réciproques ne fît pas sur eux une impression profonde, et ces hommes qui avaient commandé des armées, gagné des batailles, conquis et gouverné des provinces, étaient éblouis et enivrés des avances de quelques grands seigneurs : cela était dans la nature. Un très grand orgueil eût pu seul les préserver de cet entraînement

de vanité. Marmont, par son esprit, par son éducation, par sa naissance même, semblait un peu mieux placé que les trois quarts de ses collègues pour échapper à cet entraînement; mais il y avait trop loin encore, dans les idées anciennes et qui semblaient alors reprendre faveur, d'un simple gentilhomme tel que lui à un homme de cour, pour qu'il n'éprouvât pas lui-même une vive émotion d'avoir franchi cet intervalle.

Je n'ai pas à dire ici combien fut courte cette espèce de lune de miel, quelle fut la part des nécessités inévitables et celle des maladresses gratuites dans les circonstances qui, en peu de mois, rendirent complétement hostiles à la royauté non-seulement les soldats et les officiers subalternes qui ne s'étaient pas ralliés bien franchement à elle, mais la grande majorité de ces généraux qui avaient d'abord paru se donner de si bon cœur, et même une partie des maréchaux. Sauf quelques-uns, qui, pour des motifs parfois assez mal fondés, avaient été laissés dans un état de disgrâce fort impolitique, les maréchaux cependant avaient été comblés de faveurs. On avait cru, bien à tort, que le reste de l'armée trouverait dans les distinctions accordées à ses chefs la compensation de ce qu'on ne voulait ou de ce qu'on ne pouvait pas faire pour elle. On les avait élevés à la dignité de la pairie, fort peu prodiguée alors; plusieurs avaient eu des gouvernemens militaires; Ney et Oudinot avaient été placés à la tête de l'ancienne garde impériale, conservée en qualité de corps d'élite. Enfin Berthier et Marmont avaient obtenu le commandement de deux nouvelles compagnies de gardes du corps ajoutées aux quatre anciennes. Un trait qui caractérise les idées du temps, c'est que ce commandement, à peine militaire, qui plaçait des maréchaux de France de niveau avec des courtisans dont quelques-uns n'avaient jamais servi, était universellement considéré comme la plus éclatante récompense qu'il eût été possible de leur accorder. Entre tous les maréchaux, on l'avait réservée à l'ancien major-général de la grande armée, à l'homme que Napoléon avait tiré de pair en le créant prince souverain de Neuchâtel, et à celui qui avait eu le malheur de se donner un titre particulier à la bienveillance de la royauté en abandonnant le premier la cause et l'armée impériales. Il eût été habile à Marmont de refuser cette distinction, qui, par sa nature, rappelait trop que le nouveau roi croyait avoir envers lui des obligations particulières. S'il fût resté autant que possible, pendant ces premiers instans, confondu avec ses collègues, il eût gardé ainsi le droit de dire, avec quelque apparence de vérité, que sa conduite, bonne ou mauvaise, n'avait été dirigée par aucune vue intéressée. Il ne sut pas résister à la séduction d'un emploi qui lui faisait prendre place auprès d'anciens ducs et pairs.

Ses *Mémoires* font de la première restauration un tableau incomplet

sans doute, mais, à bien des égards, frappant de vérité. Le caractère, l'esprit de Louis XVIII, si complexes, si contradictoires, le mélange de qualités, de défauts, de ridicules même, qui en faisaient, à certains points de vue, la représentation vivante de l'ancien régime, et à d'autres le rendaient propre à inaugurer un gouvernement constitutionnel, tout cela est peint à merveille, avec finesse et sagacité, sans trop de malveillance. En lisant ces curieux récits, en voyant tout ce qu'il y avait d'inconciliable dans les deux sociétés, rapprochées, juxtaposées alors par des événemens de force majeure, mais non pas fondues, et parfaitement hors d'état de se comprendre l'une l'autre, on sent qu'une crise était presque inévitable, et que le retour de Napoléon en fut l'occasion bien plus que la cause déterminante.

Aux approches du 20 mars, lorsque Napoléon n'était plus qu'à quelques journées de Paris, lorsqu'à chaque heure on apprenait la défection de quelqu'un des corps envoyés pour le combattre, et qu'il avait ralliés sous l'étendard aux trois couleurs, Marmont fut chargé du commandement en chef des douze compagnies d'officiers de la maison du roi, la seule force sur laquelle on pût compter d'une manière absolue, mais qui ne présentait, malgré son dévouement et sa bravoure, qu'une bien faible ressource. A la cour, tous les esprits étaient éperdus, le découragement le plus complet avait succédé à une aveugle confiance. On ne savait à quoi s'arrêter. On promettait d'attendre l'ennemi, et déjà on pensait à une fuite qu'on différait néanmoins de moment en moment. Marmont demandait instamment que l'on prît un parti sans plus tarder, que si l'on croyait devoir quitter Paris, on se ménageât d'avance un point de retraite où il fût possible de résister et de rallier les amis du trône, que si au contraire on voulait rester dans la capitale, on avisât sérieusement aux moyens de s'y maintenir. Il proposa de mettre les Tuileries et le Louvre en état de défense, de les fortifier de telle façon que, pour s'en emparer, il fallût les démolir avec de l'artillerie de gros calibre. Il offrit de se charger de cette défense, si on voulait lui donner trois mille hommes sûrs et des vivres pour deux mois. La maison du roi, disait-il, peu propre par son organisation et son défaut d'expérience militaire, à combattre en rase campagne, serait excellente pour ce service. Le roi, avec les ministres et les deux chambres, resterait donc dans son palais. Napoléon, maître du reste de Paris, n'oserait l'y attaquer par un siége régulier, par un bombardement, seul moyen de s'emparer de cet asile ainsi défendu; il craindrait l'indignation de l'Europe, de la France, de Paris même; les femmes séduiraient les soldats impériaux, la résolution magnanime du roi ébranlerait les troupes, électriserait la population. De toutes parts éclateraient des soulèvemens royalistes, d'autant plus

que Monsieur et ses deux fils, au lieu de s'enfermer avec le roi, iraient sur les divers points de la France lui chercher des défenseurs, et les armées de l'Europe, accourant bientôt au secours du trône menacé, n'auraient en quelque sorte rien à faire. — Le roi, après avoir entendu cette proposition, promit d'y réfléchir; mais comme le duc d'Havré, à l'instigation du maréchal, la lui rappelait bientôt après, Louis XVIII répondit, en faisant allusion aux sénateurs romains égorgés par les soldats de Brennus : « Vous voulez donc que je me mette sur une chaise curule? Je ne suis pas de cet avis ni de cette humeur. » Il faut le témoignage même du duc de Raguse pour croire qu'il ait pu proposer un plan aussi extravagant. Ce qui est presque incroyable, c'est qu'à l'époque où il écrivait ses *Mémoires*, il pût penser encore qu'on avait eu tort de le rejeter.

Louis XVIII ayant quitté Paris et ensuite passé la frontière pour s'établir à Gand, le maréchal le suivit à la tête de la portion de la maison du roi et des volontaires qui protégea sa retraite en émigrant avec lui. Lors même que ses fonctions de capitaine des gardes ne lui en eussent pas imposé le devoir, la position personnelle que lui avait faite l'événement d'Essonne ne lui aurait pas permis de rester en France. Napoléon, non content de le porter sur une liste de proscrits, l'avait signalé, dans une proclamation, comme ayant par sa trahison livré Paris aux étrangers. L'empereur savait parfaitement que cette imputation était dénuée de toute vérité, mais il la croyait propre à produire un effet utile à ses vues. C'était faire beau jeu à Marmont que de le calomnier ainsi. Réfugié sur le sol étranger, il publia, pour se justifier, un mémoire qui, par la mesure et la simplicité du langage, forme un contraste frappant avec la plupart des documens de cette époque.

Dans la position pénible et fausse où il se trouvait, il sut garder une attitude assez digne. La Belgique était alors couverte de soldats coalisés qui se disposaient à envahir la France. Il comprit qu'il ne convenait pas à un ancien maréchal de l'empire, même proscrit, d'assister de trop près à ces préparatifs, d'entendre les propos de haine et de vengeance par lesquels nos ennemis s'excitaient à une lutte désespérée. Il avait d'ailleurs été question de joindre aux armées alliées le faible corps réuni autour du roi, et dont Marmont avait le commandement : il ne voulait pas se trouver mêlé à une telle combinaison, qui fut heureusement abandonnée. Avec la permission de Louis XVIII, il partit pour l'Allemagne, et c'est là qu'il apprit la bataille de Waterloo et la chute définitive du trône impérial.

IV.

La seconde restauration, que la déplorable influence d'un parti devait bientôt précipiter dans une réaction violente non moins funeste pour elle que pour ses ennemis, s'annonça d'abord par des actes de conciliation et de sagesse et par d'utiles réformes. Une de ces réformes, qui tendait à une meilleure organisation de l'armée, entraîna la suppression de la compagnie de gardes du corps dont le maréchal Marmont était le chef. Il en fut dédommagé par un des quatre emplois de major-général de la nouvelle garde royale, conférés tous à des maréchaux. Ces maréchaux devaient commander successivement par quartier la garde tout entière. De pareilles fonctions convenaient beaucoup mieux à Marmont que celles qu'il perdait. Il avait été consulté sur le mode de formation de cette garde, et ses conseils, appuyés par l'empereur Alexandre, avaient prévalu sur ceux du ministre de la guerre, le maréchal Gouvion Saint-Cyr, qui n'eût pas voulu donner à ce corps d'élite une force numérique aussi considérable ni des priviléges aussi étendus.

Il faut rendre cette justice au duc de Raguse, que, vivant alors dans le monde de la cour et de l'ancienne aristocratie, où dominaient les passions vindicatives de la réaction, il sut, pour son compte, résister au torrent. Si, dans le procès du maréchal Ney, il vota la mort comme les autres maréchaux et la plupart des généraux siégeant avec lui à la chambre des pairs, qui virent surtout dans l'acte reproché à l'accusé un crime militaire injustifiable à tous les points de vue, il fut du petit nombre de ceux qui demandèrent sans succès que la chambre le recommandât à la clémence du roi. Dans l'affaire de M. de Lavalette, poursuivi alors avec une fureur que ceux mêmes qui la partageaient ne peuvent plus comprendre aujourd'hui, il n'hésita pas à se compromettre pour servir la cause de l'humanité. Le témoignage qu'il se rend à ce sujet est confirmé par tous les contemporains.

Il avait été autrefois lié intimement avec M. de Lavalette, aide-de-camp, comme lui, du général Bonaparte pendant la première campagne d'Italie. Des dissentimens politiques les avaient depuis quelque temps éloignés l'un de l'autre; mais le maréchal, en présence d'une si grande infortune, sentit renaître sa vieille affection. Lorsque l'arrêt de mort eut été rendu par la cour d'assises et pendant que la cour de cassation était saisie du pourvoi, il fit offrir ses services au condamné. Celui-ci, dans une lettre remplie des expressions de la plus vive reconnaissance, le supplia d'obtenir au moins qu'un de ses vieux compagnons d'armes ne montât pas sur l'échafaud. « En tombant sous les balles d'un piquet de braves gre-

nadiers, lui écrivit-il, je croirais encore mourir au champ d'honneur. » Le maréchal montra cette lettre au roi, qui eût voulu aussi sauver M. de Lavalette, mais qui, intimidé par les démonstrations de la chambre introuvable, ne lui dissimula pas la nécessité où il croyait être de se refuser même à cet adoucissement. Marmont ne se découragea pas. Mme de Lavalette lui ayant parlé d'un plan d'évasion, il l'engagea à ne pas y recourir encore et à tâcher de pénétrer jusqu'auprès du roi et de Madame pour émouvoir leur pitié. La chose n'était pas facile. Depuis qu'il avait été résolu que la grâce ne serait pas accordée au condamné, les consignes les plus sévères avaient été données pour interdire à sa femme l'entrée des Tuileries. Le maréchal se chargea de lever cet obstacle. Abusant noblement de l'ascendant que lui donnaient sur les militaires de service au château sa dignité et son emploi, il alla recevoir à la porte du palais Mme de Lavalette, que lui amena le général Foy, et malgré les représentations d'un factionnaire, malgré celles d'un officier des gardes, qui n'osèrent résister à l'insistance d'un maréchal de France, il l'introduisit dans une salle que le roi et la famille royale devaient traverser en revenant de la messe. Le roi, en apercevant Mme de Lavalette, parut d'abord vouloir s'arrêter; mais après un moment d'hésitation il continua à s'avancer, et, comme elle se jetait à ses pieds : « Madame, lui dit-il, je prends part à votre juste douleur; mais j'ai des devoirs à remplir. » Mme de Lavalette, se tournant vers la duchesse d'Angoulême, voulut aussi se précipiter à ses genoux, lorsque Madame s'éloigna brusquement. Le lendemain était le jour de naissance de cette princesse. Le duc de Raguse fit encore une tentative pour que Mme de Lavalette se trouvât sur son passage au moment où elle se rendrait chez le roi; les précautions multipliées qu'on avait prises le forcèrent cette fois à y renoncer, et il dut faire comprendre à cette femme infortunée qu'il était temps de donner suite au projet d'évasion dont elle l'avait entretenu. On sait quel en fut le succès.

Il faut avoir présente à l'esprit la violence des passions politiques qui régnaient alors dans les rangs les plus élevés de la société, dans le monde même où vivait le maréchal, pour apprécier la conduite qu'il tint en cette circonstance et pour lui tenir suffisamment compte de la générosité, du courage moral dont il fit preuve. On exagérerait à peine la vérité en disant que pendant quelque temps, à la cour, dans les salons du faubourg Saint-Germain, son nom ne fut plus prononcé qu'avec une fureur presque égale à celle que soulevait le nom de l'homme qu'il avait voulu sauver. La violation de consigne qu'il s'était permise était présentée comme une trahison digne des plus graves châtimens. Le roi ne partagea pas ces emportemens. Ayant fait appeler le duc de Raguse dans son cabinet, il lui exprima, il est vrai, son mécontentement d'une désobéissance aussi

formelle, mais il ajouta que le sentiment qui l'avait inspirée en était l'excuse.

Quelques semaines auparavant, le maréchal avait combattu à la tribune de la chambre des pairs, avec une énergie que ne montrèrent pas à cette époque tous les libéraux, la loi qui suspendait la liberté individuelle. Évidemment il prenait alors au sérieux le régime parlementaire, dont il parle si dédaigneusement dans ses *Mémoires*. Autant qu'on peut l'entrevoir, il se flatta de l'espérance d'y jouer un rôle important. Son amour-propre lui persuada même pendant quelques mois qu'il dirigeait les votes de la chambre haute au moyen de je ne sais quelle tactique assez puérile qu'il expose un peu naïvement, et qui, suivant lui, perdit toute sa puissance dès qu'on en eut pénétré le secret.

Il s'attacha au ministère de M. de Richelieu et de M. Decazes, qui, après de vains efforts pour calmer et contenir le parti ultra-royaliste, avait eu le courage d'accepter franchement la guerre déclarée par ce parti à la politique de modération et de conciliation. Il fut à la tribune un des défenseurs de la loi électorale du 5 février 1817, dont le vote assura pour quelque temps le triomphe de cette politique, en préparant, il est vrai, de nouveaux orages pour un avenir peu éloigné. Bientôt après il appuya, comme rapporteur, une autre loi qui, sans rétablir encore la liberté individuelle, apportait pourtant de très grands adoucissemens à celle qui, l'année précédente, en avait suspendu la jouissance, et faisait prévoir qu'elle serait bientôt rendue à la France. Dans la discussion de la loi des finances, il attaqua très vivement le ministre de la guerre, le duc de Feltre, qui avait de beaucoup dépassé les allocations de son budget, et que la gauche poursuivait de ses agressions parce qu'il avait été l'un des chefs de la réaction de 1815. Le discours du duc de Raguse parut excessif, et il manqua son but parce qu'on le crut inspiré par le désir de remplacer un ministre dont il était dès lors facile de prévoir la chute prochaine.

C'était là en effet, à ce qu'il paraît, la grande ambition du maréchal. Elle était, de sa part, très naturelle, mais des circonstances de diverse nature mettaient à l'accomplissement de ce vœu des obstacles dont il ne se rendait pas compte. Si, comme le maréchal Victor, comme M. de Bourmont, il se fût rallié à l'opinion ultra-royaliste, son incontestable capacité lui aurait sans doute donné des titres pour obtenir le portefeuille qu'il convoitait dans quelqu'un des cabinets formés par la droite; mais il s'était enlevé à lui-même toute chance de ce côté en votant et en parlant d'ordinaire avec les modérés, presque avec les libéraux, et lorsque ces derniers prenaient le dessus, lorsque la gauche, composée en grande partie d'anciens bonapartistes, approchait du pouvoir, ce n'était pas à l'auteur de la défec-

tion d'Essonne, à celui dont le nom avait acquis jusque dans les derniers rangs de l'armée une célébrité tristement proverbiale, qu'on pouvait penser à remettre la direction de cette armée. Il y avait donc contre lui, des deux parts, une répulsion qui, sans se manifester ouvertement dans le cours ordinaire des choses, devait dans les grandes circonstances le frapper d'exclusion.

Une seule fois, pendant la restauration, il se vit appelé à jouer un rôle politique, et la conduite qu'il tint alors fut pour les royalistes exaltés un grief dont ils gardèrent longtemps le souvenir. C'était en 1817. Un mouvement séditieux avait éclaté aux portes de Lyon, et le général Canuel, commandant de la division militaire, ancien jacobin converti depuis 1815 au plus ardent royalisme, l'avait réprimé avec une impitoyable rigueur. De nombreuses condamnations avaient été prononcées par la cour prévôtale, le sang avait coulé sur l'échafaud, le pays gémissait sous une sorte de terreur, et la fuite, la dispersion des ouvriers, des fabricans mêmes, livrés aux poursuites les plus arbitraires, avaient dépeuplé les ateliers. Le gouvernement, trompé d'abord par des rapports au moins inexacts sur le degré de gravité de la révolte et sur la nature des moyens employés pour la combattre, n'avait pas tardé à soupçonner qu'on ne lui disait pas la vérité. Les informations de la police étaient d'ailleurs en contradiction avec celles de l'autorité militaire. Pour savoir à quoi s'en tenir, le ministère se décida à une mesure qui n'a jamais été renouvelée depuis. Le maréchal Marmont, revêtu du titre de lieutenant du roi, fut envoyé à Lyon avec des pouvoirs très étendus, qui l'investissaient en quelque sorte de la suprématie civile et militaire dans les divisions territoriales de Lyon et de Grenoble. En arrivant à Lyon, il y trouva les prisons combles, les officiers à demi-solde soumis à la plus dure surveillance et abreuvés d'humiliations comme fauteurs présumés de la révolte, et la ville sans cesse agitée par la crainte de nouveaux soulèvemens qui, annoncés par les agens du général Canuel comme devant éclater à jour fixe, ne se réalisaient pourtant jamais. Le maréchal, toujours un peu léger, se laissa d'abord persuader de la réalité de cette agitation, des dangers qu'elle créait à l'ordre public, et les premières dépêches qu'il écrivit au ministère étaient conçues dans ce sens; mais il s'aperçut bientôt de l'erreur dans laquelle on l'avait entraîné, et alors il ne perdit pas un moment pour mettre fin à la situation déplorable qui pesait sur la seconde ville du royaume. Les exécutions capitales cessèrent, les individus condamnés aux travaux forcés obtinrent leur grâce ou des commutations de peine. Des officiers, des maires de campagne, compromis dans les iniquités qui venaient de s'accomplir, furent destitués. Le général Canuel lui-même fut rappelé, et sa disgrâce à peine déguisée par une nomination aux fonctions annuelles d'inspecteur.

En provoquant de tels actes et de tels changemens, Marmont s'était acquis des droits à l'estime et à la gratitude de tous les gens sensés, de tous les amis de l'humanité; mais avec ce défaut de mesure qui lui était trop habituel dès que son amour-propre ou ses passions étaient en jeu, il ne tarda pas à dépasser le but. Irrité de la désapprobation que sa conduite encourait de la part des ultra-royalistes et excité par son chef d'état-major, le colonel Fabvier, homme d'un esprit ardent et mal réglé, il en vint au point de s'associer aux exagérations que le parti libéral s'efforçait d'accréditer sur l'affaire de Lyon pour s'en faire une arme contre ses adversaires. Ce ne fut plus seulement à ses yeux un complot de peu de gravité, grossi outre mesure par des fonctionnaires publics qui voulaient se faire valoir et justifier leurs procédés impitoyables en persuadant au gouvernement qu'ils venaient de le sauver d'un grand péril : il se mit en tête que la conspiration était purement et simplement une invention, une création factice de la police militaire. Lui qui d'abord, en conseillant le rappel de Canuel, avait demandé qu'on le nommât inspecteur pour dissimuler sa disgrâce, il écrivit un peu plus tard au duc de Richelieu, président du conseil, cette lettre étrange : « En faisant tomber la tête du général Canuel, supplice qu'il a mérité mille fois pour toutes les victimes qu'il a immolées et l'ébranlement qu'il a fait subir à l'ordre social, le roi acquerrait un pouvoir plus grand, une autorité plus forte que celle que lui donneraient cent mille soldats dévoués, car sa puissance serait fondée sur la reconnaissance et la confiance de ses sujets. » S'il parlait sérieusement, il faut en conclure qu'il n'avait pas la moindre idée des possibilités et des convenances du temps.

De retour à Paris, il s'y vit en butte à la malveillance du parti qui s'était pris pour Canuel d'un enthousiasme comparable seulement à celui qu'il éprouvait déjà pour son digne émule, le général Donnadieu. Lorsque le maréchal se présenta chez Monsieur, ce prince, malgré sa courtoisie habituelle, le reçut fort mal, et comme le maréchal s'efforçait de prouver que le système qu'il avait fait prévaloir avait rétabli à Lyon l'ordre et la paix : « Je le crois bien, lui répondit Monsieur, les révolutionnaires ont obtenu tout ce qu'ils voulaient. »

Le roi cependant, en témoignage de sa satisfaction, lui avait conféré la dignité de ministre d'état; mais le duc de Raguse eût voulu quelque chose de plus. Importuné par la polémique qui, à la tribune et dans la presse, s'était engagée sur les événemens de Lyon, il eût désiré que le gouvernement intervînt pour lui donner complétement gain de cause contre les apologistes de Canuel, pour approuver et justifier en détail chacun de ses actes. Il ne voyait pas que cette intervention n'eût fait qu'aviver la lutte et fournir un ali-

ment aux passions des partis dans un moment où, pour des motifs divers, on avait plus que jamais intérêt à les calmer. Le colonel Fabvier ayant, peut-être à son instigation et tout au moins avec son consentement plus ou moins formel, fait imprimer un écrit où les événemens de Lyon étaient présentés d'une manière très blessante pour le général Canuel, ce dernier attaqua le chef d'état-major du maréchal en calomnie. Marmont, qui ne demandait sans doute qu'un prétexte pour descendre dans la lice, publia, sous la forme d'une lettre au président du conseil, un mémoire où il confirmait les assertions du colonel Fabvier. C'était un procédé fort irrégulier et d'un dangereux exemple que celui d'un haut fonctionnaire rendant ainsi compte au public de l'accomplissement d'une mission délicate dont il avait été chargé par le gouvernement. Le roi, à qui il avait écrit directement pour lui annoncer cette publication, en fut très blessé aussi bien que les ministres. S'il faut en croire le duc de Raguse, M. de Richelieu, dont la susceptibilité était grande pour tout ce qui n'était pas dans le plus parfait accord avec la plus scrupuleuse délicatesse, aurait eu un moment la pensée de le faire appeler en duel : le maréchal Gouvion Saint-Cyr aurait proposé de le destituer de l'emploi de major-général de la garde; mais M. Decazes se serait opposé à une mesure aussi extrême, et Louis XVIII s'étant rallié à son avis, tout se réduisit à une lettre que le ministre de la guerre lui écrivit pour lui défendre, de la part du roi, de paraître aux Tuileries jusqu'à nouvel ordre. Cette disgrâce fut de courte durée.

Ce n'était pas par de telles légèretés que le maréchal pouvait se frayer le chemin du ministère, et je ne le suivrai pas dans tous les détails de sa conduite politique pendant la restauration. Une seule fois, depuis sa mission de Lyon, il se vit appelé à des fonctions, sinon importantes, au moins éclatantes : il fut envoyé en Russie en 1826 pour assister, comme ambassadeur extraordinaire, au couronnement de l'empereur Nicolas. Cette ambassade, toute d'apparat, dans laquelle il déploya un faste prodigieux, lui procura d'assez grandes satisfactions d'amour-propre. Moins que personne, il pouvait échapper à la séduction de ces cajoleries, de ces prévenances recherchées dont les souverains de la Russie sont prodigues pour les étrangers éminens, particulièrement pour les militaires qui visitent leur empire, alors surtout que par leur position ceux-ci peuvent exercer quelque influence soit sur les résolutions de leur gouvernement, soit sur les sentimens de leurs compatriotes. En lisant les récits du maréchal, on sent qu'il fut charmé comme tant d'autres, et plus tard, lorsque les jours d'épreuve furent arrivés pour lui, il ne dissimule pas une certaine surprise de n'avoir pas reçu des témoignages marqués d'une bienveillance sur laquelle il croyait pouvoir compter.

Sauf la courte distraction de cette ambassade, le maréchal se vit réduit, pendant près de quinze ans, à dépenser son activité dans l'accomplissement des monotones et minutieux devoirs du commandement de la garde royale. Il ne fut pas employé en 1823 dans la nouvelle guerre d'Espagne, et il était en effet difficile de le replacer, dans une position et avec un but si différent, sur le théâtre où, peu d'années auparavant, il avait figuré comme un des principaux lieutenans de Napoléon. Cette inaction prolongée devait d'autant moins convenir à un caractère tel que le sien, qu'il était encore dans toute la force de l'âge. Incapable de s'y résigner, il y avait déjà longtemps qu'il s'était tourné vers les entreprises industrielles qui commençaient à prendre faveur; mais comme il y porta ces conceptions ingénieusement subtiles, cette hardiesse, cette confiance en lui-même, ce goût des aventures qui avaient marqué sa carrière militaire et politique, il y trouva, au lieu de la gigantesque fortune qu'il espérait, une ruine complète, dont ne purent le relever les secours généreusement prêtés par la liste civile. Les conséquences de ces fausses spéculations devaient peser sur tout le reste de son existence. Accablé de dettes qui dépassaient ses ressources, il perdit cette indépendance matérielle, si l'on peut ainsi parler, sans laquelle l'indépendance morale ne peut guère être complète, et qui, surtout aux époques de révolutions, est indispensable aux hommes publics pour garantir à tout événement la dignité et la conséquence de leur conduite.

Un jour, aux approches de la grande révolution de 1830, Marmont put croire qu'il allait lui être permis de rentrer avec éclat dans la glorieuse carrière où il avait passé sa jeunesse. La guerre avait éclaté entre la France et le dey d'Alger. Deux ans d'un blocus inefficace avaient démontré la nécessité de recourir à des moyens plus énergiques pour vaincre l'obstination barbare du dey. Une expédition se préparait. Le maréchal en avait demandé le commandement; on le lui avait fait espérer, et il avait d'autant plus lieu de compter sur l'accomplissement de cette promesse, que le gouvernement l'avait consulté sur les mesures d'exécution. Nul d'ailleurs, parmi les premiers chefs de l'armée, ne paraissait, à beaucoup d'égards, plus propre à ce commandement. Il était, comme il ne manque pas de le faire remarquer, le seul survivant de ceux qui, ayant fait la campagne d'Égypte dans une position déjà élevée, avaient acquis une expérience suffisante de la manière dont on pouvait combattre avantageusement les Arabes; il était aussi le plus jeune, le plus actif des maréchaux. Néanmoins au dernier moment le mauvais vouloir du dauphin et l'ambition du ministre de la guerre, M. de Bourmont, qui voulait gagner le bâton du maréchalat, firent évanouir toutes ces chances favorables. Ce dernier, qui, s'il faut en croire le duc de Raguse, lui avait d'a-

bord promis son appui en protestant qu'il ne pensait en aucune façon à se charger lui-même de l'expédition projetée, n'en obtint pas moins l'emploi que Marmont désirait avec tant de passion. Le maréchal, en racontant ce cruel mécompte, semble être encore sous l'impression douloureuse qu'il en éprouva. Il peint avec une vérité naïve ses angoisses, lorsqu'il commença à soupçonner un résultat si contraire à ses vœux comme à ses espérances, puis, lorsqu'il ne lui fut plus possible d'en douter, sa colère, son indignation, son humiliation même, la pensée qu'il eut d'abord de tout abandonner, de donner sa démission des fonctions de major-général de la garde. Il ajoute que, pour le calmer, on lui promit de le nommer gouverneur d'Alger après la conquête. Cette promesse ayant ensuite été retirée, parce qu'on n'avait pas encore de vues bien arrêtées sur ce qu'on ferait de l'Algérie, il demanda l'ambassade de Saint-Pétersbourg; mais il se trouva qu'on la réservait à un autre.

Il y avait dans cette série de mécomptes de quoi décourager l'ambition la plus tenace. Le maréchal cependant était loin de pouvoir comprendre alors tout ce qu'ils avaient de funeste pour lui. S'il voyait distinctement les avantages de tout genre et la gloire dont le privait la préférence accordée à M. de Bourmont pour le commandement de l'expédition d'Alger, il ne pouvait deviner l'affreux malheur qui allait être le contre-coup de la déception par laquelle il se trouvait retenu en France. Au moment où éclata l'insurrection de juillet, provoquée par les fatales ordonnances, il était de quartier pour le commandement de la garde royale. On le chargea naturellement de la direction de toutes les forces appelées à soutenir le coup d'état en réprimant la révolte.

V.

Si, jusqu'aux journées de juillet 1830, on peut dire que les contrariétés et les traverses éprouvées par le maréchal avaient été généralement la conséquence de ses fautes, il en fut tout autrement en cette occasion. Jamais homme ne se vit placé dans une situation plus triste, plus fausse, où la ligne du devoir et de l'honneur fût plus difficile à discerner et à suivre. Sa raison, ses opinions connues condamnaient les ordonnances, et, si elles ne lui inspiraient aucune sympathie pour les insurgés, devaient au moins lui faire considérer comme pénible et douloureuse la tâche de les réprimer par la force. D'un autre côté, placé à la tête de la garde, répondant de la sûreté du trône et de la famille royale, ce n'était pas en présence d'une insurrection formidable, dans un moment de danger par conséquent, qu'il pouvait refuser l'appui de son bras au souverain qu'il

avait servi dans la prospérité. C'était assez, c'était trop dans sa vie que d'avoir abandonné Napoléon, alors que l'opinion publique et la fortune s'étaient prononcées contre lui. Abandonner aussi Charles X, devenu impopulaire comme l'empereur, c'eût été un acte déshonorant que rien n'aurait excusé. Marmont était donc condamné par une nécessité morale à combattre pour une cause qu'il réprouvait, pour une politique dont le triomphe l'aurait profondément attristé, contre des hommes qui, le premier jour au moins, personne ne saurait le contester, luttaient pour le droit et pour la loi. Je ne sais si l'histoire présente une autre situation qu'on puisse comparer à celle-là. Il est plus facile de concevoir que d'exprimer la torture morale à laquelle le maréchal fut alors livré.

Peut-être dans ces conjonctures fut-ce un bonheur pour lui que l'imprévoyance du gouvernement, en mettant à sa disposition des forces évidemment insuffisantes, l'eût en quelque sorte absous d'avance de sa défaite. S'il avait eu sous la main une armée vraiment redoutable, il n'aurait pu échapper à cette alternative : ou il serait parvenu à réprimer l'insurrection, et ce succès passager, bientôt suivi d'un retour de fortune que l'état des esprits rendait inévitable, l'eût associé, avec les auteurs du coup d'état, à la responsabilité morale des fautes, peut-être des excès, qui auraient suivi leur victoire, et de la réaction terrible qui en aurait été plus tard la conséquence; ou il eût succombé, ce qui est beaucoup plus probable, et les partisans de ce coup d'état l'eussent accusé de faiblesse et de trahison. Je dis qu'il aurait probablement succombé alors même qu'il aurait eu sous ses ordres un plus grand nombre de soldats : cela ne peut être un objet de doute pour ceux qui ont vu Paris dans ces mémorables journées. Jamais on ne put mieux juger quelle énorme distance sépare une émeute d'une révolution. Avec des forces régulières et de la fermeté, un chef, même médiocrement habile, triomphe de l'émeute la plus redoutable en apparence, lorsqu'il a pour lui la puissance de l'opinion, les vœux des hommes d'ordre, des classes aisées, de la bourgeoisie, lorsque lui et ceux qu'il mène au combat ont, soit à juste titre, soit à tort, mais sincèrement, le sentiment intime qu'ils représentent la cause du droit et des honnêtes gens, et ne craignent pas d'être désavoués par eux. C'est ainsi qu'en 1848 le général Cavaignac a pu vaincre l'insurrection socialiste la plus formidable peut-être qu'on ait jamais vue. En juillet 1830, il en était tout autrement : les insurgés, moins nombreux, moins bien armés, avaient la conscience de combattre pour la défense des lois, dont beaucoup d'entre eux sans doute ne se souciaient que médiocrement, mais qui leur servaient de bouclier; ils savaient que la grande majorité du pays faisait des vœux pour leur succès. Les défenseurs du trône au contraire, sentant que l'opinion leur était

hostile, ne rencontrant, là même où on ne les attaquait pas, qu'une inimitié évidente, quoique muette, n'étaient pas généralement bien convaincus que les insurgés fussent dans leur tort, et craignaient d'encourir la malédiction universelle en répandant, pour fonder le pouvoir absolu, le sang des défenseurs de la constitution. Si tels n'étaient pas les sentimens de tous les gardes royaux, c'étaient ceux des régimens de ligne qui leur servaient d'auxiliaires, et les gardes royaux eux-mêmes, tout en faisant noblement leur devoir, laissaient voir par leur attitude triste et embarrassée que l'atmosphère morale dont ils étaient entourés pesait aussi sur eux. Avec de tels élémens, Marmont, je le répète, aurait succombé, alors même qu'il eût commandé, au lieu de quelques régimens, une armée tout entière.

Dans cette position plus que difficile, il fit, c'est ma conviction, tout ce qu'il pouvait faire. D'un côté, il lutta, autant que le lui permettait l'exiguïté de ses ressources, contre les progrès de la révolte; de l'autre, il ne cessa de transmettre à Saint-Cloud, où le roi et la cour se trouvaient alors, les informations, les avis qui pouvaient faire comprendre à Charles X la gravité, l'immensité du danger et l'urgence d'une transaction encore possible alors. Il se trouva également impuissant à persuader le monarque et à vaincre les insurgés. Il n'en repoussa pas moins avec une fermeté mêlée d'une sorte de désespoir les instances de ceux qui, comme d'autres l'avaient fait seize ans auparavant, l'adjuraient au nom de la patrie et de l'humanité d'abandonner une cause irréparablement vaincue; il rejeta même l'offre de certains royalistes qui lui proposaient, s'il voulait les y autoriser, d'arrêter les ministres, espérant sauver le trône en sacrifiant ces victimes expiatoires. Marmont comprit cette fois qu'il est des devoirs avec lesquels il n'est pas permis de transiger, même pour sauver les plus précieux intérêts.

On sait qu'après trois jours de luttes sanglantes il fut forcé de se replier sur Saint-Cloud avec les restes de sa petite armée; on sait aussi comment il y fut traité par un des princes pour qui il venait de s'immoler. Il est impossible de ne pas frémir en lisant le récit qui nous peint ou plutôt nous fait deviner les sentimens qui durent l'assaillir lorsqu'il entendit retentir à ses oreilles le mot de *traître*, prononcé par une telle bouche. On n'a pas le courage de blâmer l'amertume avec laquelle, racontant cette douloureuse scène, il parle du prince infortuné qui lui avait infligé un tel supplice.

Après avoir, non sans courir quelques dangers personnels, accompagné Charles X jusqu'en Angleterre, le maréchal prit congé de lui, et comme l'exaltation populaire qui régnait alors en France lui interdisait, au moins pour quelque temps, de rentrer dans sa patrie, il alla chercher un asile en Autriche, où, par une faveur exceptionnelle, la munificence du cabinet de Vienne lui avait assuré, en

dédommagement de ses dotations d'Illyrie perdues à la chute de l'empire, une pension viagère qui rappelait trop ses négociations de 1814 avec le prince de Schwarzenberg. Il y fut bien accueilli et s'y créa des rapports de société qui adoucirent pour lui les rigueurs de l'exil. C'est alors qu'il eut, avec le jeune duc de Reichstadt, ces entretiens singuliers dont il peut avoir orné les détails, mais dont le fond, la réalité incontestable sont un des plus dramatiques épisodes de l'histoire contemporaine. Le fils de Napoléon se faisant raconter sur la terre étrangère les exploits de son père par un de ses compagnons d'armes, par celui-là même qui, lié avec lui dans sa jeunesse de la manière la plus intime, l'avait abandonné au jour de l'infortune pour tenter une carrière nouvelle qui venait aussi d'aboutir à l'exil, c'est certainement un des jeux de la fortune les plus étranges et les plus imposans.

Marmont cependant n'avait pas entendu rompre ses liens avec la France; il avait envoyé son serment de fidélité au gouvernement nouveau, qui, je ne sais par quel ménagement, ne fit jamais insérer son nom dans les listes publiques des maréchaux et des pairs de France. Comme rien pourtant dans les derniers actes du duc de Raguse n'était de nature à l'exposer à de justes reproches, l'opinion ne tarda pas à devenir envers lui plus calme et plus équitable qu'elle n'avait pu l'être au moment de la crise, et après quelques années il aurait pu rentrer dans sa patrie, s'il n'avait eu, pour s'en tenir éloigné, d'autres motifs que sa situation politique. Sans doute il n'avait plus de rôle actif à y jouer, son passé lui interdisait de servir sous un autre gouvernement que celui avec lequel il venait de tomber; mais il eût retrouvé en France assez d'amis et de distractions pour achever doucement une existence longtemps si agitée. Malheureusement il y eût retrouvé aussi de nombreux créanciers à qui la perte de ses traitemens ne lui aurait plus permis de faire prendre patience par des paiemens partiels. Il était donc condamné à un éternel exil.

Encore plein de force et de vivacité, il employa plusieurs années à des voyages dans le midi de la Russie et dans plusieurs parties de l'empire ottoman. Son attention se porta principalement sur l'Égypte, théâtre des exploits de sa jeunesse, où pour la première fois, à peine âgé de vingt-quatre ans, il avait exercé d'importantes fonctions. Partout accueilli avec les égards, l'empressement, la distinction que commandaient sa réputation et son rang, il put, dans ces pérégrinations, se faire encore quelque illusion sur la nullité où il était tombé. A cette jouissance d'amour-propre sa curiosité naturelle, ses facultés d'observation et d'étude, ses connaissances variées et étendues, qui lui permettaient d'apprécier ce qu'il avait sous les yeux, ajoutèrent d'autres jouissances plus sérieuses. De retour en

Autriche, il publia sur ses voyages des récits d'une valeur inégale, mais qui furent lus et qui méritaient de l'être avec intérêt.

Lorsqu'en 1839 commença cette phase de la question d'Orient qui menaça un moment l'Europe d'une guerre générale, Marmont, qui, depuis son dernier séjour en Égypte, était resté en relations avec Méhémet-Ali et son ministre Boghos-Bey, et qui s'exagérait comme beaucoup d'autres la force de l'établissement égyptien, essaya de s'interposer auprès des cabinets de Vienne et de Paris en faveur du pacha. Ses ouvertures, reçues avec politesse, n'en furent pas moins déclinées comme le sont presque toujours celles des hommes qui, devenus étrangers à la politique active, essaient de s'immiscer dans des affaires dont ils ne peuvent plus connaître que très imparfaitement les ressorts et la portée.

Le temps marchait. Diverses circonstances rendirent peu à peu le séjour de Vienne moins agréable au maréchal. Sur la terre autrichienne, il devait se croire au moins à l'abri de la révolution. Elle vint l'y chercher, et si elle n'y domina pas longtemps, quelques mois lui suffirent pour créer, à bien des égards, un monde nouveau où l'illustre exilé pouvait se trouver encore une fois dépaysé. Sans doute, à cette époque, ses regards se portèrent souvent vers la France, où s'accomplissaient de bien autres catastrophes. Le gouvernement de juillet avait succombé, la république démocratique avait pris sa place, et déjà un vote populaire avait appelé à la gouverner le prince Louis-Napoléon Bonaparte. Chacune de ces péripéties, loin de faciliter au maréchal le retour dans sa patrie, rehaussait en quelque sorte les barrières qui l'en tenaient éloigné. Dans les derniers jours de 1851, il apprit à Venise, où il avait fixé sa résidence, le coup d'état qui n'était pas encore tout à fait le rétablissement de l'empire, mais qui le faisait prévoir et le rendait presque inévitable. Il serait curieux de savoir quelle impression il éprouva en voyant ressusciter après trente-sept années ce gouvernement qui lui rappelait des souvenirs si divers. Il touchait alors au terme de son existence. Peu de mois après, au commencement de 1852, il mourut à l'âge de soixante-dix-huit ans, ayant survécu à tous les autres maréchaux de l'empire, tous d'ailleurs plus âgés que lui.

Ainsi se termina cette vie agitée, si éclatante dans la jeunesse, sauf quelques incidens malheureux, mêlée plus tard des amertumes et des mécomptes les plus cruels, et s'éteignant enfin tristement dans l'exil, l'abandon et l'oubli. Si je ne me trompe, en retraçant, d'après les *Mémoires* mêmes du maréchal, les traits principaux de sa vie, j'ai suffisamment fait comprendre les causes de ces fortunes diverses dont il fut également l'artisan. L'intelligence, le savoir, les talens, le courage, une certaine générosité naturelle qui le portait vers les grandes choses, lui avaient ouvert la voie des plus

hautes positions; une ambition exagérée, une vanité sans bornes, les erreurs de jugement qui en sont inséparables, une déplorable légèreté d'esprit et de caractère, l'absence, trop ordinaire d'ailleurs chez les hommes de sa génération, de ces principes arrêtés sans lesquels les meilleurs penchans ne sont qu'une garantie insuffisante de l'accomplissement du devoir, enfin une facilité malheureuse à se séduire lui-même par des subtilités sophistiques dans le sens de ses passions et de ses intérêts, tels furent les vices et les défauts dont la funeste influence finit par prévaloir contre ses rares qualités. J'ajouterai que, par une étrange fatalité, les chances accidentelles de la destinée lui furent aussi contraires, dans la seconde moitié de sa vie qu'elles lui avaient été favorables dans la première.

Je l'ai déjà dit : les hommes, dans le jugement qu'ils portent sur les époques où ils ont vécu, s'inspirent toujours plus ou moins des impressions personnelles qu'elles leur ont laissées. Il leur faudrait une grande puissance d'abstraction et de philosophie pour juger avec une complète sévérité, quelque méritée qu'elle pût être, le temps qu'illuminent pour eux des souvenirs de bonheur ou seulement d'espérances, et pour ne pas considérer, par compensation, comme une ère de décadence et d'humiliation universelle celui qui a vu leur propre abaissement ou la ruine de leurs illusions. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que la pensée du maréchal Marmont, lorsqu'elle se reportait vers le passé, s'arrêtât avec complaisance sur les souvenirs de l'empire, qui étaient tout à la fois ceux de sa jeunesse, de sa gloire, de sa grandeur, et que la restauration, le gouvernement de juillet surtout, lui apparussent dans un jour moins brillant. Cependant ce n'est pas d'un esprit tel que le sien qu'on devait attendre une appréciation aussi excessive que celle qu'il exprime, lorsque, racontant dans ses *Mémoires* le passage de l'empire à la restauration, il prononce ces incroyables paroles : « Je vais quitter cette époque de gloire et de calamité où tant de grandes choses ont été faites, où les jours étaient marqués par des événemens qui bouleversaient les peuples, pour peindre un monde nouveau. Ici, tout est petitesse, et souvent la petitesse va jusqu'à la dégradation. » On a remarqué avec raison que cette pensée est absolument identique à celle qui se trouve exprimée dans les *Mémoires* de M. de Chateaubriand en termes non moins violens : « Retomber de Bonaparte et de l'empire à ce qui les a suivis, a dit ce singulier royaliste, c'est tomber de la réalité dans le néant, du sommet d'une montagne dans un gouffre. »

Il peut être piquant, pour les admirateurs fanatiques et exclusifs du premier empire, de voir deux des hommes qui ont attaché leur nom à sa chute de la manière la plus éclatante dire, pour ainsi parler, leur *meâ culpâ* en lui rendant ce témoignage, que toutes les

grandeurs de la France résidaient en lui, qu'après lui il n'y a plus eu que misère, petitesse, et que par conséquent, en concourant à le renverser, ils ont contribué autant qu'il était en eux à abaisser leur pays. Jamais peut-être on n'a mieux vu que dans cette espèce de confession jusqu'où peut aller l'entraînement du dépit, de l'ambition, de l'amour-propre déçus. Qu'y a-t-il de vrai d'ailleurs dans ces accusations de faiblesse et d'impuissance que toutes les oppositions ont successivement dirigées contre les gouvernemens qui ont suivi celui de Napoléon? Est-il juste d'affirmer que sous leur direction la France a été constamment en décadence, que sa position, lorsqu'ils ont cessé, s'est trouvée inférieure à ce qu'elle était avant eux, et qu'un souvenir de honte, un sentiment de haine doit s'attacher à leur mémoire? Ce serait là l'infaillible conséquence du rôle, de l'action que leur attribuent M. de Chateaubriand et le maréchal Marmont. Le moment est peu favorable pour traiter une pareille question avec tous les développemens qu'elle comporte : je me bornerai à rappeler, pour répondre aux dédains affectés de ces deux personnages, que les gouvernemens si maltraités par eux ont successivement relevé la France de la situation presque désespérée où l'avaient jetée les désastres de 1814 et 1815, qu'ils lui ont donné des finances florissantes, un crédit qu'elle n'avait jamais eu, une armée, une marine comparables à celles de ses meilleurs temps; qu'ils ont poursuivi et (trop passagèrement, il est vrai) atteint un noble idéal d'organisation politique; que les institutions alors en vigueur ont mis au jour de beaux caractères et de grands talens, et que, par les idées qu'elles ont propagées, elles ont rendu possibles des réformes, des progrès désormais irrévocablement acquis à la cause de l'humanité. On peut penser, si l'on veut, que ces institutions étaient à quelques égards en avance sur les mœurs et l'esprit du pays, qu'elles renfermaient une part d'utopies dont les passions et la mauvaise foi ont souvent abusé; mais il faut au moins reconnaître que ces utopies n'avaient rien de bas, rien de dégradant, et qu'un grand nombre de ceux qui ont essayé de les appliquer méritaient toute autre chose que les injurieux sarcasmes du duc de Raguse et de M. de Chateaubriand. Il est vrai que la France, pendant la période qu'ils ont voulu stigmatiser ainsi, sans rester à beaucoup près étrangère à l'honneur des armes, n'a pas inondé l'Europe de sang, asservi des peuples et brisé des trônes pour étendre ses frontières; mais en vérité il n'est ni d'un esprit sérieux, ni d'une âme élevée de voir exclusivement la grandeur dans le fracas des batailles et les triomphes de la force matérielle, presque toujours suivis d'expiations si amères.

L. DE VIEL-CASTEL.

LES

VOYAGEURS EN ORIENT

I. *Les Saints-Lieux, ou Pèlerinage à Jérusalem, en passant par la Hongrie, les provinces danubiennes, Constantinople, l'Archipel, le Liban, la Syrie, Alexandrie et Malte*, par Mgr Mislin. — II. *Voyage dans la Turquie d'Europe*, par M. Viquesnel. — III. *La Turquie et ses différens peuples*, par M. Henri Mathieu.

J'aime à lire les récits des voyageurs qui ont visité l'Orient, depuis quelques années surtout. Comme je suis persuadé que les populations orientales sont destinées à rentrer de nos jours dans le cercle de la civilisation chrétienne, d'où elles sont sorties depuis l'invasion du mahométisme et surtout depuis l'invasion des Turcs, je recherche avec une grande curiosité dans les récits des voyageurs les signes de cet avenir. Ces signes sont pour moi de plusieurs sortes : ceux qui annoncent le dépérissement progressif de la population et de l'administration turques; ceux au contraire qui indiquent la régénération progressive des populations chrétiennes, leur activité, leur industrie, leur science, leur courage, leurs espérances; les signes enfin qui se rapportent à la politique compliquée et contradictoire de l'Europe en Orient.

C'est sur ces divers points que je veux chercher parmi les voyageurs les plus récens et les plus accrédités les renseignemens que peuvent fournir leurs récits. Je prends d'abord l'ouvrage de Mgr Mislin intitulé *les Saints-Lieux, Pèlerinage à Jérusalem*, en passant par l'Autriche, la Hongrie, la Slavonie, les provinces danubiennes, etc.; j'y joindrai le savant *Voyage dans la Turquie d'Europe*, de M. Viquesnel, l'ouvrage de M. Henri Mathieu, *la Turquie et ses différens*

peuples, et en mêlant ainsi dans mon examen les divers ouvrages et les divers auteurs que je viens d'indiquer, je fais preuve de mon impartialité. Mgr Mislin, un des principaux dignitaires de l'église catholique en Autriche, n'aime pas les Turcs et dit librement la vérité sur leur compte; il ne croit pas que la régénération de la Turquie soit possible, et il ne la souhaite pas, car cette régénération serait celle du Coran et du mahométisme. Or Mgr Mislin est un chrétien et un ecclésiastique de l'ancien régime; il n'a pas découvert les affinités merveilleuses qui existent, dit-on, entre le christianisme et le mahométisme, qui n'est qu'une secte chrétienne méconnue; il ne comprend rien à ce qu'on appelle la nouvelle croisade de 1854 et 1855, fort nouvelle assurément, puisqu'il s'agissait en 1854 et en 1855 pour les chrétiens d'Europe d'aller soutenir les mahométans contre les chrétiens. Je ne veux pas dire que la guerre de Crimée, qui avait pour but de détruire la prépondérance de la Russie en Orient, ne fût pas légitime. C'était une guerre de bonne politique; je persiste à le croire : je n'ai pas souhaité cette guerre pendant vingt ans pour la réprouver au moment où elle a été faite; mais pourquoi appeler cette guerre une croisade? Pourquoi vouloir, dans les mandemens de beaucoup de nos évêques, lui donner une apparence religieuse? Mgr Mislin n'aime assurément pas l'église schismatique, il est même souvent très dur pour les Grecs; seulement sa répugnance pour le schisme ne va pas jusqu'à la tendresse pour le mahométisme, et il n'hésite pas à préférer le Christ incarné, ressuscité et transsubstantié de l'église grecque au Mahomet fanatique des mosquées de Constantinople et de Damas. Il est catholique avant tout, mais après cela il est chrétien. J'ai lu tant d'auteurs qui en Orient sont catholiques, mais qui après cela sont mahométans, Turcs, Sarrasins ou Arabes, que le zèle tout chrétien de Mgr Mislin m'a profondément touché.

M. Viquesnel est aussi favorable aux Turcs que Mgr Mislin l'est peu. Il est très savant, très instruit, il aime beaucoup la civilisation occidentale; mais il croit que les Turcs sont capables de comprendre et d'adopter cette civilisation. Il croit à la régénération possible de la Turquie; il a foi à la charte de Gulhané et au *hatt-humayoun* de ces derniers temps; il se laisse éblouir par tous les trompe-l'œil que la Turquie sait si bien employer avec l'Europe, et je ne fais pas de cela un grand reproche à M. Viquesnel. J'ai beaucoup de mes amis qui ont donné dans ces chimères de la régénération turque. De plus, il faut avouer que la Turquie a de ce côté une grande habileté. Il est curieux de voir avec quelle promptitude d'esprit les Turcs ont compris ce qu'il y avait à gagner pour eux à l'imitation de la civilisation occidentale. Ils ne se sont pas inquiétés du fond de cette

civilisation, car ce fond est la morale humaine et libérale que le christianisme nous a donnée, et qui est antipathique au mahométisme; mais ils ont pris les formes et les dehors avec un empressement dont nous avons été dupes. Les prosélytes ont attrapé les apôtres. Comment en effet ne pas croire à une conversion qui contient un aveu de la supériorité du propagandiste sur le converti, et un aveu fait d'un ton si sincère? « Enseignez-nous à administrer et à gouverner, » disaient humblement les Turcs, et, à chaque leçon que leur donnait l'Europe, ils s'inclinaient d'un air de reconnaissance et d'admiration.

Ce n'est que peu à peu que nous avons vu comment ils entendaient appliquer les maximes de la civilisation occidentale. « Il ne doit pas y avoir d'état dans l'état, disent les juristes administratifs de l'Occident, point de privilége contre la loi, qui doit être égale pour tous. » Les Turcs en ont conclu que les capitulations des Européens en Turquie devaient être abolies, et que les Francs ne devaient plus avoir de priviléges ni d'immunités. Ils en ont conclu que, le sultan étant le pouvoir central, il ne devait pas y avoir non plus d'états tributaires et quasi indépendans en Turquie, et au nom de la centralisation, là où le sultan n'était que suzerain, ils l'ont voulu faire souverain. De même que, dans cette Europe qu'ils prenaient si volontiers pour modèle, il n'y avait plus en France de ducs de Bourgogne et de ducs de Bretagne, il ne devait plus y avoir en Turquie de Valachie, de Moldavie, de Serbie et de Montenegro. Ils se sont montrés pleins de zèle pour appliquer les principes de 89, en tant que 89 avait établi l'unité du pouvoir central; mais ils ne se sont pas occupés de faire ce que voulait faire 89, c'est-à-dire de mettre la justice, l'humanité, dans la loi commune. Toute la question est là : je ne demande pas mieux que d'être traité et jugé selon la loi commune, quand cette loi respecte la vie, la liberté, la propriété de tout le monde; mais quand il n'y a pour loi commune que le caprice et la cupidité des pachas, je tâche alors d'être dans l'exception. Si surtout je suis Européen, si je viens d'un pays où la justice et l'humanité sont respectées, où les biens que je tiens de mes pères ou de mon travail me sont assurés d'une manière inviolable, où je ne suis pas obligé de cacher ma richesse pour la conserver, comment voulez-vous que je ne m'applaudisse pas qu'il y ait pour me défendre des immunités particulières et des capitulations diplomatiques? Si même, sans que je sois Français ou Anglais, je suis Serbe, Valaque, Moldave ou Monténégrin, et que d'anciens traités et des stipulations récentes et solennelles assurent l'indépendance de mon pays et me protégent contre l'arbitraire des pachas turcs, comment voulez-vous que je ne tienne pas à cette indépendance qui fait

la sécurité des individus? Au temps de la féodalité, si la Bretagne ou la Bourgogne était mieux gouvernée ou moins opprimée que le reste de la France, j'aurais mieux aimé être sujet du duc de Bretagne ou de Bourgogne que d'être sujet du roi de France, leur suzerain. « Mais avec cet esprit de morcellement, disent les administrateurs turcs de la nouvelle école, que devient l'unité de l'état? que devient le principe de la centralisation? » A quoi je réponds fort simplement qu'on peut vivre sans la centralisation, mais qu'on ne peut pas vivre sans justice, sans sécurité et sans propriété. C'est une conduite dérisoire que celle des Turcs, prenant les formes de la civilisation occidentale, et n'en prenant pas le fond, ou ne le mettant que dans les décrets, qui sont une lettre morte.

Nous avons en ce moment un triste et curieux exemple de l'habileté des Turcs à se servir des maximes de la civilisation européenne pour aggraver l'oppression des rayas. Je veux parler de la réforme du clergé grec que la Porte a entreprise, et qui, si l'Europe n'étend pas de ce côté aussi sa surveillance protectrice, aboutira encore à un redoublement de servitude pour les Grecs sujets de l'empire ottoman.

Je ne veux pas nier les abus déplorables qui se sont introduits dans le clergé grec : ils frappent tous les yeux; mais ils tiennent en grande partie à la misérable condition des Grecs sous la tyrannie des Turcs. M. Henri Mathieu, dans ses deux volumes fort intéressans intitulés *la Turquie et ses différens peuples,* dit quelque part, exposant l'organisation et les vices du clergé grec, « que les confesseurs transigent avec leurs pénitens et vivent du produit des absolutions. » Il ajoute en note : « Un prêtre à qui nous disions un jour que ce trafic des choses saintes était scandaleux nous répondit : Mais nous y sommes bien obligés pour nous rédimer du prix qu'on exige de nous! Sa sainteté (1), qui paie sa charge à la Porte, nous vend en gros ce que nous sommes forcés de négocier en détail; que voulez-vous faire à cela? » La vénalité du clergé grec tient, comme on le voit, aux exactions des Turcs. Toutefois l'organisation du clergé grec a ses avantages à côté de ses inconvéniens, et parmi ses avantages il faut compter au premier rang l'indépendance qu'avait l'église grecque, et qui a été le principal soutien de la nationalité hellénique depuis 1453 jusqu'à nos jours. Si les Grecs sont restés un peuple et une nation en dépit de leur soumission à la domination des Turcs, ils le doivent à l'indépendance de leur église : la religion a conservé la patrie.

L'indépendance de l'église et de la nationalité grecques remonte

(1) Le patriarche.

à Mahomet II et à la conquête de Constantinople. C'est lui qui, par un *hatti-chérif* « que les Grecs regardent aujourd'hui comme leur charte et dont les Turcs se plaignent avec plus de dépit que de raison, institua le patriarche chef de la nation grecque, président du saint-synode et juge suprême de toutes les affaires civiles. Il l'exempta de l'impôt du *karadj*, aussi bien que les membres du saint-synode, lequel, composé de douze métropolitains, fut destiné à former le grand conseil de la nation. Le patriarche et les métropolitains furent autorisés à exiger une contribution annuelle de chaque prêtre et de chaque famille. Les officiers et les magistrats de l'empire reçurent l'ordre de faire exécuter les sentences du clergé et de l'assister dans le recouvrement de ses revenus. Tous les avantages de cette charte sont évidemment pour le clergé. Ses droits et ses priviléges y sont déterminés et garantis; le peuple n'y est mentionné que pour servir et payer, et cependant il s'y est attaché parce qu'elle lui donne une sorte de gouvernement national et le dispense, dans beaucoup de cas, de tout contact avec l'administration turque (1). »

En donnant à l'église grecque une sorte d'indépendance, Mahomet II agissait-il par esprit de bienveillance et d'équité? On peut le croire; on peut croire aussi qu'il agissait par politique. Il connaissait les sentimens des Grecs et l'attachement qu'ils avaient pour leur église; il savait qu'ils avaient mieux aimé renoncer aux secours qu'ils attendaient de l'Occident que d'accepter l'union des deux églises proclamée dans le concile de Florence; il savait enfin que les moines de Constantinople avaient prêché tout haut qu'il valait mieux obéir au turban qu'à la tiare. En favorisant l'église grecque, Mahomet II se conciliait la faveur de ses nouveaux sujets; il les confirmait dans leur répugnance contre l'Occident; il assurait sa conquête non-seulement à Constantinople, mais dans toute la péninsule grecque. Il savait bien qu'il n'avait rien à craindre de l'indépendance qu'il laissait à l'église grecque, car cette indépendance n'avait de garantie que sa parole et le respect que ses sucesseurs auraient pour cette parole. Aussi l'église grecque, quoique ayant servi à conserver la nationalité grecque, a vu peu à peu diminuer son indépendance. Ses dignitaires, ruinés par les exactions des Turcs, déposés au moindre soupçon, livrés à toutes les misères de la servitude, opprimés par en haut, oppresseurs forcés par en bas et faisant retomber sur leurs coreligionnaires toutes les avanies qu'ils enduraient, ses dignitaires avaient gardé peu de puissance et peu de liberté. Cependant cette organisation pouvait redevenir indépendante; elle pouvait offrir aux Grecs sujets du sultan quelques garanties; la protection de l'Europe

(1) Henri Mathieu, *la Turquie et ses différens peuples*, t. II, p. 104.

pouvait la relever et la fortifier. Cet état dans l'état était un souvenir et une espérance.

La réforme que le gouvernement turc a entreprise de l'église grecque a pour but de supprimer cet état dans l'état et l'espoir qui s'y rattachait, et cela au nom des principes de la civilisation occidentale. Nous voyons en effet dans le firman que la Porte-Ottomane a adressé au patriarche grec dans le courant du mois de novembre 1857, et que nous avons sous les yeux, qu'il s'agit « de mettre en harmonie les priviléges et immunités accordés aux Grecs par différens sultans avec les progrès et les lumières du siècle. » Cette phrase nous a fait trembler.

Et nous sommes perdus s'il invoque les dieux,

dit le fils de Thyeste, parlant d'Atrée dans la tragédie de Crébillon. L'expérience nous a aussi appris que les chrétiens sujets du sultan sont menacés de quelque nouveau malheur, quand le gouvernement turc invoque les progrès et les lumières du siècle. Donnez à lire le firman de réforme de l'église grecque aux partisans du droit administratif en Europe : tout est conforme aux règles de ce droit, tout est correct; les jurisconsultes n'ont rien à y dire. Appliquez ce firman en Orient; cette merveilleuse régularité devient un instrument et un moyen d'oppression par cette grande raison que la régularité fondée sur la justice et sur l'humanité, comme elle l'est en Europe, est chose excellente, mais que, fondée sur l'iniquité, comme elle l'est en Orient, elle est détestable. Substituer des maximes justes à des garanties incomplètes, cela semble une réforme, et cela n'est souvent qu'une aggravation dans la tyrannie; *dum consulitur veritati, corrumpitur libertas*, a dit Tacite, décrivant d'avance ces réformes fallacieuses qui commencent par le bien pour arriver plus aisément au mal.

Prenons çà et là dans le firman adressé au patriarche grec quelques articles, et comparons-les aux règles du droit européen : nous croirons lire une ordonnance libellée par nos jurisconsultes. « L'autorité temporelle et judiciaire du patriarcat grec sera à jamais abolie. » Quoi de plus simple dans nos états européens que de refuser aux dignitaires ecclésiastiques tout droit sur les biens et sur les intérêts de leurs diocésains? Mais en Orient le patriarche de Constantinople n'était pas seulement le représentant de l'église grecque, il était aussi le représentant de la nationalité grecque. Grâce à la juridiction du patriarche, les Grecs restaient en dehors de l'administration et de la justice turques : grand avantage, et qu'ils appréciaient tellement que je vois dans le livre de M. Mathieu que, quoi-

que le jugement des crimes ne soit pas du ressort du patriarche, cependant « il est rare que les Grecs remettent à la justice turque les voleurs et les assassins de leur religion. Ceux-ci, jugés par le patriarche, sont ordinairement condamnés aux galères, et vont, sur la simple demande du pontife, grossir la foule des criminels enchaînés qui travaillent dans les arsenaux (1). »

Le firman dit que « les redevances établies par les usages ou les canons au profit du clergé seront supprimées sans distinction. Elles seront remplacées par un revenu fixe pour le patriarche et par l'allocation de traitemens proportionnés à l'importance du rang et des fonctions des autres membres du clergé. » Qu'est-ce que les partisans du concordat français peuvent blâmer dans cet article? Rien assurément. Voudrions-nous par hasard un clergé propriétaire, et qui n'eût pas ses traitemens inscrits au budget? Non certes; mais en Turquie il n'y a pas de budget également payé par tous les sujets de l'empire ottoman : qui donc paiera les traitemens du clergé grec? Les Grecs évidemment, non plus par redevances, mais à l'aide d'impôts que le firman annonce, et qui seront, soyez-en sûr, plus lourds que les redevances. La fixation des traitemens ecclésiastiques est chose fort bonne, de même que l'admissibilité des chrétiens dans les rangs de l'armée turque semblait aussi aux Européens une grande amélioration. On sait à quoi cette amélioration est venue aboutir : à un impôt nouveau. On avait d'abord déclaré les chrétiens recrutables; puis des recrutables on a fait des rachetables, et des rachetables enfin on a fait des contribuables. Le droit d'être soldat s'est changé en l'obligation de se racheter du service militaire. Il en sera de même du traitement fixe des prêtres de l'église grecque. Le peuple grec payait ses prêtres par des redevances; il les paiera par des impôts, c'est-à-dire plus chèrement, sans que pour cela les prêtres soient mieux rétribués. Ils recevront moins, et le peuple donnera plus; mais le gouvernement turc se vantera et se fera vanter en Europe d'avoir appliqué une des grandes règles du droit administratif européen. Trouver dans les procédés de l'administration européenne le moyen de créer de nouveaux impôts, satisfaire la cupidité des vieux Turcs en affectant le rôle de réformateur, faire payer les abus et les horreurs de l'ancien régime ottoman au prix qu'on paie en Europe la justice, la sécurité et le bien-être, tel est en ce moment le système du gouvernement turc, tel est le trompe-l'œil avec lequel l'Europe se laisse volontairement faire illusion. Elle n'est pas dupe, mais elle veut l'être pour avoir le droit d'être indifférente.

(1) Henri Mathieu, *la Turquie et ses différens peuples*, t. II, p. 106.

S'il ne s'agissait pas du sort de populations que l'Occident a promis solennellement de protéger, il y aurait plaisir à voir quelle habileté montre la Porte dans la mise en scène de la comédie de civilisation qu'elle joue en ce moment devant l'Europe. Elle ne fait pas seulement des coquetteries aux principes administratifs; elle en fait aussi au principe électif. Ainsi le firman sur l'église convoque une assemblée nationale extraordinaire qui délibérera sur les règlemens à faire pour l'exécution des nouvelles réformes. Cette assemblée sera élective : quoi de plus libéral? Seulement cette assemblée sera choisie parmi les notables. Or les notables grecs à Constantinople sont tous attachés plus ou moins à la Porte par leurs fonctions. C'est parmi ces notables que les Grecs en choisiront vingt, et parmi ces vingt la Porte en désignera dix. De plus, tout ce qu'aura délibéré et décidé l'assemblée *nationale et extraordinaire* du peuple grec sera soumis au conseil du *tanzimat,* c'est-à-dire au conseil turc, qui prononcera souverainement. Il y a aussi dans le nouveau firman, outre cette grande assemblée, un conseil permanent préposé à l'administration des intérêts matériels de la nation grecque; mais ce conseil permanent est organisé, comme l'assemblée nationale, pour paraître quelque chose et pour n'être rien. Comment s'étonner qu'en présence de pareilles réformes les Grecs en soient réduits à regretter la vieille organisation de leur église et de leur clergé, malgré ses abus? Comment s'étonner que la politique occidentale, qui semble patroner et introduire toutes ces innovations oppressives, perde crédit chaque jour davantage en Orient, et que chaque jour davantage la Russie recouvre son ascendant?

J'ai voulu d'abord expliquer le mystère de ce qu'on appelle la restauration de la Turquie, comment la Porte entend et pratique cette restauration, et comment l'Europe s'y prête, avant de rechercher dans les écrits des plus récens voyageurs en Orient des renseignemens et des détails. Les écrivains en effet qui visitent l'Orient jugent différemment cette restauration. Les uns n'en tiennent aucun compte, ne considèrent que la vieille Turquie, et signalent les abus et les maux intolérables de son gouvernement : tel est Mgr Mislin. Les autres croient à la régénération possible de la Turquie, ils font bon marché de la vieille Turquie et la maudissent; mais ils espèrent en la nouvelle : tel est M. Viquesnel. Quelques-uns enfin décrivent l'impuissance ou l'hypocrisie des nouvelles réformes, et n'attendent pas plus de la nouvelle Turquie que de l'ancienne : tel est M. Henri Mathieu.

Voyons d'abord Mgr Mislin, et suivons-le çà et là dans son voyage.

C'est un grand plaisir de lire un voyageur qui a parcouru quelques-uns des lieux qu'on a vus soi-même et de refaire route avec lui. Il faut cependant quelques conditions pour se remettre en voyage avec plaisir, d'abord que le nouveau compagnon de route que nous prenons nous inspire confiance; de plus, il faut que nous ayons avec lui quelques ressemblances d'opinion, et, ce qui est encore plus important, quelques différences. Je ne veux en voyage ni quelqu'un qui pense en tout comme moi, ce me serait un écho, ni quelqu'un qui ne pense en rien comme moi, ce serait une dispute ambulante. Mgr Mislin a de ces deux côtés les qualités que je recherche. Il est catholique, chrétien, anti-turc et anti-musulman: voilà les ressemblances. Il n'est guère libéral, il est un peu intolérant, et il est souvent sévère contre la France de 1830 : voilà les différences. Avant tout cependant il est sincère; il aime la vérité, et il aime à la dire : voilà ce qui m'inspire pour Mgr Mislin une grande confiance, et pour son livre une véritable estime.

C'est le 24 juin 1848 que Mgr Mislin quitta Vienne et descendit le Danube pour aller à Constantinople. Il avait vu à Vienne la révolution qui s'y fit le 13 mars, et il la détestait; il avait vu aussi, quelques jours auparavant, quel effet avait produit à Vienne la nouvelle de la révolution du 24 février à Paris. « La proclamation de la république en France fut saluée par des cris de joie en Autriche, non-seulement par les anarchistes, mais par les hommes du pouvoir. Ceux-ci craignaient beaucoup plus les idées constitutionnelles que les idées républicaines, et ils croyaient que le renversement des trônes constitutionnels consoliderait les monarchies absolues (1). » Curieux témoignage, et qui nous donne dès les premières pages une idée de la sincérité de Mgr Mislin ! Voilà quelques-unes de ces joies malveillantes et si tôt punies qu'excita en Europe et en France la chute de la monarchie de 1830. Grand aveuglement que de ne pas comprendre que dans l'état social de l'Europe moderne la question de la forme des gouvernemens a moins d'importance que le fond de tout gouvernement, c'est-à-dire une administration, une justice, une police, une armée, des finances, l'ordre enfin! Mais, dites-vous, je n'aime pas le gouvernement constitutionnel, c'est un instrument dont il est très difficile de bien jouer. Assurément; tous les gouvernemens par malheur en sont là : ce sont tous des instrumens de genre différent, dont il est très difficile de bien jouer de nos jours. Ne dites donc pas que le violon vaut mieux que le piano ou la harpe. Ne critiquez pas l'instrument du voisin, fût-il un peu bruyant, et ne vous réjouissez pas quand il est brisé. La chute du

(1) Tome Ier, page 2.

gouvernement constitutionnel à Paris a ébranlé toutes les vieilles monarchies de l'Allemagne : elles ont expié leur joie; cette joie en effet était coupable, non pas seulement d'éclater, mais d'exister avant d'éclater. L'Europe monarchique a eu sa part dans les mille et une causes qui ont amené la chute de la monarchie de 1830. Ces mille et une causes n'auraient rien fait sans le mouvement accidentel du 24 février, j'en suis convaincu; mais les monarchies ont toutes péché par malveillance contre la monarchie de 1830, et elles ne s'en sont repenties qu'en se trouvant, sans le savoir, enveloppées dans sa chute.

Je m'en suis aperçu, madame, étant par terre,

dit un personnage de comédie à qui on explique après coup les causes de sa chute. Les monarchies européennes n'ont compris aussi qu'après coup et étant par terre que la monarchie de 1830 était une digue au lieu d'être un danger. J'ajoute que ce qui me fait croire que l'Europe monarchique s'est repentie de la malveillance qu'elle avait contre la monarchie de 1830, c'est qu'elle a témoigné une extrême bonne volonté aux premiers essais de gouvernement qui ont eu lieu en France après 1848. L'Europe avait senti que, quel que soit le gouvernement qu'il y ait en France, il faut le favoriser et le soutenir, laissant de côté les préférences et les répugnances, parce qu'il est nécessaire au salut de l'Europe non pas que la France soit une république présidentielle, ou une monarchie parlementaire, ou un empire représentatif, mais que la France soit un gouvernement. L'illustre M. de Humboldt exprimait cette vérité d'une manière profonde et plaisante à la fois quand il disait à un Français qui prenait congé de lui, après le mois de février 1848, pour retourner à Paris : « Faites en sorte que votre patrie se porte bien, parce que, quand la France a le rhume de cerveau, toute l'Europe est obligée d'éternuer. »

Mgr Mislin n'est guère favorable à la nouvelle Turquie, et c'est, je crois, un peu la faute du Turc philosophe qu'il rencontre sur le bateau à vapeur du Danube. Sami-Effendi, c'est le nom que Mgr Mislin donne à son interlocuteur, est venu apprendre la civilisation en Europe, et ce qu'il en a appris l'a perverti sans l'éclairer. Il est sceptique, moqueur, à peine déiste, le tout sans être ni très savant ni très lettré. Ce voltairianisme musulman choque fort Mgr Mislin, et il a raison. Il y a cependant deux parts à faire dans la conversation de Sami-Effendi. Quand il défend la société orientale et les vieilles institutions de son pays, Sami a beaucoup de bon sens, et le parallèle satirique qu'il fait entre l'Orient et l'Occident est piquant; mais quand Sami-Effendi parle pour son compte, quand il explique ses principes re-

ligieux et moraux, le dernier commis-voyageur de la philosophie irréligieuse a plus d'esprit et de jugement que lui. Citons quelques passages de cette conversation, et voyons d'abord comment Sami défend la société orientale; je parle de la société orientale, et non pas de la société turque : je dirai plus tard la différence qu'il faut faire, selon moi, entre ces deux sociétés.

« Les Européens, dit Sami-Effendi, sont injustes envers nous. Ils nous méprisent et ils ne valent pas mieux que nous. Ils sont fiers de leur civilisation, de leur liberté; ils nous appellent des barbares, et ils nous traitent comme tels. Cependant, quand je suis arrivé à Berlin, voulant avoir un domestique qui sût le français, j'ai fait mettre une annonce dans les journaux : le lendemain trois cents domestiques se sont présentés chez moi. Quand vous serez à Constantinople, faites annoncer dans les journaux que vous désirez un domestique musulman, il ne vous en viendra pas une demi-douzaine. Qu'est-ce que cela prouve? Que chez nous tout le monde est employé, qu'il n'y a pas, comme dans vos grandes villes, des millions d'individus qui n'ont ni feu ni lieu, et qui sont prêts à tout moment à vendre au premier venu la liberté dont ils sont fiers (1). » Sami-Effendi a raison : le prolétariat est un des dangers de l'ordre social européen. En Orient, l'esclavage supprime le prolétariat. Il en est de même aux États-Unis. Le remède vaut-il mieux que le mal?

Sami ne se borne pas à reprocher à l'Europe son prolétariat; il lui reproche son luxe et sa vanité. « Nous n'avons pas de belles rues larges et bien pavées,... pas de palais somptueux comme à Paris ou à Londres. Chaque famille a sa petite maison qui lui appartient... Comme nous trouvons la lumière du soleil plus belle que celle des réverbères, nous en profitons : nos rues n'ont pas besoin d'être éclairées, parce que nous dormons pendant la nuit. En général, nous cherchons notre bonheur paisiblement chez nous, dans notre famille, et non dans le bruit, le mouvement et l'ostentation. » En parlant ainsi, Sami parle en vieux Turc ou plutôt en vieil Oriental. Nous verrons comment la société turque, en combinant de la manière la plus étrange l'imitation de la civilisation occidentale avec l'ancienne barbarie ottomane, s'éloigne chaque jour davantage de cet idéal de la vie patriarcale, qui est le véritable ordre social de l'Orient.

Comme Sami parlait de la famille, Mgr Mislin crut qu'il lui donnait barre sur lui, et il ne manqua pas de lui opposer la polygamie et l'esclavage des femmes. « Nous achetons nos femmes, c'est vrai, répondit Sami. Ma femme était une Circassienne que j'aimais beaucoup, et je n'en ai jamais eu qu'une. Nous, nous disons franche-

(1) Tome Ier, p. 76.

ment : J'ai acheté ma femme; vous, vous faites comme nous, mais vous vous gardez bien de le dire. Mettez la question religieuse de côté, dans laquelle je n'entre pas et qui est mise de côté par bien des chrétiens; que reste-t-il ? Un trafic comme chez nous, avec cette différence que nous, nous donnons de l'argent pour avoir nos femmes, et que vous, vous prenez vos femmes pour avoir de l'argent; à ce compte, nous les estimons plus que vous (1). » Je soupçonne Mgr Mislin d'avoir rapporté sans grande mauvaise humeur la satire que Sami-Effendi faisait de nos mariages de convenance.

Dans cette conversation, Sami a donc souvent l'avantage quand il défend le vieil Orient. Il le perd aussitôt qu'il se met à faire le philosophe et l'esprit fort. Il ne croit pas à la mission de Mahomet. « Y a-t-il beaucoup de philosophes comme vous en Turquie? dit Mgr Mislin. — Chez nous, le peuple est encore fanatique; mais tous les hommes éclairés sont philosophes : c'est comme chez vous... — Vous n'avez jamais songé à une autre vie? — Rarement. — Vous croyez pourtant que votre âme ne mourra pas? — Je n'en sais rien. — Et si elle ne mourait pas et qu'il y eût une autre vie? — Eh bien! j'irai voir quand le moment sera venu. Si j'y pensais maintenant, cela m'inquiéterait et ne me mènerait à rien. Quand je me mets à réfléchir, je finis presque toujours par douter même de l'existence de Dieu. — Malgré l'argument que vous me faisiez tout à l'heure? — Oui, malgré cela. — Ainsi en définitive il ne vous reste rien? — Rien... J'avais prévu ce dénoûment philosophique, dit Mgr Mislin. Voilà où en viennent la plupart des musulmans qu'on envoie en Europe pour s'éclairer au flambeau de notre civilisation... Pendant mon second voyage en Orient, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de m'entretenir de religion avec des personnages plus haut placés que Sami-Effendi : j'ai toujours trouvé dans leur langage un tel dénûment de sentimens religieux et une telle hypocrisie dans leur conduite officielle, que mes prévisions sur la chute inévitable et prochaine de l'empire ottoman se sont singulièrement fortifiées. Cet empire n'a été fondé que par le sabre et le Coran, et aujourd'hui ces deux armes sont aussi débiles l'une que l'autre (2). »

J'aurais bien des réflexions à faire sur la conversation de Sami-Effendi et de Mgr Mislin, et sur les conclusions qu'en tire le pieux voyageur. Je ne dirai qu'un mot en passant sur les diverses idées que fait naître cette conversation.

D'abord il y a, je le sais bien, un assez grand nombre de personnes qui diront que Sami-Effendi ne leur semble pas avoir moins de bon

(1) Tome Ier, p. 79.
(2) *Ibid.*, p. 81.

sens dans la seconde partie de l'entretien que dans la première, et que parmi les gens éclairés il n'y a pas plus de chrétiens en Europe qu'il n'y a de mahométans en Asie. Quand même je consentirais à croire pour un instant à la commune décadence de la foi chrétienne et de la foi mahométane, je dois faire remarquer l'immense différence qu'il y aurait toujours entre ces deux décadences. Comme le mahométisme manque essentiellement de spiritualisme, il arrive que, quand la foi s'en retire, il ne reste plus rien que le doute universel et l'insouciance brutale que nous trouvons dans les paroles de Sami-Effendi, une incrédulité courte et bornée qui a pour doctrine de bien vivre et de mourir le plus tard possible, tandis que, le christianisme au contraire étant une religion profondément spiritualiste, ceux mêmes qui s'en séparent gardent des choses spirituelles une habitude et une préoccupation qui les empêchent de tomber dans la matérialité pure. Je ne nie assurément pas les progrès que le matérialisme a faits de nos jours; mais il a fait plus de progrès dans nos mœurs que dans nos idées. Quiconque en Europe raisonne contre le christianisme raisonne plus ou moins en spiritualiste. Quiconque est incrédule l'est en spiritualiste, et personne, s'il a tant soit peu d'orgueil d'esprit et de force de pensée, ne veut se réduire à une impiété mesquine qui met sa sagesse à vivre au hasard et à jouir le plus possible. Nos mœurs font cela, nos pensées y répugnent; il y aura donc toujours, quoi qu'on fasse, une grande différence entre ce qui restera du christianisme dans les âmes qui l'auront abjuré et ce qui restera du mahométisme dans celles qui n'y croiront plus : les flacons vides gardent un parfum différent, selon la liqueur qu'ils ont renfermée.

A côté de cette réflexion toute philosophique, j'en mets une toute littéraire. Le portrait du jeune Turc esprit fort qui ne croit plus à rien qu'au plaisir et qui retourne dans son pays pour le civiliser est peint avec beaucoup de vérité et de finesse. C'est un Turc; mais combien d'Européens ont posé pour ce portrait du Turc! ou plutôt, et c'est là le malheur de Sami-Effendi et de ses compagnons d'Europe, au lieu de puiser aux bonnes sources de la science et de la sagesse européennes, ils ont puisé aux plus faciles et aux plus vulgaires. Ils ont pris l'eau des ruisseaux des rues au lieu de l'eau des fontaines pures. Triste observation à faire : l'Orient et l'Occident se touchent et se rapprochent plus par leurs vices que par leurs qualités, et dans la civilisation il semble que la maladie s'inocule plus aisément que la santé. Les hommes ont un contact plus naturel dans le mal que dans le bien, et de même que dans les maximes de l'administration européenne les Turcs se sont surtout approprié celles qui pouvaient justifier leur tyrannie, de même dans les usages

de la civilisation occidentale ils ont pris le plus promptement ceux qui servaient le mieux leurs plaisirs.

Dernière réflexion enfin que je veux faire sur l'entretien du Danube. Nous y trouvons une des causes de l'arrêt sévère, mais juste, que Mgr Mislin porte sur l'avenir de la Turquie. Vieux chrétien et se souvenant des guerres que l'Europe chrétienne a soutenues contre l'islamisme pendant tout le moyen âge, se souvenant aussi des dangers que les Turcs ont fait courir à l'Autriche jusqu'à la fin du XVIIe siècle, Mgr Mislin déteste la vieille Turquie; mais, comme chrétien aussi, il déteste la Turquie nouvelle, qui s'est faite irréligieuse pour se civiliser. Dans le passé, une religion brutale et sanguinaire, dans l'avenir une indifférence corruptrice; l'énergie ancienne, digne de la haine; la douceur nouvelle, digne du mépris : voilà la Turquie pour Mgr Mislin. Quand même d'ailleurs il aurait été disposé à juger plus favorablement la Turquie, aurait-il jamais pu ne pas voir ce que tout le monde en Orient, les plus simples voyageurs comme les plus élevés, voient à chaque pas et à chaque instant, le dépérissement de la population, la stérilité des campagnes, la solitude des villes, et cela dans les plus beaux pays du monde? Ceux qui ne visitent pas l'Orient peuvent se laisser tromper par les apologies que la Porte-Ottomane envoie de temps en temps en Europe; mais en Orient la vérité frappe tous les yeux. Mgr Mislin est à Chypre; il raconte par quelle suite d'événemens cette belle île est tombée entre les mains des Turcs. « Après que Sélim II se fut emparé du royaume de Chypre, il y exerça des cruautés inouies. Depuis lors, les Turcs ont répandu sur cette belle contrée ce souffle destructeur sous lequel tout s'énerve et tout s'éteint (1). » Décrit-il l'état de la ville de Famagouste, dans cette ville on ne dirait pas qu'il y ait une seule maison entière : « De grands espaces sont vides; d'autres sont occupés par des jardins mal tenus... Deux cent cinquante individus livides et fiévreux, tous musulmans, accroupis au milieu de ces décombres, jouissent de cette ville désolée, comme une bête fauve, en dormant sur des ossemens, jouit du carnage qu'elle a fait. Cette ville est le véritable emblème de l'empire ottoman : c'est un volcan qui se meurt en corrompant l'air qui l'environne (2). »

Je passe je ne sais combien de citations que je pourrais faire. Mais tout cela, dira-t-on, c'est la vieille Turquie; celle-là, on peut la maudire à son aise : les Turcs eux-mêmes ne la défendent plus. Il y a une Turquie nouvelle, une Turquie réformée, qui se civilise et qui s'améliore. J'ai déjà dit que Mgr Mislin ne croit pas à la régéné-

(1) Tome Ier, p. 235.
(2) *Ibid.*, p. 237.

ration de la Turquie, et il s'explique sur ce point avec une franchise que je ne saurais trop louer; mais même lorsque Mgr Mislin aurait voulu croire à la régénération de la Turquie, comment y croire encore et ne pas comprendre que la civilisation de la Turquie est une pure simagrée, et que le fond des cœurs n'a pas changé, quand par exemple « les croix placées sur les tombes des soldats français, au cimetière de Gallipoli, ont été profanées, et que les réclamations adressées à Constantinople ont eu pour résultat des profanations nouvelles (1)? » En 1799, après la retraite de Saint-Jean-d'Acre, les Turcs massacrèrent tous les soldats français blessés ou malades qui étaient au couvent du Mont-Carmel, « et laissèrent leurs ossemens épars sur la montagne. Lorsque les carmes furent rétablis dans leur couvent, ils les recueillirent pieusement et les portèrent avec respect dans le tombeau qu'ils leur avaient préparé (2). » Mais enfin en 1799 nous étions en guerre avec la Porte-Ottomane : en 1855 au contraire, nous étions les alliés et les défenseurs de la Turquie; les tombes de nos soldats méritaient d'être respectées. Et voyez la différence d'avoir affaire à des alliés barbares ou à des ennemis civilisés: les tombes françaises et anglaises de Sébastopol sont respectées par les Russes, nos anciens ennemis; les tombes des Français morts à Gallipoli sont profanées par les alliés que nous avons sauvés.

Voilà pour la tolérance de la Turquie prétendue réformée. Ailleurs encore Mgr Mislin raconte que « tandis que les armées chrétiennes se battaient en Crimée, on emprisonnait à Candie et on laissait mourir de faim d'anciens chrétiens qui avaient été forcés en 1821 d'embrasser l'islamisme, et qui, croyant le moment favorable de professer publiquement la religion qu'ils n'avaient jamais reniée dans leur cœur, étaient retournés dans les églises. Je me suis trouvé dans le cas de faire des représentations si pressantes au gouverneur général de l'île, que, dans la crainte d'être désavoué ou puni à Constantinople, ou d'être maltraité, dénoncé par les musulmans de Candie, qui ne manquaient pas d'exciter des troubles, il prenait l'attitude d'un suppliant, me priait d'avoir pitié de lui et promettait d'user de tous les ménagemens possibles envers ses prisonniers (3). » Ce gouverneur-général de Candie est un symbole du gouvernement turc placé entre les réclamations de la civilisation européenne et les menaces de la vieille barbarie musulmane.

Vous êtes des ingrats, dit-on aux chrétiens occidentaux; voyez combien le gouvernement turc est tolérant! A Jérusalem, par exemple, a-t-il détruit le saint sépulcre? Ne laisse-t-il pas les chrétiens y

(1) Tome Ier, préface.
(2) Tome II, p. 57.
(3) Tome Ier, Préface.

venir en pèlerinage? Écoutons un instant Mgr Mislin : « Chacun sait pourquoi et comment les Turcs gardent les saints lieux. Ils pourraient, il est vrai, dévaster l'église du Saint-Sépulcre comme ils ont dévasté mille autres églises de la Palestine : celle-ci leur rapporte immensément; ils la laissent intacte. Ils n'insultent pas le pèlerin qui vient y faire sa prière, mais ils le rançonnent... Si quelques temples sont encore debout, c'est que leur cupidité est plus grande que leur fanatisme (1). »

Je sais qu'il y a des gens qui, tout en avouant qu'il y a peu de chances de civiliser la Turquie et de la régénérer, acceptent cet état de choses sans trop de déplaisir. Ils croient que, si on ne peut pas civiliser les Turcs, au moins on peut gagner de l'argent avec eux, et exploiter commodément et sans concurrence les immenses ressources de leur territoire. J'ai lu des journaux allemands qui prétendaient que tel était le plan des Anglais en Turquie, et que c'est pour cela qu'ils soutenaient si ardemment l'empire ottoman. Nous ne croyons pas à ce machiavélisme industriel et commercial. On ne fait même pas de bonnes affaires en Orient. Tout ce qu'on a essayé en ce genre, mines, fonderies, usines, a échoué, parce que le fond du caractère des Turcs est de ne rien faire et de ne pas vouloir qu'on fasse rien auprès d'eux. Lisez dans Mgr Mislin l'histoire des mines de charbon de terre à Korneil, dans le Liban, qu'un Anglais, M. Brattel, avait voulu exploiter. « Pendant que M. Brattel était au Caire et que son compagnon, dégoûté des nombreuses chicanes qu'on lui avait suscitées, était retourné en Angleterre, un caïmacan turc fut chargé de l'exploitation de la houille. On conçoit sans peine quel fut le résultat de son administration. Ibrahim-Pacha fit venir le caïmacan et lui reprocha durement sa négligence, puis il lui ordonna de livrer autant de charbon qu'avaient fait les Anglais. Le caïmacan descendit pour la première fois dans les souterrains, et, trouvant tout à l'entrée de grands blocs de houille qu'il jugea avoir été oubliés, il commanda aux ouvriers de les enlever aussitôt. C'étaient des piliers de soutènement qu'on avait laissés pour la sûreté des galeries. Ils furent enlevés; toutes les galeries s'éboulèrent, et le feu prit aux mines. Ainsi furent perdus des travaux de plusieurs années et des sommes considérables (2). »

Que faire donc des Turcs, si on ne peut pas même, avec eux ou devant eux, exploiter leur pays? Ici, qu'il me soit permis de présenter une réflexion. Je ne m'adresse plus aux sentimens chrétiens de l'Europe. Je sais gré à Mgr Mislin de faire appel à ces sentimens,

(1) Tome II, p. 307.
(2) Tome Ier, p. 306.

et de croire qu'il sera entendu. Je laisse de côté la pitié que devraient nous inspirer les intolérables souffrances des chrétiens de l'Orient. Je veux raisonner comme un homme de mon temps. Quoi! il y a là, de l'autre côté de la Méditerranée, les plus beaux et autrefois les plus riches pays du monde; partout des plaines qui appellent la culture, partout des ports qui appellent le commerce. Ces admirables pays voient depuis plus de quatre cents ans dépérir leur sol, leurs eaux, et j'allais presque dire leur soleil, tout cela à cause de l'ignorante barbarie de leurs maîtres! Et l'Europe ne dit rien, ne fait rien; elle se croise les bras et elle ferme les yeux! Elle va peupler au-delà de l'Atlantique les solitudes de l'Amérique septentrionale, et elle oublie ou elle laisse mourir peu à peu l'Asie-Mineure, la Thrace, la Macédoine, l'Épire, la Thessalie, les îles de l'Archipel. Non pas que je reproche aux colons européens leur préférence pour l'Amérique: ils y trouvent la liberté et la propriété, cela vaut tous les soleils du monde. Les solitudes américaines, pleines de la fécondité de la nature sauvage, l'emportent de beaucoup sur les déserts épuisés et dépeuplés de l'Asie-Mineure. Ah! qu'il aurait mieux valu pour l'Asie-Mineure, pour la Thrace, pour la Macédoine, pour la Thessalie, pour l'Épire, pour toutes ces vieilles et belles patries de la civilisation, de retomber sous l'empire de la solitude et sous la domination de la nature sauvage! Peu à peu l'eau, le ciel et la végétation se seraient accordés pour rendre à la terre sa fécondité, et pour préparer un sol aux laboureurs futurs. Ils auraient travaillé sans être contrariés par ce qu'il y reste d'hommes et de gouvernement. Point de troupeaux qui vinssent paître les bois et changer les futaies en broussailles; point de pâtres qui, pour procurer un peu d'herbe à leur bétail, brûlassent les forêts et dépouillassent les montagnes de leur parure et les vallées de leur défense; point de pachas ou de cadis qui enlevassent à l'homme le peu qu'il a arraché à la terre par son travail. Ce malheureux pays n'a ni les avantages de la nature sauvage, parce que les hommes contrarient l'œuvre de cette nature, ni les avantages de la nature cultivée, parce que la rapacité des gouverneurs ne permet pas aux habitans de jouir des fruits de leur travail et d'avoir le goût du labeur. Est-ce que l'Europe n'est pas effrayée de cette effroyable déperdition des forces naturelles et des forces humaines? Est-ce que ces populations qui meurent sous l'oppression, est-ce que cette terre stérile malgré elle, n'accusent pas notre indifférence? En Europe, nous soumettons la nature à l'industrie, et là, à côté de nous, en Orient, la nature nous appelle, et nous la négligeons! Quel scrupule ou quelle crainte peut nous arrêter? Nous avons revendiqué le droit, dans le traité de Paris, de protéger les populations chrétiennes, et nous les laissons périr! Si

nous avions des colons européens en Thessalie et dans l'Asie-Mineure, est-ce que nous permettrions qu'ils fussent persécutés et opprimés? Nous avons là des colons de notre religion, sinon de notre race : n'est-ce pas assez pour que nous les défendions? En protégeant leurs vies et leurs biens, nous rappelons du même coup la terre à sa vieille fertilité, la mer à son vieux commerce; nous faisons une bonne action et une bonne affaire. Comment cela ne tente-t-il pas notre siècle ?

Ces dernières paroles m'amènent naturellement à dire quelques mots du rôle que, selon Mgr Mislin, les diverses puissances européennes jouent en Orient.

Nous savons déjà ce que Mgr Mislin pense de la direction toute musulmane que quelques personnes voulaient donner à la guerre d'Orient. Cette direction s'est effacée ou dissimulée dans le traité de Paris. Elle reparaît depuis le traité dans l'allure de quelques puissances, de telle sorte que le traité de Paris est exécuté moins chrétiennement qu'il n'a été fait. J'expliquerai tout à l'heure ce que j'entends par ces mots; mais je veux d'abord montrer quelle juste et honnête répugnance Mgr Mislin a contre l'esprit de restauration musulmane qui a inspiré quelques personnes pendant la guerre de 1855. Comme cet esprit a, selon moi, gâté la guerre en quelques parties, et qu'il l'aurait chaque jour gâtée davantage, si la paix n'était pas arrivée à propos; comme enfin, depuis qu'il ne gâte plus la guerre, ce funeste esprit gâte chaque jour la paix, comme c'est la véritable plaie de la question d'Orient, il est bon de voir ce que les chrétiens sincères, comme Mgr Mislin, pensent sur ce point. Je me réserve ensuite de montrer que, quoi qu'en disent les politiques et les hommes d'état, la bonne politique en Orient, c'est d'être chrétien avant tout.

A Saint-Jean d'Acre, Mgr Mislin rappelle le traité du 15 juillet 1840 et la prise de cette ville par les flottes de l'Angleterre et de l'Autriche, qui l'ôtèrent « aux musulmans de l'Égypte soutenus par M. Thiers pour la rendre aux musulmans de Constantinople, incapables de s'en emparer eux-mêmes sans le secours des chrétiens. Voilà quels sont les croisés du XIXe siècle!... On voit combien nous sommes loin des croisades de saint Louis. De nos jours,... l'étendard de la croix ou plutôt les drapeaux d'où la croix a disparu flottent à côté des bannières de Mahomet, sur lesquelles le croissant se voit encore, et sont levés contre d'autres armées chrétiennes : tels sont les miracles de la politique et de l'incrédulité (1). »

J'aurais bien quelque chose à dire sur la question d'Égypte de

(1) Tome II, p. 31.

1840, et sur l'appui que la France prêtait alors à Méhémet-Ali; mais je laisse de côté ces controverses de détail, ne voulant m'attacher qu'au principal et à cet esprit de restauration musulmane qui eut aussi sa part dans le traité de 1840. Je dirai seulement en passant que la Russie, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse, en s'unissant en 1840 contre la France, voulaient l'empêcher de faire prévaloir sa politique en Orient, de même qu'en 1855 la France, l'Angleterre et presque l'Autriche se sont unies contre la Russie pour empêcher la Russie de faire prévaloir sa politique en Orient, et d'y avoir la part du lion. Mgr Mislin dit quelque part que tous les médecins du monde s'empressent de venir au secours des Turcs, « mais que cet empressement n'a pour but que de les empêcher de mourir... dans les bras des autres. » Le mot est juste et piquant. Le traité du 15 juillet 1840 n'a été fait que pour empêcher la Turquie de mourir, sous les coups de l'Égypte, entre les bras de la France. La guerre de 1855 a de même été faite pour empêcher la Turquie de mourir entre les bras de la Russie, avec cette différence pourtant que la France, en 1840, si le malade mourait entre ses bras, ne voulait ni ne pouvait être son héritière, que la politique de la France en Orient est nécessairement désintéressée, tandis que la Russie en 1855, si le malade mourait entre ses bras et par ses coups, voulait et pouvait être son héritière. Quoi qu'il en soit, le traité de 1840 a fait échouer en Orient la solution française, qui eût été au profit de la civilisation chrétienne, qui eût donné à la Grèce l'étendue qu'elle doit avoir, à la Valachie et à la Moldavie l'organisation qu'elles demandent, qui eût fortifié et agrandi la Serbie, qui eût partout créé des obstacles à l'esprit de conquête russe et autrichien, qui eût enfin préparé la régénération de l'Orient par l'Orient lui-même, car c'était là ce que contenait la solution française de 1840. La guerre de 1855 a fait échouer la solution russe, qui eût été l'incorporation de la Turquie à la Russie. Que reste-t-il alors? Ce que je ne puis pas appeler la solution turque, car comment appeler solution le maintien de la difficulté sous sa forme la plus embarrassante? Il faut même remarquer que la solution ou la difficulté turque (pour moi, les deux mots se valent) devient chaque jour plus grave avec l'esprit de restauration musulmane que l'Europe encourage ou tolère en Turquie. Pour la Turquie en effet, ce n'est pas assez de vivre; elle veut se restaurer et se relever; elle sait que les états stationnaires dépérissent, elle ne veut donc pas rester ce qu'elle est : elle veut redevenir ce qu'elle était, et plus même qu'elle n'était. De là les conquêtes diplomatiques qu'elle entreprend dans les principautés, en Serbie et dans le Montenegro. En même temps qu'elle cherche à s'étendre au dehors, elle cherche à s'accroître aussi au dedans, en

soumettant à ce qu'on appelle son administration les rayas chrétiens; elle anéantit les effets du traité de 1856, qui avait promis aux populations chrétiennes de l'Orient que leur sort serait amélioré, tandis qu'il se trouve empiré, de telle sorte qu'elles n'ont plus, comme en Bosnie et dans l'Herzegovine, que la fatale ressource de l'insurrection. Voilà ce que j'appelle l'esprit de la restauration musulmane, que je trouve fort naturel chez les Turcs, mais qui m'étonne et me choque chez les chrétiens.

On croit que cet esprit est une bonne politique, et on se moque des publicistes qui portent les préjugés de la sacristie dans la question d'Orient. Les sacristies, si elles sont chrétiennes, jugent mieux la question d'Orient que les cabinets qui se font musulmans; car cette politique musulmane est punie en Orient par ses effets mêmes, puisque chaque pas que fait l'Europe ou qu'elle laisse faire vers la restauration musulmane est, ne nous y trompons point, un pas fait vers le rétablissement de la prépondérance de la Russie en Orient, si bien que d'ici à quelques années il faudra refaire la guerre de Crimée ou prendre son parti de laisser l'Orient aux mains de la Russie. Écoutez sur ce point ce que dit Mgr Mislin dans sa préface. Ses paroles sont curieuses et graves. « Une illusion plus grande encore dans laquelle nous sommes, c'est que nous nous imaginons que la Russie a perdu son influence en Orient par la dernière guerre. Ses armées avaient pris trop brusquement le chemin de Constantinople; une coalition crue impossible, et qui effectivement n'a pas duré longtemps, les a repoussées, il est vrai, en faisant d'immenses sacrifices qu'on ne sera pas disposé souvent à renouveler. Jamais la Russie ne se désistera de ses prétentions sur l'Orient. La religion est l'instrument de son ambition, et elle s'en sert habilement... en se posant comme la protectrice de la croix contre le croissant... Les Grecs, disséminés, perdus, oubliés dans ce vaste Orient, habitués pendant des siècles à regarder les Turcs comme leurs oppresseurs, ne voyant arriver de secours réel de nulle part, sont naturellement disposés à prêter l'oreille à ces émissaires chargés de dons et de promesses qui leur montrent le tsar comme le vengeur de tous leurs griefs, et leur disent de compter en toute chose sur la *sainte* Russie. »

C'est ici que je veux expliquer rapidement ce que je disais plus haut, que le traité de Paris est exécuté moins chrétiennement qu'il n'a été fait.

Il y a dans le traité de Paris une partie toute chrétienne que le congrès y avait placée, non pas seulement dans une pensée de charité, mais dans une pensée fort politique: c'est tout ce qui concerne les chrétiens d'Orient. Le traité de Paris a promis d'améliorer le

sort des populations chrétiennes soumises à la Porte-Ottomane. La charité obligeait le congrès à prendre cet engagement; la politique l'avertissait aussi que c'était le seul moyen de séparer les Grecs d'Orient de la Russie. A mesure qu'ils espéreraient plus en l'Europe, ils s'éloigneraient plus de la Russie. Aussi l'amélioration du sort des chrétiens d'Orient était dans la guerre de Crimée une des questions que les documens diplomatiques mettaient au premier rang. Réprimer la prépondérance de la Russie et aider à la régénération des chrétiens d'Orient, tels étaient les deux buts qu'avait la guerre de 1855, et le second ne semblait pas alors moins nécessaire à atteindre que le premier; on n'en parlait pas avec moins d'ardeur et moins de solennité. Sans cela, la guerre de 1855 aurait été toute musulmane, et tout le monde voulait éviter qu'elle eût ce caractère. Le traité de Paris s'attacha aussi soigneusement à constater l'échec de la Russie en Orient et la borne mise à son ambition qu'à proclamer avec netteté l'engagement pris par l'Europe occidentale et par la Porte-Ottomane de venir en aide aux chrétiens d'Orient. Cette amélioration devait se faire par la Porte sous la surveillance de l'Europe. C'est donc en ce point surtout que le traité de Paris devait être exécuté chrétiennement. L'a-t-il été? Non, mille fois non, malgré tous les décrets de la Porte-Ottomane, qui ne sont qu'une lettre morte, et dont l'inefficacité dérisoire commence aux portes mêmes de Constantinople pour aller en augmentant jusqu'aux limites de l'empire. Cet esprit de restauration musulmane dont quelques personnes auraient voulu faire l'esprit de la guerre de Crimée est devenu, malgré les résistances bien avisées du gouvernement français, l'esprit qui chaque jour davantage a présidé à l'exécution du traité, si bien que le traité a été exécuté dans un sens contraire à ses principes et contraire aux intentions de la guerre. L'exécution chrétienne du traité voulait dire que les chrétiens d'Orient seraient protégés, défendus, assistés, par conséquent séparés du patronage de la Russie et rattachés au patronage européen. L'exécution chrétienne du traité voulait dire que les principautés danubiennes deviendraient chaque jour plus européennes, et que leur autonomie, consacrée par les anciens traités et par les nouveaux, serait chaque jour plus respectée. L'exécution chrétienne du traité voulait dire enfin qu'en Serbie la présence d'une garnison turque dans la forteresse de Belgrade ne deviendrait pas pour la Porte-Ottomane le prétexte d'une ingérence quelconque dans les affaires de la principauté indépendante de Serbie, sans qu'une réclamation des puissances européennes réprimât à l'instant même cette prétention. L'exécution musulmane du traité veut dire au contraire que, prenant au sérieux l'ambition sénile de la Turquie, on lui laisse croire qu'il importe au salut du

monde européen qu'elle redevienne puissante et forte, qu'elle a sur les rayas chrétiens une souveraineté absolue, qu'elle peut, dans les principautés, substituer la souveraineté à la suzeraineté, et changer en sujets des tributaires indépendans, qu'en Serbie elle peut essayer de contrôler et de subordonner l'indépendance du prince et du pays. Voilà quelle est l'exécution musulmane du traité de Paris; mais en revanche aussi, et comme je l'ai dit plus haut, chaque acte de cette exécution musulmane est un progrès de la Russie vers le rétablissement de son ascendant en Orient. A mesure que le traité s'exécute contre les principes et contre une des intentions principales de la guerre de 1855, c'est-à-dire contre la régénération des chrétiens en Orient, la Russie redevient, aux yeux des populations orientales, ce qu'elle était avant la guerre, leur plus sérieuse et leur plus sincère protectrice contre les Turcs. Les populations de l'Orient ne demandaient pas mieux que d'avoir contre les Turcs des patrons aussi puissans et plus désintéressés que les Russes : elles ont donc accueilli avec un empressement reconnaissant les promesses que l'Occident leur faisait durant la guerre de 1855 et dans le traité de 1856. A mesure cependant qu'elles voient que les promesses sont vaines, que la guerre, entreprise, disait-on, pour réprimer l'ambition de la Russie, aboutit à la reconstitution violente et oppressive de la Turquie, elles reviennent à penser que, leur danger le plus sérieux et le plus prochain étant la Turquie, leur appui le plus sûr et le plus prochain est la Russie. Il est une vérité que nous venons d'établir, et qui frappera peu à peu tous les yeux, mais qui ne les frappera que trop tard: c'est qu'en Orient tout ce qu'on fait pour rendre à la Turquie un semblant de force rend à la Russie son ascendant, et qu'à mesure qu'on donne à la Turquie une apparence, on donne à la Russie une réalité.

Nous avons entendu le témoignage de Mgr Mislin dans la question d'Orient telle qu'elle est en 1858. Ce témoignage est important, parce que l'auteur du pèlerinage des *Saints-Lieux* est dans une situation à la fois impartiale et élevée, qu'il aime la vérité, et qu'il a tout ce qu'il faut pour la voir et pour la dire. Il nous reste à entendre dans l'enquête le témoignage d'autres voyageurs et d'autres écrivains qui aient, depuis la paix de Paris, visité et étudié l'Orient.

SAINT-MARC GIRARDIN.

UNE

ENTREPRISE MARITIME

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

II.

LE LIEUTENANT MAURY

INFLUENCE SCIENTIFIQUE DE SON ŒUVRE.

Physical Geography of the sea, new edition, by M. F. Maury, lieut. U. S. N., New-York 1857.

Dans une première étude (1), on a vu Maury enrôlant sous la même bannière l'immense majorité des marins du globe : « Jamais, dit-il avec un orgueil légitime, jamais flotte aussi vaste n'avait été mise au service d'une même entreprise. » Plus d'un millier de navires étaient en effet devenus autant d'observatoires flottans, fonctionnant jour et nuit sur toutes les mers, obéissant à la même impulsion, et travaillant en commun à réunir les données d'où devaient sortir pour la navigation pratique les remarquables progrès que nous avons essayé d'apprécier. Là ne devaient pas se borner les résultats obtenus, car ces données emportaient avec elles une signification non moins importante au point de vue de la science qu'au point de vue de la navigation, et c'est ce que Maury sut interpréter avec un rare esprit de généralisation.

Son œuvre scientifique constitue une véritable météorologie maritime, et, indépendamment de la masse imposante de matériaux recueillis, si l'on songe que les trois quarts de la surface de notre

(1) Voyez la livraison du 1er mars.

planète sont liquides, on comprendra mieux comment le célèbre Américain a pu aborder cette science avec une hauteur de vues, avec un esprit d'ensemble inconnus jusqu'à lui. Trop souvent, aux yeux des savans, la mer n'avait été en quelque sorte qu'un accessoire, tandis que, sans tomber dans l'exagération contraire, qui consisterait à faire de la météorologie terrestre un cas particulier de la météorologie maritime, on doit reconnaître que ces deux études se complètent l'une par l'autre, et que pour certaines lois, celles qui régissent la circulation atmosphérique par exemple, l'Océan en thèse générale représente la règle, la terre l'exception. Maury est du reste le premier à repousser en cela toute tendance trop exclusive, et à plusieurs reprises il réclame, au nom des résultats de la conférence de Bruxelles, un second congrès international destiné à établir pour les observations de terre l'uniformité et la centralisation qui existent aujourd'hui sur mer.

La météorologie, on le sait, a vu des hommes éminens contester son utilité, et jusqu'à ses bases, dans une discussion mémorable de l'Académie des Sciences, en janvier 1856. Lorsque des savans tels que MM. Biot et Regnault, dont la parole a en pareille matière une valeur si justement respectée, vont jusqu'à nier tout un passé scientifique, il n'est pas inutile de montrer par l'irrécusable logique des faits ce qu'on doit attendre de cette météorologie si vivement attaquée, et quels services, sous l'impulsion d'observateurs tels que Maury, elle pourrait rendre à la science du XIXe siècle.

I. — L'ATMOSPHÈRE.

Si l'on recherchait ce que de tout temps l'esprit humain a considéré comme le type par excellence de l'instabilité, certes les vents nous présenteraient la plus complète unanimité d'épithètes dans laquelle un commun accord ait jamais réuni poètes et prosateurs. Bien plus, pendant de longues années, disons mieux, pendant des siècles, les savans eux-mêmes acceptaient ce principe d'instabilité, non-seulement sans discussion, mais encore sans être en rien choqués de l'hérésie scientifique qu'il entraîne, et si, à de lointains intervalles, des esprits plus investigateurs cherchaient à approfondir cette question, la cause seule de certains vents les préoccupait dans une étude qui devait nécessairement se ressentir de l'imperfection des connaissances physiques de l'époque. Parmi eux, nous citerons surtout l'illustre Bacon, le Hollandais Vossius, Halley, et dans le siècle dernier d'Alembert, dont le mémoire, couronné par l'académie de Berlin, n'est pas la pièce la moins singulière de ce curieux dossier historique par l'intrépidité avec laquelle le célèbre ency-

clopédiste aligne de formidables bataillons d'équations dans un problème où les données premières, il est permis de le dire, c'est-à-dire les faits d'observation, manquaient alors absolument. N'oublions pas, également dans le siècle dernier, un nom bien complétement inconnu aujourd'hui, celui du chevalier de La Coudraye, qui, se plaçant à un point de vue plus général que ses devanciers, sut mêler à d'inévitables erreurs des idées neuves et vraies, dont il est juste de lui tenir compte.

Rechercher la cause des vents alors que l'on admettait dans leur action une irrégularité presque entière, cela peut paraître de nos jours un problème étrangement posé. Quant à la raison qui s'opposait à ce que la connaissance du phénomène fût plus complète, nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de la signaler : c'était l'absence de données, c'était le manque de toute compilation, et par suite, sauf quelques rares exceptions, l'inutilité absolue des observations recueillies par les navigateurs. Dès le début, Maury replaça la question sur son véritable terrain, et grâce à son merveilleux esprit de généralisation, grâce à l'application des seules méthodes véritablement scientifiques que comporte l'étude des phénomènes de la nature, il parvint à présenter les lois qui régissent la circulation atmosphérique sous la forme d'un système rationnel dont le majestueux ensemble n'avait été jusqu'à lui soupçonné par personne (1). C'est ce système que nous allons exposer.

Il est généralement admis aujourd'hui que la vaste enveloppe atmosphérique au milieu de laquelle se trouve notre globe est dans un état incessant d'agitation; même dans ce qui nous paraît être le calme le plus parfait, l'exquise sensibilité de certains anémomètres accuse un mouvement perceptible, et montre que dans la masse aérienne le repos absolu n'existe pas. Or, de ces mouvemens, les seuls que nous puissions constater directement sont ceux qui s'opèrent à la surface du globe : ce sont les données de notre problème, et ce sont eux qui doivent nous conduire par induction à la connaissance des mouvemens qui s'opèrent dans les régions supérieures de l'atmosphère. Disons tout de suite que la hauteur de cette atmosphère (100 kilomètres environ) rend parfaitement admissible l'existence de deux systèmes de courans aériens superposés pour ainsi dire; nous établirons bientôt que de plus cette existence est nécessaire : il faut d'abord indiquer quels sont les vents que l'observation nous montre à la surface du globe.

En se plaçant au point de vue le plus général, c'est-à-dire en

(1) Il serait pourtant injuste de ne pas mentionner ici M. le capitaine de vaisseau Lartigue, qui a publié en 1840, sous le titre d'*Essai sur le système des vents*, une brochure dont l'Académie des Sciences a fait l'objet d'un éloge mérité.

faisant abstraction des nombreuses et importantes exceptions dont nous parlerons plus loin, on trouve cette surface partagée par la circulation aérienne en sept zones principales, limitées par divers parallèles de latitude : d'abord à l'équateur une zone de calmes et de folles brises, puis les deux zones des vents alizés, soufflant dans l'hémisphère nord du nord-est vers le sud-ouest, dans l'hémisphère sud du sud-est vers le nord-ouest, et s'étendant à peu près jusqu'aux trentièmes parallèles nord et sud. Viennent ensuite immédiatement après les alizés, en continuant à marcher de l'équateur vers chacun des pôles, deux nouvelles zones de calmes et de folles brises, moins nettement accusées que la zone équatoriale, et portant le nom des deux tropiques du Cancer et du Capricorne, dont elles sont voisines (1). Enfin les deux dernières de ces sept zones sont comprises entre ces calmes tropicaux et les deux pôles : ce sont les vents dits généraux, qui dans l'hémisphère nord soufflent du sud-ouest vers le nord-est, et dans l'hémisphère sud du nord-ouest vers le sud-est. Les trois zones de calmes, d'une largeur commune d'environ 3 à 4 degrés de latitude, sont, comme on le voit, notablement inférieures en superficie aux quatre zones de vents.

Ce qui frappe d'abord dans cette division, c'est la symétrie avec laquelle les différentes zones sont distribuées par paires dans les deux hémisphères, de telle manière que deux navigateurs, partant ensemble de la zone des calmes équatoriaux et se dirigeant l'un vers le pôle nord, l'autre vers le pôle sud, rencontreraient successivement et dans le même ordre, — l'un les alizés du nord-est, les calmes du Cancer par 30 degrés nord ou environ, puis les vents généraux du sud-ouest, — l'autre les alizés du sud-est, les calmes du Capricorne par 30 degrés sud ou environ, puis les vents généraux du nord-ouest. On voit en même temps combien un semblable système de vents serait impossible, s'il devait résumer à lui seul l'ensemble de la circulation aérienne : ces alizés par exemple, qui viennent avec un cours si régulier et si constant se déverser dans la zone des calmes équatoriaux, les uns du nord-est, les autres du sud-est, c'est-à-dire suivant des directions à angle droit, ces alizés, dis-je, produiraient nécessairement dans cette zone une inadmissible accumulation atmosphérique, si l'excès d'air ainsi apporté n'était entraîné ailleurs par une voie quelconque. Prenons maintenant les calmes du Cancer : nous y voyons les vents souffler au nord vers le nord-est, au sud vers le sud-ouest, c'est-à-dire que ces calmes servent

(1) La tradition assigne chez les Anglais, aux calmes du Cancer, le nom bizarre de *horse latitudes*, parce que les navires qui se rendaient jadis aux Indes occidentales, retenus dans ces parages par le manque de vent, s'y voyaient contraints, faute d'eau et de fourrages, de jeter à la mer les chevaux dont ils étaient encombrés.

de point de départ commun à deux vents de directions diamétralement opposées, de sorte que si l'air ainsi enlevé à cette zone n'était pas remplacé, il s'y produirait une raréfaction atmosphérique indéfinie, dont le résultat serait la cessation de ces vents faute de l'alimentation nécessaire : ce serait l'inverse de l'accumulation dont nous venons de parler pour les calmes équatoriaux. En un mot, dès le début, nous voyons que le système de vents constaté par l'observation à la surface du globe implique, comme complément indispensable, l'existence de courans aériens dans les régions supérieures de l'atmosphère, sans quoi ce système aurait inévitablement pour résultat d'amener la masse de l'air qui nous entoure aux pôles et à l'équateur, en en dépouillant les régions intermédiaires.

Pour bien exposer ce que sont ces courans supérieurs dans le vaste ensemble conçu par Maury, nous prendrons une molécule atmosphérique, et nous la suivrons dans le parcours entier de son trajet. Supposons-la, par exemple, soufflant à la surface du globe comme alizé de l'hémisphère sud, c'est-à-dire du sud-est vers le nord-ouest. Elle arrivera ainsi dans la zone des calmes équatoriaux, y montera dans les régions supérieures de l'atmosphère, passera dans l'hémisphère nord, et se dirigera alors du sud-ouest vers le nord-est, suivant un courant supérieur et de direction contraire aux alizés de ce dernier hémisphère. Parvenue à la zone des calmes du Cancer, elle descendra des régions supérieures et continuera à la surface du globe, mais sans changer de direction, son trajet vers le pôle nord : elle nous représentera alors les vents généraux du sud-ouest, que nous avons signalés dans ces régions. Or, de même que toutes les molécules analogues constituant par leur réunion ces vents généraux, notre molécule s'approchera ainsi du pôle suivant une spirale dont les contours iront en se resserrant de plus en plus. Ce mouvement dégénérera donc au pôle en un véritable tourbillon (1) dont le centre présentera une région de calmes plus ou moins

(1) Nous signalerons ici une coïncidence extrêmement remarquable. Une des découvertes les plus utiles dont la navigation ait été dotée dans ces dernières années est celle de la théorie des ouragans circulaires, due à MM. Reid et Piddington. D'après eux, ces terribles coups de vent, si redoutés dans les mers de Chine par exemple sous le nom de typhons, seraient formés d'un immense tourbillon atmosphérique, d'un diamètre de cent lieues et même plus, et posséderaient, outre ce mouvement gyratoire, un mouvement de translation qui leur ferait parcourir un trajet dont l'étendue plus ou moins considérable traverse parfois tout un océan; on peut, pour se servir d'une idée familière à tous les esprits, comparer le double mouvement de ces ouragans à celui d'un valseur. Or, dans le système de circulation de Maury, pour des observateurs placés aux pôles, le tourbillon du pôle nord tourne de droite à gauche, c'est-à-dire inversement aux aiguilles d'une montre, comme les ouragans circulaires de l'hémisphère nord, et le tourbillon du pôle sud tourne au contraire dans le sens des aiguilles d'une montre, de gauche à droite, comme les ouragans de l'hémisphère austral.

étendue, région dans laquelle se trouvera nécessairement la molécule lorsqu'elle atteindra le pôle. Là, sa direction redeviendra ascendante, et, parvenue dans les couches supérieures de l'atmosphère, elle commencera son trajet de retour vers le pôle sud, sous forme de courant dirigé du nord-est vers le sud-ouest. Arrivée aux calmes du Cancer, elle redescendra, et, sans changer de direction, deviendra à la surface du globe le vent alizé du nord-est, qui la conduira aux calmes équatoriaux, où elle remontera dans les régions supérieures pour passer de là dans l'hémisphère sud. Le reste de son trajet est symétrique de celui que nous venons d'exposer : elle franchit les alizés du sud-est en courant supérieur de direction contraire à celle de ces vents, arrive aux calmes du Capricorne, y redescend, se dirige à la surface du globe vers le pôle sud suivant une spirale allant du nord-ouest au sud-est. De là production d'un second tourbillon où le sens du mouvement est inverse de ce qu'il était dans le premier; au centre de ce tourbillon, c'est-à-dire au pôle sud, nouvelle région de calmes, dans laquelle notre molécule hypothétique s'élèvera une dernière fois dans les régions supérieures pour commencer son trajet de retour vers le pôle nord sous forme d'un courant dirigé du sud-est vers le nord-ouest. Enfin, parvenue aux calmes du Capricorne, elle redescendra à la surface du globe pour s'y mêler aux alizés du sud-est, où nous l'avons prise au début de ce trajet, qu'elle recommence indéfiniment.

C'est à dessein que je viens d'exposer ce long trajet sans l'accompagner d'aucun commentaire, et, si étranger que soit le lecteur à ces idées, quelqu'abstraites et compliquées qu'elles puissent paraître à première vue, un instant de réflexion n'y fera pas moins reconnaître une remarquable simplicité : au-dessus de chacune des quatre zones de vents de surface se trouve un courant supérieur de direction diamétralement opposée, de sorte que les vents constatés par l'observation dans les régions inférieures de l'atmosphère se trouvent pour ainsi dire inversement reproduits dans les régions supérieures. Dans ce système, les calmes des trois zones que nous avons signalées résultent naturellement de la rencontre de deux vents de directions opposées : à l'équateur, de la rencontre des alizés; — aux calmes du Cancer et du Capricorne, de celle des courans supérieurs venant dans le premier cas du nord-est et du sud-ouest, et dans le second du sud-est et du nord-ouest. Cependant on voit que la désignation de calme ici employée n'est que relative, et qu'elle indique simplement l'absence, du moins en thèse générale, du mouvement horizontal de translation qui caractérise les quatre zones de vents. Dans ces calmes en effet, le mouvement de l'air est vertical, ascendant à l'équateur, descendant dans les deux autres zones, mais la direction et l'infériorité de vitesse relative de ce mouvement

empêchent nos sens de le percevoir, bien qu'il soit accusé à l'équateur par une diminution et dans les calmes tropicaux par une augmentation de la pression barométrique. Quant au mouvement ascendant de l'air dans les calmes polaires, il échappe, on le conçoit, à toute observation directe.

Les objections qui nous arrêtaient en l'absence de courans supérieurs se résolvent maintenant d'elles-mêmes : l'accumulation atmosphérique que nous avions signalée dans les calmes équatoriaux disparaît, puisque l'air apporté par les alizés est entraîné par ces courans supérieurs, et qu'il vient, aux calmes du Cancer et du Capricorne, remplacer l'air enlevé à ces deux zones par les vents de surface qui y prennent naissance. Ce n'est là que l'application d'un axiome aussi simple qu'évident, à savoir que, dans tout système de circulation, là où aboutit un courant doit se trouver un autre courant emportant ce qu'a amené le premier. En se plaçant à ce point devue, on peut comparer ces trois zones de calmes à trois immenses auges entourant circulairement notre globe, auges qui seraient vidées par deux orifices, et remplies par deux autres. Dans les calmes tropicaux, les orifices de sortie donneraient issue aux vents alizés et généraux, opposés en direction, et seraient placés au bas de l'auge, laquelle serait remplie en haut par deux courans supérieurs; dans les calmes équatoriaux, l'auge serait au contraire remplie par en bas et vidée par en haut.

On le voit, ces trois zones de calmes, de même que les deux régions de calmes polaires, jouent dans la circulation atmosphérique un rôle caractérisé par une importance toute spéciale : ce sont les points de croisement des courans supérieurs et inférieurs, points où le repos comparatif de l'air rappelle en quelque sorte les nœuds que la physique nous montre dans une corde vibrante, ou mieux encore, si l'on veut emprunter à la physiologie une image plus exacte, ce sont les cœurs de la circulation aérienne. C'est là en effet que viennent aboutir les grands courans que nous étudions; c'est de là qu'ils repartent après avoir pour ainsi dire transformé la nature de leur mouvement, après être devenus inférieurs de supérieurs qu'ils étaient, ou réciproquement, — et cela toujours en sortant par une issue distincte de celle qui leur a donné passage à l'entrée. C'est absolument ce que l'on observe dans le cœur humain, où les oreillettes reçoivent le sang qu'expulsent les ventricules, et où la circulation de ce sang change de nature en devenant artérielle de veineuse qu'elle était.

Ce croisement des vents dans les zones de calmes réclame une attention particulière. Nous l'avons indiqué dans le trajet de la molécule hypothétique que nous avons considérée, mais il importe de préciser nettement la nature de cette action, car elle est la pierre

angulaire de l'édifice, la base sur laquelle repose l'ensemble du système de circulation atmosphérique de Maury. Prenons pour exemple la zone des calmes équatoriaux : nous avons dit que les deux courans alizés y débouchaient à la surface du globe, — que de plus dans les régions supérieures deux autres courans prenaient naissance et soufflaient vers les pôles dans deux directions contraires à celles des alizés. Comment sont alimentés ces deux courans supérieurs? L'air apporté par les deux alizés se mélange-t-il dans la zone de calmes de manière qu'ensuite chaque courant supérieur soit indistinctement composé d'air provenant de l'un et de l'autre hémisphère? ou bien l'air apporté par les alizés du nord-est alimente-t-il exclusivement le courant supérieur dirigé vers le pôle nord, en même temps que les alizés du sud-est alimenteraient exclusivement le courant qui va au pôle sud? Maury rejette avec raison ces deux hypothèses : la première, parce que dans la nature rien, dit-il, ne peut être livré au hasard, et que tout doit y obéir à des lois fixes et déterminées; la seconde, parce qu'elle constituerait deux systèmes distincts de circulation, indépendans l'un de l'autre, et exclusivement attribués l'un à l'hémisphère nord, l'autre à l'hémisphère sud. Selon lui, le croisement qui s'opère dans les zones de calmes est absolu : le courant inférieur qui vient du sud ou du nord continue sa route vers le nord ou vers le sud après être devenu courant supérieur, et réciproquement, de telle façon qu'en prenant toujours pour exemple la zone des calmes équatoriaux, les alizés de l'hémisphère sud forment exclusivement le courant supérieur passant dans l'hémisphère nord, et les alizés de l'hémisphère nord non moins exclusivement le courant supérieur passant dans l'hémisphère sud. En autres termes, les alizés austraux alimentent exclusivement les vents généraux dirigés vers le pôle nord, et réciproquement les alizés boréaux alimentent exclusivement les vents généraux dirigés vers le pôle sud. Maury insiste avec force sur ce point, et repousse énergiquement l'idée qu'un courant aérien constant et régulier puisse rebrousser chemin avant d'être parvenu aux régions polaires; c'est là en effet la clé de voûte de son système, et voici quels sont les faits principaux qui viennent confirmer cette belle théorie.

Au premier rang de ces argumens vient se placer l'identité de composition de l'air en un point quelconque de notre globe, identité qui ne peut provenir que d'un échange atmosphérique s'opérant incessamment entre les diverses régions de la terre, et qui cesserait d'exister le jour où chaque hémisphère par exemple aurait son système indépendant de circulation. On sait en effet que les continens exercent sur la composition de l'air une influence notable, tant par la végétation qui les couvre que par les millions d'êtres animés qui les peuplent. Or, dans l'hémisphère nord, la terre sèche est à la

surface liquide comme 0,419 est à 1, tandis que ce rapport n'est que de 0,129 à 1 dans l'hémisphère sud, de telle sorte que si nul échange atmosphérique ne s'effectuait entre les deux hémisphères, l'air austral devrait nécessairement différer de l'air boréal en composition, et c'est ce qui n'a pas lieu.

Si maintenant de la composition de l'air nous passons à ses fonctions, nous trouverons des argumens d'une autorité non moins irréfutable. Chacun sait que l'atmosphère renferme une proportion de vapeur d'eau variable, dont les différens degrés de condensation nous donnent la rosée, la brume, la pluie, la neige et la grêle, et l'on sait également que l'un des rôles les plus importans attribués aux vents consiste à transporter cette vapeur d'un point à un autre, à l'enlever à l'Océan pour aller ensuite la précipiter à des milliers de lieues plus loin. En nous plaçant à ce point de vue, nous pouvons partager en deux grandes divisions les courans aériens à la surface du globe : — d'une part les vents d'évaporation, c'est-à-dire se chargeant de vapeur d'eau à leur passage sur l'Océan ; de l'autre les vents de pluie ou de précipitation, c'est-à-dire abandonnant et déposant cette vapeur d'eau. Les premiers seront ceux qui se rapprocheront de l'équateur, et passeront par suite continuellement d'une température à une autre plus élevée : ce seront les alizés, qui évaporent en effet infiniment plus d'eau qu'ils n'en précipitent. Les seconds seront au contraire ceux qui se rapprocheront des pôles, et passeront d'une température à une autre moins élevée : ce seront les vents généraux du sud-ouest et du nord-ouest, qui soufflent entre les pôles et les calmes du Cancer et du Capricorne, vents pour lesquels il est reconnu que la précipitation surpasse de beaucoup l'évaporation. Ces deux rôles successifs peuvent faire comparer les vents à une vaste éponge s'imprégnant d'abord de vapeur d'eau dans les régions alizées, où l'évaporation est incessante, puis soumise plus tard à un décroissement graduel de température qui exprimerait l'eau ainsi recueillie, absolument comme pourrait le faire une main se refermant de plus en plus, et comprimant progressivement l'éponge jusqu'aux pôles.

Ceci posé, nous allons trouver dans ces considérations une nouvelle preuve en faveur du système de circulation atmosphérique que nous avons développé. En effet la grande majorité des cours d'eau de notre globe, presque tous les fleuves importans, sont situés dans l'hémisphère nord, ce qui, en envisageant chaque fleuve comme une sorte de pluviomètre du bassin drainé par lui, nous permet de conclure *à priori* que pour les continens la quantité de pluie est plus considérable dans l'hémisphère nord que dans l'hémisphère sud. C'est aussi ce que confirment les observations directes, et Keith Johnston évalue, pour les deux zones tempérées nord et

sud, ces quantités annuelles à 0m92 et 0m65. Comparons maintenant les deux zones alizées auxquelles cette pluie a été enlevée sous forme de vapeur : nous verrons que dans l'hémisphère nord le tiers de cette zone environ est occupé par les terres, de sorte que les deux tiers restans constituent seuls la surface d'évaporation, tandis que dans l'hémisphère sud la zone alizée peut être considérée comme ne comprenant que des mers (1). La quantité d'eau évaporée dans l'hémisphère boréal est donc à celle évaporée dans l'hémisphère austral comme 2 est à 3, tandis que le rapport des quantités de pluie des mêmes hémisphères est celui de 3 à 2, ou à peu près. Si l'on n'admet pas l'échange atmosphérique que nous avons reconnu d'un hémisphère à l'autre, si l'on rejette le croisement absolu des courans aériens dans les différentes zones de calmes, on arrive à cette conclusion inadmissible, que dans l'hémisphère nord il y a relativement plus de pluie, bien qu'il y ait moins d'évaporation, et dans l'hémisphère sud moins de pluie et plus d'évaporation. Au contraire, le croisement une fois admis, les rapports deviennent rationnels et s'expliquent d'eux-mêmes, car c'est alors l'eau évaporée par les alizés austraux qui vient retomber en pluie dans les régions de précipitation de l'hémisphère boréal, et réciproquement ce sont les alizés boréaux qui alimentent les pluies de l'hémisphère austral; les effets deviennent proportionnels aux causes, c'est-à-dire que les quantités de pluie sont en raison directe des surfaces d'évaporation.

Rien dans la circulation atmosphérique ne saurait être livré au hasard; tout y doit être assujetti à des lois fixes et déterminées, et si l'existence même de ces lois ne s'est que tardivement révélée à nous, c'est que le manque d'observations suffisantes empêchait la science de se placer à un point de vue d'ensemble assez élevé. Les considérations précédentes sont de celles qui mettent le mieux en lumière cette immuabilité nécessaire de la circulation atmosphérique, car nous y voyons dans les vents les agens météorologiques chargés de répartir la pluie sur la surface du globe, et nous reconnaissons en même temps la merveilleuse régularité de cette action au tribut presque invariable d'une année à l'autre qu'apportent à l'Océan les fleuves, ces pluviomètres naturels des divers bassins des continens.

Les argumens que nous venons d'exposer en faveur du système de Maury, quelque décisifs qu'ils soient, sont exclusivement dus au

(1) Ceci demande une explication, car la zone alizée australe renferme, on le sait, une certaine étendue de terre sèche; mais, dans ce qui précède, nous avons implicitement supposé les deux zones alizées égales en superficie, ce qui n'est pas exact. Pour la question qui nous occupe, nous admettons que la terre sèche des alizés austraux équivaut à la supériorité de superficie de cette zone sur la zone alizée boréale, et c'est à peu près ce qui a lieu.

raisonnement, et nulle confirmation directe ne semble au premier abord pouvoir venir à l'appui de cette circulation, ni surtout de ces croisemens des courans inférieurs et supérieurs dans les zones de calmes. C'est pourtant une preuve de ce dernier genre, c'est-à-dire véritablement tangible et matérielle, qu'il nous reste à donner, et nous la trouverons dans un phénomène extrêmement curieux, depuis longtemps signalé par les navigateurs, celui de pluies de poussière fréquemment observées en divers points de l'hémisphère nord, aux îles du Cap-Vert, à Gênes, à Malte, etc. Supposons un instant qu'il soit possible d'étiqueter certaines portions déterminées des alizés australs; il est clair que si plus tard on retrouvait cet air ainsi étiqueté aux différens points que nous venons de nommer, il y aurait là plus qu'une simple présomption en faveur du passage des alizés d'un hémisphère dans l'autre. Eh bien, c'est précisément la conclusion qui ressort des belles expériences microscopiques d'Ehrenberg, lequel a reconnu, par l'étude de nombreux spécimens, que la poussière de ces pluies était entièrement composée de débris d'infusoires et de matières organiques provenant des régions de l'Amérique méridionale balayées par les alizés du sud-est. Les vents de surface, qui dans l'hémisphère nord soufflent vers l'Amérique, c'est-à-dire les alizés du nord-est, ne peuvent évidemment pas amener ces débris là où on les recueille, et seuls, au contraire, les alizés du sud-est peuvent les y avoir transportés, en passant dans l'hémisphère nord sous forme de courant supérieur dirigé du sud-ouest au nord-est, au-dessus des alizés nord-est, puis en soufflant à la surface de cet hémisphère comme vents généraux du sud-ouest. En un mot, le trajet que nous avons indiqué donne la seule explication rationnelle du phénomène.

D'autres confirmations, moins directes, mais non moins remarquables, méritent d'être signalées, car la connaissance des lois qu'on vient d'exposer permet de déterminer, en termes généraux, le trajet antérieur des vents qui soufflent en tel ou tel point du globe, et d'apprécier par suite leur plus ou moins d'humidité par la portion de surface liquide comprise dans ce trajet. C'est ainsi que l'on voit en Europe et en Asie les vents généraux de sud-ouest de l'hémisphère nord, par exemple, pluvieux lorsqu'ils correspondent à ceux des alizés australs qui passent sur l'Océan, et secs lorsque ces alizés n'ont au contraire passé auparavant que sur les déserts d'Afrique (1). De même, si nous envisageons la portion d'alizés du nord-est, dont le trajet présente un maximum d'évaporation, c'est-à-dire la plus grande étendue possible de surface liquide, si nous suivons cette

(1) La règle est simple : un pays situé au nord des calmes du Cancer, par exemple, recevra peu ou beaucoup de pluie, suivant que la région alizée australe située dans le sud-ouest présentera beaucoup ou peu de superficie de terre sèche.

portion lorsqu'elle devient d'abord courant supérieur, puis vent de nord-ouest dans l'hémisphère austral, il est clair que ce dernier vent devra de son côté être signalé par un maximum de précipitation. C'est effectivement ce qui a lieu, et d'après le trajet indiqué par Maury, la portion d'atmosphère en question part du parallèle de 30 degrés nord dans le Pacifique septentrional; elle souffle comme alizé du nord-est jusqu'à l'équateur, qu'elle rencontre vers les Carolines, monte dans les régions supérieures, y devient courant dirigé du nord-ouest au sud-est jusque vers le 30e ou 40e degré sud, redescend à la surface dans les calmes du Capricorne, et finit alors par souffler comme vent du nord-ouest pour aboutir aux Andes patagoniennes, où le capitaine King a pu constater jusqu'à 3^{m}80 de pluie en quarante et un jours !

Nous bornerons ici notre exposé de ce système de circulation atmosphérique, sans nous préoccuper des faits particuliers qui pourraient distraire l'esprit du lecteur de l'idée d'unité et d'ensemble que nous tenions surtout à mettre en relief. Ainsi chacun comprendra que les vents ne sont pas absolus dans leurs directions et dans leurs limites, comme nous l'avons supposé pour plus de clarté; chacun comprendra pourquoi nous avons dû négliger les innombrables remous de cette circulation, qu'il suffisait d'esquisser à grands traits, et pourquoi par suite nous avons considéré les vents tels que les montre l'Océan. A notre point de vue, l'Océan doit être la règle, la terre l'exception, et cela non-seulement à cause de la supériorité de surface liquide (laquelle est à la terre sèche comme 27 est à 10), mais aussi à cause du nombre infini de circonstances locales qui sur terre tendent à produire les remous dont nous parlions. De même nous n'avons considéré que des vents de sud-est, de nord-ouest, de sud-ouest et de nord-est : nul n'en conclura pourtant que ces quatre directions soient les seules affectées par les courans aériens. De même encore, les vents de sud-ouest de notre hémisphère sont loin d'être aussi constans et aussi bien établis que les vents de nord-ouest de l'hémisphère sud, et ne soufflent guère que dans la proportion de deux jours sur trois. Ces objections, et bien d'autres, sont résolues par Maury avec un talent de discussion, avec une science de détails qu'il faut se borner à mentionner ici (1).

(1) Il est cependant une exception au système général de la circulation atmosphérique trop importante pour être complétement passée sous silence : je veux parler des moussons. Lorsqu'en amont des alizés, c'est-à-dire par exemple dans le nord-est des alizés du nord-est, il se trouve de grandes plaines continentales particulièrement soumises à l'intensité de l'action solaire pendant une certaine partie de l'année, cette action détermine un mouvement ascensionnel dans l'air de ces plaines, et par suite à la surface un vide relatif dont le résultat est d'exercer sur les alizés une véritable aspiration qui change plus ou moins leur direction. La théorie de ce phénomène est due à Dove; Maury l'a généralisée.

Nous avons à dessein évité de tenir compte dans cet exposé des circonstances résultant de la diversité des saisons, et c'est pourquoi nous avons dû omettre de montrer le système entier des zones alternatives de vents et de calmes, accompagnant le mouvement annuel du soleil par un déplacement périodique à la surface du globe. Il suffira de dire qu'au moyen de ces déplacemens, constituant pour les douze mois une double oscillation complète, Maury parvient à expliquer jusqu'aux moindres détails des diverses saisons sèches et pluvieuses constatées en certains points de notre globe.

II. — L'OCÉAN.

Lorsque de l'étude de l'atmosphère on passe à celle de l'Océan, on est tout d'abord frappé des nombreuses analogies qui existent entre l'ordre d'idées que l'on quitte et celui dans lequel on entre. Dès les premiers pas, le raisonnement montre que, comme l'atmosphère, l'Océan doit avoir son système de circulation, obéissant à des lois déterminées, sans que rien y puisse être livré au hasard. De plus on voit que cette circulation doit être absolue, c'est-à-dire que l'état de mouvement doit être l'état normal de toute molécule de la masse liquide, l'état de repos l'exception, et on trouve de même un argument décisif en faveur de l'universalité de cette circulation dans l'identité de composition de l'eau de mer sur tous les points du globe, identité telle qu'un système complet de courans peut seul l'expliquer par le mélange incessant qu'il opère entre les eaux des mers les plus éloignées. Enfin, toujours de même que pour l'atmosphère, et pour des motifs analogues, on est promptement conduit à admettre dans l'Océan — d'abord deux espèces de courans, les uns *de surface*, les autres *sous-marins*, tous deux agens d'une translation principalement horizontale, — et de plus, dans certains cas particuliers, une autre série de mouvemens verticaux ascendans ou descendans. Malheureusement cette analogie entre les phénomènes ne s'étend pas à la connaissance que nous en avons, et nous sommes encore singulièrement ignorans à l'endroit de cette circulation océanienne dont le raisonnement nous démontre la nécessité. Non-seulement en effet nous manquons de faits d'observation, mais, qui plus est, nous ne pouvons, dans l'état actuel de nos connaissances, faire d'une manière suffisamment exacte la part des différentes forces physiques qui concourent à la production des mouvemens de la mer, et c'est ainsi par exemple que nous discernons en général fort imparfaitement l'influence de la rotation diurne sur la direction des courans.

Essayons toutefois de caractériser les principes généraux de cette circulation, et pour cela plaçons-nous un moment dans le domaine de l'hypothèse, ce que l'absence de données autorise ici dans une

certaine mesure. Supposons donc la mer actuelle remplacée par une égale étendue d'eau douce, dans un état absolu d'immobilité, uniforme en température comme en densité des pôles à l'équateur, puis restituons-lui successivement les causes de mouvement dont on vient de faire abstraction, — causes dont la plus puissante est la chaleur, — par les phénomènes qu'elle comporte — d'évaporation, de précipitation et de changemens de densité. Ainsi admettons d'abord que sur cet océan hypothétique les vents commencent à souffler tels que nous les avons représentés : leur action immédiate et en quelque sorte mécanique aura sans doute pour effet d'y déterminer une certaine agitation dans la couche supérieure, peut-être même des courans; mais ces courans, faibles et purement superficiels, laisseront en repos la presque totalité de la masse liquide. Introduisons ensuite en scène un agent plus puissant, le soleil, et rétablissons de l'équateur aux pôles les diverses températures que l'observation nous y montre échelonnées : nous aurons encore une action immédiate produite sur l'Océan par la supériorité de dilatation des eaux de l'équateur, comparées à celles des pôles, et par suite un changement dans les pesanteurs spécifiques, qui engendrera un commencement de circulation plus complète, en entraînant l'eau la plus dense vers l'eau la moins dense, et réciproquement. Quels effets, quelles conséquences aura maintenant l'action combinée de ces deux agens? On se souvient que nous avons divisé les vents en deux classes, les uns soufflant des pôles vers l'équateur dans des parages où l'évaporation surpasse la précipitation, les autres dirigés au contraire de l'équateur vers les pôles et précipitant plus d'eau qu'ils n'en évaporent. De là résultera pour l'Océan une véritable dénivellation, car l'eau enlevée aux zones torrides abaissera le niveau de ces zones pour venir élever celui des régions plus voisines des pôles sur lesquelles les vents la précipiteront, et de cette perturbation d'équilibre devront naître de nouveaux courans destinés à ramener à l'équateur l'eau en excès aux pôles.

Pour nous replacer dans les conditions réelles du problème, il nous reste à tenir compte de la véritable composition de l'eau de mer, et à voir comment seront influencés par l'élément salin les courans dont les lois de la physique viennent de nous montrer l'existence. Ni l'évaporation, ni la précipitation ne seront affectées directement par le nouvel état de choses, mais les circonstances dans lesquelles cette double opération aura lieu différeront en ce que la vapeur enlevée aux régions équatoriales sera exclusivement douce, et en ce que l'eau de ces parages sera, pour ce motif, plus salée et plus dense. Lorsqu'ensuite cette vapeur retombera en pluie dans les régions polaires, elle produira un phénomène inverse et y déterminera une pesanteur spécifique relativement moindre. Ce n'est pas tout :

l'évaporation équatoriale s'est produite à la surface de l'Océan; l'eau plus salée et plus dense qui en est résultée se trouvera donc aussi à la surface, et devra, par le fait de sa pesanteur, s'enfoncer pour faire place à l'eau, de composition normale, des couches inférieures, — d'où s'ensuivra de l'équateur vers les pôles un système de courans sous-marins formés d'une eau spécifiquement plus pesante, et des pôles à l'équateur un système de courans de surface, formés au contraire d'une eau moins salée et d'une plus faible densité.

Maury est loin de donner les idées que nous venons d'exposer sommairement comme une théorie générale de la circulation océanienne; du reste, il ne pourrait sans une singulière inconséquence procéder ici de la cause à l'effet, après nous avoir donné dans ses travaux sur l'atmosphère une si remarquable application de la marche inverse. Sa méthode, la seule qui soit véritablement rationnelle et féconde dans l'étude des sciences naturelles, consiste à grouper les données de l'observation jusqu'au moment où de leur masse devenue suffisante il peut conclure les lois régissant les phénomènes qui l'occupent. Or, nous le répétons, si étrange que la chose puisse paraître au premier abord, on est infiniment moins renseigné sur le mouvement des eaux de l'Océan que sur celui de l'atmosphère. Les seules données certaines que puisse directement fournir l'observation sont recueillies près des côtes, c'est-à-dire là où les lois générales s'effacent devant les mille exceptions dues aux circonstances locales. En haute mer, le marin est soumis à l'influence des courans, sans pouvoir, du moins dans l'état actuel de la science nautique, la constater d'une manière suffisamment exacte pour que ses observations à ce sujet ne soient pas presque inévitablement entachées d'un doute constant. On peut donc le dire, notre connaissance actuelle de la circulation océanienne se borne à l'indication de quelques courans épars, et comme jetés au hasard à la surface des mers, les uns bien étudiés, grâce à leur importance capitale, comme le *gulf-stream* par exemple (1), les autres, et c'est le cas

(1) On sera moins étonné de l'ignorance où nous sommes encore du mouvement général des courans, lorsqu'on saura combien est relativement récente la découverte du plus important d'entre eux, le *gulf-stream*, et comment la connaissance n'en a été rendue publique que fortuitement. En 1770, Franklin, alors à Londres, fut consulté sur quelques changemens à apporter dans le service des paquebots entre l'Angleterre et l'Amérique du Nord, et s'en fut lui-même chercher des renseignemens sur cette navigation auprès d'un baleinier américain, le capitaine Folger, alors à Londres comme lui. L'illustre savant apprit de ce marin comment l'existence du *gulf-stream*, à cette époque presque généralement ignorée, lui avait été révélée par la constance avec laquelle les baleines évitent ses eaux. A la demande de Franklin, Folger indiqua ce courant sur une carte depuis la passe de la Floride, et le plus curieux de l'histoire est que le trajet et les limites ainsi tracés de mémoire par le capitaine baleinier, puis reproduits sur les cartes hydrographiques, y ont été maintenus presque jusqu'à ces dernières années. Aujour-

général, fort imparfaitement connus. Aussi cette connaissance n'a-t-elle encore pu nous montrer aucun lien, aucune loi d'ensemble présidant à ces divers phénomènes et les reliant entre eux, et c'est pourquoi, tout en attendant de l'avenir les données qui nous manquent, Maury a dû chercher la solution du problème par une voie détournée. Dans l'atmosphère, l'étude des mouvemens de l'air à la surface du globe l'avait conduit à la connaissance de l'ensemble de la circulation aérienne. Il cherche de même ici à connaître les courans de surface de l'Océan pour en conclure plus tard la circulation sous-marine, et, s'aidant à cet effet des observations de température, les seules dont en pareille matière l'autorité rigoureuse ne puisse être aujourd'hui contestée, il parcourt les mers du globe le thermomètre à la main, afin de déduire les mouvemens superficiels de l'Océan de la chaleur relative de ses eaux. Nous ne faisons du reste qu'indiquer cette étude, dont le caractère est trop spécial pour que les résultats puissent en être présentés ici avec intérêt.

Nous n'indiquons de même qu'en passant tout un ordre de recherches découlant naturellement de la distribution de la chaleur à la surface de l'Océan, et consistant à montrer l'influence des courans sur la climatologie des divers pays. Un semblable sujet exigerait à lui seul une étude complète et séparée; de plus il a déjà été abordé dans la *Revue* par un savant distingué (1), et notre but est surtout de faire ressortir celles des idées de Maury qui font de lui un véritable novateur scientifique.

Revenons donc aux causes que nous avons assignées à la circulation océanienne, et cherchons, au moyen de quelques chiffres, à donner une idée de la puissance de leurs effets. Au premier rang se trouvent l'évaporation et la précipitation, dont le résultat se traduit en pluies d'une hauteur moyenne annuelle de 1[m] 50 pour toute la surface du globe. On a vu que cette évaporation, bien qu'opérée sur l'étendue entière des mers, était surtout concentrée dans les régions alizées, auxquelles serait ainsi enlevée chaque année une couche liquide d'environ 5 mètres d'épaisseur. Cette masse annuelle de pluie formerait 775,876 kilomètres cubes; or les deux océans Pacifique et Indien, que nous pouvons ici considérer comme une seule mer, occupent en superficie la moitié de notre globe. Nous resterons donc probablement au-dessous de la vérité en admettant que la moitié de ces 775,876 kilomètres cubes soit chaque année

d'hui, grâce surtout aux travaux des Américains, le curieux phénomène offert par ce puissant fleuve océanien nous est presque complétement connu. L'étude de son trajet, de ses causes, de son influence climatologique, des déplacemens périodiques annuels qui le font osciller à la surface de l'Océan, etc., forme une des parties les plus utiles et les plus intéressantes de l'ouvrage de Maury.

(1) M. Babinet, livraison du 1[er] octobre 1854.

enlevée à ces mers sous forme de vapeur, et qu'une égale quantité leur soit ailleurs restituée sous forme de pluie, d'où résulteraient pour chaque période de vingt-quatre heures l'évaporation et la précipitation successives de 1,062 kilomètres cubes de pluie. Que l'on se figure un carré d'environ 33 kilomètres de côté, duquel serait enlevée chaque jour une couche d'eau de 1 kilomètre d'épaisseur; que l'on se figure aussi chaque jour l'opération inverse venant jeter une égale masse liquide en un autre point de ce vaste océan, — et l'on pourra se faire une idée de la puissante action dont nous étudions l'influence sur la production des courans. Il est inutile d'ajouter que cette action n'est pas concentrée et localisée comme nous l'avons représentée pour rendre le raisonnement plus sensible, car elle donnerait ainsi naissance à des courans dont la violence s'opposerait à toute navigation, tandis que, répartie comme elle l'est en réalité sur une surface trois cent mille fois plus grande, elle ne produit dans l'Océan qu'une circulation dont la vitesse modérée sera pour le marin un auxiliaire précieux, lorsqu'il en aura acquis une connaissance qui lui manque aujourd'hui.

On peut présenter ces calculs sous une autre forme qui s'adressera peut-être encore plus vivement à l'imagination, et pour cela nous laisserons la parole à Maury. « La surface de l'Atlantique, dit-il, est d'environ 65 millions de kilomètres carrés. Supposons que sur le cinquième de cette surface il vienne à tomber une couche de pluie de 25 millimètres d'épaisseur; cette pluie ne pèsera pas moins de 360 millions de tonneaux, et le sel qu'elle renfermait avant d'avoir été enlevée à l'Océan sous forme de vapeur, sel qui, ainsi laissé en excès après l'évaporation, a dû contribuer à troubler l'équilibre océanien, ce sel, dis-je, pèse 16 millions de tonneaux, c'est-à-dire près du double de ce que pourraient porter tous les navires réunis de notre globe! Que cette pluie tombe en un jour ou en une heure, toute l'immense quantité de force ainsi produite sera employée à détruire l'équilibre de l'Océan, et concourra par suite à l'entretien de son système de circulation. Si l'eau que, dans le cours entier d'une année, le Mississipi amène à la mer y était instantanément précipitée en une seule masse, la perturbation qui en résulterait ne serait pas plus considérable que celle produite par la pluie que nous avons supposée. Or cette pluie, nous ne l'avons fait tomber que sur le cinquième de l'Atlantique, et l'Atlantique lui-même n'est guère que le cinquième de la surface des mers du globe. De plus, nous n'avons donné à notre couche pluviale que 25 millimètres d'épaisseur, tandis que sa hauteur moyenne annuelle pour tout le globe est de 1m50. Supposons-la toutefois seulement de 0m75 pour l'Océan, c'est-à-dire pour la surface liquide du globe : il en résultera que la perturbation que nous venons d'évaluer se reproduira sept cent cin-

quante fois par an, c'est-à-dire une fois dans chaque période de douze heures! » — « Cherchons, dit encore Maury, à évaluer de même l'influence de la température. Entre l'heure la plus chaude de la journée et l'heure la plus froide de la nuit, il y a souvent dans la chaleur de la mer un changement de plus de 2 degrés centigrades. Reprenons encore pour objet de nos recherches le cinquième de l'Atlantique, et supposons que l'action solaire, s'exerçant sans interposition de nuages, y ait élevé d'un degré la température de l'eau pendant la journée; supposons de plus que la nuit amène des nuages qui empêchent le rayonnement nocturne d'enlever au cinquième considéré sa chaleur acquise; enfin admettons que le contraire ait lieu pour les quatre autres cinquièmes, c'est-à-dire qu'ils aient été soustraits à l'action solaire par un rideau de nuages se dissipant à la nuit, de manière que le rayonnement nocturne puisse alors y abaisser d'un degré la température de l'eau : la différence de température sera alors de deux degrés, et, si elle s'étend en profondeur à 3 mètres au-dessous de la surface, il en résultera pour la masse en question un changement de volume de plus de 11,043 millions de mètres cubes! »

Avant de terminer cet exposé des idées de Maury sur les courans, il faut dire quelques mots d'une question sur laquelle il a rencontré, on doit le reconnaître, la plus vive opposition de la part de nombre de marins éminens : je veux parler des courans sous-marins. On a vu par ce qui précède que, même dans notre ignorance actuelle des lois qui président à la circulation océanienne, Maury n'hésitait pas à déclarer cette circulation générale, c'est-à-dire à attribuer à toute molécule liquide un mouvement d'une vitesse plus ou moins considérable, et à rejeter par suite comme irrationnel l'état de repos absolu. Il est certain que l'identité de composition de l'eau de mer sur tous les points du globe rend sa thèse presque irréfutable, si l'on songe aux influences nombreuses qui tendent incessamment à modifier cette composition et à augmenter la salure en certains parages pour la diminuer en d'autres. De plus, bornée à des courans de surface, n'affectant en rien les couches inférieures, la circulation de la masse liquide ne saurait être complète. Il est en effet certaines mers, comme l'Atlantique, où tous ces courans introduisent incessamment de nouvelles quantités d'eau qu'aucun autre courant connu n'entraîne au dehors : le niveau de cet océan acquerrait donc une inadmissible supériorité d'élévation relative, si l'excès d'eau ainsi apporté ne trouvait dans quelque courant sous-marin une issue que nous ignorons. En un mot, tout courant a son contre-courant, tout courant d'entrée implique l'existence d'un courant de sortie, c'est-à-dire que ces phénomènes doivent en quelque sorte

être distribués par paires, et c'est ce qu'on va essayer de prouver au moyen d'un cas particulier.

S'étendant entre le 13e et le 30e parallèle nord, dans une direction à peu près nord et sud, la Mer-Rouge ne reçoit aucune rivière, et de plus elle est le théâtre d'une incessante et active évaporation que ne vient compenser aucune pluie. L'eau ainsi enlevée à cette mer y est remplacée par un courant de surface (1) venant de l'Océan, courant dont l'observation constate l'existence au détroit de Bab-el-Mandeb; mais en même temps l'eau chargée des sels abandonnés par la puissante évaporation que nous avons signalée descendra au-dessous de la surface par suite de sa densité, et alors de deux choses l'une : ou l'eau des couches inférieures de la Mer-Rouge deviendra peu à peu sursaturée, et finira par tapisser le fond de cette mer d'un lit de sel cristallisé que nous savons n'y pas exister (2), ou cette eau sera entraînée à l'Océan par un courant sous-marin, ce que va nous démontrer une expérience fort simple. Imaginons une cuve communiquant à une auge longue et étroite au moyen d'une ouverture fermée par une cloison mobile; remplissons la cuve d'huile et l'auge de vin, de manière que les deux liquides aient le même niveau; enlevons ensuite la cloison, et nous verrons un courant supérieur d'huile s'introduire de la cuve dans l'auge, en même temps qu'un courant inférieur entraînera le vin de l'auge dans la cuve. Il est presque inutile d'ajouter que la cuve est ici l'Océan avec son eau de pesanteur spécifique normale, tandis que l'auge représente la Mer-Rouge, et le vin, l'eau plus salée et plus dense de cette mer.

Un raisonnement analogue a conduit Maury à la nécessité d'admettre au détroit de Gibraltar un semblable courant sous-marin, se rendant de la Méditerranée dans l'Océan; mais ici l'objection soulevée par son opinion revêt une forme spécieuse qui pourrait tromper au premier abord. Le fond de la mer présente en effet dans ce détroit

(1) Ce courant offre une particularité remarquable en ce que sa surface supérieure se présente sous la forme d'un plan incliné du détroit vers l'isthme de Suez. Supposons-lui en effet une vitesse de 20 milles marins par jour : une tranche liquide déterminée mettra par suite cinquante jours à se rendre de Bab-el-Mandeb à Suez. Or, en admettant, ce qui est à peu près vrai, une évaporation diurne de 15 millimètres, cette tranche, parvenue au terme de son trajet, aura perdu à la surface une couche liquide de 75 centimètres d'épaisseur; en d'autres termes, elle aura, une fois arrivée à l'isthme, un niveau inférieur de 75 centimètres à celui qu'elle avait en quittant le détroit. Le *gulf-stream* présente un phénomène en quelque sorte inverse, et, contrairement à ce que nous voyons dans les rivières dont le lit est toujours plus ou moins incliné vers l'embouchure, il remonte de la passe de la Floride au cap Hatteras le long d'une véritable rampe d'une inclinaison de 0m 13 par kilomètre. C'est ce que l'on a pu conclure de sa vitesse et de ses dimensions connues.

(2) D'après les calculs du docteur Buist, une semblable hypothèse aurait pour résultat de transformer en 3,000 ans la Mer-Rouge en une masse solide de sel cristallisé.

un exhaussement notable, qui semble opposer à tout courant sous-marin une barrière infranchissable, et, bien que l'existence de ce courant soit en quelque sorte moralement démontrée (1), les adversaires de Maury, au nombre desquels se trouve le célèbre géologue sir Charles Lyell, contestent à la circulation océanienne la possibilité de gravir une rampe aussi escarpée que celle accusée par la sonde dans ces parages. La meilleure réfutation de cette doctrine est dans les conséquences auxquelles elle conduit : il résulterait de là en effet que toutes les dépressions, toutes les vallées situées au fond de l'Océan devraient être remplies d'une véritable saumure, se transformant peu à peu en dépôts de sel cristallisé; il en résulterait encore que l'eau, une fois descendue dans ces fonds par le fait de sa densité, y serait soustraite à toute circulation, et éternellement frappée d'immobilité. En un mot, une molécule liquide tombée au-dessous du niveau supérieur d'une élévation sous-marine ne pourrait être retirée des profondeurs où elle se trouve par aucune des forces mises en jeu dans la nature. D'après une semblable théorie, dans les barrages situés en amont de nos moulins par exemple, le mince et rapide courant qui franchit le déversoir devrait exister avec la même vitesse et la même épaisseur à la surface du réservoir, tandis que les couches inférieures seraient en repos complet : un instant d'observation suffit à montrer qu'il en est autrement, que le courant est à peine sensible en amont du réservoir, et en général que dans toute rivière le courant, paresseux dans les grands fonds, augmente en rapidité lorsque l'on approche d'une cascade ou d'un barrage, parce qu'il est alors alimenté par l'eau des couches infé-

(1) En 1712, le corsaire *le Phénix,* de Marseille, capitaine Du l'Aigle, coula entre Tarifa et Tanger un navire hollandais qui, quelques jours après, reparut sur l'eau à quatre lieues au moins dans l'ouest du point où il s'était abîmé. Il devait donc avoir parcouru cette distance dans une direction diamétralement opposée à celle du courant de surface, ce qui, dès cette époque, avait conduit certains esprits à l'hypothèse d'un courant de sortie sous-marin. — Le courant de surface conduisant de l'Atlantique dans la Méditerranée est connu depuis longtemps, et Maury cite un cas de navires retenus en 1855 quatre-vingt-dix jours au détroit de Gibraltar par la force de ce courant, qui les empêchait de pénétrer en louvoyant dans l'Atlantique. On peut donc lui donner sans crainte une vitesse de 2 nœuds (3,704 mètres) à l'heure, et si de plus on lui attribue une profondeur de 120 mètres sur une largeur de 7,000 mètres, on trouvera (en évaluant à un trentième la proportion de sels renfermée dans l'eau de mer) qu'il s'est introduit dans la Méditerranée pendant ces quatre-vingt-dix jours une masse saline de 366 kilomètres cubes! En présence de ces chiffres, et lorsque l'on songe à ce qui a pu être ainsi introduit depuis des siècles, l'existence d'un courant sous-marin reportant à l'Atlantique cet excès de matière solide semble, comme nous le disions, moralement démontrée. S'il en était autrement, le fond de la Méditerranée serait formé de dépôts salins cristallisés, ou tout au moins son eau serait une véritable saumure sursaturée, hypothèses que rend également inadmissibles notre connaissance actuelle du fond de cette mer et de la composition de ses eaux.

rieures. Enfin comment expliquer, d'après la doctrine de Lyell, le phénomène que nous présentent certains fleuves, tels que le Missisipi, où l'on voit chaque *barre* (1) successive disparaître à mesure qu'une nouvelle vient à se former en aval de la précédente? Selon Lyell, le courant du fleuve devrait simplement mettre en mouvement une tranche superficielle d'une épaisseur égale à la profondeur de l'eau sur la barre, tandis qu'il agit au contraire assez profondément pour fouiller les matériaux de l'ancienne barre et les rejeter par-dessus la nouvelle, c'est-à-dire par-dessus une barrière s'élevant presque jusqu'à la surface du fleuve. Sans insister davantage sur un système dont l'effet serait de restreindre le mouvement des eaux aux couches liquides situées au-dessus du niveau des élévations sous-marines les plus considérables, nous avouerons, avec Maury, qu'il nous semble impossible d'admettre une circulation aussi rudimentaire et aussi imparfaite dans la masse océanienne (2).

Cette circulation, nous l'avons vu, est due en partie à la propriété saline de l'eau de mer, ou du moins son activité s'en trouve notablement accrue; le rôle et l'utilité des sels sont donc ainsi justifiés. D'où proviennent-ils? Telle est la question qui se présente ensuite naturellement à l'esprit, et à laquelle répondra une observation qui trouve fréquemment lieu de s'appliquer. Supposons un lac privé de tout déversoir, et dans lequel débouchent un ou plusieurs cours d'eau: l'eau de ce lac deviendra d'abord saumâtre, puis de plus en plus salée, jusqu'à donner lieu aux dépôts cristallins que l'on constate dans le lit de la Mer-Morte par exemple. Que ce lac soit mis en communication avec la mer, sa salure disparaîtra. Ce fait remarquable donne une des explications admises aujourd'hui de la présence des sels renfermés dans l'eau de mer (3), et conduit à cette conclusion, que les sels marins proviennent de l'intérieur des terres, où ils ont été

(1) Nom que l'on donne aux bancs qui obstruent et *barrent* transversalement l'embouchure de la plupart des fleuves.

(2) En exposant les traits principaux de cette discussion, nous avions surtout pour but de faire ressortir les idées générales sur les courans sous-marins auxquelles conduisent les argumens de Maury, et, en ce qui concerne le cas particulier du détroit de Gibraltar, nous ne reproduisons que sous toutes réserves les conclusions du célèbre Américain. Ses adversaires proposent en effet une solution assez admissible, et, d'après eux, le rôle que nous avons attribué au courant sous-marin serait rempli par des courans latéraux de surface de même direction, c'est-à-dire se rendant de la Méditerranée dans l'Océan le long des côtes d'Espagne et d'Afrique.

(3) Maury avait primitivement admis cette explication, qu'il a rejetée plus tard. En effet, d'après cette théorie, la salure de la mer devrait être postérieure à la formation des rivières, tandis que l'étude des divers terrains et des restes fossiles trouvés sur tous les points du globe nous montre que la mer n'a jamais été douce, même lorsqu'elle recouvrait presque en totalité notre planète. C'est là du reste une discussion d'un caractère essentiellement géologique, et par conséquent étrangère à notre sujet.

enlevés en dissolution par les pluies, puis transportés aux rivières, qui les amènent à l'Océan; c'est du reste ce que confirme l'analyse de l'eau de ces rivières. Or de là semblerait résulter que la salure de la mer devrait aller incessamment en augmentant par l'apport constant de ces nouveaux élémens. C'est ici qu'intervient dans le maintien de l'universelle harmonie de la création le rôle des innombrables êtres qui peuplent les profondeurs océaniennes, car par leurs coquilles, par leurs écailles ou autrement, ces êtres nous offrent tous dans leur composition diverses proportions de ces sels, qu'ils ne peuvent avoir empruntés qu'au milieu dans lequel ils se développent. De même pour les plantes. Sous ce point de vue, l'une des fonctions des deux règnes animal et végétal dans l'Océan serait donc d'y conserver l'identité de composition de l'eau; et ce fait va nous offrir une nouvelle preuve de la circulation que nous avons cherché à démontrer dans la masse liquide. Considérons ces zoophytes, ces madrépores, dont les immenses polypiers s'élèvent du fond des mers de manière à donner naissance à de véritables archipels: on sait que l'espèce de réseau constituant ces polypiers se compose de dépôts, le plus souvent calcaires, formés dans les mailles du tissu de l'animal et extraits par lui des sels de la mer. Or, de même que nous voyons les plantes terrestres recevoir leur nourriture de l'air ambiant, ces humbles et infatigables architectes sous-marins ne peuvent recevoir les matériaux nécessaires à la construction de leur édifice que des courans, sans lesquels, contre-sens inadmissible, ils seraient appelés à vivre dans un milieu impropre à leur développement. Il faut donc que l'eau qui les entoure soit renouvelée dès qu'ils l'ont dépouillée des sels qui leur conviennent, action pour laquelle les courans sont indispensables, et de plus eux-mêmes contribuent, de leur côté, à l'entretien de la circulation océanienne par la diminution de densité qu'ils font subir à l'eau de mer.

Nous avons eu fréquemment déjà l'occasion de signaler combien était incomplet ce que nous connaissions des divers phénomènes océaniens: ainsi, il y a peu d'années encore, notre ignorance des profondeurs de la mer était, on peut le dire, absolue, et c'est principalement aux ingénieuses méthodes de sondage imaginées par Maury que nous devons le peu que nous commençons à savoir sur l'orographie de certaines parties du fond de l'Océan. Dans cette question, encore imparfaitement étudiée (1), un point seulement fixera

(1) On se figure en général l'Océan beaucoup plus profond qu'il ne l'est en réalité. Ainsi, dans l'Atlantique nord, qui a seul été sondé jusqu'ici d'une manière régulière et suivie, le maximum des sondes n'a pas atteint 8,000 mètres, et cependant l'erreur presque inévitable dont sont affectés les résultats de ces opérations délicates tend à donner des profondeurs constamment trop grandes.

notre attention par l'importance des résultats scientifiques qu'on en peut attendre : je veux parler de la relation probable existant entre la nature du fond de l'Océan et la circulation de ses eaux. Les échantillons de ce fond, rapportés de profondeurs considérables, présentent une apparence argileuse qui trompe au premier abord; mais, placés sous le microscope, on constate avec étonnement qu'ils ne renferment ni sable ni gravier, du moins en général, et qu'ils sont presque exclusivement composés d'une agrégation de coquilles microscopiques dans un état plus ou moins parfait de conservation. Nous sommes donc d'abord porté à conclure de ce fait qu'il s'opère sur le fond de l'Océan un dépôt incessant de ces coquilles, dépôt dont Maury compare avec beaucoup de justesse l'effet au linceul dont nous voyons en hiver la neige recouvrir les inégalités du sol, et, qui plus est, il est permis de voir dans ce phénomène un travail préparant le sol fertile que quelque future convulsion de notre globe destine sans doute à être peuplé et cultivé; nos marnières par exemple accusent une semblable formation dans leurs parties siliceuses et calcaires (1).

Ces animalcules ont-ils vécu là où la sonde est allée les recueillir? L'énorme pression de la colonne d'eau qui y eût pesé sur leur frêle texture (2) et en eût empêché le développement rend plus probable l'hypothèse qui les fait vivre à la surface de l'Océan, à portée des bienfaisantes influences de la chaleur et de la lumière, jusqu'au moment où la mort envoie leurs dépouilles tapisser les abîmes des profondeurs sous-marines. Dans ce cas, la question s'agrandit et acquiert des proportions capitales par les nouveaux horizons qu'elle découvre. L'examen des échantillons obtenus présentait en effet des différences remarquables selon les parages considérés : dans l'Atlantique nord par exemple, le fond semblait composé de coquilles presque toutes calcaires, tandis que dans la mer de Corail ces coquilles étaient presque toutes siliceuses. Or la faible densité de ces dépouilles en doit rendre extrêmement lente la descente vers le fond; elles doivent suivre, longtemps après la mort de l'animal, le mouvement de l'eau dans laquelle elles se sont développées, de sorte que si les progrès des sciences d'observation permettaient de classer par espèces ces myriades d'animalcules selon les différens parages habités par eux à la surface de l'Océan, si en même temps la pratique des grandes sondes devenait assez perfectionnée pour fournir en nombre

(1) Il est de ces animalcules, tels que les infusoires formant la pierre de Bilin, si imperceptibles, qu'il en faut 187 millions pour peser un grain, et 41,000 millions pour faire un pouce cube! (Ehrenberg.)

(2) On a rapporté de ces coquilles provenant de profondeurs de près de 4,000 mètres; elles supportaient donc une pression de près de 400 atmosphères!

suffisant des spécimens du fond de toutes les mers du globe, on parviendrait peut-être à établir le rapport qui doit lier ces deux études l'une à l'autre. On trouverait probablement ainsi des coquilles descendues au fond à des distances extrêmement considérables du point où elles se sont formées, ayant peut-être franchi l'intervalle de deux océans, et, ces animaux étant par eux-mêmes privés de locomotion, on serait en droit d'en conclure d'irrécusables indications sur les courans qui auraient de la sorte transporté leurs demeures privées d'habitans. En un mot, de même que le phénomène des pluies de poussière avait permis d'étiqueter en quelque sorte l'atmosphère, Maury indique ici comment les progrès de l'avenir permettront d'étiqueter les eaux de l'Océan pour les suivre dans les voies inconnues de leur long trajet (1).

Il reste, pour terminer cette étude de l'Océan, à dire quelques mots du cas particulier des mers intérieures. On s'est jadis fort préoccupé des différences de niveau que l'observation constatait entre ces mers et l'Océan : c'est là pourtant un phénomène des plus simples. La Mer-Caspienne par exemple n'a, on le sait, aucun déversoir extérieur, et son niveau demeure à peu près sensiblement le même d'une année à l'autre : de ce double fait résulte avec la plus complète évidence que pour toute l'étendue du bassin de cette mer la précipitation est mathématiquement égale à l'évaporation. Si au contraire on considère les grands lacs de l'Amérique du Nord, dont la superficie totale est à peu de chose près égale à celle de la Mer-Caspienne, la communication de ces lacs avec la mer par le Saint-Laurent prouvera que pour l'étendue de leur bassin la précipitation surpasse l'évaporation d'une quantité représentée précisément par l'eau de ce fleuve (2). Admettons maintenant qu'une cause quelconque

(1) On pourra également conclure des mœurs des poissons et de leurs migrations des indications précieuses sur les courans, lorsque cette étude sera plus avancée qu'elle ne l'est aujourd'hui. C'est en partie dans cette vue que Maury a construit, d'après les données recueillies par les pêcheurs américains, des cartes baleinières représentant la fréquence relative de ces cétacés dans les différentes mers du globe, et qu'à son imitation les Hollandais ont construit des cartes analogues pour le hareng. Des faits curieux ressortent de ces travaux : ils montrent par exemple que pour la baleine franche la zone torride est aussi infranchissable qu'une véritable mer de feu; ils ont aussi, par la présence de cachalots dans certains parages anormaux, mis peut-être Maury sur la trace d'un courant sous-marin sortant de l'Atlantique. Nous avons dit que nul courant de ce genre n'y existe à la surface.

(2) Cette théorie si simple, qui consiste à voir dans un cours d'eau le produit des pluies de son bassin, bien que d'une date ancienne, n'a été généralement admise que dans le courant du siècle dernier. Ainsi, dans le XVII[e] siècle, Descartes lui-même fait provenir les eaux souterraines, qui donnent naissance aux fleuves, de la distillation des eaux de la mer au moyen de feux situés dans les entrailles de la terre! Pourtant, dès 1580, Bernard de Palissy, dans son *Discours admirable sur la nature des eaux et des*

vienne à diminuer la précipitation dans ce bassin : les cours d'eau affluens apporteront un moindre tribut aux lacs, dont par suite le niveau baissera (la surface évaporatoire se contractant en même temps), jusqu'à ce qu'un nouvel état de choses s'établisse dans lequel l'évaporation redevienne rigoureusement égale à la précipitation. Dans l'hypothèse où nous nous sommes placé, le Saint-Laurent s'assécherait, et le niveau des lacs deviendrait inférieur à celui de l'Océan. Pareille chose se produirait dans la Méditerranée, si le détroit de Gibraltar venait à être fermé, car l'évaporation y est à peu près triple de la précipitation. Pareille chose arriverait également dans le golfe du Mexique, si les polypes, déjà à l'œuvre dans la passe de la Floride, parvenaient à fermer entièrement cette passe, ainsi qu'à relier Cuba à la presqu'île de Yucatan. On aurait alors ce curieux phénomène de deux mers juxtaposées, séparées en quelque sorte par une simple cloison, et de niveaux pourtant notablement différens (1).

On voit donc que dans une mer sans issue extérieure l'élévation du niveau dépendra exclusivement de la hauteur à laquelle la surface liquide donnera une évaporation précisément égale à la précipitation, et l'on voit encore que si la précipitation par exemple diminue d'une quantité quelconque, le niveau devra s'abaisser jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli de nouveau. Pour comprendre comment a pu se produire un phénomène de ce genre, il faut se rappeler que dans le système de circulation atmosphérique qu'on vient d'exposer les vents ont un trajet d'une régularité telle que la somme de pluie apportée par eux en une région du globe déterminée, et d'une étendue suffisante, reste invariablement la même d'une année à l'autre. Si donc une chaîne de montagnes venait à se soulever sur le trajet de ces vents, son effet, par suite de la froide température de ses cimes, serait de condenser au passage une certaine partie de la vapeur d'eau transportée par eux, et de diminuer d'autant les pluies du trajet ultérieur. Le même effet serait produit par le fait d'un continent qui surgirait du fond des mers, et substituerait une étendue de terre sèche à la surface évaporatoire aupara-

fontaines, avait très nettement donné l'explication véritable du phénomène, et, même dans l'antiquité, Vitruve l'avait en quelque sorte pressentie.

(1) Cette hypothèse n'a rien d'improbable pour qui connait la rapidité d'envahissement des excroissances madréporiques. Ainsi des travaux hydrographiques récemment exécutés par la marine anglaise ont montré que dans le détroit de Torrès ces polypes s'étendent avec une puissance telle que, si leur développement suivait toujours la même loi, dans vingt ans ce détroit serait intercepté en plusieurs points sur toute sa largeur. Cette largeur, très variable, n'est parfois, il est vrai, que de 5 kilomètres sur une longueur totale de 160. Quant au nombre des ilots ainsi formés, en deux siècles et demi, c'est-à-dire depuis l'époque de la découverte, il a été porté de 26 à 150, si ce n'est plus.

vant balayée par les vents. Or de semblables soulèvemens, soit de montagnes, soit de continens, sont aujourd'hui des faits acquis à la science, que l'on sait avoir dû se produire à certaines périodes de l'histoire géologique de notre globe, et l'on va voir que ces considérations peuvent être d'une application directe dans l'état actuel de nos connaissances.

La Mer-Morte par exemple présente encore des traces d'une communication qui aurait jadis existé entre elle et l'Océan, d'où ressort le fait d'un niveau antérieurement plus élevé. Certes l'abaissement aujourd'hui constaté peut provenir d'une dépression survenue dans la croûte terrestre au point considéré, mais il peut également être le résultat d'une diminution dans la quantité de pluie tombant annuellement dans le bassin de cette mer, et il est permis de se demander en ce cas si cette diminution n'a pas été produite par le soulèvement des Cordillères de l'Amérique méridionale, situées précisément sur le trajet des vents alimentaires de la Mer-Morte. Le lac salé d'Utah, dans l'Amérique du Nord, offre un exemple peut-être encore plus frappant, en ce qu'on y surprend en quelque sorte le phénomène en voie de formation. On y voit le lit de la rivière qui reliait anciennement le lac à la mer, et, l'évaporation dépassant toujours la précipitation, chaque année le niveau s'abaisse d'une certaine quantité, laissant à sec sur les rives de nouveaux dépôts de cristaux salins. Dans le système de Maury, les vents alimentaires de ce lac proviennent des alizés sud-est du Pacifique, de telle sorte qu'une simple augmentation de hauteur dans les montagnes de la Sierra-Nevada suffirait à expliquer la diminution graduelle de surface dont nous venons de parler.

Nous avons terminé l'examen des idées principales de Maury. En présence d'une œuvre aussi encyclopédique que la sienne, immense réseau jeté sur des faits de mille natures différentes, il a fallu chercher avant tout à mettre en relief les lois qui dominaient ce vaste ensemble, et l'on a vu comment ces lois découlaient d'une idée unique, celle du mouvement universel des masses atmosphérique et océanienne. Il sera aisé maintenant de résumer dans ses traits essentiels le système du savant américain.

Le plus beau titre scientifique de Maury est, selon nous, sa théorie des vents. Partant des faits bien établis que nous connaissons sur la circulation aérienne, et de ses phénomènes irrécusablement acquis à l'observation, vents alizés, vents généraux et zones de calmes; s'appuyant ensuite sur cet axiome, aussi simple qu'évident, que, dans une masse fluide quelconque, l'existence d'un courant constant dans une direction implique nécessairement l'existence

d'un autre courant emportant ce qu'a apporté le premier, — il nous montre d'un pôle à l'autre la grande masse atmosphérique dans un état incessant de mouvement, et obéissant pourtant à des lois d'une harmonie aussi fixe, aussi immuable dans leur genre que celles qui régissent le trajet des corps célestes. S'attaquant successivement aux divers ordres de faits qui se rattachent par un lien quelconque à l'atmosphère, il les encadre dans l'ensemble du système, et en tire de nouveaux argumens à l'appui de sa théorie, dont les proportions agrandies finissent par présenter au lecteur une preuve monumentale de ce que peut l'esprit d'investigation guidé par les méthodes d'une saine induction philosophique. En rappelant cette discussion si complète, si consciencieuse, dans laquelle Maury cherche à établir comment, par suite de l'imperfection de nos connaissances et du manque de données, nombre de cas qui semblent au premier abord faire exception ne sont au contraire que des confirmations indirectes de la loi générale, nous ne pouvons résister au désir de lui emprunter une comparaison doublement remarquable, et par l'heureuse application qu'il en fait, et par l'idée vraie qu'elle donne du point de vue élevé auquel il sait se placer. — Il en est, dit-il, de l'ensemble de la circulation atmosphérique comme du cours d'un fleuve dont les mille remous peuvent être assimilés à ces vents en apparence anormaux que produisent les nombreuses inégalités de la croûte terrestre. Attachons nos regards sur un espace restreint de la surface de ce fleuve, aucune loi ne ressortira de l'étude des divers mouvemens irréguliers que nous y observerons. Levons au contraire les yeux, embrassons le cours d'une rive à l'autre, et la direction générale des eaux, que nous cherchions vainement tout à l'heure, se montrera tout de suite franchement accusée.

En décrivant ce système de circulation aérienne, nous avons à dessein évité de nous arrêter sur les causes des vents dont il s'agissait d'exposer le trajet tant à la surface du globe que dans les régions supérieures de l'atmosphère. Rechercher les causes de la circulation atmosphérique, ou rechercher l'ensemble de cette circulation lorsqu'on en connaît une certaine partie, ce sont là en effet deux problèmes distincts, dont le premier est infiniment moins près que le second de recevoir une solution satisfaisante. Les zones de calmes tropicaux nous offrent par exemple, dans l'état actuel de nos connaissances, un phénomène inexplicable, et l'on ne sait à quoi attribuer la transformation de mouvement qui amène dans ces zones à la surface du globe les courans des régions supérieures. Fait curieux, ce point avait en quelque sorte été signalé dès la fin du XVII[e] siècle, car les alizés, par la constance et la régularité de leur action, avaient de bonne heure attiré l'attention des savans, et en 1686 Halley,

qui en donnait une théorie fondée sur la dilatation de l'air équatorial, remarquait avec raison que rien n'expliquait pourquoi les 30ᵉˢ parallèles nord et sud semblaient servir de limites à ces vents.

Une action tout aussi mystérieuse dans son principe est le croisement des vents dans les zones de calmes. Nous avons exposé la thèse d'après laquelle Maury en concluait la nécessité; mais, quant à la cause qui s'opposerait au mélange intime des courans dans ces zones, et qui y conserverait à l'air venant d'un pôle sa direction vers l'autre pôle, nous ne pouvons encore que confesser notre ignorance. Ajoutons qu'il semble difficile d'admettre que le magnétisme, cet agent si universellement répandu dans la nature, ne joue pas un rôle actif dans la circulation atmosphérique, rôle qui peut-être nous donnera un jour la solution complète du problème que nous cherchons. Maury penche fortement vers cette opinion.

Dans la circulation océanienne, on l'a vu, tout ou à peu près tout est obscurité, et la loi reliant entre eux les phénomènes d'observation est encore à trouver, par la simple raison que ces phénomènes eux-mêmes ne nous sont que fort incomplétement connus. Du reste, cette infériorité de nos connaissances sur l'Océan relativement à ce que nous savons de l'atmosphère, cette infériorité n'est pas neuve, et à peu près vers l'époque où Halley donnait sa théorie des alizés, Vossius, expliquant par un gonflement des eaux équatoriales le retard des vaisseaux dans les calmes de la ligne, cherchait la cause de ce retard dans des expériences de capillarité! Plus tard, et de nos jours encore, les courans n'ont le plus souvent été regardés que comme des exceptions à l'état normal de la masse océanienne, et n'ont par suite été l'objet que d'études séparées et indépendantes, auxquelles ne présidait aucune vue d'ensemble. Au contraire les idées de Maury sur ce sujet sont profondément rationnelles : elles signalent les frappantes analogies de la circulation de l'Océan avec celle de l'atmosphère, et elles montrent la nécessité d'un système universel de mouvemens; tout en reconnaissant notre ignorance actuelle, elles indiquent les moyens de la faire cesser par l'esprit dans lequel devront être conçues nos recherches à l'avenir, et nous sommes heureux de trouver la confirmation de vues aussi justes dans la bouche d'une des illustrations scientifiques qui honorent le plus notre époque. « La théorie des courans, disait déjà il y a plus de vingt ans M. Arago, a fait peu de progrès jusqu'ici, parce qu'on s'est exclusivement attaché à ceux de ces phénomènes qui sillonnent la surface des mers. Des courans engendrés par des différences de salure et de température existent *à toutes les profondeurs*, et c'est en se plaçant à ce point de vue, c'est en descendant par la pensée aux plus grandes profondeurs de l'Océan, c'est en

appliquant à la mer la théorie qui a déjà rendu un compte satisfaisant des vents alizés, qu'on parviendra à débrouiller la question dont nous venons de nous occuper. C'est ainsi, suivant moi, qu'il sera également possible de concevoir comment des courans animés de vitesses peu considérables traversent d'immenses étendues de mer, et comment ils sont infléchis ou réfléchis *à distance* par les côtes des continens et des îles. »

En résumé, il semble que jamais jusqu'ici la météorologie n'avait été envisagée avec l'ampleur de conception qui signale l'œuvre de Maury; jamais plus abondans matériaux n'avaient été mis au service d'un esprit aussi éminemment généralisateur, et jamais vues d'ensemble n'avaient été unies à une sagacité plus pénétrante dans la discussion des détails. Toutefois nous ne devons pas omettre d'indiquer une des principales objections que peut soulever l'examen de ces doctrines : dans la partie de son œuvre qui traite spécialement de la navigation et de la détermination des nouvelles routes, la méthode inattaquable suivie par Maury n'est qu'une application rigoureuse et mathématique du calcul des probabilités, tandis que dans la partie scientifique on est forcé de reconnaître un usage fréquent de l'hypothèse. Lui-même va le premier au-devant de ce reproche. « En présence de la pauvreté actuelle de nos connaissances sur ces matières, dit-il, l'hypothèse semble être la base de l'édifice à la construction duquel nous travaillons, car pour avancer dans ces recherches il faut pouvoir bâtir sur quelque chose. Lorsque les faits nous manquent, nous sommes parfois en droit de les supposer; seulement il faut alors qu'ils soient d'abord possibles, et de plus probables; il faut qu'entre les diverses hypothèses qui se présentent, nous choisissions celle qui explique le plus grand nombre de phénomènes, et nous pouvons alors réclamer pour elle un respect mérité, tant qu'elle ne nous conduit pas à quelque absurdité palpable, ou encore jusqu'à ce qu'une autre hypothèse vienne à donner l'explication d'un plus grand nombre de phénomènes. Dans ce cas, uniquement préoccupés d'une recherche consciencieuse de la vérité (*honest searchers after truth*), nous devons abandonner la première hypothèse pour la seconde, jusqu'à ce qu'une troisième, préférable aux deux autres, vienne à se présenter à son tour. »

S'il fallait maintenant faire chez Maury la part de l'homme après celle du système, on pourrait dire que le caractère dominant de son génie est cet amour de la vérité qui respire dans les lignes que nous venons de citer. Pas un mot chez lui ne révèle la moindre trace de cet amour-propre dont sait si rarement s'affranchir un auteur, surtout lorsque ses doctrines éveillent la discussion des contradicteurs;

pas une parole qui ne soit l'expression de la bonne foi la plus absolue, et si jamais écrivain s'est involontairement peint dans ses œuvres, c'est celui-ci. Pour moi, je l'avoue, il me semble impossible de lire la ***Géographie de la Mer*** sans être pénétré de la plus profonde admiration, j'allais dire vénération, pour le caractère de l'auteur : spectateur passionné des merveilles de la nature, s'il se laisse parfois entraîner par son enthousiasme, on sent que cet enthousiasme est aussi sincère que la conviction qui l'a inspiré. A chaque page rayonne ardemment la recherche du vrai, à chaque ligne se révèle le culte de la science, et si parfois l'individualité de l'auteur se fait jour à son insu, ce n'est que dans la noble conscience qu'il a d'avoir été utile à ses semblables.

Un autre trait remarquable de Maury est le caractère essentiellement religieux dont il a empreint son œuvre. Je ne veux point parler ici de ses allusions fréquentes aux textes sacrés, non plus que des interprétations curieuses qu'il en donne (1); c'est là, on le sait, un cachet distinctif du génie protestant, tandis que ce que je veux signaler n'appartient à aucune forme particulière de culte, ou pour mieux dire leur est commun à toutes. Son étude assidue des phénomènes de la nature n'est en effet qu'une manifestation constante de sa gratitude envers la suprême sagesse qui y préside, et dans chaque fait nouveau il voit une nouvelle révélation de l'harmonie universelle. Ce n'est pas que Maury ait en cela l'idée de faire particulièrement servir ses travaux à l'avancement de la foi, car à ses yeux la science et la religion sont unies par des liens si indissolubles, que l'une ne peut se développer que pour faire mieux comprendre l'autre; mais cette tendance de son esprit mérite d'être signalée, parce que, s'il n'est pas rare de voir les écrivains purement religieux puiser leurs argumens dans la science, il l'est beaucoup plus de voir un écrivain scientifique mêler à ses doctrines des considérations que l'on regarde volontiers aujourd'hui comme d'un ordre différent.

Que dire maintenant de la forme du livre de Maury? Sans admettre avec quelques esprits exclusifs la supériorité absolue de notre langage scientifique, on doit pourtant reconnaître que, soit par l'effet d'une meilleure direction donnée à l'éducation intellectuelle, soit

(1) C'est ainsi que Maury retrouve dans deux versets de l'Ecclésiaste, souvent cités, le système de circulation atmosphérique qu'il a développé, et l'une des preuves les plus importantes dont il l'a accompagné :

« Le vent va vers le midi, et tourne vers le nord; il tourne çà et là, et revient à ses circuits.

« Tous les fleuves vont en la mer, et la mer n'en est point remplie; *les fleuves retournent au lieu d'où ils étaient partis pour revenir en la mer.* » (Chap. I, vers. 6 et 7.)

par l'avantage d'une langue mieux appropriée à ce but spécial, l'esprit français a pris en matière de sciences l'habitude de certaines méthodes d'exposition dont, pour notre compte, nous sommes les premiers à apprécier les rares mérites de rigueur et de clarté. La forme de Maury est toute différente, et j'avoue que je suis assez embarrassé pour exprimer ici nettement mon avis : est-ce à dire que ses doctrines, telles qu'il les a présentées, ne supportent ni l'examen ni la discussion? Certes rien n'est plus loin de ma pensée; cependant, il faut le reconnaître, la *Géographie physique de la Mer*, s'offrant sous la forme que lui a donnée l'auteur, forme peu en harmonie avec nos habitudes scientifiques, ne recevrait probablement pas du lecteur français l'accueil auquel elle a droit. Souvent en effet la puissante imagination de Maury fait de lui un véritable poète, et parfois ses descriptions rappellent involontairement ces récits des *Mille et Une Nuits* qui ont charmé notre enfance, alors que la reine Gulnare dépeint à son époux émerveillé les mystérieux royaumes des profondeurs sous-marines. Aussi faut-il, tout en lisant son livre, se rappeler que le *go ahead* n'abdique jamais entièrement ses droits sur un Américain, et que dans des recherches de cette nature l'auteur, incessamment dominé par l'idée d'ensemble, a pu parfois ne pas se préoccuper suffisamment de ce qu'il laissait derrière lui, emporté qu'il était par son ardeur, et séduit par les nouveaux horizons qui s'offraient à chaque pas. Ce qui importe surtout, c'est de n'aborder cette lecture avec aucun parti pris d'avance, aucune idée préconçue, mais bien avec l'entière bonne foi dont Maury lui-même nous offre un exemple si remarquable; car, tout en obéissant involontairement à l'entraînement de sa nature, nul ne signale plus consciencieusement que lui là où s'arrête le domaine de l'observation, là où commence celui de l'hypothèse, et en même temps nul ne possède à un degré plus éminent cette qualité si rare, et pourtant si nécessaire au vrai savant, de ne pas craindre au besoin d'avouer son ignorance.

Encore un mot. Cette science que l'illustre Humboldt a proclamée nouvelle et dont nous avons essayé d'exposer les magnifiques débuts, cette science, il faut se le rappeler, ne date que d'hier: pourtant l'on peut déjà prévoir l'immense développement qui lui est réservé, l'importance des résultats que l'on est en droit d'en espérer, et il est juste que la légitime admiration inspirée par l'homme de génie à qui elle doit ses premiers succès s'augmente de toute la féconde perspective de ce glorieux avenir.

ED. DU HAILLY.

UN

ESSAI DE BONHEUR

I.

Maintes notices ont paru déjà et paraîtront encore sur le marquis de Giuli, dont la mort inattendue rappelait récemment à nombre d'entre nous ces beaux vers d'Alfred de Musset :

> Ne suffit-il donc pas à l'ange des ténèbres
> Qu'à peine de ce temps il nous reste un grand nom?

Tous ceux qui ont écrit sur Giuli ont mis en lumière les faits et les pensées qui associeront le souvenir de cette noble nature à la gloire impérissable du pays où elle s'est développée. On a fait connaître l'intrépide soldat dont Charles-Albert serra la main à Novare, et qui courait, il y a si peu de temps encore, comme volontaire, à tous les combats de la Crimée. On a célébré l'écrivain parfois bizarre, mais toujours plein de verve et de franchise, qui froissait et charmait en même temps ses concitoyens en poursuivant avec emportement cette chimérique alliance de ce que l'avenir a peut-être de grand et de ce que le passé eut à coup sûr de généreux. Eh bien! personne n'a parlé cependant du Giuli que nous avons connu et que Dieu a jugé aujourd'hui. On a orné son corps, on l'a embaumé, on l'a revêtu d'habits de parade, on n'a pas touché à son cœur. Pauvre cœur depuis si longtemps traversé par des épées invisibles, puisque nous ne pouvons pas te mettre dans un vase d'or, nous te mettrons dans un vase de verre; chacun pourra voir tes blessures. Je crois

qu'elles arracheront encore à certains yeux de ces larmes que tu as tant aimées.

Avant ce mot, qu'un poète de notre temps prête à un prince italien : ***Hercule, un de mes ancêtres***, une marquise de Guiccia, née Giuli, avait dit au siècle dernier : « Vénus, une de mes grand'-mères. » Un généalogiste du XVIe siècle rattache en effet les Giuli à la famille Jules, dont fut César, le seul grand homme qui ait eu l'élégance, la finesse et la grâce presque effrayante, tant elle est surhumaine, de la femme. Or les Jules, comme on sait, descendaient par Ascagne de Vénus. Ce qui est bien certain, c'est que jamais homme ne fut plus envahi par l'élément féminin que le marquis Cosme de Giuli. M. de Lamartine en vers et M. de Chateaubriand en prose ont déclaré que ni la politique, ni les lettres, ni l'amour du peuple, ni le culte des rois n'avaient été les vraies fins de leur vie. Ils ont dit ce qui leur semblait la grande joie, la vraie domination de ce monde. Si Cosme eût fait une profession de foi, je crois que, dans son amour pour la royauté d'Ève, il eût été encore plus loin que l'historien de la Gironde et que l'auteur du *Congrès de Vérone*.

Ce mot tant de fois cité d'un courtisan : « Que n'ai-je servi Dieu comme le roi, » avec quelle vérité Cosme aurait pu le dire, en mettant à la place du roi ces toutes-puissantes souveraines que les révolutions ne détrônent pas! C'eût été du reste uniquement en songeant aux choses éternelles que Cosme aurait pu parler de son continuel souci, de sa pensée dominante avec une sorte de repentir, car il était inépuisable en argumens à la fois légers et solides, lorsque les gens réputés sérieux l'engageaient à quitter pour des soins plus élevés ce qu'ils nommaient ses frivoles passe-temps. Quand il réfléchissait sur le néant de tout ce qu'on lui offrait pour l'enlever à son culte de chaque instant, il éprouvait ce grand étonnement, il exprimait ce sincère dédain, que l'âme originale et tendre de saint Augustin a si bien rendus dans une apostrophe aux hommes graves qui pourrait être signée Byron. Toutefois il n'était pas étranger à ce qu'on nomme la vie publique; il ne s'est jamais montré indifférent à la politique, quoiqu'il jugeât bien sévèrement à part lui cette magicienne vieillie qui a fatigué les pas de nos pères et les nôtres à la suivre dans un jardin qu'on croyait varié, et où l'on voit toujours les mêmes plantes et les mêmes bêtes, que l'on réputait infini, et où chacun va se heurter aux mêmes limites après le même nombre de circuits. Puis je crois qu'il a eu pour la guerre une sérieuse amitié.

Aide-de-camp de Charles-Albert, il vint en France au moment où le Piémont se préparait à lutter contre l'Autriche. C'était du reste

depuis longtemps un des hôtes habituels de Paris. Malgré toutes les révolutions qui l'ont bouleversée, la France sera toujours comme au temps de Marie-Stuart le plus plaisant pays du monde et la patrie par excellence de la galanterie. La volupté peut régner à Naples ou à Florence, la corruption dans telle ou telle ville; mais on ne connaît réellement qu'à Paris ce genre d'affection délicate, ce besoin secret, impérieux et raffiné du plaisir qui se mêle à toute chose, qui égaie les plus graves discours, se cache sous les mœurs les plus sévères, et parfume, comme un bouquet de fleurs invisibles, l'air que chaque poitrine respire. Cosme y eut donc ce qu'on appelait autrefois des bonnes fortunes; seulement, comme c'était le moins roué des hommes, quoi qu'en aient dit souvent ceux et celles qui l'ont mal connu, il laissa dans ce gouffre charmant, où se sont engloutis tant de trésors de toute nature, la meilleure part de son âme, son aptitude à être heureux. Quand il reçut à Novare une balle qui lui traversa la poitrine, il avait eu déjà l'occasion de commenter plus d'une fois l'axiome que François Ier écrivait sur une vitre en un jour de mélancolie. Cependant il était encore atteint d'une grande passion pour une femme qui lui écrivait chaque semaine : « Je veux aller vivre avec vous dans votre Italie. Je me sens attirée, comme la Mignon du poète allemand, par le pays où fleurit l'oranger; n'est-ce pas là que fleurit mon cœur? » En attendant, cette Mignon, qui du reste avait assez peu d'analogie avec la petite Bohémienne de Goethe, fleurissait elle-même tous les soirs à l'Opéra, aux Italiens et dans toute sorte de réunions nombreuses, où des hommes qui se piquaient d'être à la fois aimables et graves, enjoués et prudens, accusaient devant elle la témérité des Piémontais.

Cosme, à peine guéri de sa blessure, eut hâte de se rendre en France. Celle qu'il adorait, si elle n'était pas venue le rejoindre dans un pays étranger, à travers tous les accidens d'une grande guerre, pouvait au moins l'attendre à Paris. Ainsi pensait-il en se dirigeant, tout pâle encore du sang récemment perdu, vers les lieux où il comptait trouver les seules joies dont il eût souci. Le pauvre Cosme en fut pour ses espérances : la belle s'était envolée; elle appartenait à un mari qui avait pris en extrême horreur les émotions dont Paris était le foyer depuis les journées de 1848. Émigré prosaïque, le comte de B... avait quitté la France sans méditer aucun projet de retour à main armée, pour n'aller retrouver aucun prince, mais tout simplement pour surveiller des sommes assez fortes placées sur une banque anglaise. Certaines femmes ont un démon qui les pousse à s'efforcer de rendre poétiques tous les événemens de leur vie. « Je suis mariée, disait une lettre adressée à Cosme. Aux heures solennelles de la vie, des devoirs que l'on ne voyait plus de-

viennent des apparitions formidables. J'ai dû suivre sur une terre d'exil, dans un voyage d'outre-mer, celui dont, après tout, je porte le nom. Ah! mon ami, je souffre cruellement. » Ce fut Cosme qui éprouva une poignante souffrance. La douleur est à coup sûr un des élémens créateurs de ce monde; pour nombre d'esprits, c'est la source des inspirations les plus hautes. Cosme écrivit sur les événemens auxquels il venait de prendre part un pamphlet qui commence, avec un seul changement de mot, comme une œuvre ardente de Chateaubriand : « Non, je ne croirai jamais que j'écris sur le tombeau de l'Italie... » Un grand bruit se fit alors autour de lui. Il s'était attaqué à cette infernale trinité qui, selon l'auteur du *Mémorial*, amena la défaite de Waterloo : la lâcheté, la trahison, la bêtise. Qu'on juge des vociférations dont fut entouré le pauvre Cosme. Bien des voix chaleureuses aussi l'acclamaient. Nul ne possédait mieux que lui cette sorte de patriotisme chevaleresque dont l'effet est si puissant quand il paraît sur des lèvres où il peut noblement se montrer. Ce pauvre Giuli, dans tout ce tumulte, aurait pu échapper à son aïeule Vénus; c'est ce qu'il n'essaya pas de faire. La déesse, comme au temps de Phèdre, était attachée à sa proie, ou plutôt je crois que sa proie lui était singulièrement attachée.

Je ne raconterai pas toutes les amours de Cosme; c'est sur un seul point de sa vie que je veux porter la lumière. Si je réussis d'ailleurs à bien éclairer ce point-là, il n'y aura pas une partie de son existence où ne se fasse subitement le jour. Je prendrai Cosme tel qu'il était quand il revint de sa dernière campagne, de cette étrange guerre de Crimée qui, dans un prodigieux éclair, a montré vivant, splendide, tout plein encore de jours glorieux et terribles, ce vieux monde du sang et de la force que tant de gens déjà croyaient mort.

Cosme, en revenant de Crimée, était ce qu'on est convenu d'appeler libre, c'est-à-dire qu'aucune femme ne songeait plus à lui dire: j'ai besoin, pour vivre, de votre vie. Depuis deux années qu'il guerroyait, le chœur des affections passionnées, qui suivait autrefois sa marche, avait eu le temps de se lasser. L'isolement où il s'était trouvé à son retour l'avait affligé d'abord, puis peu à peu il s'était senti dans une disposition d'esprit toute nouvelle. Lui qui avait eu pendant si longtemps, comme nombre de ceux qui sont réputés par le vulgaire ingrats, inconstans et légers, une sorte de tendresse superstitieuse, de culte aveugle pour le moindre souvenir, lui qui gardait, comme ce pauvre Byron, toute sorte de billets stupides écrits par des êtres qui brûlaient ses nobles et charmantes lettres, lui qui passait sa vie à évoquer du pays des ombres, par des accens dignes d'Orphée, les plus insignifiantes Eurydices, il se sentit pris d'un irrésistible amour pour le nouveau et l'inconnu. Or ce qui lui sembla

la chose nouvelle et inconnue par excellence fut une machine autour de laquelle cependant il avait bien tourné, mais qu'il s'imaginait n'avoir jamais vue que d'un seul côté : ce fut cette arche antique, ce vieux navire patriarcal, qui, ballotté sur une mer toujours houleuse, attaqué par une race indestructible de pirates, n'en poursuit pas moins sa course avec un air de sécurité benoîte; en un mot, ce fut le mariage. Nombre de célibataires parmi les plus expérimentés ont absolument les mêmes pensées que Cosme. Ce bonheur conjugal dont ils se sont tant moqués, s'il existait cependant, s'il existait pour les initiés? Et les voilà rêvant d'un mystère comme celui de la tombe. Pour connaître ce grand secret, il faut se vouer à l'irréparable, franchir un seuil qu'on ne repasse plus : eh bien! soit, ils auront ce courage. Et ils mettent fin résolûment à une vie qu'ils n'oublieront point par malheur. Quand l'hymen vous reçoit dans son royaume, le premier philtre qu'il devrait vous verser, c'est l'eau du Léthé.

II.

Que les gens moraux ne s'indignent pas! Peut-être en définitive je défends leur cause. Cosme lui-même, en ses jours de sagesse, disait souvent : « Je suis loin de nier qu'il puisse exister, sous la protection de la religion et des lois, nombre d'unions parfaitement heureuses; c'est ma faute si je ne les ai pas connues. J'ai l'horreur seulement de ce préjugé qui érige en époux modèles ceux qui ont abusé de tous les plaisirs de cette vie. La femme a un singulier instinct qui lui fait repousser l'innocence, je le sais bien. Ève a mieux aimé le diable qu'un homme candide, d'accord. Ne cherchez donc point des Grandissons pour les Clarisses, j'y consens; mais avant tout ne les livrez pas à de vieux Lovelaces. Il est une race complétement impropre au mariage, c'est celle de ces chercheurs éternels de volupté qui, après avoir embrassé toute sorte d'idoles impures, veulent, dans une étreinte suprême, enlacer la candeur et la jeunesse. Ces gens-là sont des époux de la pire espèce. Si parfois ils évitent certaines mésaventures, ils n'en sont pas moins au-dessous, pour moi, des êtres confians dont les épreuves excitent tant d'injustes railleries. Ils ne sont même pas bons à devenir ce que sont ces honnêtes confesseurs de la foi conjugale. »

Ainsi parla Giuli en maintes occasions; mais aujourd'hui ce n'est plus de ses paroles qu'il s'agit. Cosme était donc tout étonné de voir pour la première fois le mariage lui apparaître tel que la mort lui était apparue tant de fois, comme un abîme où il avait presque envie de se jeter. Cependant aucune résolution n'était véritablement

formée en son esprit. Ce qui lui était démontré, c'est qu'il était en proie, lui, le fils de l'Italie, à un véritable *spleen* britannique. Le regard occupé encore par tous les tableaux qui passaient devant lui, aucun ciel, aucun objet ne l'attirait; il était dans cette situation où on laisse aux moindres hasards un empire absolu sur sa vie. Un instinct l'avait conduit à Paris. Paris sera toujours le pays des aventures; il en renferme plus, à coup sûr, que l'Océan. Un jour que Giuli promenait à travers les Champs-Élysées sa personne inquiète et désœuvrée, il fut rencontré par le baron de Blesmau, qui l'engagea de la manière la plus pressante à venir lui rendre visite en son château de Vesprie, situé à quelques lieues de Paris. Giuli obéit à sa destinée en acceptant son invitation.

Le baron est un irrécusable témoignage de la grande œuvre démocratique qui s'est définitivement accomplie en France. Quoiqu'il soit d'une famille où un sang héroïque a longtemps coulé, aucun homme assurément n'a moins que lui rien qui puisse rappeler un preux. Il fut autrefois de ces légitimistes attendant leur prince, comme les Juifs attendent le Messie, d'une circonstance mystérieuse, imprévue, extraordinaire, dont les hommes doivent bien se garder de se mêler. Seulement il différait en cela de la race hébraïque, qu'avant tout cette circonstance ne devait pas être un orage. Dès que le tonnerre grondait, il fermait sa fenêtre. Aujourd'hui il se dit arrivé au scepticisme de l'air d'un homme qui est convaincu d'avoir été dans sa jeunesse le jouet des dévouemens irréfléchis et des enthousiasmes aveugles. Il a inventé un nouveau système pour récolter le colza. Si sa méthode est bonne du reste, je suis loin assurément de le blâmer. Laissons-le, et disons quelques mots sur sa femme. Ce n'était pas à quelques mots qu'on avait l'habitude de se borner, lorsqu'on parlait, il y a quelques années, de Mme de Blesmau.

C'était une femme tenant un de ces immenses salons qui rappellent, par la multiplicité et par la diversité des figures qui s'y rencontrent, ces fêtes du Brocken où le diable patronne Faust. C'est tout au plus si les morts ne se mêlaient pas aux vivans dans ce lieu de rendez-vous universel, car on rencontrait chez Mme de Blesmau toute sorte de célébrités bizarres, depuis longtemps disparues, qu'à certaines heures elle avait l'art d'évoquer. Puis c'étaient, dans le vrai sens du mot, les lions de toutes les parties du monde. Nena-Saib y sera certainement l'année prochaine. Comme nombre des esprits qui se plaisent à régner sur ces sortes de chaos, Mme de Blesmau était elle-même une nature assez indigente du côté de l'originalité; mais elle avait une beauté accomplie qui ne s'était pas effacée encore. Dans cet affreux gouffre des années, où tant de divins attraits sombrent tour à tour, plusieurs de ses charmes surnageaient, entre au-

tres une chevelure blonde où se maintenait une triomphante lumière de jeunesse et de grands yeux noirs dont la douceur suppliante aurait dû arrêter le courroux du Temps. Son affection, son amitié, sa tendresse, je ne sais trop comment dire, car je ne veux pas être accusé de médisance, avaient dû être une monnaie fort précieuse; seulement elle avait souvent changé d'empreinte. En ce moment, le profil qui s'y dessinait était la tête busquée, un peu moutonnière, que je n'ai jamais aimée pour ma part, de don Gil Valdez d'Hermosa. Que don Gil soit connu, on me l'a souvent assuré, pour le plus grand orateur de l'Espagne, c'est possible; à coup sûr, c'est un triste Abencerage. On ne sent rien dans les yeux saillans qui éclairent d'une lumière terne sa face molle. Vous ne l'avez pas vu à la tribune : d'accord, et j'avouerai même que j'ai une médiocre envie de l'y voir; mais Mme de Blesmau ne l'y a pas vu non plus. Ce qui la peint tout entière, elle a été fidèle à sa foi dans les réputations établies. Elle a pris avec l'étiquette qu'il portait l'objet qu'on nous expédiait d'Espagne. Enfin, pour un motif ou pour un autre, elle est devenue inséparable de don Gil. Dès qu'on voit à la porte d'un salon les cheveux blonds de Mme de Blesmau, on est sûr qu'on va voir s'allonger la tête du comte d'Hermosa.

Pourtant, il y a de cela quatre années, ces cheveux blonds précédèrent une tout autre apparition que celle de don Gil. Un soir Mme de Blesmau prit le parti, qui coûte de si cruels efforts à tant de femmes, de produire le témoignage charmant et douloureux de son âge. Elle conduisit à un grand bal chez un Américain le personnage important de cette histoire, Mlle Amicie. — Elle n'aura jamais la beauté de sa mère, voilà ce que répétèrent plusieurs contemporaines de la baronne, mues par des sentimens compliqués de justice et de jalousie; mais sans avoir l'éclat victorieux qu'offrait jadis à l'admiration du monde celle dont elle attestait le déclin, Amicie possédait la grâce par excellence : elle faisait rêver, elle faisait sourire; c'était une vraie matinée de printemps. Quoiqu'elle n'eût pas une taille élevée, elle paraissait grande, car ses formes étaient élancées et délicates. Si elle n'avait pas cette éblouissante chevelure que Rubens aurait désespéré de reproduire, elle avait des cheveux d'un blond attrayant et doux qu'on eût dit naturellement voilés par une couche de poudre fine et légère. Ses joues étaient d'un rose joyeux. De petites dents blanches, éveillées et rieuses coupaient le vermillon de ses lèvres. Ses yeux étaient d'un bleu changeant. On pouvait y mettre tout ce que l'on voulait, de la mélancolie, de la finesse, de la gaieté, même de la profondeur. Le grand charme de son regard était de ne se refuser à aucune interprétation. Voilà l'être que dans ses conseils secrets le ciel avait formé pour donner une grave leçon à plus d'un de ceux peut-être qui liront ce récit.

III.

M. de Blesmau avait aux environs de Paris une maison qui valait toutes les villas dont Rome, Naples et Florence peuvent être entourées. C'était une sorte de château moderne, frais, pimpant, éclatant de blancheur, apparaissant comme une fée vêtue de gaze entre des corbeilles de fleurs et des bouquets d'arbres. Des eaux transparentes, des gazons épais, toutes les merveilles que fait naître l'accouplement de la nature et du luxe s'étendaient autour de cette habitation. L'amant austère des champs devait souffrir en approchant de ces lieux, mais ce n'était pas lui qu'on y conviait. On ne recevait à Vesprie que des oisifs ou des gens livrés aux occupations tumultueuses. Si par hasard des philosophes ou des poètes y venaient, c'était quand ils voulaient bouder l'étude ou rompre avec la retraite. Jean-Jacques n'y eût pas trouvé même autant de solitude que chez Mme d'Épinay.

Cependant, le jour même où Cosme y débarqua, il n'y avait par hasard que trois personnes, un ancien officier de la garde royale, vieux beau qui avait enlevé la femme de son colonel dans sa jeunesse et vivait sur cette aventure depuis trente ans, puis la marquise de Courgey et sa fille. La marquise était un des débris des légions séraphiques de la restauration; c'était une Elvire attardée sur une rive de lac où le temps n'avait pas suspendu son cours. Sa fille au contraire, — n'eussent été son éducation, ses habitudes, ce qui l'entourait, — aurait rappelé Manon Lescaut. Qu'elle prît un air langoureux ou une expression souriante, qu'elle affectât le geste mutin ou l'attitude rêveuse, Mlle de Courgey était une invitation perpétuelle au *voyage* peint par Watteau. Que voulez-vous? elle était ainsi, je ne médis ni n'invente. Dans le meilleur et le plus honnête des mondes, on rencontre souvent des jeunes filles comme Mlle de Courgey, et, qui plus est, on les épouse. Quelqu'un s'en trouve bien, et ce quelqu'un-là est parfois le mari.

Après un dîner où avaient été prodiguées toutes les ressources de l'art culinaire, les habitans de Vesprie passèrent dans un de ces salons admirablement préparés pour servir de théâtre aux drames du cœur. C'était une vaste pièce, qui n'affectait de rappeler le goût d'aucune époque. Mme de Maintenon n'y aurait pas plus retrouvé les objets familiers à ses yeux que Diane de Poitiers ou Mme de Pompadour; mais les femmes de tous les temps y auraient apprécié une réunion de choses choisies avec une intelligence exquise pour seconder les ébats d'une coquetterie légère ou passionnée, suivant leurs désirs. Des fleurs précieuses dans de grands vases éclataient là comme une apparition rêveuse de la nature; un piano dans un coin obscur, monde mystérieux et endormi des sons, atten-

dait la main qui l'appellerait à la vie; des meubles de toutes les formes, répandus irrégulièrement ainsi que des îlots au milieu d'un lac, offraient à la causerie intime aide gracieuse et protection sûre. La lumière était disposée habilement; clémente et douce, elle accordait à l'ombre en toute sorte de charmans endroits une hospitalité généreuse, nulle part elle n'était froissante; elle pouvait également laisser venir à elle les jeunes filles dans l'éclat de leur grâce matinale, et ces femmes déjà réduites à l'attrait voilé du soir, qui ont voué au grand jour la haine effrayée des fantômes.

La société se réunit d'abord tout entière dans une même partie du salon, où s'établit une conversation générale; mais le vicomte de Pennin, ainsi se nommait l'ancien officier de la garde royale, ne trouvait encore un peu de verve que lorsqu'il s'aventurait dans des régions où il était difficile aux mères les plus indulgentes de laisser s'engager leurs filles. L'histoire amoureuse des Gaules de 1825 à 1840 était l'œuvre qu'il reprenait sans cesse. A une parole du vicomte, Mlles de Blesmau et de Courgey, avec le tact des jeunes personnes bien élevées, prirent le regard savamment distrait par lequel les vierges mondaines annoncent qu'elles veulent se soustraire à toute souillure, puis, au bout de quelques instans, sans s'être consultées et pourtant d'un commun accord, elles se levèrent; colombes en fuite et non point cependant effarouchées, elles allèrent d'un vol mesuré et paisible se poser à une autre extrémité du salon.

Elles s'abattirent sur un divan rose auprès d'une table consacrée à l'innocente littérature des *keepsake*. Cosme hésita un instant à les suivre. Pendant longtemps, il avait accordé fort peu d'intérêt aux jeunes filles : ce n'était pas d'elles qu'il faisait dépendre ses destinées; mais, après avoir regardé Mmes de Courgey et de Blesmau, il se sentit tout à coup pris d'éloignement pour les beautés de l'automne, et il fit comme les hirondelles, il alla chercher le printemps. Amicie regardait avec Juliette, c'est ainsi que s'appelait sa compagne, une gravure représentant la *vieille du Lido*, comme dit un poète que nous avons déjà cité. Giuli se mit à parler de Venise. Tous ceux qui l'ont connu savent comment il improvisait sur le thème le plus banal des variations d'une singulière originalité. Aucun esprit n'eut jamais plus de soudaineté et d'inattendu. On l'accusait souvent d'être paradoxal; il était indépendant de toute chose, même du paradoxe. Naturel et prime-sautier par excellence, il disait constamment ce qu'il sentait, et il avait une manière de sentir qui en faisait le plus gracieux comme le plus profond humoriste qu'à coup sûr j'aie jamais connu. Aurait-il eu cent fois moins de séduction, il aurait encore plu certainement à Mlles Juliette et Amicie, car les jeunes filles ne sont pas accoutumées à être gâtées sous le rapport intellectuel. Si j'osais faire une comparaison bizarre, je dirais qu'elles ressem-

blent au soldat qui se met à rire au moindre lazzi. Cosme, en leur parlant de Venise, trouva le moyen de les divertir. Il leur raconta l'histoire d'une famille anglaise qu'il y avait autrefois rencontrée; le portrait d'une jeune miss à l'éternel album leur arracha de grands éclats de rire. Quand il les vit bien en gaieté, il prit plaisir à les faire changer d'humeur. — Je ne devrais jamais, leur dit-il, songer à Venise sans être pénétré de tristesse, car c'est là que j'ai perdu mon meilleur ami, le comte Ascanio Rubieri, qui descendait d'une famille dogale. Il y a quelques années, lors de cet énergique effort qui se fit sur plusieurs points de l'Italie contre la domination autrichienne, Ascanio prit les armes. Il fut tué au siége de Venise, grand fait militaire qui a passé presque inaperçu, car dans notre temps le sang sèche vite; les morts ne vivent que dans le cœur de leurs mères. Moi-même j'avais oublié ce pauvre Ascanio, qui, avant de mourir cependant, m'a écrit une lettre bien touchante. Il me parlait d'une jeune fille qu'il devait épouser et dont il se croyait aimé éperdument. — Ici il y eut dans l'auditoire de Cosme ce mouvement que, dans les assemblées, les sténographes expriment par le mot « attention ». — Il me chargeait, poursuivit Giuli, s'il était tué, de lui porter un souvenir, et de lui répéter quelques-unes de ces paroles sacrées par lesquelles on espère laisser quelque chose de soi dans les cœurs où l'on a placé son bonheur terrestre.

— Eh bien! interrompirent en même temps les deux jeunes filles, qu'est devenue la pauvre fiancée? Qu'a-t-elle dit, qu'a-t-elle éprouvé quand vous vous êtes acquitté de votre mission?

— Quand je me suis acquitté de ma mission, la fiancée a un peu pleuré, pas assez cependant pour rendre ses yeux rouges. C'est du reste une banale histoire dont je ne voulais pas vous entretenir. J'ai fait la guerre avec bien des hommes qui portaient au cou des cheveux, des portraits, que sais-je? toutes les reliques de l'univers; je n'en sais pas un que l'objet de son culte n'ait abandonné quand la campagne se prolongeait un peu. Je ne connais pas de tendresse qui ait suivi personne au-delà de quatre ou cinq combats et de deux batailles rangées. Il n'est réellement dans les amours militaires qu'une heure sublime, celle des adieux. Quand on part, on s'en va tout imprégné d'une affection héroïque. — Tu sentiras éternellement mes deux bras autour de ton cou, vous crie la dame de vos pensées, tu m'emportes en croupe! — Elle est de bonne foi, mais peu à peu l'étreinte s'affaiblit, et si votre cheval n'avait pas à porter autre chose que le fardeau adoré, il pourrait faire de longues routes.

— Quels horribles discours vous tenez! s'écria Juliette avec une expression agaçante.

— J'espère, fit à son tour Amicie d'un air pensif, que vous-même ne croyez pas à ce que vous dites?

— Pourquoi pas? reprit Cosme; mais je n'ai jamais pensé qu'une chose n'existait point parce que je ne l'avais pas rencontrée. Je crois volontiers au contraire à tout ce que je n'ai pas vu. Ainsi il y a une constance romanesque à laquelle j'ai foi tout comme si j'avais vingt ans.

— A la bonne heure, dit joyeusement Juliette, voilà de bonnes paroles et des sentimens qui méritent d'être récompensés.

Amicie garda le silence, mais elle tourna vers Giuli des yeux où rayonnait quelque chose de si confiant, de si honnête, de si enthousiaste et de si pur, que cet homme, familier avec tant de regards, sentit au fond de lui la fraîcheur d'une nouvelle impression. Puis la pensée, nous l'avons dit, qui s'offrait à son esprit depuis quelque temps lui apparut avec un éclat et une puissance inusités. — C'est peut-être ma femme qui me regarde ainsi, se dit-il à part lui; ma femme! mot étrange et qui me touche. Pourquoi n'aurais-je pas, comme Adam, ma femme et mon paradis terrestre? — Mais le fruit défendu, le diable qui vous joue son premier et son plus mauvais tour, Dieu lui-même qui est jaloux!... Et la lutte éternelle, dont l'issue produit tant de célibats poussés jusqu'aux derniers confins de la vie, s'engagea de nouveau dans son cœur. Toutefois il luttait, et contre ses argumens il y avait ce qui met en déroute la philosophie et les philosophes, deux yeux remplis de la toute-puissance féminine.

IV.

Le château de Vesprie recevait chaque jour de nouvelles visites; un matin Giuli vit arriver don Gil Valdez de Hermosa. Il s'aperçut que la présence de l'Espagnol n'était point pour tous un sujet de joie. M. de Blesmau appartenait à l'espèce assez commune de ces maris qui ont, à l'endroit des amitiés un peu vives de leurs femmes, une tolérance pleine de malveillance sournoise. Il adressait rarement la parole à Hermosa, dont il semblait fort peu apprécier l'esprit. Il avait vu dans l'âme de Clotilde (c'est ainsi que s'appelait la baronne) bien des règnes se succéder. Il attendait sans impatience, mais il voyait toujours avec plaisir la fin de ces gouvernemens variés. Amicie, malgré la douceur de sa nature, n'avait jamais cessé de montrer une réprobation des plus marquées pour toutes les affections maternelles; elle avait voué au comte d'Hermosa une haine particulière. Avec ce pédantisme bizarre dont la pratique assidue du monde ne garantit pas certains esprits, don Gil avait imaginé d'exercer chez Mme de Blesmau une haute influence domestique, et c'était la pauvre Amicie qu'il avait particulièrement résolu de placer sous son autorité. Il voulut la diriger dans ses lectures, dans ses goûts, dans

ses habitudes, jusque dans ses paroles. La jeune fille éprouvait des irritations indicibles que parfois elle se plaisait à montrer. Sûre de n'avoir rien à redouter de sa mère, qui était peu disposée à la tyrannie et qui tolérait, sans les soutenir, les essais despotiques du Castillan, elle avait quelquefois avec ce tuteur illégitime les luttes les plus divertissantes. Quoiqu'elle ne fût point portée à la moquerie, elle trouvait à l'endroit du comte Gil de véritables mots de génie. Jamais aucun journal de Madrid, ni aucun membre des cortès n'avait poursuivi Hermosa de railleries plus sanglantes que l'honnête et douce Amicie, quand décidément la colère s'était allumée dans ses jolis yeux. Cosme, qui avait pour l'ami de Mme de Blesmau une très médiocre sympathie, se sentait toujours du parti de la jeune fille dans les débats auxquels il assistait. Il comprenait d'ailleurs, lui qui connaissait si bien le jeu des passions dans son âme, qu'un sentiment nouveau allait disposer de sa vie. Était-il amoureux d'Amicie? C'est pourtant ce qu'il ignorait encore! Il ne pouvait plus se déclarer à lui-même la naissance d'un nouvel amour dans un coin quelconque de son cœur sans une tristesse ou une moquerie également poignantes. Seulement il se disait : En vérité, cette gracieuse enfant m'inspire une fantaisie vertueuse.

Et, comme la lune sortant tout à coup des flancs d'un ciel orageux, la pensée du mariage se dégageait des sombres nuages de son esprit. Il est vrai que c'était alors en cette pauvre âme le signal d'un vrai sabbat. A la mélancolique apparition de l'idée conjugale, c'était sous le cerveau de Cosme une véritable insurrection de spectres. Souvenirs tendres, souvenirs joyeux, tous les fantômes chers à Giuli se révoltaient contre la lumière inattendue qui s'introduisait dans leurs ténèbres. Cette révolte devait être vaine. Déjà le descendant des Jules appartenait fatalement à l'hymen.

Une série de hasards semblèrent faire vis-à-vis de Giuli l'office de ces matrones que Fourier, dans une page pleine d'une verve ardente, mais un peu brutale, représente poussant l'homme au mariage comme on pousse le bœuf à l'abattoir. Un jour, au milieu d'un bois, Cosme fut amené à échanger avec Amicie des paroles sérieuses de tendresse. Les hôtes de Vesprie avaient organisé une promenade. Mlles de Blesmau et de Courgey devaient monter à cheval avec le marquis de Giuli. Leurs mères devaient les suivre en calèche avec le comte d'Hermosa et le baron de Blesmau. Au dernier moment, le baron, fidèle à sa répulsion pour la société de don Gil, prétendit qu'il avait à surveiller un essai de grande culture; puis il se trouva que Mlle Juliette, dans la cargaison des toilettes qu'elle avait apportées à Vesprie, avait précisément oublié son habit de cheval. Grand désespoir de cette beauté, qui se résigna de fort mauvaise grâce à prendre dans la calèche la place que M. de Blesmau laissait vacante.

Amicie se trouva donc sans compagne pour monter à cheval. Don Gil voulut lui faire comprendre qu'en pareil cas une jeune fille bien élevée renonçait à ce plaisir. L'Espagnol eut des airs anglais. Monter avec un jeune homme, quelle inconvenance! Amicie regarda sa mère, dont les yeux n'avaient jamais pu prendre une expression sévère. Après ce regard, elle répondit au malheureux don Gil de manière à lui faire perdre pour longtemps le goût des conseils : — Votre opinion a un prix inestimable, je le sais, en certaine matière, monsieur le comte; mais en celle-ci, permettez-moi de vous dire qu'elle n'a, pour moi du moins, aucune valeur. Ma mère ne se choquera point, ni Mme de Courgey, j'en suis sûre, ni Juliette, j'imagine, ni, je crois, aussi M. de Giuli : vous serez donc seul à être indigné, et comme vous êtes accoutumé à respecter les majorités, vous laisserez là votre indignation, je l'espère. Je dis « je l'espère » par courtoisie. — Là-dessus profonde révérence et sortie joyeuse de la jeune fille, qui reparut prête à monter à cheval dans ce costume qui donne aux femmes, lorsqu'elles ont le visage frais et la taille mince, quelque chose de pur et de hardi.

— Un de nos grands poètes, lui dit Giuli, a créé l'ange de l'assassinat, vous êtes l'ange de l'équitation. — Et riant lui-même de cette sottise, il s'élança sur une jument ardente qu'il montait avec vigueur et souplesse. On se mit en route, les sentimens fatigués déjà en voiture et les amours naissantes à cheval.

On s'engagea dans un bois de haute futaie disposé avec art pour les chasses à courre. Cosme et Amicie, laissant la calèche qu'ils escortaient rouler doucement sur un terrain sablé, mirent leurs montures au galop. Les chevaux donnent des ailes au cœur. Au bout de quelques instans, Giuli se sentit presque heureux. Un ciel d'été, de grands arbres, cet éternel attrait de la nature, qui depuis les premières heures du monde semble toujours près de nous révéler un grand secret, maints charmes se réunissaient pour agir sur un esprit prompt à toutes les espèces d'émotions. Amicie avait vraiment de la beauté. Toute femme qui monte à cheval avec audace, à moins que Dieu ne l'ait dépourvue de toute grâce, mérite au moins un moment qu'on lui adresse les paroles d'Othello à Desdémone : « Ma belle guerrière! » En la regardant, Cosme éprouva tout à coup un élan inattendu d'espérance. Peut-être brillait-elle dans ces yeux charmans, derrière ce voile vert, la pierre philosophale dont la poursuite lui avait coûté les plus fécondes richesses de son cœur. Chez Cosme, la pensée et l'action s'unissaient comme la poudre et le boulet dans la gueule embrasée du canon. « Pourquoi ne l'aimerais-je pas et pourquoi ne lui dirais-je pas que je l'aime? Allons, mes lèvres, tâchez de répéter encore avec ardeur ces vieilles formules murmurées tant de fois! » Puis, se penchant à l'oreille de la

jeune fille : — Savez-vous, dit-il, qui le comte d'Hermosa aurait dû empêcher aujourd'hui de monter à cheval?

— Ce n'est pas moi, répondit-elle joyeusement, qui suis en ce moment si heureuse.

— Non, c'est moi, qui tout à l'heure peut-être serai malheureux. — Et toujours aiguillonné par la course : — Aussitôt que je vous ai vue, ne vous êtes-vous donc pas aperçue que j'allais vous aimer? Aussitôt que vous m'avez parlé, n'avez-vous donc point compris que je vous aimais?

Une branche d'arbre enleva le voile d'Amicie. Il saisit ce tissu tiède encore d'une haleine virginale, il y plongea sa bouche. — Reprenez ce voile, dit-il, avec le baiser que je viens d'y mettre, et je dis adieu à toutes les tristesses de ma vie; rejetez-le, et ma foi! je dis adieu à ma vie elle-même.

On continuait à galoper. Cette déclaration équestre, pleine de fougue et d'imprévu, était débitée avec tant de vaillance et de franchise, qu'Amicie prit lestement le voile et le remit à son chapeau sans mot dire. Pour ne rien céler, l'aimable fille s'attendait à l'aveu de Giuli, et ne le redoutait point. Malgré les gens qui l'entouraient, la région où elle s'était développée, elle avait gardé une nature droite, simple et même candide. C'est là ce qui devait avant toute chose la livrer à un homme, sinon corrompu, du moins versé dans tous les secrets de la vie. Clarisse appartiendra toujours fatalement à Lovelace. Ne vous attendrissez pas trop cependant. C'est dans le roman qu'elle meurt; dans la vie, elle prospère, elle se moque de celui qui l'a initiée à la science du bien et du mal. Elle regarde en riant ce pauvre serpent qui la contemple avec une sorte d'effroi honnête et mélancolique, tandis qu'elle mord à belles dents le fruit qu'il lui a montré.

Tout contribua, je l'ai dit, à livrer Cosme au mariage. Le soir de cet aveu fait au galop, Mlle de Courgey n'imagina-t-elle pas d'entrer en rivalité avec son amie? Cela devait être. L'amitié féminine, on le sait, n'a jamais été qu'un prétexte à mille jeux charmans et à mille affreux tours. Pendant qu'Amicie servait le thé, Juliette trouva le moyen, dans un coin du salon, d'entretenir le marquis à voix basse. Avec cette témérité de jeune fille qui déconcerte souvent les hommes les plus versés dans la science du monde, elle entra dans le vif des pensées où Giuli s'enfermait depuis plusieurs jours. — Vous êtes épris d'Amicie, lui dit-elle; sous peu, vous serez son mari. — Cosme lui jeta un regard étonné. — Vous savez, poursuivit-elle intrépidement, si celle que vous aimez m'est chère; mais excusez une franchise qui doit vous paraître bien bizarre et à laquelle je me livre ce soir : je ne sais trop pourquoi, c'est une union qui m'effraie pour elle et pour vous.

Alors elle fit deux portraits, l'un de Cosme, l'autre d'Amicie, qui, pour être dus à un pinceau inexpérimenté, ne laissaient pas, il faut en convenir, d'avoir une certaine vigueur de coloris. Giuli était un peu défectueux, c'était une étude trop forte pour elle; mais Amicie était d'un style magistral, comme on dit, et Dieu sait qu'elle n'était pas flattée. Une sorte de Charlotte, moins l'intelligence rêveuse et la grandeur domestique, c'est-à-dire un être doux, faible, léger, incapable de grande passion, voilà comme elle représentait son amie. — Je ne vous donne pas quinze jours, dit-elle à Cosme en manière de conclusion, pour traiter votre femme comme les enfans traitent leurs jouets; vous la briserez afin de savoir ce qu'elle renferme, et vous ne trouverez rien. Heureusement, ajouta-t-elle en souriant, qu'Amicie ne sera pas aussi irréparablement cassée qu'une poupée de Nuremberg. Rassurez-vous, je me suis servie d'une comparaison; je veux dire tout simplement qu'emporté par toute sorte de curiosités inquiètes auxquelles la pauvre fille ne sera pas en état de répondre, vous lui ferez subir des souffrances morales bien inutiles; mais elle guérira de ces souffrances-là, et, malgré cette douceur que je lui connais, monsieur le marquis, quand sa guérison sera accomplie, si vous essayez sur elle de nouvelles tortures, elle trouvera assez d'énergie pour s'y soustraire.

Cosme aimait l'esprit, même quand il lui était hostile, quand il combattait un de ses goûts, quand il frappait une de ses illusions, et un moment Mlle de Courgey, qui n'avait vraiment manqué ni d'originalité, ni de verve, ni de malice, fut sur le point de l'ébranler; mais Juliette, qui vit le succès de sa manœuvre, eut l'idée malencontreuse d'en démasquer trop tôt le but. Elle essaya un éloge sentimental d'elle-même, et dans cette tâche l'inspiration l'abandonna. Ce fut une conjuration rompue. Amicie profita de ce qui venait d'être tenté contre elle. Cosme la regarda; précisément en cet instant elle servait le thé avec une délicatesse, une réserve, une grâce chaste et digne, qui la faisaient ressembler à une Hébé chrétienne. La pauvre Juliette au contraire, sur laquelle il ramena son regard, manquait complétement, il faut en convenir, de cette austérité dont il avait la fantaisie d'être épris. Elle lui rappelait les débuts de mainte aventure. C'était la préface de cet éternel roman qu'il n'avait plus le courage de lire jusqu'à la dernière page. — Amicie, se dit-il, charmante révélation d'un monde nouveau, c'est vers toi que s'en va mon âme! — Et, quittant brusquement Juliette, il se dirigea vers la nouvelle souveraine de ses destinées.

Ce qui porta le dernier coup à Giuli fut un incident d'une nature toute particulière, délicat et pénible à raconter, que je ne veux point pourtant passer sous silence. Il y a des détails où doivent se résoudre à entrer certains récits, destinés comme les débats judiciaires à

faire sortir bon gré, mal gré, la vérité de son puits. J'ai dit, je crois, que le parc de Vesprie rappelait les jardins du XVIIIe siècle par les recherches et les élégances de toute nature qu'on y avait entassées. Il renfermait, entre autres ornemens, une sorte de construction champêtre dans le goût des chalets de Trianon. C'était un pavillon en bois rustique curieusement travaillé, avec une couverture en chaume propre, lisse, brillante, et des fenêtres à vitraux coloriés. Cosme rencontra un matin devant ce pavillon Mlles de Blesmau et de Courgey. Les deux jeunes filles venaient visiter cette retraite; elles lui permirent d'y pénétrer avec elles. L'intérieur de l'ermitage répondait à ses dehors. Il y régnait un jour mystérieux caressant une tenture soyeuse et se jouant à travers des meubles gracieux. Une table svelte portait des romans et des fleurs, ce double luxe du monde apparent et du monde caché. Toute habitation humaine où l'on entre pour la première fois offre un genre d'attrait vif et singulier. Maintes rêveries, maintes pensées qu'y ont laissées des êtres inconnus vous reçoivent comme des hôtes invisibles. Giuli se livrait entre les deux jeunes filles à une agréable songerie, quand il entendit une voix vibrante : c'était celle d'Antonin Guéroux, ce peintre qui reproduit avec tant de verve les scènes que les Anglais appellent de *high life*. On ne peut nier qu'Antonin n'ait infiniment plus d'élégance dans son pinceau que dans sa personne. Il tient à honneur de conserver, dans un monde où cependant il se plaît à vivre, les souvenirs de l'atelier. — Je veux, dit-il, que mes pieds ne secouent jamais la poussière de la patrie.

Je n'entends ni le louer ni le blâmer. Je constate seulement une manière d'être dont il va donner une preuve trop éclatante. Amicie avait peu de penchant pour cet artiste; en l'entendant, elle avait mis son doigt sur sa bouche et fermé doucement la porte. — Ne disons rien, murmura-t-elle à voix basse, laissons passer M. Guéroux. C'est peut-être un grand peintre, mais à coup sûr c'est un homme insupportable. S'il se joignait à nous, adieu pour moi le plaisir de la promenade. Il me gâte la nature partout ailleurs que dans ses tableaux.

On obéit à ses paroles, et un profond silence s'établit dans le chalet. Cependant Guéroux s'avançait toujours; il était avec un jeune homme dont je tairai le nom, qui lui servait en même temps de Mécène et de Pylade. Arrivé devant le pavillon muet et clos, où il était loin de soupçonner un auditoire caché, Antonin cria sur un ton des plus perçans :

— Voici un petit objet Pompadour qui doit avoir une destination galante et sentimentale. C'est ici que notre hôtesse et son vieil Espagnol viennent tous les deux faire de la bergerie. Là Clotilde échange des paroles ardentes avec Gil, car après tout l'amoureux se nomme

Gil. Force lui est bien de dire à l'objet aimé : « Appelle-moi Gil! »

A ces paroles, d'un odieux goût, prononcées avec les inflexions de voix que vous devinez, imaginez ce qui se passa dans l'intérieur du pavillon. Feindre de n'avoir rien entendu était impossible pour aucun des trois personnages qui s'y trouvaient. Mlle de Courgey cacha son détestable plaisir sous une expression sévère et triste; une rougeur ardente et deux grosses larmes parurent sur le visage d'Amicie. Giuli fut sur le point de briser la porte et de s'élancer sur Guéroux. Un regard de celle qui lui inspirait cet élan d'indignation chevaleresque l'enchaîna. Se penchant alors à l'oreille de la belle désolée : — Mon enfant, lui dit-il, ma bien-aimée, calmez-vous, je vous arracherai à des personnes et à des choses que vous ne devez pas supporter plus longtemps, vous qui êtes la pureté aussi bien que la grâce. Être charmant, que je respecte et que j'adore, je comprends tout ce qui se passe en vous; mais dites adieu à vos chagrins de jeune fille. Dès à présent, si vous le voulez, ils sont finis. Est-ce à ma femme que je puis dire : Ne pleurez plus?

— Oui, répondit-elle, gagnée par l'élan enthousiaste de Giuli; oui, c'est votre femme qui vous répond, qui vous remercie, et qui sèche ses larmes pour vous sourire.

Et elle lui sourit en effet de manière à rendre brûlantes des natures plus glacées que celle de Giuli. Juliette, elle, ne souriait pas. Elle comprit qu'un tendre mystère venait de s'accomplir à ses côtés. Amicie était persuadée qu'elle venait de donner son cœur; Cosme sentait que dans un élan généreux il venait de donner sa vie!

V.

Quelques semaines après ce jour, voici ce qu'écrivait Cosme à son confident le plus cher :

« Demain le Giuli que je connais ne sera plus; je vais devenir un être nouveau pour moi-même. Je me marie. Depuis hier je me répète sans cesse le mot de Shakspeare : « Dormir, peut-être rêver! » Sais-je de quels songes je serai poursuivi sur l'oreiller conjugal? Rêver éternellement aux choses dont je suis las, dont je suis attristé, que je veux fuir, voilà ce que je redoute dans cette mort où je me précipite. Depuis que je suis dans l'ombre du mariage, maintes choses déjà qui me paraissaient pâles et inertes reprennent de nouveau pour moi la couleur et la vie. Quand je serai demain à côté de cette femme, dans cette église, quel chœur ironique et lamentable de souvenirs j'entendrai chanter autour de moi! J'ai eu cette nuit un rêve qui avait presque l'air d'un songe de tragédie, tant il s'accordait avec ma situation, tant il l'exprimait avec lucidité et énergie. La femme près de qui j'étais agenouillé, dont je tenais la main,

à qui je remettais un anneau béni, changeait à chaque instant de visage. Je reconnaissais toute sorte de sourires oubliés, toute sorte de regards que je croyais à jamais disparus, et que je retrouvais tout chargés des mille émotions de mon cœur. Il y a un de ces regards, un regard bleu sombre, où rayonnait avec tant d'éclat encore un bonheur que j'ai cru immortel, qu'il m'a été impossible de le soutenir. Je me suis réveillé. Pendant une heure, je me suis senti une vraie fièvre; j'avais envie de tout abandonner et de courir après celle... Quelle folie! Je devrais être heureux de congédier toutes ces ombres; je veux aimer la compagne que me donnent d'honnêtes et paisibles destinées. Paisibles! pourquoi? Voilà bien un mot qui m'est inspiré déjà par le tour vulgaire que prend ma vie. Avec l'âme que je me sais, si je suis réservé à cet heur formidable d'aimer ma femme, est-ce la paix que j'aurai conquise? Quoi! par instans je crois sentir encore dans chaque goutte de mon sang les souffrances que m'ont données des créatures dont je connaissais le néant, que je savais faites et vêtues de mes songes : quelle douleur me donnera la seule femme qu'il nous est défendu ici-bas de traiter comme une illusion, l'être à qui la société, plus puissante en cela peut-être que Dieu lui-même, vous unit par des liens plus forts que ceux des premiers époux de ce monde, qu'elle fait plus que de votre chair, qu'elle fait de votre honneur, de votre nom! — Tu parles de paix, mon pauvre Giuli! Aux armes! Tu entres en campagne et tu passes à l'ennemi. Tu es l'ennemi, car je ne puis pas me le nier, après tout, il y a quelques mois encore, le mari, c'était l'ennemi pour moi. Contre lui, tout était permis, même la trahison. Mon expérience dans la guerre que je vais faire sous de nouveaux drapeaux me sera-t-elle utile ou nuisible? Je n'en sais rien. Heureuse fortune de la jeunesse! Voilà ce qu'à propos de la guerre j'ai eu presque toujours l'occasion de dire, quoique j'aie été battu par Radetzky. Or tu n'as plus de jeunesse, Cosme, à moins que tu n'appelles ainsi ce perpétuel bouillonnement qui donne à ton cœur le fatigant et inutile fracas d'un torrent. »

Ce fragment de lettre, je l'espère, vous fait bien complétement connaître l'homme que j'ai promis de vous montrer. Cependant Giuli, le jour de son mariage, ne sembla pas éprouver, ou du moins ne laissa point paraître la tristesse presque farouche qu'en pareille occurrence ne dissimula point lord Byron. Il se mariait à la campagne, on ne fut pas obligé d'aller le chercher au fond du parc. Dès le matin, il s'était habillé avec soin, et paraissait s'être étudié à toutes les allures régulières. A l'église, il eut une tenue excellente. Les pleurs de Mme de Blesmau, qui, à l'étonnement général, se mit à sangloter comme une mère de province, ne lui inspirèrent aucune irritation. Loin de là, il prit lui-même un air attendri qui cependant

n'arrêta pas sur ses traits l'épanouissement d'un sage bonheur. Le monde le trouva charmant, sa femme dut le trouver plus charmant encore, lorsque, seul avec elle, il lui dit, en se mettant à ses genoux : — Amicie, regarde-moi, et vois dans mes yeux tout ce que je n'osais pas y laisser paraître. J'ai joué mon rôle. Le monde ne veut voir jamais que des sentimens mesurés et discrets; mais je vous aime d'un amour sans limites et sans frein que j'espère bien garder toujours. Ce sont les sots qui veulent la raison dans le mariage, toute femme y cherche la passion. Tu l'y trouveras, ma bien-aimée.

Cosme était sincère en parlant ainsi. C'était par excellence une âme amoureuse. Puis, de toute manière, je trouve que son langage était fort opportun. Quoi qu'en ait dit Montaigne, je ne crois pas, pour parler vieux français, que vous *preniez le bon moyen d'éviter la male chance* en apparaissant toujours à votre femme comme un sénateur sur sa chaise curule. Tâchez de ne point lui faire penser que le mariage est une sorte d'état spécial, tout particulièrement solennel et auguste, qu'elle le considère tout simplement comme une forme heureuse et bénie de l'amour. Seulement ne vous bornez pas à promettre, comme Giuli, une passion sans mesure; promettez aussi, et tâchez de tenir votre promesse, une passion unique. Les âmes jeunes sont exclusives; mais nous voici dans le vif de notre histoire.

Ce fut, à mon sens, en trois soirées que Cosme joua et perdit son bonheur conjugal. Pendant trois mois, il avait mené la vie que désigne ce mot consacré : « la lune de miel. » Amicie, dont il me semble que je n'ai pas encore assez parlé, éprouvait pour lui une affection vive, sincère et pleine de grâce. Je ne sais pas si la marquise de Giuli, qui a encore de longues années à passer dans le monde, aura une de ces renommées qui sont le partage d'un si petit nombre de femmes. A vrai dire, je ne pense pas qu'on ait l'idée de renouveler pour elle, dans quelques siècles d'ici, la cérémonie qu'une ville de province vient de consacrer à Mme de Sévigné; mais on ne peut nier qu'elle n'ait une intelligence bien suffisante pour tous les besoins réels de cette vie. Sans avoir rien de vulgaire assurément, elle n'a pas une originalité extrême. C'est la jeune femme telle que les destinées du mariage la livrent à nombre d'hommes, qui, suivant leur instinct ou leur caprice, leur esprit ou leur sottise, leur bonne ou leur mauvaise chance, en font soit l'esprit bienfaisant, soit le génie brouillon et maudit de leur foyer. Si elle ne comprenait pas dans toute la grandeur de son ensemble, encore moins dans toute l'élégance exquise de ses détails, la nature si puissante et si fine de son mari, cette âme était bien loin d'être pour elle un mystère impénétrable : par maint en-

droit, elle en soulevait le voile; ce qu'elle découvrait lui donnait le désir ardent et tendre d'une complète initiation. Elle aimait cette parole de Cosme, cette parole si bizarrement émouvante, qui n'était ni celle de l'orateur, ni celle du poète, ni celle de l'artiste, et qui cependant offrait le langage de ces trois hommes, avec je ne sais quel ton héroïque et preste où l'on sentait le guerrier et ce qu'on nommait autrefois le courtisan. Souvent, assise à ses genoux, le regardant pendant qu'il parlait, elle s'appliquait ces mots adorables de l'Évangile : « J'ai pris, disait-elle, la bonne place; je me suis mise aux pieds de mon seigneur. » Son seigneur alors l'embrassait, et c'étaient des scènes à précipiter sous le poêle nuptial les plus farouches partisans du célibat.

Ainsi vivaient ces deux époux, quand un soir Cosme, par une malencontreuse inspiration, supplia sa femme de ne pas manquer, comme elle en avait l'intention, à un certain mercredi de la duchesse de Ténais.

La duchesse de Ténais a un de ces innombrables salons qui s'appellent chacun tour à tour, depuis plus de soixante ans, le dernier salon où l'on cause. Elle a écrit autrefois *Adolphine de Nisdale*, un très agréable roman qui a fourni une fort honorable carrière, n'a fait dire que du bien de lui, n'a vécu ni trop ni trop peu, et repose à présent dans un galant mausolée que chaque jour encore on orne de fleurs. C'est au demeurant une gracieuse femme à qui la malveillance est inconnue, et qui honore l'idéal à sa manière, disait Cosme avec ce sourire à la fois attendrissant et moqueur dont il eut seul le secret. Maintenant, s'il faut être franc, ce qui donnait à Giuli cette affectueuse indulgence pour Mme de Ténais, c'était la comtesse Renée de Matte. Renée était une nièce de la duchesse, nièce chérie imposée à l'adoration de tout ce qui voulait plaire à l'auteur d'*Adolphine*. Reconnaissons-le du reste, c'était chose facile que d'adorer cette charmante créature. Sans avoir rien de la femme qui écrit, Mme de Matte avait un esprit d'une culture singulière; c'était un jardin merveilleux, où l'on trouvait de tout, des fleurs précieuses, des pelouses élégantes, des allées finement sablées, même de grands arbres et du mystère. Les femmes de notre temps, lorsqu'elles ont vraiment de l'esprit, en ont plus que les femmes d'aucune autre époque. Elles ne sont sous l'influence d'aucune de ces passions passagères qu'elles servirent avec tant d'ardeur dans des luttes oubliées; elles ne sont plus jansénistes, ni molinistes : elles appartiennent aux passions vraies et éternelles. Ce trésor céleste par excellence, ce don divin de la lumière qu'elles partagent avec l'onde, la fleur et le diamant, elles le prodiguent à tout ce qui les attire, et elles sont attirées par maintes choses. De là cette éclatante va-

riété de leur entretien. Je vois d'ici plus d'un sourire moqueur. Je pense ainsi, et Giuli pensait comme moi quand il écoutait Mme de Matte. Mais disons jusqu'au bout une vérité qui du reste ne sera une révélation pour personne : tout Paris a su qu'il l'avait éperdument aimée. Comment, pourquoi cet amour a-t-il fini? Voilà par exemple ce que je ne veux pas dire, ce qui d'ailleurs serait inutile à ce récit. Je puis seulement affirmer qu'au moment où Giuli, pour me servir d'une de ses expressions, prit ce grand et violent parti de se faire mari, Renée était pour lui dans le pays des ombres. Il aurait dû la laisser dans ce pays, ou, s'il eût voulu à toute force évoquer ce gracieux fantôme, ne point faire cette conjuration devant sa femme.

Il y avait déjà une heure à peu près que durait la visite conjugale lorsque Mme de Matte entra. A cet instant même, Amicie, quoiqu'elle fût d'une très réelle ignorance sur l'histoire des salons avant son mariage, regarda son mari et tressaillit : c'était une vraie divination magnétique. Renée a encore une beauté singulière : elle appartient à cette race de femmes qu'un homme très versé dans une certaine espèce d'études secrètes appelle les magiciennes. Ce nom, à mon sens, désigne merveilleusement les filles des sociétés raffinées à ce moment de leur vie où elles opposent au temps des conjurations plus puissantes que ses maléfices. Elles semblent avoir échappé à toutes les lois terrestres, elles bravent également la jeunesse dont le secours leur est inutile et la vieillesse qui fuit devant elles. Il ne leur reste plus qu'à passer déesses. Malheureusement tout à coup leurs sortiléges deviennent impuissans; le miracle cesse, les voilà de nouveau mortelles. Un soir, au commencement d'un hiver, on entend dire : — Avez-vous vu Mme de B... ou Mme de C... cette année-ci? Comme elle est changée! Ce n'est plus elle. — Non, ce n'est plus elle, vous avez raison. — Mauvaises fées, génies malfaisans, puissances ennemies de la beauté et de la splendeur humaines, réjouissez-vous, il y a une vieille femme de plus!

Eh bien! la comtesse de Matte ce soir-là était à l'état de magicienne. Jamais sa taille n'avait été plus souple, son regard plus ardent, jamais sa chevelure noire, d'où pendaient de longues fleurs rouges, n'avait eu plus de voluptueux attraits. Toute sa personne était un véritable élixir diabolique à troubler la cervelle d'un saint. Elle s'assit sur un grand divan placé derrière la table où était le thé. Bientôt Cosme fut auprès d'elle. Il lui présenta sa femme, qu'elle n'avait pas encore vue. Renée eut un sourire charmant pour Amicie; mais pour le pauvre Giuli quel sourire! Quand le destin vous a enchaîné sur le rocher du mariage, c'est ce sourire-là qui vous fait sentir des griffes de vautour.

Il y avait peu de monde chez Mme de Ténais. La duchesse, à sa grande joie, put établir une conversation générale. On parla d'un roman et d'un livre théologique. Renée eut une manière ravissante de juger en même temps le livre sacré et le livre profane. — Pourquoi le ciel, s'écria-t-elle, n'a-t-il pas donné à l'auteur du roman la passion du théologien? C'est le livre saint qui est la coupe pleine d'ivresse! — Et la voilà qui sur ce vieux thème de l'amour mystique improvise mille variations. Giuli suivait l'une après l'autre toutes ces agiles et savantes mélodies, résurrection pour lui de tout un passé. Il voulait garder le silence; malgré lui, il prit part à la conversation et s'anima. Ces propos brillans et légers de Renée, c'étaient pour Cosme les Willis de la ballade. Il oubliait, pour danser avec les sorciers, sa fiancée, mieux que sa fiancée, sa femme, qui le regardait d'un air pensif, car Amicie appartenait encore à cette classe d'êtres et à cette époque de la vie où l'on a pour les jeux intellectuels une sorte de sombre moquerie, d'hostilité farouche. Elle contemplait du haut de sa jeunesse et de sa beauté des ébats auxquels elle se dépitait de ne pas prendre part. Elle se promettait quelque mot vengeur sur la comtesse de Matte, quand elle serait seule avec son mari.

Cosme surprit un de ses regards chargés de songerie malveillante, au moment même où il jouissait d'une repartie de Renée qui venait de mettre en relief une de ses paroles. Il avait à coup sûr l'âme trop élevée pour être sensible à des triomphes de salon, mais il avait aussi une nature trop fine pour repousser toute une espèce délicate de plaisirs. Ce n'était pas la marquise de Giuli qui pouvait lui donner cette joie d'un sourire pénétrant dans les plus secrètes parties de votre pensée pour y répandre la lumière et la chaleur; trop de choses étaient inconnues à cette âme nouvellement épanouie. Ce n'était pas elle qui pouvait lui apporter cette aide charmante, cet appui ingénieux que certaines femmes savent prêter à l'homme qu'elles aiment et dont elles sont fières. Quand elle fut seule en voiture avec Cosme en sortant de chez Mme de Ténais, Amicie, pour la première fois depuis son mariage, le trouva muet et rêveur. Elle-même, préoccupée, jalouse, cherchait silencieusement dans son esprit quelque parole amère. C'était ainsi qu'ils regagnaient leur logis; mais la réflexion chez Giuli avait un caractère ardent et mobile. En songeant à la comtesse de Matte, son esprit vint probablement se heurter à quelque pénible souvenir, car tout à coup il jeta sur sa femme un regard où rayonnait le plaisir d'un heureux réveil, il la pressa sur son cœur. — Aimable et cher refuge! s'écria-t-il. — C'étaient-là de malheureuses paroles. Une femme de vingt ans n'aime pas à jouer le rôle de havre pour les vieilles

nefs désemparées. Amicie toutefois ne comprit pas d'abord la portée de ces mots, et ne vit que le sentiment qui les dictait. Elle rendit à Cosme son étreinte, et il y eut joie encore pour ces deux êtres dans le royaume de l'hymen. Amicie trouva le moyen de dire pourtant : — N'est-ce pas Mme de Matte qui a écrit *Adolphine de Nisdale?* — Non, répondit Cosme avec bonhomie, c'est sa tante, Mme de Ténais. — Ah! reprit-elle toute triomphante d'avoir amené cette écrasante parole, c'est qu'elles ne sont ni l'une ni l'autre de mon temps. — Hélas! mon pauvre amour, lui dit Cosme en souriant, moi aussi, je ne suis point de votre temps. — Vous! s'écria-t-elle avec un gracieux enthousiasme, vous, mon cher grand homme, mon héros bien-aimé, vous êtes de tous les temps, vous avez des siècles à vivre. — Je ne sais pas si j'ai des siècles à vivre, pensa Giuli; mais je suis sûr d'avoir vécu des siècles déjà, des siècles dont je sens la poussière sur mon cœur.

VI.

Quelques jours plus tard, Cosme racontait ainsi une autre soirée qu'il venait de passer avec sa femme à l'Opéra :

« Hier vendredi, 7 février, j'ai pu savoir quelle était de toutes mes affections passées celle qui a laissé les plus cruels instrumens de torture au démon, au terrible démon des souvenirs. J'ai revu Augusta. C'était bien elle dans tout l'éclat de sa beauté; je retrouvais ce profil de camée qui s'était gravé en moi avec une force et une netteté si étranges, vision intérieure dont je ne pouvais pas me délivrer, et qui a failli détruire ma raison. C'est tout au plus si elle a vingt-cinq ans aujourd'hui. Quand je l'ai connue, elle était aux débuts de cette brûlante et funeste vie où je l'ai suivie avec de folles espérances et des tristesses encore plus insensées, avec toute sorte de joies et de douleurs qui renfermaient également la mort. Elle s'essayait à son rôle de Laïs, et cependant elle gardait une sorte de parure virginale qui était peut-être le plus dangereux de ses charmes. Il semblait que l'innocence se fût faite la complice du vice pour l'orner d'un divin attrait de pureté, dont aucun visage à coup sûr n'a jamais resplendi comme le sien. Cette race d'êtres splendides et déchus, qui semble connaître à la fois tous les secrets ardens de ce monde et le mystère idéal d'une patrie céleste, est assurément chez les hommes la source des plus meurtrières amours. Quelles bizarres ivresses elle m'a données! quelles prières extravagantes je lui ai adressées maintes fois! — Ma chère âme, lui disais-je, ma bien-aimée, ma vie, viens chercher avec moi quelque paradis solitaire où je défierai le plus subtil démon de pénétrer; renonce à ces

pompes coupables, à ces vanités douloureuses qui te dégradent et qui m'affligent. Qu'elle devait rire de cette requête mystique! Eh bien! non, elle n'en riait pas, et quelquefois je l'ai vue pleurer. J'ai cru par momens que j'avais vaincu. Je me rappelle un soir surtout. Elle venait de jouer *les Sept paroles du Christ,* cette étrange mélodie où Haydn a rendu la vision de Klopstock. Sa tête était tournée vers moi, et ses mains étaient restées sur le piano. Je courus auprès d'elle, je me mis à ses genoux, je saisis ses doigts tout ruisselans d'harmonie, ses doigts d'où venaient de tomber des roses célestes, et j'y déposai un long baiser. Puis avec plus de ferveur que, pour mon malheur, je n'en ai jamais assurément apporté dans la maison de Dieu : — Oh! je t'en supplie, m'écriai-je, ne sois jamais qu'à ces choses divines que tu rends si bien, et à mon amour qui, lui aussi, est chose sacrée.

« Il y avait chez ma grand'mère ce charmant tableau du siècle dernier représentant une petite fille poudrée et en falbalas, qui, placée sous une fontaine, essaie avec énergie et gravité d'enlever à un nègre sa couleur de suie. Cette ingénue en paniers n'est-elle pas le modèle que je me suis toujours proposé de suivre? J'ai passé ma vie à vouloir donner aux nègres la blancheur des lis. Ainsi pensais-je en fumant un cigare quelques jours après la soirée où j'avais cru transformer mon Aspasie en une sainte Cécile d'une nature particulière, faisant deux parts de son amour : une pour le ciel et une pour moi. Oui, Augusta m'a aimé, j'en suis sûr; ce n'est pas la voix misérable de la fatuité qui à cette heure encore me le répète, c'est la voix de la reconnaissance et celle de la justice; oui, elle m'a aimé, et cela du reste n'a rien d'étrange. L'amour sérieux, l'amour ardent, l'amour dont le monde antique a fait l'époux de Psyché, ne perd ses droits sur aucune créature parmi celles même qui se vouent avec le plus d'insouciance à tout ce qui est périssable et passager. Mais c'est en vain que j'essayais de faire avec toutes les vertus de mon cœur un philtre pour la rendre à la vie dont elle s'était arrachée. J'obtenais des triomphes de quelques instans qui de jour en jour devenaient plus rares. Un moment arriva où je me séparai d'elle, emportant une blessure dont je désirais passionnément mourir. Je ne suis pas mort. Suis-je guéri?

« Elle était dans une loge d'apparat avec un gros bouquet de fleurs éclatantes, qu'elle portait de temps en temps à son visage, et qui alors offrait un triomphe à la merveilleuse fraîcheur de son teint. Son regard avait ce mystère de certains regards féminins dont je me suis toujours inquiété. Il semble que la beauté, comme le génie, doit avoir quelque secret avec Dieu. Il y avait à côté d'elle une femme jeune, aux formes opulentes, aux couleurs vives, mais aux

traits écrasés de quelques courtisanes parisiennes. Elle semblait plus étrange, plus divine encore près de ce masque grossier du plaisir. Puis derrière elle était un personnage grotesque, un homme âgé déjà, au front fuyant, au regard hébété, un de ces laids et ridicules Jupiters que les Danaés devraient repousser loin d'elles quand ils cessent de se transformer en pluie d'or.

« O faiblesse honteuse des hommes! cette bacchante et ce vieux satyre, cette odieuse enseigne de sa vie, voilà qui représente assurément l'obstacle invincible entre elle et moi, voilà qui me rappelle toutes mes colères, toutes mes tristesses! Eh bien! je le sens avec honte, avec rage, avec dégoût, peut-être ce misérable entourage augmente-t-il l'effet de sa beauté sur mon âme et sur mes sens. C'est un jeu cruel du destin que cette rencontre, c'est l'accomplissement douloureux d'une prophétie faite, il y a quelques années, entre une larme et un sourire, entre un soupir et un baiser. — Je te reverrai peut-être, lui disais-je un soir où par les plus tendres paroles elle conjurait mes pensées chagrines, je te reverrai peut-être tout à coup, dans deux ou trois ans, aux Italiens ou à l'Opéra; depuis longtemps déjà nous serons devenus étrangers l'un à l'autre, bien des heures seront tombées une à une sur le souvenir de notre pauvre amour, comme des pelletées de terre sur un cercueil. Tu seras engagée plus que jamais dans la triste vie où les destins cruels t'ont jetée, tu seras belle, parée, divine; qui sait même si tes traits n'auront pas gardé cette pureté étrange qui me rend fou? mais autour de toi il y aura d'odieuses figures, près de ton adorable visage on verra la grimace du vice. Avec qui serai-je, moi? je n'en sais rien; j'ignore à quelle existence tu me rendras. Tout ce que je puis te dire, ô ma chère et fatale souveraine, c'est que toute mon âme tressaillera si tes yeux viennent à se tourner vers moi, c'est qu'une grande joie et une grande douleur enlacées l'une à l'autre sortiront sous ton regard du même sépulcre.

« Cette prédiction s'est donc accomplie. Amicie s'est aperçue de mon trouble : — Qui donc regardez-vous? m'a-t-elle dit avec cette singulière expression, n'est-ce pas cette dame au bouquet rouge? Si vous la connaissez, mon cher Cosme, vous me donnez une fâcheuse idée de vos relations. — J'ai répondu je ne sais quoi, Augusta me regardait : ou ma réponse était bien malencontreuse, ou il y avait dans le regard qui s'adressait à moi une révélation tout entière. Amicie s'est levée brusquement en se disant malade; je l'ai suivie. A peine a-t-elle été en voiture à côté de moi qu'elle a caché sa figure entre ses mains. Je les ai saisies, ces mains délicates, et je les ai couvertes de baisers; mais pas une seule parole n'arrivait à mes lèvres. Le démon qui me faisait muet, qu'il fallait exorciser pour me rendre

la voix, c'était Augusta, Augusta qui m'avait envahi tout entier. En rentrant au logis, je me suis dit malade à mon tour, et sans avoir pu trouver un élan expiatoire, j'ai été m'enfermer chez moi..... »

Le lendemain de cette funeste soirée, un soleil presque gai pour un soleil d'hiver envahit la chambre de Cosme, qui s'était débattu toute la nuit contre des visions fatigantes. Giuli fit seller un cheval, obéissant à cet invincible instinct qui nous pousse aux courses désordonnées dès qu'une douleur fond sur nous. Quoique le bois de Boulogne ne soit guère un asile favorable aux cœurs blessés, c'est toujours un bois après tout; peut-être était-ce un lieu d'ailleurs armé d'une puissance particulière pour ce malheureux Giuli, qui trouvait des souvenirs embusqués derrière les buissons de tant de routes. Ce qui est certain, c'est qu'il prolongea sa promenade; à l'heure où sa femme avait toujours l'habitude de le voir, il ne parut pas. Amicie, cédant à une sérieuse inquiétude, entra dans sa chambre. Jusqu'alors elle n'avait guère été blessée que par des ombres, là elle devait commencer à sentir les coups de la réalité.

Il y avait dans cette chambre une sorte de grand secrétaire en laque, à toute sorte de tiroirs, meuble ténébreux dont une jeune femme eût dû s'écarter prudemment; mais la légende de Barbe-Bleue est immortelle. Point de main féminine qui ne pousse éternellement la porte derrière laquelle sont les épouvantes. La négligence de Cosme avait d'ailleurs préparé une provocation insensée à la curiosité d'Amicie en laissant entr'ouverts des tiroirs qu'il aurait dû fermer soigneusement. Giuli avait une de ces natures qui ont l'habitude indestructible de traiter avec une perpétuelle insouciance toutes les espèces de périls. Il était de ceux que sur les navires on ne peut empêcher de fumer leur cigarette près d'un amas de poudre. Amicie n'essaya même point de lutter contre la tentation que le hasard lui offrait, et voici ce qu'elle découvrit.

C'étaient de véritables catacombes renfermant toute une longue histoire d'amours trépassés. J'ai déjà dit, je crois, que Giuli ne pouvait se résoudre à rien détruire. Il avait, comme toutes les âmes chez qui le besoin d'affection est une véritable maladie, le culte superstitieux des monumens les plus fragiles, je dirai même volontiers les plus vulgaires de la tendresse humaine. Depuis la lettre qui commence une liaison jusqu'à celle qui la finit, depuis le petit billet provocant où l'on offre une place dans une loge jusqu'à l'épître découragée où l'on vous retire une place dans un cœur, pas un chiffon de papier qu'il n'eût gardé. Puis venait un musée d'objets exhalant un parfum plus séculaire que celui d'un musée antique, malgré tout ce que des sentimens violens et débiles avaient voulu leur confier d'impérissable jeunesse. Le scalpel d'un grand

chef huron n'amasse pas plus de chevelures qu'il n'y en avait dans ces malheureux tiroirs. Des mèches blondes gisaient près de boucles brunes. Des gants, des rubans, des pantoufles, des fleurs fanées, rien ne manquait à ce reliquaire mélancolique des passions terrestres. Amicie sentit au fond de son âme un tumulte de pensées nouvelles. Les femmes auront toujours par excellence le goût des choses contradictoires. Elles ne veulent de la candeur à aucun prix chez l'homme qu'elles aiment; elles sont heureuses, elles sont fières de savoir vaguement que rien ne lui est étranger de ce qui fait à leurs yeux la science suprême de la vie; mais si par hasard une lumière soudaine leur découvre d'une manière nette, précise, dans tous ses détails, ce passé qu'elles ont exigé de lui, les voilà qui se livrent à toute sorte de mépris et de colère. En pénétrant dans l'existence de Cosme, Amicie ne pouvait s'empêcher de faire un retour sur son existence à elle. Ces amours innombrables la faisaient songer à l'amour unique qu'elle avait porté avec tant de joie et d'orgueil dans son cœur. « Ah! se dit-elle, ne dois-je pas mourir à mon tour dans cette âme où tant d'autres avant moi sont mortes? Je m'explique à présent les nuages qui passent à chaque instant sur ce front où mes baisers rencontrent la trace d'innombrables baisers. Quelle parole pourrais-je lui dire que ne renferment ces horribles lettres? Celui à qui je me suis donnée tout entière ne m'a jamais appartenu, ne m'appartiendra jamais; il appartient à toutes ces créatures disparues qui ont charmé sa jeunesse. — Et ses yeux se remplirent de ces larmes avec lesquelles s'écoule l'affection déçue qui les fait verser.

En ce moment Cosme rentra. Son bureau ouvert, l'attitude, le visage d'Amicie lui découvrirent ce qui venait de se passer. Il revenait avec l'espoir d'avoir triomphé du souvenir d'Augusta, et le désir de regagner dans le cœur qu'il avait pris pour dernier refuge ce que lui avaient fait perdre peut-être ses émotions de la veille. Il jugea d'un seul coup d'œil les nouveaux obstacles qu'il serait obligé maintenant de surmonter. Il ne vit reparaître un sourire clément sur le visage de la marquise qu'après lui avoir, pendant des heures entières, prodigué mots ingénieux, tendres caresses, regards supplians, tout ce que lui fournissait dans les occasions difficiles sa longue habitude de la vie romanesque. Quand il se releva, car il s'était mis aux genoux d'Amicie, il était, malgré son triomphe, rempli de lassitude et de découragement. Il se disait à part lui ce mot tant de fois répété : Encore une pareille victoire, et c'en est fait de mon bonheur conjugal! Or, comme une semblable victoire était encore la moins mauvaise chance qu'il pût avoir, puisque l'avenir à coup sûr lui réservait plus d'un combat, il pouvait le mettre dès lors, ce bonheur, dans la fatale nécropole où sa femme avait pénétré.

VII.

J'ai dit que trois soirées avaient été particulièrement funestes à Cosme. Laissons-lui la parole encore une fois. Il nous fera connaître en quelques mots le dernier acte de cette pénible trilogie :

« J'ai commis cette nuit la plus impardonnable et la plus inexplicable des sottises. Je viens de conduire Amicie à un grand bal chez la maréchale de P... Jamais je ne l'avais trouvée plus charmante. Elle avait une toilette bleue qui lui allait merveilleusement : c'était une fleur animée, un rêve visible et vivant. Elle semblait m'aimer, et je l'adorais. Je la suivais des yeux avec fierté. Elle dansait nonchalamment, et comme si elle se fût fait violence. Je ne danse pas, et j'ai toujours eu un grand éloignement pour la danse, à qui maintenant je ne pourrais plus rendre que de tardifs hommages. Il y avait dans sa manière d'être une tendre flatterie dont j'appréciais toute la valeur, dont je savourais tout le charme. Eh bien! voilà tout à coup que je rencontre Juliette de Courgey, qui depuis quelques mois a épousé un vieil Anglais, lord Clingham. Juliette, je ne sais trop pourquoi, avait refusé de valser. Elle me fait signe de m'asseoir auprès d'elle, et me demande comment je la trouve, si le mariage l'a changée, si je suis heureux, si ma femme m'aime, si ma vie est close désormais, enfin toute sorte de choses intimes provoquant des réponses périlleuses. Chacune de ses questions est accompagnée d'un regard où se montre la plus franche et la plus audacieuse coquetterie. Dieu m'est témoin que j'ai en horreur toute espèce d'aventures galantes, qu'excepté sous la forme où je pourrais encore le rencontrer près d'Amicie, l'amour m'est devenu odieux. Léger, il me répugne, il m'ennuie comme un dandy; romanesque et passionné, il m'effraie comme un bourreau. Telle est néanmoins la force de l'habitude que je cours au-devant du piége où je serais si penaud de tomber. Je ressemble à ces vieux chevaux de bataille qui dressent sur-le-champ l'oreille au moindre sifflement des balles. Je lui réponds, et je sens dans mes yeux toute cette série de sottes expressions attentives, animées, désireuses, qui me feraient prendre mon visage en horreur, si je le voyais dans une glace. Tandis que je me livre à ce fatal marivaudage, j'aperçois Amicie qui me regarde en valsant, et je comprends tout ce que son regard veut dire. Depuis quelque temps, elle apprend la science de la vie, et, comme tous les écoliers à leur début, elle s'exagère infiniment la portée de ce qu'elle connaît déjà. La voici convaincue qu'elle découvre un grand secret, c'est-à-dire que je suis voué pour toujours aux affections rapides et changeantes. « Je me suis unie à l'inconstance, » voilà ce qu'elle se dit. L'incon-

stance, elle ne sait pas que j'en suis l'enveloppe, mais que cette passion, comme tant d'autres, est à jamais morte dans mon cœur. J'espère que je pourrai la détromper, et je continue mon manége. La valse finie, elle regagne sa place, je reste où je suis. Juliette ce soir repousse obstinément tous les danseurs. Amicie, en dansant de nouveau, me retrouve auprès d'elle. Cette fois elle ne me regarde plus, elle semble prendre plaisir à la danse. C'est un petit drame qui se complète. Aux reproches a succédé le silence, ce sombre dénoûment de toutes choses. Décidément j'abandonne Juliette; aussitôt la contredanse finie, je vais trouver Amicie, et je lui demande si elle veut partir. Pour la première fois, elle me répond qu'elle s'amuse au bal; puis au bout de quelques instans c'est elle qui se lève et me donne le signal du départ. Tout a tourné contre moi dans l'explication que j'ai provoquée à notre retour. Elle était sérieusement froissée. A tout ce que j'ai pu lui dire elle a répondu d'une manière désespérante, par quelques mots toujours les mêmes, signes certains d'une mauvaise pensée qui s'est établie dans sa cervelle et que je n'en pourrai pas déloger. Elle me répète cette maudite phrase de roman : « L'amour, c'est la foi, et je sens que ma foi est ébranlée. » Un peu de lassitude, un peu de dépit et beaucoup de tristesse m'envahissent. En traversant un salon qui précède ma chambre, je m'aperçois par hasard dans une glace : les glaces ont toujours exercé sur moi un genre d'attraction fort étranger assurément à celui qu'elles ont pour les jolies femmes; je contemple avec une sorte de curiosité mêlée de terreur ces tableaux magiques où l'on voit le personnage par excellence mystérieux et inconnu pour chacun de nous, c'est-à-dire où l'on se voit soi-même. Je remarque au milieu de mon front une grande ride qui est d'un aspect assez chagrin. Je ne la croyais pas si profonde. Cette ride-là, Giuli, c'est le véritable abîme qui existe entre toi et le seul bonheur dont tu te sois jamais soucié. »

A partir du moment où il écrivit ces lignes, Cosme cessa d'être dans la lumière de la lune de miel : il n'aperçut plus que par instans cette riante et sereine clarté. Amicie devint une femme que, malgré toute la sagacité de son esprit et l'expérience de son cœur, il avait à peine soupçonnée. Elle mettait autant d'ardeur à rechercher les plaisirs extérieurs qu'elle en avait mis jadis à les éviter. Cette solitude à deux, où Giuli trouvait tant de bonheur à s'ensevelir, l'ennuyait. Elle n'avait plus pour les paroles de son mari la divine repartie d'un serrement de main, d'un baiser, ou d'un regard doux et profond. Giuli crut pouvoir la ramener par des élans surhumains de tendresse. Il se trompa : ces élans passionnés étaient encore des fautes. Un jour, après des heures pleines de trouble, où les dou-

leurs orageuses de sa vie s'étaient présentées à lui tour à tour, où il s'était livré sans défense aux serres des plus cruels souvenirs, il s'élança tout à coup près d'elle, la prit dans ses bras sans mot dire, et la tint étroitement serrée sur sa poitrine. Elle sembla irritée plutôt qu'attendrie de cette caresse imprévue; elle comprit sans en avoir pitié le besoin de secours qui poussait vers elle cet homme blessé. — Mon ami, lui dit-elle avec autant de discernement que de cruauté, vous venez à moi comme certaines âmes viennent à Dieu, en proie à ces mouvemens fébriles que la vraie piété condamne, parce qu'ils ne produisent rien que d'incertain et d'éphémère. Que puis-je pour vous? Je veux ignorer les maux dont vous avez souffert. Si l'un de nous deux doit être pour l'autre un appui, assurément ce n'est pas moi.

Et comme les yeux de Giuli se remplissaient de larmes : — Allons donc! s'écria-t-elle, songez que je suis votre femme et non point votre maîtresse. De pareils pleurs sont faits pour couler aux pieds d'une dame semblable à celle que vous avez rencontrée à l'Opéra. Aimez-moi, si vous pouvez encore aimer, avec plus de simplicité et plus de calme.

— Ah! dit Cosme, vous avez raison, je suis un fou; pardonnez à une nature nerveuse qui serait tout au plus excusable chez une femme, qui en vérité est ridicule et presque odieuse chez un soldat. Regardez-moi à présent, je vais sourire. — Et il s'enfuit.

Quand il fut chez lui, il se laissa tomber sur un sofa; il mit sa tête dans ses mains, et il se livra tout entier à ce désespoir où Dieu prend plaisir à plonger les âmes possédées d'un amour dont il n'est pas le but.

Cependant avec les grandes tristesses venaient tous les tracas infimes. Ce qu'il y a de terrible dans l'hymen, c'est qu'au jour de ses colères il ne se borne pas, comme l'amour, à convoquer la troupe majestueuse des douleurs; il n'est pas de misérables chagrins, d'ennuis gauches et rechignés qu'il n'appelle. Cosme eut à subir des tourmens qui devaient amener de fatales violences chez une âme telle que la sienne. Ses goûts étaient méconnus ou froissés dans tous les détails de sa vie. On peut juger par exemple de la répugnance, de l'amertume, de la fatigue que certaines réunions mondaines devaient lui causer. Eh bien! sa femme imagina de ne plus manquer un seul bal. Elle affecta pour la danse une passion où Giuli sentait un défi cruel et moqueur. Vous représentez-vous ce grand écrivain, ce vaillant soldat, cet homme dont l'Italie était fière, ce bon et noble Cosme faisant le métier de mari dans ce qu'il a de plus détestable et de plus vulgaire, transformé en une sorte de duègne dont sa femme bravait le pouvoir, forcé de supporter les veillées insipides

des fêtes, lui qui n'avait encore connu que les veillées augustes et meurtrières de la guerre ou de l'étude? Un incident, en apparence des plus insignifians, des plus mesquins, amena chez lui une explosion de colère qui décida de sa destinée. Un certain soir, il avait fait vainement depuis une heure des signes désespérés à sa femme pour l'engager à sortir d'un bal où un *spleen* à tuer dix Anglais s'était emparé de lui. Amicie semblait insensible à ce muet langage. Il s'était décidé enfin à lui présenter de vive voix sa requête, quand tout à coup survint un magnifique valseur dans la tenue irréprochable de son emploi, un personnage échappé d'une gravure de modes, un de ces automates perfectionnés, chefs-d'œuvre de la civilisation moderne, qui savent exécuter avec précision des pas variés sur différens airs, et même, en se livrant à cet exercice, former de temps en temps, avec le secours des lèvres, un certain nombre de sons connus. Le vicomte de Presle, c'était le nom auquel répondait cette figure, se tourne vers Giuli, dont il vient d'entendre les dernières paroles. — Je suis sûr, dit-il, que vous n'aurez pas la cruauté d'emmener M[me] la marquise, vous qui savez si bien, monsieur, ce qu'on doit au poste de l'honneur. Pour madame, partir avant le cotillon serait une désertion avant un combat.

Rendre l'expression de sottise irritante dont ces paroles furent accompagnées, c'est ce que je ne veux pas essayer. Pour Giuli, ce malheureux danseur, ce fut l'incarnation en un seul être de tous les ennuis vulgaires qui l'assassinaient. Il eut un de ces accès de violence que nul motif ne justifie aux yeux du monde, il répondit à M. de Presle d'une manière si blessante, que le lendemain eut lieu au bois de Boulogne ce duel dont tout Paris a parlé.

M. de Presle reçut dans la poitrine un coup d'épée auquel il ne survécut que quelques instans. Il était jeune, *sa grimace était partout la bienvenue,* et cette pauvre grimace, il faut le reconnaître, était d'habitude fort inoffensive. On s'attendrit démesurément sur son sort, et Giuli fut accusé dans tous les salons d'avoir été changé en bête féroce par le mariage.

Deux jours après ce duel, Amicie rejoignait sa mère, qui partait pour une terre du Midi, où elle se rendait tous les deux ans. — Des emportemens qu'on pourrait à peine excuser chez un homme au début de la vie, livré aux émotions nouvelles d'un grand amour, ont quelque chose de brutal et d'odieux chez un homme blasé; ils annoncent une âme destinée à faire naître autour d'elle toutes les variétés du malheur. — Voilà ce qu'elle dit à peu près à son mari en s'éloignant de lui, et parmi toutes les ombres qui peuplaient déjà sa vie Giuli désormais peut compter l'ombre de sa femme.

VIII.

J'ai traité Giuli comme il se traitait lui-même. Je ne me suis occupé que de son âme. Son corps souffrait. Sa nature matérielle, ainsi que sa nature morale, était une véritable exception. Rien de plus fragile en apparence que la pâle et délicate enveloppe où vacillait la flamme ardente de sa vie, et cependant nul ne supporta mieux que lui toutes ces fatigues, toutes ces misères qui triomphent des plus vigoureuses organisations. Ce fut un soldat aussi robuste qu'intrépide. Le seul glaive qui pût le frapper mortellement, c'était cette épée invisible qui sut se frayer un passage même à travers la poitrine d'un Dieu. Comme tant d'autres glorieuses victimes, il devait succomber sous le faix des choses humaines. Après le départ de sa femme, sa santé s'altéra visiblement. Au lieu de combattre l'œuvre de la destruction, il prit plaisir à la hâter. Il répudia l'un après l'autre chacun des exercices violens qui lui étaient nécessaires et familiers. Il passait ses journées au fond d'un fauteuil, un cigare ou une chibouque entre les lèvres, mettant entre lui et les choses extérieures le voile de la fumée.

Quelques semaines avant sa mort, un homme qui l'aimait tendrement, qui avait peut-être quelques-unes de ses qualités et à coup sûr nombre de ses défauts, s'imagina un soir d'aller lui rendre visite. Je ne dirai pas le vrai nom de ce personnage, qui craint singulièrement d'être mis en scène. Je le nommerai, si vous voulez, M. de Mestin. Ainsi s'appelait quelqu'un qui fut emporté il y a trois ans par un boulet, et qui n'eût pas craint de prêter son nom à celui que je fais paraître un moment dans ce récit. M. de Mestin se rendit donc un soir chez Giuli; il le trouva seul, au coin du feu, dans sa chambre à coucher, occupé à modeler une figure en terre, car j'ai oublié de dire que Cosme était un peu sculpteur. Comme ces grands artistes qui furent au XVIe siècle la gloire de sa patrie, rien ne lui était étranger de ce qui fait l'honneur et l'ornement de ce monde. La figure qu'il modelait, c'était la sienne. Il n'est point de Giuli qui n'ait son effigie en marbre sur son tombeau. Il se conformait à l'usage de ses ancêtres, et faisait d'avance le modèle sur lequel des mains étrangères devaient travailler.

Il montra à M. de Mestin cette œuvre mélancolique. Sur le sépulcre même qui devait servir de socle à sa statue, il avait gravé ce verset du livre de Job : « Mes jours sont passés, les pensées qui faisaient le tourment de mon cœur sont dissipées. »

— Mon ami, dit-il à son visiteur, j'espère que ces paroles de mon

tombeau ne seront point des paroles menteuses. Mes souffrances sont, je l'espère, de celles que l'on quitte avec ce monde.

Alors, en termes pleins de grâce et d'abandon, il se mit à parler des dernières épreuves de sa vie. Loin d'accuser sa femme, ce fut lui seul qu'il accusa. Il énuméra l'une après l'autre toutes les fautes qu'il avait fatalement commises à l'endroit d'une créature qui ne pouvait pas avoir en elle les trésors d'intelligence et de miséricorde dont il aurait eu besoin. — Et pourtant, dit-il en finissant, je ne suis pas tout à fait sûr que le bonheur m'eût été impossible. La femme qui aurait su répandre un baume sur toutes mes blessures existe peut-être; qui sait si je ne la trouverai pas là où je vais? — Là-dessus il sourit, comme il souriait parfois, de ce sourire dont il me semble que j'ai déjà parlé. — Dans mon amour pour l'élément féminin, je crois, dit-il, que je tourne au musulman, et que je vais croire à des houris. Je veux mourir en chrétien.

M. de Mestin lui dit ce que l'on répète éternellement aux mourans quand ils vous parlent de leur fin. — Mais vous ne mourrez pas encore. Dieu vous conservera pour tant de gens qui vous aiment.

— Dieu ne vous entende pas! répondit-il. J'ai eu vers la mort autrefois les aspirations vaguement poétiques qu'elle inspire, je crois, à toutes les natures élevées. Aujourd'hui je la désire simplement et sincèrement. Ceux qui m'aiment! dites-vous? — Et il sourit de nouveau, puis il se tut... Évidemment il craignait de répondre par une parole sceptique à une marque d'affection. J'ai connu peu d'âmes plus vraiment douces que la sienne. — Ceux qui m'aiment, répéta-t-il encore après un moment de silence... eh bien! ceux-là me rejoindront, mon ami, je l'espère; nous nous reverrons.

Le reverrons-nous en effet? Celui à qui furent adressés ces mots ne l'a pas revu. *Le lit dressé pour lui dans les ténèbres* (je prends à la Bible ses expressions) le reçut quelques jours après cet entretien. Depuis qu'il n'est plus, on a dit sur lui nombre de paroles déjà plus glacées que sa dépouille. Ce que nous avons dit à notre tour retiendra peut-être plus longtemps un peu de chaleur, car ce que nous avons recueilli est le sang des plaies dont il est mort. Nous avons dit le secret de sa vie; Dieu le sait, et elles aussi le savent, celles qui furent toujours entre lui et la gloire, entre le ciel et lui.

PAUL DE MOLÈNES.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mars 1858.

Puisque, dans cette histoire qui se fait tous les jours, chaque peuple a son chapitre ouvert, et puisque dans ce chapitre chaque jour ajoute une page de plus, c'est dans ce livre ouvert des destinées contemporaines qu'il faut lire, à mesure que les événemens s'accomplissent, pour voir comment les questions intérieures se mêlent aux questions d'alliance, comment s'agitent à la fois les intérêts les plus lointains et les plus rapprochés. C'est un fait suffisamment attesté aujourd'hui par des signes multipliés que depuis quelque temps, à la suite de l'attentat du mois de janvier, une situation nouvelle s'est produite ou a été subitement mise à nu, une situation qui a ses caractères et ses conséquences dans l'ordre intérieur comme dans la sphère des relations internationales. D'une part, le gouvernement, ainsi qu'il l'a dit lui-même, a cru devoir faire des arrestations qui se sont étendues aux provinces. De plus, il a signalé l'existence d'un travail recrudescent des partis révolutionnaires concordant avec deux tentatives récentes de désordre. L'une de ces tentatives a eu lieu à Paris même dans une des premières nuits de ce mois; l'autre a éclaté vers le même temps dans le département de Saône-et-Loire, à Châlon. Un rassemblement s'est formé un soir, il s'est jeté sur un poste militaire, et un instant il a parcouru les rues en proclamant la république. Les perturbateurs, on le pense, ne sont pas allés bien loin sans être dispersés, et quelques-uns ont été arrêtés; puis tout est rentré dans le calme. Le mot de cette situation, le gouvernement le dit, c'est une certaine inquiétude entretenue par des causes diverses, et qui ne peut que s'apaiser sous l'influence d'une politique aussi attentive à désintéresser les gens de bien dans leur sécurité et dans leurs vœux légitimes qu'à réprimer les emportemens de l'esprit d'anarchie. D'un autre côté, par une sorte de force des choses, le gouvernement s'est trouvé engagé avec quelques états étrangers dans l'examen de questions toujours délicates. Encore aujourd'hui, à ce qu'il semble, une négociation est suivie avec la Suisse pour l'internement d'une

certaine classe de réfugiés; c'est du moins ce qu'indique une dépêche du ministre des affaires étrangères de France, récemment mise au jour. En Piémont, le parlement continue d'étudier la loi qui lui a été présentée relativement à la répression des attentats et des délits de presse. Puis, comme pour achever le tableau, on s'est plu à imaginer des dialogues diplomatiques avec l'Autriche, avec la Prusse elle-même, dialogues où l'on prête en particulier à M. de Buol une attitude un peu romaine, que le ministre autrichien n'a point eu sans doute à prendre. De tous ces incidens diplomatiques, nés d'une circonstance imprévue, le plus grave assurément est toujours celui qui se rattache aux relations entre l'Angleterre et la France; c'est le nuage qui s'est élevé entre les deux pays, et que des deux côtés en ce moment on s'efforce de dissiper.

Or il y a ici visiblement une double question engagée, celle des rapports entre l'Angleterre et la France et celle de l'existence même du cabinet récemment arrivé aux affaires à Londres. Les deux questions se touchent, il est vrai, et n'en font qu'une, du moins pour le moment. Il faut se rappeler le point de départ de cette situation, aussi complexe que délicate. Le ministère tory est monté au pouvoir avec la double pensée de régulariser les rapports entre les deux pays, de raffermir une alliance qu'on pouvait supposer ébranlée ou menacée, et de donner en même temps satisfaction au vote du parlement qui a renversé lord Palmerston. La motion de M. Milner Gibson, on ne l'a pas oublié, exprimait le regret qu'il n'eût point été répondu à la dépêche de M. le comte Walewski. Il y avait donc pour les nouveaux ministres une sorte d'obligation morale de faire ce que n'avaient point fait leurs prédécesseurs, de répondre à la communication du gouvernement français, et c'est la première question qui semble avoir occupé le nouveau cabinet. Le secrétaire d'état pour les affaires étrangères, lord Malmesbury, s'est chargé naturellement de cette œuvre diplomatique. Quant au caractère même de cette réponse, en présence de toutes les manifestations publiques qui se sont succédé et d'après les opinions connues des membres de l'administration actuelle, il n'est point douteux qu'elle n'ait dû être aussi conciliante que modérée; mais en dehors de cette question de correspondance diplomatique, il restait, à vrai dire, une autre difficulté, qui n'était pas la moins sérieuse. Que devenait le bill présenté par lord Palmerston à la chambre des communes? Avait-il disparu avec l'ancien premier ministre? allait-il être repris, soutenu ou amendé par les tories maîtres du pouvoir? Dans ses premières explications devant la chambre haute, dans l'exposé de sa politique, lord Derby, il faut le remarquer, ne se prononçait pas contre le bill sur les conspirations; sans se livrer à des appréciations inutiles, il indiquait tout au moins que dans sa pensée l'œuvre de lord Palmerston ne laissait point de survivre, même après le vote de la motion de M. Gibson. Depuis ce moment pourtant, les autres membres du cabinet ont battu plus ouvertement en retraite, et ont observé une réserve plus diplomatique, ce qu'ils n'ont fait peut-être que sous la pression de l'opinion publique. Les divers ministres qui appartiennent à la chambre des communes ont eu depuis quelques jours à s'expliquer devant leurs commettans en allant se faire réélire dans leurs comtés, et ils se sont tous montrés également circonspects; ils ont tenu à peu près le même langage. Est-ce à dire qu'ils aient laissé pa-

raître quelque froideur en ce qui concerne l'alliance avec la France? Bien au contraire, ils ont parlé dans les termes les plus chaleureux de cette alliance, qu'ils ont représentée comme la sauvegarde de la paix générale et de la civilisation. Seulement il est désormais évident que le cabinet de Londres ne croit plus nécessaire de se prononcer, de se hâter, en raison même des circonstances dans lesquelles il se trouve.

En ce moment en effet, il se poursuit en Angleterre un procès contre un réfugié accusé de complicité dans l'attentat du mois de janvier. D'un autre côté, des libelles faisant l'apologie de l'assassinat politique sont également déférés à la justice. N'est-il pas simple et naturel d'attendre le résultat de cette épreuve à laquelle est soumise la législation anglaise? M. Disraeli lui-même résumait la question en ces termes dans le discours qu'il adressait récemment à ses électeurs du Buckinghamshire : « Si la loi anglaise se montre efficace, disait-il, le gouvernement français ne peut qu'avoir confiance en elle; si elle est impuissante, le moment sera venu de prendre une résolution. Alors l'empereur des Français pourra dire à la nation anglaise : « Désirez-vous que la loi d'Angleterre soit telle qu'un étranger puisse y commettre sans être inquiété un crime qu'un sujet de votre propre souveraine ne pourrait commettre sans être puni? » M. Disraeli parlait à peu près ainsi il y a peu de jours, et, en posant ces questions, il ne se doutait pas qu'il recevait une réponse à Paris même. Cette réponse, c'est une brochure qui vient de paraître sous le titre de *l'Empereur Napoléon III et l'Angleterre.* On a dit que cette brochure était l'œuvre de M. de La Guéronnière. C'est un bruit répandu sans doute par les amis du publiciste; M. de La Guéronnière est d'habitude moins sobre, moins net et moins heureux. Il suffit de savoir que cette brochure a un caractère officiel qui se laisse voir suffisamment à toutes les pages. C'est un résumé très précis de la situation actuelle, appuyé sur des faits dont quelques-uns étaient peu connus. Le mérite d'une œuvre de ce genre est dans l'esprit de modération qui l'anime. L'auteur évite tout ce qui pourrait blesser les susceptibilités britanniques; il ne demande pas à l'Angleterre de fermer ses portes aux vaincus de tous les pays et de tous les partis, de renoncer au droit d'asile. Il pose à peu près la question comme la posait M. Disraeli, en disant aux Anglais : Voulez-vous qu'à l'abri de lois inefficaces on puisse préparer des complots meurtriers, ou faire publiquement l'apologie de l'assassinat? — Telle est donc la situation aujourd'hui; tel est, si l'on peut ainsi parler, le dernier mot des deux politiques. Le gouvernement français se borne à demander à l'Angleterre la répression d'actes coupables, en dehors de toute considération d'opinion et de parti. L'Angleterre, de son côté, ne prétend pas protéger les meurtriers et les apologistes du meurtre; seulement elle veut agir en pleine liberté, en restant fidèle à son esprit, en suivant ses traditions et en maintenant le caractère de sa législation. Dans ces termes, il est évident qu'un rapprochement ne pouvait que devenir facile. Aussi ne faut-il pas s'étonner que M. Disraeli ait pu annoncer ces jours derniers à la chambre des communes la solution de ces difficultés passagères. Ces difficultés sont toutes de circonstance, et il serait même à souhaiter qu'il n'en restât point de traces. Une seule chose est permanente, c'est la nécessité de l'alliance de l'Angleterre et de la France, et sur ce point les déclarations de la brochure qui vient de paraître sont d'ac-

cord avec toutes les manifestations des membres du gouvernement britannique, de même que, des deux côtés du détroit, tous les esprits sensés et prévoyans se rencontrent, par des raisons différentes peut-être, dans cette pensée d'une entente nécessaire et invariable. Un ministre anglais, parlant récemment de la nécessité de cette alliance, en donnait une raison supérieure. Autrefois les rivalités de l'Angleterre et de la France pouvaient jusqu'à un certain point tourner au profit de la civilisation; aujourd'hui les dissensions des deux pays sont une cause de faiblesse pour cette civilisation, devenue un bien commun. Elles menacent l'Europe, tous les intérêts, le développement régulier de l'Occident, et toutes les fois que les relations des deux grands peuples sont menacées, une vague inquiétude s'élève comme en présence d'un danger mystérieux.

La France et l'Angleterre peuvent se diviser sur des points exceptionnels ou secondaires, elles se trouvent naturellement unies dès qu'un intérêt supérieur est en jeu, et certes il reste encore assez de grandes choses à faire dans le monde. Il y a mieux : n'est-il pas des questions que toutes les puissances, quelles que soient les diversités de leur politique, doivent envisager du même œil? Lorsque la dernière guerre s'est terminée et que la paix, en raffermissant l'ordre européen, est venue créer une situation nouvelle, tout n'était point fini, même en ne considérant que l'état de l'Orient, première cause du conflit. Tout n'est point fini encore maintenant, puisque l'Europe en est toujours à statuer sur la réorganisation définitive des principautés, affranchies par la guerre d'un protectorat onéreux, — sur le règlement de la navigation du Danube au profit du commerce universel. Ces dernières affaires ont soulevé des discussions, des polémiques, presque des conflits entre les cabinets, et cependant elles n'égalent pas en intérêt une autre question qui a fait moins de bruit, mais qui touche de plus près au développement moral de la civilisation : il s'agit des réformes stipulées par l'Europe en faveur des populations chrétiennes de l'Orient. Si la nécessité de ces réformes avait pu être un instant oubliée, elle se révélerait de nouveau d'une façon saisissante dans tous ces troubles qui remplissent aujourd'hui les provinces occidentales de l'empire ottoman. Depuis quelque temps en effet, ces troubles se sont progressivement aggravés. Dans l'Herzegovine, les rayas se sont soulevés, une insurrection véritable s'est organisée, et a fini par prendre quelque consistance. Des combats ont été livrés, des villes ont été prises, et les scènes sanglantes se succèdent. Dans la Bosnie, où les chrétiens ne souffrent pas moins, la même agitation règne, quoi qu'elle ne se soit pas traduite en faits insurrectionnels aussi palpables. L'Albanie suit le mouvement. De plus, des conflits incessans éclatent sur la frontière du Montenegro, ou plutôt sur cette ligne indécise qui est censée séparer le Montenegro des provinces voisines, car de frontière véritable, il n'y en a pas, et les invasions à main armée répondent aux invasions.

Ainsi voilà toute une partie de la Turquie, la plus occidentale, la plus rapprochée du centre de l'Europe, qui est livrée aux luttes sanglantes, à la dévastation, à la misère. Or, en laissant de côté les difficultés dérivant de la situation spéciale du Montenegro, quel est le caractère de ces mouvemens dont l'Herzegovine semble le foyer principal, et qui menacent d'envahir la

Bosnie et l'Albanie? Il n'est pas difficile de le voir : c'est le cri séculaire des opprimés fatigués de porter le fardeau. Ce qu'il y a de misérable et d'accablant dans l'état de ces populations se laisse voir à chaque ligne d'une pétition adressée au sultan par les chrétiens de la Bosnie, et remise au prince Callimaki, ambassadeur de la Porte à Vienne. Toujours menacés dans leur vie, dans leurs biens, dans leur travail, les chrétiens de ces contrées sont livrés au despotisme des autorités turques, des fermiers de l'impôt, des beys, surtout des beys, sorte de barons féodaux qui se sont constitués, par le droit de la force, propriétaires du sol, et prélèvent, sous forme de redevance, un tiers de tous les fruits de la terre; ils prélèvent même une dîme sur les fleurs, et comme ils aiment mieux toucher la redevance qu'ils s'attribuent en argent, il leur suffit de donner aux produits une estimation assez haute pour absorber toute une récolte. Les malheureux, pressurés par les exactions et les violences, en viennent à dire que souvent la faim les tourmente au point de les forcer à vendre leurs enfans pour sauver d'une mort certaine toute une famille. Que veut-on que fassent ces populations accablées d'une part et sans protection de l'autre? Elles se soulèvent. Un des fruits de la dernière guerre a été le firman qui promulguait tout un code de réformes destinées à améliorer la condition civile et politique des chrétiens. Deux ans se sont passés, rien de bien sérieux n'a été fait; le firman n'est nullement exécuté dans les provinces occidentales, trop éloignées de Constantinople d'ailleurs pour que les beys n'éludent pas aisément tous les ordres. Aujourd'hui le gouvernement turc paraît s'être décidé à envoyer des commissaires dans l'Herzegovine et dans la Bosnie pour écouter les plaintes des chrétiens; mais ces commissaires n'ont pas quitté encore Constantinople. Pour l'Europe, il ne peut y avoir qu'un seul sentiment, comme il n'y a qu'un seul intérêt, celui de poursuivre incessamment, à travers toutes les difficultés, la transformation graduelle et décisive de cette situation misérable où ont vécu jusqu'ici les populations chrétiennes de l'Orient.

Notre époque a cela de particulier en effet que, même à travers les obscurités et les diversions qui surviennent de temps à autre, il y a un mouvement que rien ne détourne, qui s'accomplit partout, et qui domine jusqu'à un certain point les résolutions des gouvernemens. Vous le voyez aujourd'hui en Chine, où éclate d'une façon si étrange, par tout un ensemble d'opérations combinées, la solidarité qui existe entre la France et l'Angleterre. Canton est bien définitivement au pouvoir des alliés. L'amiral Rigault de Genouilly et l'amiral Seymour, lord Elgin et le baron Gros sont les maîtres souverains de la ville chinoise, occupée, gouvernée et administrée désormais au nom de l'Angleterre et de la France jusqu'au moment où il plaira au *fils du ciel*, au magnanime empereur qui règne à Pékin, d'accepter des transactions dont les deux états belligérans se chargeront plus tard de maintenir l'efficacité. En tout autre moment, cette guerre de Chine eût sans doute suffi pour attirer exclusivement tous les regards; elle est peut-être un peu éclipsée aujourd'hui par l'insurrection des Indes ou par les questions d'une autre nature qui se sont élevées entre les gouvernemens. Elle ne reste pas moins un des événemens les plus extraordinaires par les conséquences qui peuvent en résulter, un des épisodes les plus curieux du temps actuel par les bizarres détails de ces opérations lointaines, et ce qui fait la nouveauté,

l'intérêt de ce spectacle, c'est ce contact soudain entre le génie actif de l'Occident et une civilisation immobile, à la fois puérile et corrompue. Les Anglais n'étaient entrés qu'à demi dans Canton lors de leur première guerre, qui fut suivie du traité de Nankin; l'Europe cette fois a forcé toutes les barrières, et elle s'est frayé un passage qu'elle ne laissera pas se fermer de nouveau sans doute. Qui ne se rappelle à peu près, pour l'avoir lu dans les récits de tous les voyageurs, ce qu'est cette ville de Canton, la porte de la Chine, la capitale des deux Kouangs, c'est-à-dire du Kouang-tong et du Kouang-si, deux provinces chinoises qui, à elles seules, comptent plus de trente millions d'habitans? Aux bords du fleuve, toujours sillonné par d'innombrables jonques et formant une sorte de cité flottante, s'étendent les faubourgs, qui sont eux-mêmes une ville populeuse, pleine de mouvement et de commerce. Plus loin est la ville officielle, mi-partie tartare, mi-partie chinoise, la ville murée et entièrement interdite jusqu'ici aux étrangers. Là résident les mandarins, le vice-roi des deux Kouangs, le gouverneur particulier de Canton, le général en chef tartare et toute cette hiérarchie d'autorités organisées selon les traditions d'une politique ombrageuse. Quant aux étrangers, ils sont relégués à une extrémité des faubourgs, dans l'étroit espace assigné aux factoreries. Quelle que soit leur nationalité d'ailleurs, qu'ils soient Anglais, Français, Américains, Danois, Portugais, ils sont tous, aux yeux des Chinois, des barbares tolérés et parqués, à peu près comme les Juifs au moyen âge l'étaient dans les villes. Ces marchands, à vrai dire, forment jusqu'ici dans l'empire du milieu le premier poste de la civilisation, qu'ils servent par leur négoce, par leur industrie, tandis que les missionnaires cherchent à pénétrer dans l'intérieur.

C'est donc là, autour de cette ville, que se déroule ce drame singulier commencé, il y a un an, par une première attaque des Anglais et continué aujourd'hui par les opérations dont on attend encore l'issue. On sait maintenant l'étrange histoire de ces opérations nouvelles. Tandis que les canons des escadres foudroyaient la ville réservée avec une précision qui ne laissait pas d'étonner les Chinois, une petite armée descendait à terre, brisait la faible résistance qui lui était opposée, s'emparait des forts extérieurs, escaladait les murs, et en peu de temps elle demeurait maîtresse de toutes les positions, d'une ville où l'on compte un million d'habitans, et qu'on disait défendue par trente ou quarante mille hommes. Les hommes y étaient à la vérité, mais ils y étaient avec des canons hors de service, avec des armes très primitives et des fusils portant à trente pas. Malgré un esprit d'imitation singulièrement développé, les Chinois ont évidemment tiré peu de profit pour leur expérience militaire de leur première guerre avec les Anglais. Les alliés étaient donc maîtres de tout désormais; ils ont pu franchir librement l'enceinte réservée, mettre la main sur les archives et sur le trésor, et planter sur la plus haute colline de la ville les drapeaux de la France et de l'Angleterre. Anglais et Français ont peut-être éprouvé quelque déception en entrant dans cette ville si soigneusement gardée, et qui se compose de rues étroites et tortueuses. Le spectacle a pu être original sans répondre tout à fait à l'attente des vainqueurs. Au demeurant néanmoins, cette prise de possession a été accompagnée de circonstances et de découvertes assez bizarres. Parmi les papiers qui ont été pris, on a trouvé des rapports datés de Hong-kong

et annonçant d'un ton de rassurante ironie au vice-roi Yeh l'arrivée de quelques pauvres diables de soldats européens portant un costume fort laid et visiblement « fort peu accoutumés au maniement des armes. » On a fait une découverte bien plus précieuse encore, s'il est vrai qu'on ait trouvé l'exemplaire original du traité signé autrefois avec la France, exemplaire qui n'aurait jamais été envoyé à Pékin, la chose n'ayant pas assez d'importance, à ce qui a été dit : preuve singulière du prix que les hauts fonctionnaires du Céleste-Empire attachent aux engagemens internationaux! Le vice-roi Yeh s'était rendu, il y a quelque temps, à Pékin, d'après ce qu'on assure, et il avait été comblé de témoignages de confiance de son maître impérial aussi bien que de félicitations au sujet de ses victoires sur les barbares. S'il avait aujourd'hui à rendre compte au céleste empereur des événemens qui viennent d'avoir lieu, il trouverait certainement le moyen de lui dire qu'il a battu une fois de plus les barbares, et qu'il est présentement maître de la flotte alliée. Malheureusement ce n'est point Yeh qui annoncera au *fils du ciel* la prise de Canton. Si le vice-roi est à bord de la flotte alliée, il y est comme prisonnier, et l'attitude de ce personnage est même un des côtés curieux de cette aventure. Dans le premier moment, lorsqu'il a été pris, Yeh a eu visiblement une tenue assez peu héroïque. Quand il s'est senti un peu rassuré, il a repris son arrogance; il a joué son rôle avec cet art que les Chinois poussent au suprême degré, se montrant tout disposé à donner audience aux plénipotentiaires de l'Angleterre et de la France, réclamant les archives afin de pouvoir continuer à gouverner, et ne refusant pas au besoin d'aller inspecter les vaisseaux alliés.

Deux autres fonctionnaires importans, le gouverneur de Canton et le général en chef tartare, ont été pris également, et n'ont pas laissé voir beaucoup plus d'héroïsme. Les alliés ont songé à se servir de ceux-ci au lieu de les retenir simplement prisonniers, et ils les ont placés à la tête d'une administration nouvelle, sous la surveillance de commissaires français et anglais. L'installation s'est faite solennellement dans l'enceinte de la ville de Canton. Les plénipotentiaires et les amiraux alliés se sont rendus au palais au bruit de l'artillerie; le gouverneur Pehkwe, le héros principal de la cérémonie, est arrivé de son côté, et tout se serait bien passé, si durant l'entrevue Pehkwe, pour relever son importance sans doute, n'avait assaisonné cette scène d'un détail tout chinois : il a essayé de substituer aux siéges occupés par les amiraux des siéges moins beaux que celui qu'il occupait lui-même. Après tout, Pehkwe s'est résigné, d'autant plus aisément peut-être qu'il était en rivalité avec le vice-roi Yeh, sur lequel il s'est hâté de rejeter la responsabilité de la guerre. Le nouveau gouverneur s'est établi au palais, où on lui a donné une *garde d'honneur*, composée de troupes alliées, et tout se fait aujourd'hui à Canton au nom de la France et de l'Angleterre. Quant à la population chinoise elle-même, on se demande peut-être quelle a été son attitude : elle s'est montrée vraiment assez philosophe durant tous ces événemens. Elle a vu ses mandarins pris et sa ville occupée sans paraître s'émouvoir beaucoup, surtout sans manifester cette indignation dont on menaçait sans cesse les étrangers qui demandaient à franchir l'enceinte réservée. Les marchands chinois se sont mis à la suite de nos colonnes pour débiter leurs marchandises, et lorsqu'il a fallu transporter sur la flotte le

trésor qui a été pris, on n'a point eu à chercher bien loin : les habitans eux-mêmes se sont prêtés moyennant salaire à cette opération. On eût dit que les Chinois assistaient à des événemens qui leur étaient étrangers, ou dont ils ne comprenaient pas le sens. Quoi qu'il en soit de ces scènes bizarres, si l'on rapproche quelques faits, l'insurrection qui menace toujours le Céleste-Empire, la prise de Canton par les alliés, cette apparition soudaine de la civilisation occidentale, la possibilité d'une intervention plus active de la Russie à une autre extrémité, ne faut-il pas voir dans ces faits le commencement d'une situation d'où peuvent sortir d'étranges événemens?

Revenons à des événemens d'un ordre plus modeste, à toutes ces affaires quotidiennes dont se compose la vie des peuples. La Hollande, pour sa part, vient de tomber en pleine crise ministérielle. Cette crise ne pouvait être absolument imprévue. Après les échecs réitérés éprouvés par le cabinet de La Haye dans diverses discussions parlementaires relatives aux finances, aux chemins de fer et au traité de commerce avec la Belgique, un autre fait de la même nature était venu plus récemment encore ajouter aux difficultés de la situation créée au cabinet. Le ministre de la justice avait présenté une loi réformant l'organisation judiciaire. Or cette réforme n'a pas été plus heureuse que tous les autres projets du gouvernement; elle a rencontré dans les bureaux de la seconde chambre une opposition décidée, invincible. Tous ces incidens successifs étaient des symptômes trop visibles de l'affaiblissement progressif du cabinet pour qu'on ne dût point s'attendre à une crise prochaine. Le ministre des finances et le ministre de la justice, plus particulièrement atteints par la mauvaise fortune parlementaire, ont pris l'initiative de la retraite, et ils ont offert au roi leur démission. Cette démission n'a point été d'abord acceptée par le roi, qui s'est borné à autoriser les ministres à retirer les projets qu'ils avaient présentés. Cela ne remédiait point cependant à une situation devenue impossible, et c'était ajourner la question plutôt que la résoudre. Les difficultés effectivement n'ont pas tardé à renaître, non dans le parlement, il est vrai, mais dans le sein même du conseil, où se sont élevées des discussions. Il en est résulté que le ministre de la justice et le ministre des finances, M. van der Brugghen et M. Vrolik, ont plus que jamais persisté dans l'intention de quitter le pouvoir, et ils ont été suivis dans leur retraite par les autres membres du cabinet, notamment par M. van Rappard, ministre de l'intérieur, et M. Gevers van Endegeest, ministre des affaires étrangères. Ce cabinet, qui avait triomphé précédemment de très sérieuses difficultés politiques, est venu mourir pour ainsi dire en détail dans des discussions d'une tout autre nature. Il s'agissait dès lors de former un nouveau ministère, et ce n'était point, à ce qu'il paraît, sans difficulté. Bien des combinaisons se sont produites, les unes procédant d'un libéralisme modéré, les autres dans le sens d'un libéralisme plus avancé. La plus sérieuse était celle qui appelait au pouvoir un homme éminent de la Hollande, M. van Rochussen, ancien gouverneur des Indes. Un instant M. de Rochussen a reçu les pouvoirs du roi pour former un cabinet; il s'était assuré le concours de quelques hommes considérables et d'un libéralisme éclairé, tels que M. van Bosse, M. Zuylen van Nyevelt, M. Donker Curtius; mais le roi n'a point d'abord ratifié ces choix, et la crise a continué; de nouveaux essais ont été faits par d'autres personnages, qui n'ont pas eu plus

de succès, si bien que le roi a fini par rappeler M. de Rochussen, et un nouveau cabinet s'est définitivement formé. Les principaux collègues de M. de Rochussen sont M. van Bosse et M. van Goltstein, président de la seconde chambre. C'est un ministère franchement constitutionnel, propre à concilier autant que possible toutes les nuances du parti libéral; cette conciliation est dans sa pensée sans doute, et l'accueil qu'il va recevoir des chambres donnera la mesure de sa force. Une chose à remarquer cependant comme un des signes les plus caractéristiques de la situation de la Hollande, c'est que cette crise, si laborieuse qu'elle ait été, s'est déroulée au sein d'un pays tranquille, qui s'est ressenti à peine de cette incertitude momentanée dans la transmission du pouvoir.

Un nouveau cabinet s'est formé il y a quelque temps à Madrid, si l'on s'en souvient, au moment où s'ouvrait la session qui se prolonge encore. Il succédait au ministère du général Armero, dont il recueillait l'héritage, pour ainsi parler, sous bénéfice d'inventaire, c'est-à-dire en se réservant de modifier dans les détails et dans l'exécution une politique dont il acceptait le principe. Depuis ce jour, plusieurs discussions sérieuses se sont succédé dans les cortès. Les chambres espagnoles ont eu tout d'abord à voter leur adresse en réponse au discours par lequel la reine inaugurait la session. Tout récemment encore, le congrès discutait une autorisation sommaire réclamée par le gouvernement pour la perception des impôts, car il est malheureusement vrai que les chambres en Espagne n'ont jamais trouvé le temps jusqu'ici de discuter sérieusement un budget. Le cabinet actuel, qui a pour chef M. Isturiz, s'est-il trouvé fortifié par ces diverses épreuves parlementaires? Il devrait en être ainsi, à n'observer que les apparences, puisque tout a été voté selon les vœux du gouvernement, puisqu'il n'y a eu qu'une imperceptible opposition. Et cependant, à y regarder de plus près, il est douteux que toutes ces discussions, toujours terminées par des votes favorables, aient contribué à donner un grand ascendant, une position très sûre au cabinet nouveau. Aussi voit-on de temps à autre se renouveler les bruits de crise ministérielle; ces bruits renaissaient encore ces jours derniers. Cela tient à plusieurs causes : la première est que cette majorité qui donne si libéralement ses votes au cabinet se subdivise elle-même en toute sorte de fractions, qui peuvent se trouver un jour d'accord pour renverser un ministère, comme elles l'ont fait au commencement de la session, mais qui ne peuvent offrir qu'un appui des plus fragiles et des plus précaires. Et qu'on ne croie pas que ces divisions du parti conservateur, qui règne aujourd'hui dans les chambres, tiennent uniquement à des rivalités, à des dissentimens personnels, à des ambitions qui cherchent à se faire jour. Tout cela existe sans doute en Espagne; mais la faiblesse réelle de la situation tient à une cause plus profonde et plus grave. En réalité, toutes ces fractions de l'opinion conservatrice ne sont pas même d'accord sur les principes politiques qui doivent dominer. Les chambres espagnoles présentent ce spectacle assez étrange d'une perpétuelle mise en cause de la loi fondamentale. Il en résulte que la majorité du congrès a pu renverser le général Armero et ses collègues, parce qu'elle les soupçonnait d'être trop libéraux, et que M. Isturiz ne se trouve pas plus fort avec l'appui de cette majorité. Il vit dans une situation subordonnée, à la condition de ne rien faire.

Un des plus clairs symptômes de cette situation s'est laissé voir dans les débats de l'adresse qui ont eu lieu récemment. Cette discussion s'est passée au-dessus de la tête du cabinet. Les deux principaux orateurs étaient M. Rios-Rosas et M. Bravo Murillo, le premier défendant la politique libérale contre toutes les velléités réactionnaires qui s'agitent au-delà des Pyrénées, le second s'appliquant à préciser sa position, à répondre de ses actes, de son passé, de ses projets. Ce n'est point le ministère qui a été interpellé, c'est M. Bravo Murillo, qui venait d'être élu président du congrès, et M. Bravo Murillo a répondu par un discours qui était une sorte de programme de gouvernement, un plan général de politique. Ce discours a causé une impression qui dure encore en Espagne; il a reçu une publicité exceptionnelle, et il a été répandu partout. M. Bravo Murillo ne laissait point, il faut le dire, d'être dans une situation difficile. Une majorité parlementaire venait de l'élever à la présidence du congrès. Or on pouvait se demander quel était le sens de ce vote et quelles pensées M. Bravo Murillo porterait au pouvoir, s'il y était appelé. L'ancien président du conseil avait-il abandonné les projets de réforme constitutionnelle présentés par lui en 1852, ou bien était-ce l'homme toujours fidèle à ces projets que le congrès venait d'élire pour son président? Si M. Bravo Murillo n'a point répondu complétement aux questions qui lui étaient posées d'une façon très pressante, il en a dit assez du moins pour laisser entendre qu'à ses yeux les circonstances avaient changé, et qu'il n'y avait point à revenir sur d'anciennes discussions; il s'est même défendu de toute pensée d'absolutisme, et s'est prononcé pour le principe d'un gouvernement constitutionnel contenu dans de justes limites sans cesser d'être libre. La vérité est que la constitution, telle qu'elle existe, assure à l'Espagne toutes les garanties de conservation, et qu'il n'y aurait rien de mieux à faire aujourd'hui que de travailler à la maintenir intacte. La partie la plus remarquable du discours de M. Bravo Murillo est peut-être celle qui a trait à l'administration, aux finances, à la nécessité d'introduire enfin l'ordre et la régularité dans toutes les sphères de l'organisation publique. Que faut-il donc pour accomplir ces réformes? Il faut se mettre à l'œuvre et les exécuter, en s'abstenant de les compromettre sans cesse par des réactions et des révolutions. C'est la moralité qu'il serait bon de tirer de ce discours de M. Bravo Murillo, qui, nous le répétons, passait évidemment par-dessus la tête du ministère.

Dans tout ce mouvement des affaires contemporaines, le Nouveau-Monde a sa part comme l'ancien continent. Parmi toutes les questions qui s'agitent aux États-Unis, il en est d'un ordre très sérieux, et il en est aussi qui continuent à montrer cette vie américaine sous des aspects bizarres. N'est-il pas curieux en effet de voir un gouvernement comme celui de Washington se proposer de mettre à la raison une secte comme celle des mormons, et ne pas réussir dans cette entreprise? Le fait est que cette singulière lutte se poursuit toujours, et que l'expédition envoyée contre les sectaires de la vallée d'Utah est jusqu'ici complétement impuissante, si bien que le cabinet américain est obligé de recruter de nouveaux soldats pour les envoyer au secours des premières troupes expédiées vers le Lac-Salé. En attendant, les forces fédérales et les mormons s'observent sans se faire réciproquement un grand mal. L'affaire la plus sérieuse pour le moment aux États-Unis est celle

du Kansas. Le Kansas sera-t-il admis dans l'Union comme état libre ou comme état à esclaves? Voilà la question qui s'agite, qui est passée dans le domaine des délibérations législatives, et qui crée au gouvernement de grands embarras. Il serait assez inutile d'entrer dans cette histoire des dissensions du Kansas, où les coups de *revolver* ont eu visiblement plus d'effet jusqu'ici que tous les argumens de la raison. On peut cependant apercevoir deux ordres de faits se dégageant de toutes ces luttes obscures. D'un côté, la majorité de la population paraît bien clairement abolitioniste. Toutes les fois qu'elle a pu se prononcer librement, elle n'a point hésité; elle a multiplié les manifestations pour qu'on ne pût pas se méprendre sur ses vœux véritables. D'un autre côté, une convention assez irrégulièrement réunie à Lecompton a voté pour le futur état une constitution qui maintient l'esclavage. Cette constitution, à ce qu'il paraît au premier abord, devait être soumise dans son ensemble au vote populaire, et s'il en eût été ainsi, tout indique qu'elle n'eût point été ratifiée par le peuple; mais on a trouvé moyen d'éluder cette difficulté en ne soumettant au vote qu'une certaine partie de la constitution, et en réservant les clauses qui consacrent l'existence de l'esclavage. Le scrutin ouvert dans ces conditions a donné une majorité favorable à la cause antiabolitioniste. Ce résultat a été d'autant plus facile à obtenir que les partisans de la liberté ne se sont pas présentés au scrutin, ne voulant pas se rendre complices d'un subterfuge qui trompait tous leurs vœux. Quelle a été dans ces conjonctures la conduite du président des États-Unis? M. Buchanan a accepté comme parfaitement légal tout ce qui s'est fait dans le Kansas, et par un message il a demandé au congrès l'admission du nouvel état dans l'Union avec la constitution de Lecompton. M. Buchanan s'est vraisemblablement laissé guider par la pensée d'en finir avec cette terrible affaire, qui entretient sans cesse l'agitation. Cette pensée pouvait avoir sa valeur; mais elle n'a pas eu un succès complet dans le congrès; elle a trouvé au contraire la plus vive opposition, et le congrès a fini par décider que l'affaire serait renvoyée à un comité spécial, chargé de se livrer à une enquête sur toutes les circonstances qui ont accompagné le vote de la constitution de Lecompton. La politique présidentielle a été assez directement frappée par ce vote. Là n'est point toutefois la partie la plus curieuse de cette singulière affaire, destinée à soulever tous les orages par cela même qu'elle met en jeu toutes les passions. La vérité est que le congrès a été le théâtre d'une scène où l'éloquence parlementaire ne s'est pas seule déployée. Deux représentans, M. Harris de l'Illinois et M. Grow de la Pensylvanie, en sont venus aux mains, et presque tous les membres du congrès ont fini par se mêler à la querelle. Le tumulte s'est apaisé pourtant sans qu'il y ait eu effusion de sang, et il reste à savoir aujourd'hui ce que va devenir la constitution de Lecompton. En d'autres termes, l'Union américaine comptera-t-elle un état à esclaves de plus? On le voit, c'est toujours cette terrible question de l'esclavage qui pèse sur les États-Unis, qui est une cause incessante de déchiremens, et qui est sans doute le plus sérieux danger de l'avenir.

Si le monde est agité par bien des mouvemens intérieurs qui s'expriment dans la politique par des événemens, des conflits et des troubles singuliers, il est aussi remué par ces inquiétudes de la pensée qui cherche sans cesse

à se faire jour et à vivre. Celui qui voudrait juger le travail de l'intelligence en le séparant des phénomènes extérieurs se tromperait indubitablement, car ce travail et ces phénomènes se tiennent et s'expliquent mutuellement : ils montrent un temps qui cherche, qui s'égare, qui revient, et qui se sent dépourvu surtout de cette certitude intime et mystérieuse si puissante à d'autres époques. Ne cherchez pas aujourd'hui dans les lettres un mouvement net et défini; vous trouverez plutôt tous les caractères d'une transition, des idées et des genres littéraires en déclin, des tendances indéfinissables, des modes presque nouvelles, comme aussi des systèmes nouveaux qui n'ont souvent qu'un malheur, celui de n'avoir rien de nouveau. Peu à peu il survient une jeunesse facile à reconnaître : elle est instruite et active, mais elle manque totalement de naïveté et de sentiment poétique; l'illusion n'est pas ce qui l'embarrasse. Elle marche hardiment à son but, confiante en elle-même, parlant de toute chose, estimant le succès prompt et facile plus que la réflexion, et le bruit plus que le travail. L'étourderie, là où elle existe, n'a vraiment rien de juvénile, et l'on voit une habileté très savante s'allier à une légèreté sans grâce. Ce n'est point là toute la jeunesse littéraire actuelle, on le comprend; c'est une certaine jeunesse. Dans les générations qui s'avancent, M. H. Taine est, quant à lui, un des talens les plus sérieux. Il est entré dans les lettres vigoureusement armé, avec des connaissances étendues, avec un esprit hardi et une plume qui a paru exercée dès le premier moment. M. Taine n'en est plus à son premier ouvrage : il a obtenu des succès à la Sorbonne et à l'Académie par ses essais sur La Fontaine et sur Tite-Live. Il s'est fait lire du public en écrivant sur des matières fort sérieuses, et ce qui est mieux, il a gagné facilement l'attention des esprits réfléchis par une série d'études qu'il a publiées depuis quelque temps, et qu'il réunit aujourd'hui sous le titre d'*Essais de Critique et d'Histoire*. Dans cet ensemble d'études, l'auteur va sans effort de M. Macaulay à Fléchier, de Dickens à M. Guizot, de Saint-Simon à M. Michelet, et de Platon à Mme de La Fayette; mais voilà le malheur! M. Taine ne se contente pas d'avoir un esprit très vif : il a un système qui se laisse assez voir dans tout ce qu'il écrit, et qu'il résume, en le défendant, dans quelques pages qui précèdent les *Essais de Critique et d'Histoire*.

Le système de M. Taine, ce système dans lequel l'auteur voit simplement une méthode, n'est autre chose en définitive que l'analyse du XVIIIe siècle, compliquée de quelques élémens nouveaux. D'autres s'efforcent de peindre, de découvrir toutes les nuances de la vie, de montrer les choses et les hommes dans ce qu'ils ont de variable et de contradictoire. Là où d'autres peignent ainsi, M. Taine analyse et décompose, et ce que les peintres font voir, il veut le faire comprendre, comme le naturaliste qui, sous prétexte d'expliquer ce que c'est que la vie, analyse le jeu des muscles. Dans un temps ou dans un homme, le critique cherche le muscle essentiel, une inclination primitive ou une force prédominante, et, une fois maître de ce qu'il considère comme cette faculté prédominante, il a le fil conducteur en main : tout s'explique logiquement, c'est-à-dire systématiquement. Que résulte-t-il de ce système? Il en résulte tout d'abord un inconvénient très grave pour le talent même de M. Taine, qui finit par arriver à une certaine monotonie de pensée. Tout paraît jeté dans le même moule. Dès que

l'auteur a dit son premier mot, le reste est presque prévu, sauf les hasards heureux de l'inspiration qui contredisent la théorie. Malheureusement c'est là un système qui soulève des objections bien autrement sérieuses à un point de vue plus élevé. Que dit en effet l'auteur des *Essais de Critique* dans une étude où il cherche à expliquer, par ce qu'il appelle les inclinations primitives et la combinaison des forces nécessaires, la triple histoire de Rome, de l'Angleterre et de la France? Il fait jusqu'au bout l'application de sa théorie. A ses yeux, chaque pays est un creuset où la nature, cette chimiste éternelle, fait des expériences dont le résultat est d'avance déterminé. Le monde est un laboratoire infini où toutes les substances se combinent de façon à produire des révolutions, à fabriquer des destinées et à fixer dès le premier jour à chaque peuple sa part inévitable de misère ou de grandeur. Nous ne sommes pas de l'avis de M. Taine sur le genre de beauté de ce spectacle. S'il en était ainsi, la vie ne serait point tellement enviable, la fortune et la nature ne nous auraient pas si merveilleusement traités, car, dans cette destinée des peuples ainsi comprise, il manque l'effort spontané de la volonté; la liberté n'a point sa place, la responsabilité humaine disparaît, et le fatalisme chasse la moralité de l'histoire. Et comme, lorsqu'on est entré dans cette voie, une erreur en entraîne d'autres, ce n'est pas seulement dans l'interprétation de la destinée générale des peuples que l'auteur se trompera : s'il veut étudier un écrivain, un poète, un romancier, en cherchant toujours les forces et les inclinations innées, il finira par confondre toutes les notions du goût. C'est ainsi que M. Taine, s'enivrant lui-même de son travail de dissection, arrivait récemment à transfigurer Balzac. L'auteur du *Père Goriot* était tout à la fois Saint-Simon et Molière; précédemment c'était Shakspeare, et finalement c'est toujours M. de Balzac, c'est-à-dire un écrivain d'un ordre infiniment plus modeste. M. Taine dit dans sa préface que s'il ne réussit pas, il faudra accuser l'écrivain, non la méthode; en un mot, ce sera le talent qui se trouvera en défaut, non l'instrument. Il se trompe : tout ce que le talent pouvait faire, il l'a fait; mais le talent lui-même plie sous le poids d'une idée malheureuse et d'une méthode incomplète, quand il cherche la nouveauté là où elle n'est pas, quand il veut enfermer l'humanité dans le moule étroit d'un système.

Le théâtre, lui aussi, cherche la nouveauté, et il la cherche par toutes les voies; il la demande à la comédie et au drame, au vaudeville et à la tragédie, et faute de la nouveauté, il se contenterait encore du succès, qu'il n'obtient pas toujours. Le Théâtre-Français en particulier n'a point un grand bonheur dans cette recherche. Depuis assez longtemps, il ne lui est point arrivé de rencontrer sur son chemin une bonne fortune dramatique, et en ce moment encore les œuvres les plus vivantes lui échappent. Tandis que *la Jeunesse* de M. Émile Augier et *le Fils naturel* de M. Alexandre Dumas fils se produisent sur d'autres scènes, le Théâtre-Français représente *le Retour du Mari*. L'auteur s'était déjà fait connaître par une première œuvre, *la Fiammina*, qui ne dut pas entièrement son succès à des raisons littéraires; il a repris son thème, et il l'a développé sous une autre forme dans *le Retour du Mari*. Cet essai nouveau n'a point été heureux. Qu'est-ce donc en effet que la comédie nouvelle? C'est une succession de scènes à la fois étranges et communes, où les caractères manquent de tout relief, et où les

situations sont violentes sans être vraies. *Le Retour du Mari* n'est point certainement une œuvre littéraire; il n'y a pas même assez de cet intérêt qui fait parfois le succès passager d'une composition dramatique, et le Théâtre-Français peut se remettre à la poursuite de la nouveauté. CH. DE MAZADE.

ESSAIS ET NOTICES.

La Régence de Tunis, par M. J. Henry Dunant (1).

En 1270, saint Louis mourait à Tunis; il était venu *devant le chastel de Carthage*, dit le sire de Joinville, espérant voir *le roi de Thunes se chrestienner luy et son peuple*. Six siècles se sont écoulés depuis la dernière croisade, et les espérances du saint roi ne se sont point encore réalisées. Cependant la civilisation européenne a pénétré dans la régence de Tunis; elle y fait chaque jour des progrès, soutenue par le christianisme, qui a transporté, là aussi, ses institutions charitables et son action bienfaisante. Ce n'est point par la conquête que l'idée chrétienne s'est implantée dans cette région musulmane par excellence, où l'on fit peser longtemps sur les Nazaréens, comme sur les juifs, le joug du plus dur esclavage. Dans leurs relations fréquentes avec l'Europe, les beys de la race des Hussein-ben-Aly avaient appris à respecter les nations de l'Occident et surtout la France. Doués de modération et de justice, leurs héritiers, les derniers souverains de Tunis, ont successivement aboli la servitude des chrétiens, mis un terme aux vexations exercées contre les juifs, supprimé l'esclavage des noirs, et introduit dans leurs états des réformes qui portent leurs fruits. En même temps, ils permettaient aux catholiques de fonder dans leur capitale des écoles et des hôpitaux. La France, on le conçoit, a encouragé et secondé de tous ses efforts ces tendances vers un régime d'amélioration et de progrès. Les traités du dernier siècle lui accordaient le premier rang parmi les nations d'Europe; elle était la protectrice reconnue de tout chrétien arrivant sur le territoire de la régence. Ce beau privilége lui valut en une circonstance importante la gloire d'attacher son nom à un grand acte d'humanité et de justice dont l'honneur revient au prince Achmed-Bey. En 1842, une famille de noirs, pour échapper aux mauvais traitemens que lui infligeait un maître barbare, vint chercher un asile au consulat général de France. Achmed-Bey, cédant aux demandes de notre chargé d'affaires, accorda la liberté aux fugitifs, et déclara libre à l'avenir tout enfant qui naîtrait de parens esclaves. Bientôt après ce prince émancipa les esclaves de sa propre maison, et ce généreux exemple fut suivi dans tous ses états.

Les Tunisiens de nos jours, soumis à un gouvernement sage et régulier, ne ressemblent donc plus guère à ces pirates fameux par leurs féroces exploits que les deux Barberousses, Aroudj et Khaïr-ed-din, lançaient de toutes parts dans la Méditerranée contre les galères espagnoles et génoises. On retrouverait plutôt en eux les descendans des Maures de Cordoue et de Grenade, dont les vieux poètes de l'Espagne ont célébré avec une certaine tris-

(1) Un beau volume grand in-8°, Genève 1858.

tesse mélancolique les mœurs polies et chevaleresques. Les Maures de Tunis descendent en effet de ceux qui, établis par la conquête en Sicile et en Andalousie, furent rejetés en Afrique après une résistance plus ou moins longue. Plus civilisé que l'Arabe nomade, l'habitant de l'ancienne Mauritanie aime les fleurs et les parfums, la musique et la poésie, les récits merveilleux, tout ce qui plaît au cœur et séduit l'imagination. Il recherche la rêverie et le bien-être; il se complaît dans le sentiment de sa dignité, mais il a l'instinct de la politesse envers ses égaux et de la déférence envers ses supérieurs. En général, le Maure n'est pas sujet à ces élans terribles de haine et de colère qui transportent l'Arabe et trahissent chez ce dernier comme un reste de nature sauvage. L'habitant du désert, frugal, paresseux et vivant de peu, ne se montre pas, comme le Maure des villes, sensible à tous les raffinemens de la vie sédentaire. Libre et heureux dans sa pauvreté, il se conserve pur de tout mélange avec les races étrangères; on le reconnaît dans les rues de Tunis à la couleur brune de sa peau, à l'ovale régulier de son visage, aux formes un peu grêles de son corps musculeux et svelte, à la noblesse de sa démarche et à la finesse de ses traits. Tel est partout le Bédouin, qu'il se rencontre à Tunis, au Maroc ou dans l'Algérie. Le Maure, au contraire, a le teint presque blanc, et il est sujet à prendre de l'embonpoint. Le type primitif ne pouvait manquer de s'altérer parmi cette population formée de tant d'élémens divers. D'une part, les renégats grecs, italiens, espagnols, français, qui se fixèrent autrefois dans la régence, y apportèrent toutes les variétés de la race européenne; de l'autre, les Turcs et les Koulouglis y ont laissé les traces du type asiatique. Enfin, pendant des siècles, les Tunisiens enlevèrent des femmes sur tous les rivages de la Méditerranée et achetèrent aux bazars de Constantinople des Circassiennes et des Géorgiennes.

Il est donc assez difficile désormais de retrouver dans le Maure de Tunis la véritable physionomie du Maugrebin d'autrefois. De ce mélange avec les nations étrangères lui vient sans doute aussi son aptitude à apprécier la civilisation européenne. La sociabilité se développe tôt ou tard chez les peuples qui n'ont point l'orgueilleuse prétention de s'isoler du reste du monde. Par suite du contact fréquent avec d'autres nations, s'établissent des rapports de bienveillance; les préjugés s'effacent peu à peu, et s'il reste encore des préventions, le temps finit par en triompher. De quel œil par exemple les Maures de Tunis virent-ils, il y a deux ans, les premiers frères de la doctrine chrétienne traverser, avec leurs longues robes noires, les places publiques de la cité musulmane? Peut-être froncèrent-ils le sourcil, peut-être blâmèrent-ils la tolérance du bey, qui permettait aux chrétiens d'établir leurs écoles si près des mosquées. Aujourd'hui ils reconnaissent le bienfait de cette institution charitable. Trois cents enfans appartenant à des familles catholiques de toutes les nations, et qui végétaient dans l'ignorance et dans l'oisiveté, apprennent à lire, à écrire, à compter, à dessiner. Soumis à la discipline de l'étude, ces jeunes garçons ne tarderont pas à donner aux Tunisiens une meilleure idée des nations européennes, et la population indigène pourra envier aux étrangers de si utiles institutions. Les jeunes filles trouvent des institutrices zélées dans les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, qui se partagent avec une égale sollicitude entre l'enseignement du premier âge et le soin des malades recueillis dans leur hôpital. Une troisième école

plus ancienne, fondée et dirigée par M. l'abbé Bourgade, aumônier de la chapelle Saint-Louis à Carthage, mérite d'attirer plus particulièrement l'attention. Elle réunit environ soixante élèves tunisiens, français, italiens, israélites, qui apprennent l'italien, le français, l'arabe, le latin, la géographie, l'histoire, etc. En dehors de cet enseignement chrétien, dont l'évêque catholique a la direction supérieure, le gouvernement de Tunis a institué une école polytechnique dont les professeurs sont français. L'art de la guerre, quand on y joint l'étude des sciences exactes, fait partie de la civilisation. C'est à la gloire de ses armes que la France a dû l'ascendant qu'elle a conquis en Orient depuis des siècles. Après l'avoir redoutée, les peuples turbulens que l'islamisme poussait vers l'Europe l'ont respectée, puis admirée. Ils lui ont demandé de les instruire dans cet art terrible de la guerre dont elle a l'instinct et comme le secret; en récompense de ses services, ils lui ont permis d'apporter parmi eux les institutions de charité et de bienfaisance qui sont le plus intimement liées à l'exercice de la religion chrétienne. Sans doute la conquête de l'Algérie et l'affermissement de notre puissance dans cette partie de l'Afrique ont contribué beaucoup à augmenter la considération dont la France jouit aujourd'hui dans la régence de Tunis; mais il faut reconnaître aussi qu'il y a chez les musulmans, Maures et Arabes, un sentiment très vif de la justice. Lorsque le bien se révèle à leurs yeux, ils s'inclinent sans s'humilier et cèdent à la seule force de la vérité.

C'est donc à Tunis que l'on peut étudier mieux qu'en aucun autre pays mahométan les effets de l'influence européenne, librement acceptée par un peuple africain qui a gardé son indépendance. Aucune réforme violente n'a été introduite par les beys; seulement les souverains ont retranché de la législation et des coutumes ce qu'elles avaient d'excessif et de barbare, et ils se sont sentis plus forts, plus contens d'eux-mêmes, lorsqu'ils ont entendu l'Europe applaudir à leurs tentatives. Ils sont flattés aussi de voir les étrangers, attirés par la beauté du climat, se diriger volontiers vers leurs états, certains d'y vivre en parfaite sécurité. La reine des cités mauresques, comme les Tunisiens appellent leur capitale, exerce sur les voyageurs une véritable attraction. Parmi les Orientaux, ceux-ci l'ont nommée la *glorieuse*, ceux-là la *bien-gardée,* d'autres la *verdoyante,* et c'est là une précieuse épithète pour une ville du littoral africain. Encadrée entre la mer, des collines toutes vertes et de hautes montagnes, Tunis a la blancheur étincelante des cités d'Orient. Autour des édifices modernes qui arrêtent les regards, combien de ruines qui parlent à l'esprit! Avant d'entrer dans la Goulette, dont le fort a été bâti par Charles-Quint, on a entrevu déjà les ruines de Carthage et la chapelle qui s'élève aux lieux où mourut saint Louis. Les guerres puniques et les croisades, ces longues et sanglantes luttes de l'Occident contre l'Orient, ont laissé sur cette côte des souvenirs indélébiles. Il devait y avoir toujours au fond de cette baie une cité maritime et militaire que la paix et la guerre mettraient en continuels rapports avec l'Europe. Désormais c'est la paix qui règne, et Tunis, rendue florissante par son commerce, voit affluer sur ses places et dans ses bazars les marins de toutes les nations coudoyant les indigènes qui ramènent leurs caravanes du fond de l'Afrique. Comme dans les autres villes du Levant, vous trouverez à Tunis la ville franque, propre et bien bâtie; mais là aussi apparaît la ville mauresque aux

rues tortueuses, brusquement closes par une impasse, ou s'enfonçant sous une voûte obscure; dédale de ruelles bruyantes et animées au-dessus duquel se dresse le minaret de la mosquée, comme la fleur étoilée au-dessus du bouquet de feuilles ternes et sombres. Dans ces quartiers populeux, chaque industrie a sa place à part. Ici l'armurier forge la lame du yatagan; là le tailleur couvre de broderies d'or et d'argent la veste aux vives couleurs qui ornera le dos d'un élégant Maugrebin. Plus loin, le sellier assemble sur le velours l'or, l'argent et la soie qui rehaussent l'éclat de ces harnais splendides, la gloire des cavaliers turcs. N'oublions pas non plus les tissus variés, depuis l'humble burnous en poil de chameau jusqu'au tapis de soie, tous bariolés comme la peau du tigre d'Asie ou étincelans comme le plumage du colibri. Et pourtant on n'entend point là le vacarme qui retentit dans nos grandes cités. A travers ces rues marchandes ne circulent ni les voitures rapides, ni les lourds chariots; l'âne y trotte de son pas régulier sur la poussière qui en atténue le bruit, et le chameau y pose solennellement ses larges pieds plats qui ne réveillent pas même le marchand de dattes endormi sur le devant de son échoppe.

Ce repos des villes orientales a bien son charme. Au milieu du travail et de l'activité, on aime ce silence qui porte à la rêverie. Il semble que l'homme se fatigue moins dans l'exercice de sa profession lorsqu'il accomplit gravement sa tâche, et il y a plus de dignité dans le travailleur qui ne se hâte jamais. Chez les peuples occidentaux et de race japétique se trahit en toute occasion une agitation fébrile, un instinct de mouvement et d'expansion que rien ne rebute. C'est que notre rôle est d'agir sur tous ceux qui nous entourent de près et de loin. Les peuples du Levant, moins préoccupés du reste du monde, préfèrent se sentir vivre, estimant que l'avenir ne doit pas faire oublier le présent. Le respect qu'ils ont pour la personne et pour le souvenir de leurs pères et de leurs aïeux les rend aussi moins oublieux du passé et moins dédaigneux pour les choses anciennes. La routine est encore chez eux l'une des formes de la confiance en Dieu. Cependant l'ignorance absolue leur paraît digne de mépris. On sait combien les Orientaux attachent de prix à une belle écriture, — talent précieux dans les pays où l'imprimerie a été si longtemps inconnue, — et l'influence qu'exerce sur les populations musulmanes quiconque porte le titre de savant. A Tunis, sur une population de cent soixante mille habitans, on ne compte pas moins de soixante-dix écoles primaires, dirigées par des *tolbas* enseignant aux enfans à lire, à écrire, et à réciter quelques sourates du Koran.

Parmi les anciennes coutumes de l'Orient que le temps n'a pas abolies, la plus touchante est l'accueil cordial fait à l'étranger. Dans les douars arabes, on le sait, l'étranger s'appelle *l'hôte de Dieu!* Les Maures qui habitent les villages de l'intérieur de la régence ne montrent pas moins d'empressement à recevoir le voyageur que le hasard leur envoie. Leur zèle va si loin, qu'il s'ensuit des contestations et même des rixes sanglantes. Que fait alors le malencontreux étranger cause de tout ce tumulte? Il promet aux vaincus de loger chez eux à son prochain voyage, et suit comme un captif le vainqueur, qui l'héberge avec d'autant plus d'abondance qu'il a eu plus de peine à s'assurer de sa personne. Sans doute l'amour-propre entre pour quelque chose dans cet empressement extraordinaire à posséder sous son toit l'étranger;

Il y a cependant de la grandeur, on ne peut le nier, dans cette hospitalité désintéressée et généreuse dont les premiers exemples ont été donnés aux Orientaux par les patriarches. Il arrive aussi quelquefois qu'un savant en lunettes, aux allures excentriques, tout occupé à ramasser des cailloux et à interroger les rochers à coups de marteau, se voit entouré de mille soins affectueux. Qu'il ne se hâte point de voir dans le respect dont il est l'objet un hommage rendu à la science : c'est que tout simplement on l'a pris pour un fou, et les fous inspirent aux habitans des parties les plus reculées de la régence une vénération superstitieuse. Il leur semble que l'homme privé de sa raison s'élève au-dessus de la terre, et que Dieu pense et agit pour lui.

Mais ceci se passe dans l'intérieur du pays, chez les tribus berbères, qui vivent encore dans une profonde ignorance. Les principales villes de la régence, et particulièrement celles du littoral, sont si fréquemment visitées par des voyageurs de toutes les nations, que la présence d'un touriste, d'un dessinateur ou d'un géologue n'y cause ni étonnement ni méprise. Des ingénieurs français, appelés par Achmed-Bey, ont parcouru tous les états de ce prince pour dresser une grande carte qui a été publiée à Paris, en 1841, au dépôt de la guerre. L'année dernière, de nouveaux travaux du même genre ont été accomplis par les ordres du bey Mohammed, qui gouverne aujourd'hui la régence. Le pays, si riche en souvenirs, a été exploré et fouillé dans tous les sens par des savans qui, chaque jour encore, découvrent quelques monumens se rattachant aux époques punique, romaine et arabe. Le bey, qui aime les arts du dessin et les cultivait lui-même avant de monter sur le trône, encourage par un accueil bienveillant et par de généreuses récompenses les hommes de talent capables de le seconder dans ses goûts et dans ses vues. Sous l'administration éclairée de ce prince aux mœurs douces et paisibles, la petite colonie européenne mène une vie fort agréable à Tunis. Les consulats forment le centre d'une société choisie que la navigation à vapeur met presque chaque jour en rapport avec l'Europe. Des paquebots réguliers, venant de Marseille, de Malte et de Gênes, apportent sur ce point du littoral africain les nouvelles du monde entier et les journaux écrits en toutes les langues. La défense faite aux femmes étrangères de débarquer à Tunis sans une autorisation spéciale du bey est levée désormais, et à une époque où les voyages offrent plus d'agrémens que de périls, les dames ne se font pas faute de profiter de la permission. Elles peuvent d'ailleurs entreprendre sans fatigue de longues excursions, grâce aux calèches que des Maltais tiennent prêtes pour le service des touristes. Quant aux *sportsmen*, ils trouvent dans la régence de Tunis le plus admirable pays de chasse. Dans les montagnes le lion, le tigre, la panthère, dans les forêts le lynx, le singe, le cerf, l'antilope, la gerboise, dans les plaines la gazelle et l'autruche, telles sont les variétés de gros gibier qui invitent le chasseur à se mettre en campagne. Si vous préférez aux émotions un peu vives de la grande chasse les promenades solitaires du touriste, parcourez les vallées dans lesquelles paissent les petites vaches et les moutons à grosse queue, et les coteaux que couvrent par milliers les chameaux paisibles. A travers les rochers, vous entendrez murmurer par centaines des essaims d'abeilles dont le miel aromatique coule parmi les pierres. Au pied des montagnes s'étendent les plantations d'oliviers; là aussi croissent le jujubier aux feuilles

étroites, le grenadier aux fruits écarlates, le cactus épineux, le mûrier et l'arbousier qui se plaît également sur les versans des Pyrénées. Dans les lieux plus frais, l'Européen retrouve le châtaignier et le noyer. Enfin au milieu des plaines, dans le voisinage de la mer, fleurissent le citronnier et l'oranger, dont la vue rappelle les pays privilégiés où il ne gèle pas, et par-dessus la tête arrondie des figuiers se dresse le vert panache du dattier, comme le minaret au-dessus du dôme de la pagode.

C'est une si belle chose qu'une contrée chaude où l'hiver n'ose pas s'arrêter, tant il a peur du soleil! En lisant la *Notice sur la Régence de Tunis*, on se rend parfaitement compte du charme que peut exercer sur ceux qui l'ont habité longtemps ce pays favorisé du ciel, célèbre dès les temps anciens, chaque année plus florissant, et dans lequel les mœurs vont en s'adoucissant toujours. Écrit sans prétention littéraire et rempli de documens historiques et statistiques, ce livre porte la marque d'une vive sympathie pour la France. Peut-être ne fait-il que retracer en toute justice le grand et noble rôle que notre pays a joué à Tunis, comme dans d'autres états du Levant, depuis les croisades. Quoi qu'il en soit, l'important ouvrage publié sous le titre modeste de *Notice* se distingue par un mérite assez rare : il fait très bien comprendre et il fait aimer le pays dont il parle. Quel dommage qu'un dessinateur de Genève capable de rendre l'Orient comme Calame entend la puissante nature des Alpes, comme Topffer savait exprimer la sérénité des vallées de la Suisse, n'ait pas été chargé d'y joindre quelques illustrations!

TH. PAVIE.

On nous signale une inexactitude qui s'est glissée dans le récit d'un curieux épisode de la guerre d'Orient, — la campagne de *la Dévastation*, — publié récemment par la *Revue des Deux Mondes* (livraisons du 1er et du 15 février). L'auteur de ce récit parle du colonel *Muller* comme s'étant distingué, à la tête du 95e de ligne, dans les mémorables faits d'armes de Traktir et de Kinburn. Le nom de ce colonel est Danner, et le brave officier qui le porte est aujourd'hui maréchal de camp. D'autres passages du même récit ayant été interprétés d'une façon certainement contraire à la pensée de l'écrivain, nous croyons devoir répondre également aux observations qui nous ont été présentées à ce sujet. C'est à tort qu'on a prêté à l'auteur l'intention de faire ressortir le rôle de *la Dévastation* devant Kinburn aux dépens de celui des autres batteries flottantes, et des bâtimens de l'escadre en général. Dans cette partie du récit comme dans toutes les autres, la place qu'occupe *la Dévastation* s'explique par le cadre même où l'auteur s'est renfermé. S'il avait voulu raconter l'histoire de la flotte au lieu de recueillir simplement quelques souvenirs, il aurait reconnu que les trois batteries flottantes, se suivant à deux cents mètres de distance, avaient eu chacune sa part glorieuse soit au début, soit à la fin du combat de Kinburn. C'est là un fait que nous aimons à constater en expliquant les véritables intentions du narrateur.

V. DE MARS.

mûrier et
Dans les
Enfin au
citronnier
le pas, et
u dattier.

pas s'ar-
le *Tunis*,
ceux qui
emps as-
n s'adon-
iens his-
thie pour
grand et
états du
ge publié
e : il has
dommage
dame su-
la séré-
nes illus-
x.

d'un co-
ation, —
1er et du
tant dis-
rmes de
officier
n même
a pensée
tions qui
eur l'in-
aux dé-
cadre en
la place
eur s'est
ecueillir
ries fict-
acune sa
st là un
tions du